



CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : **03.23.75.57.80** – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE

Dossier N° 2019-06-19-0251

Dossier de Diagnostic Technique

Vente



AMIANTE



ÉLECTRICITÉ



GAZ



DPE



ERP



Adresse de l'immeuble
20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY

Date d'édition du dossier
19/06/2019
Donneur d'ordre
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE



RÉGLEMENTATION

Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à R271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation – Article 46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En l'absence, lors de la signature de l'acte authentique de vente, d'un de ces documents en cours de validité, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

Le dossier de diagnostic technique vente comprend les documents suivants, quel que soit le type de bâtiment :

- État mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante ⁽¹⁾⁽²⁾
- Diagnostic de performance énergétique (DPE)
- État relatif à la présence de termites dans le bâtiment ⁽³⁾
- État des risques et pollutions (ERP)
- Information sur la présence d'un risque de mэрule ⁽³⁾

Pour les locaux à usage d'habitation, il doit comporter en plus les documents suivants :

- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ⁽⁴⁾
- État de l'installation intérieure d'électricité ⁽⁵⁾
- État de l'installation intérieure de gaz ⁽⁵⁾
- État de l'installation d'assainissement non collectif ⁽⁶⁾

Pour les immeubles en copropriété, il faut fournir en plus du DDT le document suivant :

- Mesurage de la superficie de la partie privative du (des) lot(s)

⁽¹⁾ Si immeuble dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/1997

⁽²⁾ À mettre à jour si réalisé avant le 01/01/2013

⁽³⁾ Si immeuble situé dans une zone classée à risque par le préfet

⁽⁴⁾ Si immeuble construit avant le 01/01/1949

⁽⁵⁾ Si installation réalisée depuis plus de 15 ans

⁽⁶⁾ Si installation non raccordée au réseau public d'eaux usées

Retrouvez toute la réglementation sur notre site internet : www.agendadiagnostics.fr

QUI MIEUX QU'UN GRAND RESEAU PEUT VOUS PROPOSER UNE TELLE QUALITE DE SERVICE ?



Accompagnement
avant, pendant, et
après notre mission



Notre combat
pour la **qualité**



La meilleure **RC Pro** du
marché : 3 000 000 €/an
et par cabinet



Un **site internet**
reprenant les textes
réglementaires



Tout savoir sur
les diagnostics
en **3 minutes**



Des rapports disponibles
sur l'**extranet**

Note de synthèse



Adresse de l'immeuble
20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY

Date d'édition du dossier
19/06/2019
Donneur d'ordre
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE

Réf. cadastrale
Non communiquée
/ 107
N° lot
Sans objet

Descriptif du bien : Un immeuble à usage d'habitation de type R+3, comportant 2 entrées et 16 appartements.

Les renseignements ci-dessous utilisés seuls ne sauraient engager la responsabilité du Cabinet AGENDA, et en aucun cas ne peuvent se substituer aux rapports de diagnostics originaux. La note de synthèse ne dispense pas de la lecture attentive de ces rapports.



AMIANTE

Présence de matériaux et produits contenant de l'amiant (liste B)

Limite de validité :
Aucune (obligations
réglementaires à vérifier)



ÉLECTRICITÉ

Présence d'une ou plusieurs anomalies

Constatations diverses : des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic, des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Limite de validité :
Vente : 18/06/2022
Location : 18/06/2025



GAZ

Présence d'une ou plusieurs anomalies

Limite de validité :
Vente : 18/06/2022
Location : 18/06/2025



DPE

429 kWh_{EP}/m².an



F

429 kWh_{EP}/m².an



G

100 kg_{éqCO2}/m².an

Limite de validité :
18/06/2029



ERP

Présence de risque(s)

Plan de prévention des risques : Aucun – Sismicité : 1 (très faible) – Secteur d'information sur les sols : Non

Limite de validité :
03/01/2020



PLOMB

Mission non réalisée

Motif : Bâtiment construit après le 31/12/1948

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante Listes A & B

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse :	20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
Référence cadastrale :	Non communiquée / 107	
Lot(s) de copropriété :	Sans objet	N° étage : Sans objet
Nature de l'immeuble :	Immeuble Complet	
Étendue de la prestation :	Parties Privatives	
Destination des locaux :	Habitation	
Date permis de construire :	Non communiquée	



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE

Opérateur de repérage :	Gérald GRASSET Certification n° C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres <input checked="" type="checkbox"/> Avec mention Formation à la prévention des risques liés à l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012		
Cabinet de diagnostics :	CABINET AGENDA AISNE 10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS N° SIRET : SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B		
Compagnie d'assurance :	ALLIANZ	N° de police : 49366477	Validité : DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier :	2019-06-19-0251 #A
Ordre de mission du :	11/06/2019 L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.
Accompagnateur(s) :	Pas d'accompagnateur
Document(s) fourni(s) :	Aucun
Moyens mis à disposition :	Aucun
Laboratoire(s) d'analyses :	EUROFINS ANALYSES POUR LE BÂTIMENT NORD – 557, route de Noyelles - P.A. du Pommier CS 20013 – 62110 HENIN-BEAUMONT – Accréditation n°1-1593K8509K
Commentaires :	Néant

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L1334-12-1 à L1334-17, R1334-20, R1334-21, R1334-23 à R1334-29-3 et R1334-29-7 du Code de la Santé Publique
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU REPERAGE

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple).


Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

CONCLUSION

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
il a été repéré des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.**

Récapitulatif des matériaux et produits contenant de l'amiante

Le tableau ci-dessous récapitule les composants de la construction où il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. La liste et la localisation de tous les matériaux et produits repérés sont détaillées dans la suite du document.

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation	Méthode	(1)	Photo
N°	DESIGNATION				
Conduits, canalisations et équipements					
985	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1	Sur décision de l'opérateur	EP	

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation	Méthode	(1)	Photo
N°	DESIGNATION				
104 3	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	Sur décision de l'opérateur	EP	
104 4	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	Sur décision de l'opérateur	EP	
115 2	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	Sur décision de l'opérateur	EP	
115 3	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	Sur décision de l'opérateur	EP	
128 4	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1	Sur décision de l'opérateur	EP	
202 6	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°1	Sur décision de l'opérateur	EP	
202 7	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°1	Sur décision de l'opérateur	EP	
213 1	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°2	Sur décision de l'opérateur	EP	
213 2	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°2	Sur décision de l'opérateur	EP	
236 9	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Combles	Sur décision de l'opérateur	EP	
Éléments extérieurs					
236 8	Toiture Plaques ondulées en fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Combles	Sur décision de l'opérateur	EP	
237 0	Toiture Plaques ondulées en fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur	Sur décision de l'opérateur	EP	
237 1	Conduits extérieurs en toiture Fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur	Sur décision de l'opérateur	EP	
237 2	Conduit d'aération Fibres ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur	Sur décision de l'opérateur	EP	

(1) Cette colonne indique les obligations réglementaires et recommandations de gestion liées à l'état de conservation de chaque matériau ou produit

EP : Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)

AC1 : Action corrective de 1^{er} niveau (arrêté du 12/12/2012)

AC2 : Action corrective de 2nd niveau (arrêté du 12/12/2012)
EVP : Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
SNE : Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
TCR : Travaux de confinement ou retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Locaux ou parties de locaux non visités

Néant

Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés

Néant

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DU RAPPORT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Rapport rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Opérateur de repérage : **Gérald GRASSET**

Durée de validité : **Non définie par la réglementation**

Signature de l'opérateur de repérage



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce repérage, basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, peut être utilisé pour la vente du bien, la constitution et la mise à jour du dossier technique amiante (DTA) et du dossier amiante parties privatives (DA-PP).

Attention ! Avant tous travaux ou démolition, ce repérage doit être complété : contactez-nous pour plus d'informations.

CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage

Il s'agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s'agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent ci-après au chapitre « Résultats détaillés du repérage ».

ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE : LISTE A

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE : LISTE B

Composant de la construction	Partie du composant
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiantement) et entourages de poteaux (carton, amiantement, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés

Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Éléments extérieurs	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

Modes opératoires

Nous tenons à votre disposition nos modes opératoires pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces modes opératoires décrivent la méthodologie propre à nos interventions. Ils permettent notamment de limiter la propagation de fibres d'amiante lors des sondages et prélèvements.

Conditions d'inaccessibilité

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

Constatations diverses

Néant

RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE




Ces résultats sont présentés sous 2 formes :

- « **Locaux visités & matériaux et produits repérés** » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés par local visité, qu'ils contiennent de l'amiante ou pas ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique et une désignation en langage courant ;
- « **Matériaux et produits contenant de l'amiante** » et « **Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante** » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés selon le fait qu'ils contiennent ou pas de l'amiante, indépendamment du local où ils se trouvent ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique (le même que précédemment, ce qui permet de faire le lien entre les 2 types de présentation des résultats) et leur libellé réglementaire (composant / partie du composant) ;
 - ▶ Le critère ayant permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante y est précisé (après analyse, sur décision de l'opérateur).

Enfin, la **légende** ci-dessous permet d'expliciter la terminologie et les pictogrammes utilisés dans les tableaux de résultats.

Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés

CARACTERISTIQUE	Identifiant	Commentaire
Élément de construction	N°	Numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa désignation courante et son libellé réglementaire
	Désignation	Description courante de l'élément de construction

CARACTERISTIQUE	Identifiant	Commentaire
	Composant / Partie du composant	Description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage')
Sondages et prélèvements		Prélèvement (P001 : référence du prélèvement) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Sondage : le recensement des sondages n'a pas vocation à être exhaustif D001 : référence de la décision opérateur ZSO : zone de similitude d'ouvrage (se réfère à un prélèvement sur un matériau ou produit de même nature) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Présence d'amiante
	?	Prélèvement en attente de résultat d'analyse
	ZH	Zone homogène : partie d'un immeuble bâti présentant des similitudes sur le type de matériau ou produit, la présence d'une protection, l'état de dégradation, l'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, l'usage des locaux
Paroi	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
	SO	Sol
	PL	Plafond
État de conservation (EC)	1, 2 ou 3	Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation
Justification		Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante
Préconisation	Recommandations de gestion	EP Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
		AC1 Action corrective de 1 ^{er} niveau (arrêté du 12/12/2012)
		AC2 Action corrective de 2 nd niveau (arrêté du 12/12/2012)
	Obligations réglementaires	EVP Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		SNE Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		TCR Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Locaux visités & matériaux et produits repérés

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras (avec pictogrammes 'a' et prélèvements/sondages en rouge) correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes. Les autres lignes d'éléments de construction correspondent à des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes, ou n'entrant pas dans le cadre de cette mission.

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°1)	315	Mur Plâtre Peinture (A)		
	316	Mur Plâtre Peinture (B)		
	317	Mur Plâtre Peinture (C)		
	318	Mur Plâtre Peinture (D)		
	319	Plafond Plâtre Peinture		
	320	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°1)	321	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	322	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	323	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	324	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	325	Plafond Plâtre Peinture		
	326	Plancher Carrelage		
	327	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Placard cuis (appt n°1)	328	Mur Plâtre Peinture (B)		
	329	Mur Plâtre Peinture (C)		
	330	Mur Plâtre Peinture (D)		
	331	Plafond Plâtre Peinture		
	332	Plancher Ciment Lino PVC		
	333	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°1)	334	Mur Plâtre Peinture (A)		
	335	Mur Plâtre Peinture (B)		
	336	Mur Plâtre Peinture (C)		
	337	Mur Plâtre Peinture (D)		
	338	Plafond Plâtre Peinture		
	339	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°1)	340	Mur Plâtre Peinture (A)		
	341	Mur Plâtre Peinture (B)		
	342	Mur Plâtre Peinture (C)		
	343	Mur Plâtre Peinture (D)		
	344	Mur Plâtre Peinture (E)		
	345	Mur Plâtre Peinture (F)		
	346	Plancher Carrelage		
	347	Plafond Plâtre Peinture		
	348	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	349	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Placard salle de bain (appt n°1)	350	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	351	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	352	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	353	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	354	Plancher Carrelage		
	355	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée WC (appt n°1)	356	Mur Plâtre Peinture (A)		
	357	Mur Plâtre Peinture (B)		
	358	Mur Plâtre Peinture (C)		
	359	Mur Plâtre Peinture (D)		
	362	Plancher Carrelage		
	363	Plafond Plâtre Peinture		
	365	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°1)	366	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	367	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	368	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	369	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	370	Plafond Plâtre Papier peint		
	371	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°1)	372	Mur Plâtre Peinture (A)		
	373	Mur Plâtre Peinture (B)		
	374	Mur Plâtre Peinture (C)		
	375	Mur Plâtre Peinture (D)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	376	Plafond Plâtre Peinture		
	377	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°2)	378	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	379	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	380	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	381	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	382	Plafond Plâtre Peinture		
	383	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°2)	397	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	398	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	399	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	400	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	401	Plafond Plâtre Peinture		
	402	Plancher Parquet flottant		
	438	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	439	Mur Plâtre Papier peint (F)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°2)	426	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	427	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	428	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	429	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	430	Plafond Plâtre Papier peint		
	431	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°2)	432	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	433	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	434	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	435	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	436	Plafond Plâtre Peinture		
	437	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 3 (appt n°2)	440	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	441	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	442	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	443	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	444	Plafond Plâtre Peinture		
	445	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée WC (appt n°2)	419	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	420	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	421	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	422	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	423	Plancher Carrelage		
	424	Plafond Plâtre Peinture		
	425	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°2)	403	Mur Plâtre Peinture (A)		
	404	Mur Plâtre Peinture (B)		
	405	Mur Faïence (C)		
	406	Mur Faïence (D)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	407	Mur Plâtre Peinture (E)		
	408	Mur Plâtre Peinture (F)		
	409	Plancher Carrelage		
	410	Plafond Plâtre Peinture		
	411	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	412	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Placard salle de bain (appt n°2)	413	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	414	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	415	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	416	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	417	Plancher Carrelage		
	418	Plafond Plâtre Peinture		
	446	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°2)	384	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	385	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	386	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	387	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	388	Plafond Plâtre Peinture		
	389	Plancher Carrelage		
	390	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Placard cuis (appt n°2)	391	Mur Plâtre Peinture (B)		
	392	Mur Plâtre Peinture (C)		
	393	Mur Plâtre Peinture (D)		
	394	Plafond Plâtre Peinture		
	395	Plancher Ciment		
	396	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 1er étage Entrée (appt n°3)	447	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	448	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	449	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	450	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	451	Plafond Plâtre Peinture		
	452	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Cuisine (appt n°3)	453	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	454	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	455	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	456	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	457	Plafond Plâtre Peinture		
	458	Plancher Carrelage		
	459	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 1er étage Placard cuis (appt n°3)	466	Mur Plâtre Peinture (B)		
	467	Mur Plâtre Peinture (C)		
	468	Mur Plâtre Peinture (D)		
	469	Plafond Plâtre Peinture		
	470	Plancher Ciment		
	471	Conduit(s) de fluide Métal		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B1 1er étage Dégagement (appt n°3)	460	Mur Plâtre Peinture (A)		
	461	Mur Plâtre Peinture (B)		
	462	Mur Plâtre Peinture (C)		
	463	Mur Plâtre Peinture (D)		
	464	Plafond Plâtre Peinture		
	465	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Salle de bains (appt n°3)	472	Mur Plâtre Peinture (A)		
	473	Mur Plâtre Peinture (B)		
	474	Mur Plâtre Peinture (C)		
	475	Mur Plâtre Peinture (D)		
	476	Mur Plâtre Peinture (E)		
	477	Mur Plâtre Peinture (F)		
	478	Plancher Carrelage		
	479	Plafond Plâtre Peinture		
	480	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B1 1er étage Placard salle de bain (appt n°3)	481	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	482	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	483	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	484	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	485	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	486	Plancher Carrelage		
	487	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 1er étage WC (appt n°3)	488	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	489	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	490	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	491	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	492	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	493	Plancher Carrelage		
	494	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 1er étage Chambre 1 (appt n°3)	495	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	496	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	497	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	498	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	499	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	500	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
Bâtiment B1 1er étage Chambre 2 (appt n°3)	501	Plancher Parquet flottant		
	502	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	503	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	504	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	505	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	506	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 1er étage Salle à manger (appt n°3)	507	Plancher Parquet flottant		
	508	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	509	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	510	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	511	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	512	Plafond Plâtre Peinture		
	513	Plancher Parquet flottant		
	514	Mur Ciment (A)		
Bâtiment B1 1er étage Gaine technique gaz	515	Mur Ciment (B)		
	516	Mur Ciment (C)		
	517	Mur Ciment (D)		
	518	Mur Plâtre Papier peint (A)		
Bâtiment B1 1er étage Séjour(appt n°4)	519	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	520	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	521	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	522	Plafond Plâtre Peinture		
	523	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Salon (appt n°4)	524	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	525	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	526	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	527	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	528	Plafond Plâtre Papier peint		
	529	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Dégagement (appt n°4)	530	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	531	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	532	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	533	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	534	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	535	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	536	Plafond Plâtre Peinture		
	537	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Chambre 1 (appt n°4)	538	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	539	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	540	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	541	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	542	Plafond Plâtre Peinture		
	543	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Chambre 2 (appt n°4)	544	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	545	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	546	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	547	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	548	Plafond Plâtre Peinture		
	549	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 1er étage Chambre 3 (appt n°4)	550	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	551	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	552	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	553	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	554	Plafond Plâtre Peinture		
	555	Plancher Parquet flottant		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B1 1er étage WC (appt n°4)	556	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	557	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	558	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	559	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	560	Plancher Carrelage		
	561	Plafond Plâtre Peinture		
	562	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 1er étage Salle de bains (appt n°4)	563	Mur Plâtre Peinture (A)		
	564	Mur Plâtre Peinture (B)		
	565	Mur Faïence (C)		
	566	Mur Faïence (D)		
	567	Mur Plâtre Peinture (E)		
	568	Mur Plâtre Peinture (F)		
	569	Plancher Carrelage		
	570	Plafond Plâtre Peinture		
	571	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	572	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B1 1er étage Placard salle de bains (appt n°4)	573	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	574	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	575	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	576	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	577	Plancher Carrelage		
	578	Plafond Plâtre Peinture		
	579	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 1er étage Cuisine (appt n°4)	580	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	581	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	582	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	583	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	584	Plafond Plâtre Peinture		
	585	Plancher Carrelage		
	586	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 1er étage Placard cuis (appt n°4)	587	Mur Plâtre Peinture (B)		
	588	Mur Plâtre Peinture (C)		
	589	Mur Plâtre Peinture (D)		
	590	Plafond Plâtre Peinture		
	591	Plancher Ciment		
	592	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 2ème étage Entrée (appt n°5)	593	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	594	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	595	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	596	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	597	Plafond Plâtre Peinture		
	598	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Cuisine (appt n°5)	599	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	600	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	601	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	602	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	603	Plafond Plâtre Peinture		
	604	Plancher Carrelage		
	605	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 2ème étage Placard cuis (appt n°5)	612	Mur Plâtre Peinture (B)		
	613	Mur Plâtre Peinture (C)		
	614	Mur Plâtre Peinture (D)		
	615	Plafond Plâtre Peinture		
	616	Plancher Ciment		
	617	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 2ème étage Dégagement (appt n°5)	606	Mur Plâtre Peinture (A)		
	607	Mur Plâtre Peinture (B)		
	608	Mur Plâtre Peinture (C)		
	609	Mur Plâtre Peinture (D)		
	610	Plafond Plâtre Peinture		
	611	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Salle de bains (appt n°5)	618	Mur Plâtre Peinture (A)		
	619	Mur Plâtre Peinture (B)		
	620	Mur Plâtre Peinture (C)		
	621	Mur Plâtre Peinture (D)		
	622	Mur Plâtre Peinture (E)		
	623	Mur Plâtre Peinture (F)		
	624	Plancher Carrelage		
	625	Plafond Plâtre Peinture		
	626	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B1 2ème étage Placard salle de bain (appt n°5)	627	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	628	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	629	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	630	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	631	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	632	Plancher Carrelage		
	633	Plafond Plâtre Peinture		
	634	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	635	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
Bâtiment B1 2ème étage WC (appt n°5)	636	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	637	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	638	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	639	Plancher Carrelage		
	640	Plafond Plâtre Peinture		
	641	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	642	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
Bâtiment B1 2ème étage Chambre 1 (appt n°5)	643	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	644	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	645	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	646	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
	647	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Chambre 2 (appt n°5)	648	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	649	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	650	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	651	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	652	Plafond Plâtre Peinture		
	653	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Salle à manger (appt n°5)	654	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	655	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	656	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	657	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	658	Plafond Plâtre Peinture		
	659	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Gaine technique gaz	660	Mur Ciment (A)		
	661	Mur Ciment (B)		
	662	Mur Ciment (C)		
	663	Mur Ciment (D)		
Bâtiment B1 2ème étage Séjour(appt n°6)	664	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	665	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	666	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	667	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	668	Plafond Plâtre Peinture		
	669	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Salon (appt n°6)	670	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	671	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	672	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	673	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	674	Plafond Plâtre Papier peint		
	675	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Dégagement (appt n°6)	676	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	677	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	678	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	679	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	680	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	681	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	682	Plafond Plâtre Peinture		
	683	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Chambre 1 (appt n°6)	684	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	685	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	686	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	687	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	688	Plafond Plâtre Peinture		
	689	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage	690	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		






LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Chambre 2 (appt n°6)	691	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	692	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	693	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	694	Plafond Plâtre Peinture		
	695	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 2ème étage Chambre 3 (appt n°6)	696	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	697	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	698	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	699	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	700	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 2ème étage WC (appt n°6)	701	Plancher Parquet flottant		
	702	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	703	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	704	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	705	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	706	Plancher Carrelage		
	707	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 2ème étage Salle de bains (appt n°6)	708	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	709	Mur Plâtre Peinture (A)		
	710	Mur Plâtre Peinture (B)		
	711	Mur Faïence (C)		
	712	Mur Faïence (D)		
	713	Mur Plâtre Peinture (E)		
	714	Mur Plâtre Peinture (F)		
	715	Plancher Carrelage		
	716	Plafond Plâtre Peinture		
	717	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B1 2ème étage Placard salle de bains (appt n°6)	718	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
	719	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	720	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	721	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	722	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	723	Plancher Carrelage		
	724	Plafond Plâtre Peinture		
	725	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 2ème étage Cuisine (appt n°6)	726	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	727	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	728	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	729	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	730	Plafond Plâtre Peinture		
	731	Plancher Carrelage		
	732	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 2ème étage Placard cuis (appt n°6)	733	Mur Plâtre Peinture (B)		
	734	Mur Plâtre Peinture (C)		
	735	Mur Plâtre Peinture (D)		













LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	736	Plafond Plâtre Peinture		
	737	Plancher Ciment		
	738	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 3ème étage séjour (appt n°7)	739	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	740	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	741	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	742	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	743	Plafond Plâtre Dalles polystyrène collées		
	744	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Cuisine (appt n°7)	745	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	746	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	747	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	748	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	749	Plafond Plâtre Peinture		
	750	Plancher Carrelage		
Bâtiment B1 3ème étage Placard cuis (appt n°7)	751	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	758	Mur Plâtre Peinture (B)		
	759	Mur Plâtre Peinture (C)		
	760	Mur Plâtre Peinture (D)		
	761	Plafond Plâtre Peinture		
	762	Plancher Ciment		
Bâtiment B1 3ème étage Dégagement (appt n°7)	763	Conduit(s) de fluide Métal		
	752	Mur Plâtre Peinture (A)		
	753	Mur Plâtre Peinture (B)		
	754	Mur Plâtre Peinture (C)		
	755	Mur Plâtre Peinture (D)		
	756	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 3ème étage Salle de bains (appt n°7)	757	Plancher Parquet flottant		
	764	Mur Plâtre Peinture (A)		
	765	Mur Plâtre Peinture (B)		
	766	Mur Plâtre Peinture (C)		
	767	Mur Plâtre Peinture (D)		
	768	Mur Plâtre Peinture (E)		
	769	Mur Plâtre Peinture (F)		
	770	Plancher Carrelage		
	771	Plafond Plâtre Peinture		
	772	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B1 3ème étage Placard salle de bain (appt n°7)	773	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	774	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	775	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	776	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	777	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	778	Plancher Carrelage		
	779	Plafond Plâtre Peinture		
	780	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		






LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B1 3ème étage WC (appt n°7)	781	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	782	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	783	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	784	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	785	Plancher Carrelage Dalles auto-adhésives		P004 ⊗
	786	Plafond Plâtre Peinture		
	787	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 3ème étage Chambre 1 (appt n°7)	788	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	789	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	790	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	791	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	792	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
	793	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Chambre 2 (appt n°7)	794	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	795	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	796	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	797	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	798	Plafond Plâtre Peinture		
	799	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Gaine technique gaz	806	Mur Ciment (A)		
	807	Mur Ciment (B)		
	808	Mur Ciment (C)		
	809	Mur Ciment (D)		
Bâtiment B1 3ème étage Séjour(appt n°8)	810	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	811	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	812	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	813	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	814	Plafond Plâtre Peinture		
	815	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Dégagement (appt n°8)	822	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	823	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	824	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	825	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	826	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	827	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	828	Plafond Plâtre Peinture		
	829	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Chambre 1 (appt n°8)	830	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	831	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	832	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	833	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	834	Plafond Plâtre Peinture		
	835	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Chambre 2 (appt n°8)	836	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	837	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		









LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	838	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	839	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	840	Plafond Plâtre Peinture		
	841	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 3ème étage Chambre 3 (appt n°8)	842	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	843	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	844	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	845	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	846	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 3ème étage WC (appt n°8)	847	Plancher Parquet flottant		
	848	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	849	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	850	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	851	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	852	Plancher Carrelage		
	853	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 3ème étage Salle de bains (appt n°8)	854	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	855	Mur Plâtre Peinture (A)		
	856	Mur Plâtre Peinture (B)		
	857	Mur Faïence (C)		
	858	Mur Faïence (D)		
	859	Mur Plâtre Peinture (E)		
	860	Mur Plâtre Peinture (F)		
	861	Plancher Carrelage		
	862	Plafond Plâtre Peinture		
	863	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B1 3ème étage Placard salle de bains (appt n°8)	864	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
	865	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	866	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	867	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	868	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	869	Plancher Carrelage		
	870	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B1 3ème étage Cuisine (appt n°8)	871	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	872	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	873	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	874	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	875	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	876	Plafond Plâtre Peinture		
	877	Plancher Carrelage		
	878	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 3ème étage Placard cuis (appt n°8)	879	Mur Plâtre Peinture (B)		
	880	Mur Plâtre Peinture (C)		
	881	Mur Plâtre Peinture (D)		
	882	Plafond Plâtre Peinture		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	883	Plancher Ciment Lino PVC		
	884	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 Sous-sol Dégagement chaufferie	996	Mur Blocs béton (A)		
	997	Mur Blocs béton (B)		
	998	Mur Blocs béton (C)		
	999	Mur Blocs béton (D)		
	1000	Plancher Béton		
	1001	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Chaufferie	1002	Mur Blocs béton (A)		
	1003	Mur Blocs béton (B)		
	1004	Mur Blocs béton (C)		
	1005	Mur Blocs béton (D)		
	1006	Mur Blocs béton (E)		
	1007	Mur Blocs béton (F)		
	1008	Plancher Béton		
	1009	Plafond Hourdis parpaings		
	1010	Conduit d'aération Ciment		
	1011	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		P002 ⊗
Bâtiment B1 Sous-sol Dégagement n°2	1012	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et carton goudronné		P003 ⊗
	1013	Mur Béton (A)		
	1014	Mur Béton (B)		
	1015	Mur Béton (D)		
	1016	Plafond Hourdis béton		
	1017	Plancher Béton		
	1018	Cloison Bois (Mur C)		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°15	1028	Conduit(s) de fluide Métal (Mur A)		
	1019	Mur Béton (A)		
	1020	Mur Béton (B)		
	1021	Mur Béton (C)		
	1022	Mur Béton (D)		
	1023	Plafond Hourdis béton		
	1024	Plancher Béton		
	1025	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	1026	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée (Mur A)		ZSO P002 ⊙
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°16	1027	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée (Mur D)		ZSO P002 ⊙
	1029	Mur Béton (B)		
	1030	Mur Béton (C)		
	1031	Mur Béton (D)		
	1032	Plancher Béton		
	1033	Plafond Hourdis parpaings		
	1034	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1035	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
	1036	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°2	1179	Mur Blocs béton (A)		
	1180	Mur Blocs béton (B)		
	1181	Mur Blocs béton (C)		
	1182	Mur Blocs béton (D)		
	1183	Plancher Béton		
	1184	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°4	1172	Mur Blocs béton (A)		
	1173	Mur Blocs béton (B)		
	1174	Mur Blocs béton (C)		
	1175	Mur Blocs béton (D)		
	1176	Plancher Béton		
	1177	Plafond Hourdis parpaings		
	1178	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°3	1164	Mur Béton (A)		
	1165	Mur Béton (B)		
	1166	Mur Béton (C)		
	1167	Mur Béton (D)		
	1168	Plancher Béton		
	1169	Plafond Béton		
	1170	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1171	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°1	1156	Mur Béton (A)		
	1157	Mur Béton (B)		
	1158	Mur Béton (C)		
	1159	Mur Béton (D)		
	1160	Plancher Béton		
	1161	Plafond Béton		
	1162	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1163	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 Sous-sol Dégagement cave n°3	1140	Mur Blocs béton (A)		
	1141	Mur Blocs béton (B)		
	1142	Mur Blocs béton (C)		
	1143	Mur Blocs béton (D)		
	1144	Plancher Béton		
	1145	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°7	1134	Mur Béton (A)		
	1135	Mur Béton (B)		
	1136	Mur Béton (C)		
	1137	Plancher Béton		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1138	Plafond Hourdis parpaings		
	1139	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	1146	Mur Béton (A)		
	1147	Mur Béton (B)		
	1148	Mur Béton (C)		
	1149	Mur Béton (D)		
	1150	Plancher Béton		
	1151	Plafond Hourdis béton		
	1152	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D003  
	1153	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur B)		D004  
	1154	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°5	1155	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1127	Mur Béton (A)		
	1128	Mur Béton (B)		
	1129	Mur Béton (C)		
	1130	Plancher Béton		
	1131	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°6	1133	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1119	Mur Béton (A)		
	1120	Mur Béton (B)		
	1121	Mur Béton (C)		
	1122	Plancher Béton		
	1123	Plafond Hourdis parpaings		
	1124	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1125	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°8	1126	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
	1111	Mur Béton (A)		
	1112	Mur Béton (B)		
	1113	Mur Béton (C)		
	1114	Plancher Béton		
	1115	Plafond Hourdis parpaings		
	1116	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1117	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Pièce	1118	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
	1096	Mur Blocs béton (A)		
	1097	Mur Blocs béton (B)		
	1098	Mur Blocs béton (C)		
	1099	Mur Blocs béton (D)		
	1100	Mur Blocs béton (E)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1101	Mur Blocs béton (F)		
	1102	Plancher Béton Lino PVC		
	1103	Plafond Hourdis béton		
	1104	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°13	1091	Mur Béton (A)		
	1092	Mur Béton (B)		
	1093	Mur Béton (C)		
	1094	Plancher Béton		
	1095	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Couloir cave n°2	1105	Mur Béton (A)		
	1106	Mur Béton (B)		
	1107	Mur Béton (C)		
	1108	Cloison Briques (Mur D)		
	1109	Plafond Hourdis béton		
	1110	Plancher Béton		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°9	1086	Mur Béton (C)		
	1087	Plancher Béton		
	1088	Plafond Hourdis parpaings		
	1090	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°12	1079	Mur Béton (A)		
	1080	Mur Béton (B)		
	1081	Mur Béton (C)		
	1082	Plancher Béton		
	1083	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°14	1070	Mur Béton (A)		
	1071	Mur Béton (B)		
	1072	Mur Béton (C)		
	1073	Plancher Béton		
	1074	Plafond Hourdis parpaings		
	1075	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1076	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1077	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
	1078	Conduit(s) de fluide PVC (Mur C)		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°11	1061	Mur Béton (A)		
	1062	Mur Béton (B)		
	1063	Mur Béton (C)		
	1064	Plancher Béton		
	1065	Plafond Hourdis parpaings		
	1066	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1067	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1068	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
	1069	Conduit(s) de fluide PVC (Mur C)		
Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°10	1053	Mur Béton (A)		
	1054	Mur Béton (B)		
	1055	Mur Béton (C)		
	1056	Plancher Béton		
	1057	Plafond Hourdis parpaings		
	1058	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1059	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1060	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		ZSO P002 
Bâtiment B1 Sous-sol Coulis cave n°1	1047	Mur Béton (A)		
	1048	Mur Béton (B)		
	1049	Mur Béton (C)		
	1050	Cloison Briques (Mur D)		
	1051	Plafond Hourdis béton		
	1052	Plancher Béton		
Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	1037	Mur Béton (A)		
	1038	Mur Béton (B)		
	1039	Mur Béton (C)		
	1040	Mur Béton (D)		
	1041	Plancher Béton		
	1042	Plafond Hourdis béton		
	1043	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D005  
	1044	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur D)		D006  
	1045	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Séjour (appt n°9)	1046	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		ZSO P002 
	1355	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1356	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1357	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1358	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1359	Plafond Plâtre Peinture		
	1360	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Cuisine (appt n°9)	1361	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1362	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1363	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1364	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1365	Plafond Plâtre Peinture		
	1366	Plancher Carrelage		
	1367	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Placard cuis	1368	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1369	Mur Plâtre Peinture (C)		







LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
(appt n°9)	1370	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1371	Plafond Plâtre Peinture		
	1372	Plancher Ciment		
	1373	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Dégagement (appt n°9)	1374	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1375	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1376	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1377	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1378	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	1379	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	1380	Plafond Plâtre Peinture		
	1381	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Salle de bains (appt n°9)	1382	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1383	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1384	Mur Faïence (C)		
	1385	Mur Faïence (D)		
	1386	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1387	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1388	Plancher Carrelage		
	1389	Plafond Plâtre Peinture		
	1390	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	1391	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Placard salle de bain (appt n°9)	1392	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1393	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1394	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1395	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1396	Plancher Carrelage		
	1397	Plafond Plâtre Peinture		
	1398	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 WC (appt n°9)	1399	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1400	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1401	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1402	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1403	Plancher Carrelage		
	1404	Plafond Plâtre Peinture		
	1405	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Chambre 1 (appt n°9)	1406	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1407	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1408	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1409	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1410	Plafond Plâtre Papier peint		
	1411	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Chambre 2 (appt n°9)	1412	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1413	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1414	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1415	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1416	Plafond Plâtre Peinture		
	1417	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Chambre 3 (appt n°9)	1418	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1419	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1420	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1421	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1422	Plafond Plâtre Peinture		
	1423	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Séjour(appt n°10)	1295	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1296	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1297	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1298	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1299	Plafond Plâtre Peinture		
	1300	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Dégagement (appt n°10)	1314	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1315	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1316	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1317	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1318	Plafond Plâtre Peinture		
	1319	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Chambre 1 (appt n°10)	1343	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1344	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1345	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1346	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1347	Plafond Plâtre Papier peint		
	1348	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Chambre 2 (appt n°10)	1349	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1350	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1351	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1352	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1353	Plafond Plâtre Peinture		
	1354	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 WC (appt n°10)	1336	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1337	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1338	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1339	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1340	Plancher Carrelage		
	1341	Plafond Plâtre Peinture		
	1342	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Salle de bains (appt n°10)	1320	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1321	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1322	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1323	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1324	Mur Plâtre Peinture (E)		



LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1325	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1326	Plancher Carrelage		
	1327	Plafond Plâtre Peinture		
	1328	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	1329	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Placard salle de bain (appt n°10)	1330	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1331	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1332	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1333	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1334	Plancher Carrelage		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Cuisine (appt n°10)	1335	Plafond Plâtre Peinture		
	1301	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1302	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1303	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1304	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1305	Plafond Plâtre Peinture		
	1306	Plancher Carrelage		
Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Placard cuis (appt n°10)	1307	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	1308	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1309	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1310	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1311	Plafond Plâtre Peinture		
	1312	Plancher Ciment Lino PVC		
	1313	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B1 2ème étage 2 Gaine technique gaz	2360	Mur Ciment (A)		
	2361	Mur Ciment (B)		
	2362	Mur Ciment (C)		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Palier n°3	2363	Mur Ciment (D)		
	885	Mur Ciment Peinture (B)		
	886	Mur Ciment Peinture (C)		
	887	Mur Ciment Peinture (D)		
	888	Plancher Carrelage Lino PVC		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique elec P3	889	Plafond Ciment Peinture		
	890	Mur Ciment (B)		
	891	Mur Ciment (C)		
	892	Mur Ciment (D)		
	893	Plancher Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P3	894	Plafond Béton		
	895	Mur Ciment (B)		
	896	Mur Ciment (C)		
	897	Mur Ciment (D)		
	898	Plancher Métal		
	899	Plafond Béton		
Bâtiment B cages	900	Conduit d'aération PVC		
	901	Mur Ciment Peinture (B)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Demi palier P3	902	Mur Ciment Peinture (C)		
	903	Mur Ciment Peinture (D)		
	904	Plancher Carrelage Lino PVC		
	905	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur	2364	Mur Béton Peinture (A)		
	2365	Mur Béton Peinture (C)		
	2366	Mur Plaques de parement (B)		P001 ⊗
	2367	Mur Plaques de parement (D)		
	2370	Toiture Plaques ondulées en fibres ciment		D013 ⊙ a
	2371	Conduits extérieurs en toiture Fibres ciment		D014 ⊙ a
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Palier n°2	2372	Conduit d'aération (sortie des ventilation des ent Fibres ciment (Mur C)		D015 ⊙ a
	906	Mur Ciment Peinture (B)		
	907	Mur Ciment Peinture (C)		
	908	Mur Ciment Peinture (D)		
	909	Plancher Carrelage Lino PVC		
	910	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P2	911	Mur Ciment (B)		
	912	Mur Ciment (C)		
	913	Mur Ciment (D)		
	914	Plancher Métal		
	915	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique elec P2	917	Mur Ciment (B)		
	918	Mur Ciment (C)		
	919	Mur Ciment (D)		
	920	Plancher Métal		
	921	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Demi palier P2	922	Mur Ciment Peinture (B)		
	923	Mur Ciment Peinture (C)		
	924	Mur Ciment Peinture (D)		
	925	Plancher Carrelage Lino PVC		
	926	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Palier n°1	927	Mur Ciment Peinture (B)		
	928	Mur Ciment Peinture (C)		
	929	Mur Ciment Peinture (D)		
	930	Plancher Carrelage Lino PVC		
	931	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P1	932	Mur Ciment (A)		
	933	Mur Ciment (B)		
	934	Mur Ciment (C)		
	935	Mur Ciment (D)		
	942	Plancher Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-	943	Plafond Métal		
	936	Mur Ciment (A)		
	937	Mur Ciment (B)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
chaussée Gaine technique elec P1	938	Mur Ciment (C)		
	939	Mur Ciment (D)		
	940	Plancher Métal		
	941	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Demi palier P1	944	Mur Ciment Peinture (B)		
	945	Mur Ciment Peinture (C)		
	946	Mur Ciment Peinture (D)		
	947	Plancher Carrelage Lino PVC		
	948	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom P1	969	Mur Ciment (B)		
	970	Mur Ciment (C)		
	971	Mur Ciment (D)		
	972	Plancher Métal		
	973	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Palier	949	Mur Ciment Peinture (B)		
	950	Mur Ciment Peinture (C)		
	951	Mur Ciment Peinture (D)		
	952	Plancher Carrelage Lino PVC		
	953	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz	954	Mur Ciment (B)		
	955	Mur Ciment (C)		
	956	Mur Ciment (D)		
	957	Plancher Métal		
	958	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Entrée	959	Mur Ciment Peinture (A)		
	960	Mur Ciment Peinture (B)		
	961	Mur Ciment Peinture (D)		
	962	Plancher Carrelage Lino PVC		
	963	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom	964	Mur Ciment (B)		
	965	Mur Ciment (C)		
	966	Mur Ciment (D)		
	967	Plancher Métal		
	968	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Palier P-1	974	Mur Ciment Peinture (A)		
	975	Mur Ciment Peinture (B)		
	976	Mur Ciment Peinture (C)		
	977	Mur Ciment Peinture (D)		
	978	Plafond Ciment Peinture		
	979	Plancher Carrelage		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1	980	Mur Ciment (B)		
	981	Mur Ciment (C)		
	982	Mur Ciment (D)		
	983	Plafond Métal		
	984	Plancher Ciment		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	985	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D007  
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom P-1	986	Mur Ciment (B)		
	987	Mur Ciment (C)		
	988	Mur Ciment (D)		
	989	Plancher Béton		
	990	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité P-1	991	Mur Ciment (B)		
	992	Mur Ciment (C)		
	993	Mur Ciment (D)		
	994	Plancher Béton		
	995	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Palier n°3	1185	Mur Ciment Peinture (B)		
	1186	Mur Ciment Peinture (C)		
	1187	Mur Ciment Peinture (D)		
	1188	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1189	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique elec P3	1190	Mur Ciment (B)		
	1191	Mur Ciment (C)		
	1192	Mur Ciment (D)		
	1193	Plancher Métal		
	1194	Plafond Béton		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P3	1195	Mur Ciment (B)		
	1196	Mur Ciment (C)		
	1197	Mur Ciment (D)		
	1198	Plancher Métal		
	1199	Plafond Béton		
	1200	Conduit d'aération PVC		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Demi palier P3	1201	Mur Ciment Peinture (B)		
	1202	Mur Ciment Peinture (C)		
	1203	Mur Ciment Peinture (D)		
	1204	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1205	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Palier	1248	Mur Ciment Peinture (B)		
	1249	Mur Ciment Peinture (C)		
	1250	Mur Ciment Peinture (D)		
	1251	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1252	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Combles	2368	Toiture Plaques ondulées en fibres ciment		D001  
	2369	Conduit d'aération Fibres ciment		D002  
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz	1253	Mur Ciment (B)		
	1254	Mur Ciment (C)		
	1255	Mur Ciment (D)		
	1256	Plancher Métal		
	1257	Plafond Métal		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Entrée	1258	Mur Ciment Peinture (A)		
	1259	Mur Ciment Peinture (B)		
	1260	Mur Ciment Peinture (D)		
	1261	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1262	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom	1263	Mur Ciment (B)		
	1264	Mur Ciment (C)		
	1265	Mur Ciment (D)		
	1266	Plancher Métal		
	1267	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Palier n°2	1206	Mur Ciment Peinture (B)		
	1207	Mur Ciment Peinture (C)		
	1208	Mur Ciment Peinture (D)		
	1209	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1210	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P2	1211	Mur Ciment (B)		
	1212	Mur Ciment (C)		
	1213	Mur Ciment (D)		
	1214	Plancher Métal		
	1215	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique elec P2	1216	Mur Ciment (B)		
	1217	Mur Ciment (C)		
	1218	Mur Ciment (D)		
	1219	Plancher Métal		
	1220	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Demi palier P2	1221	Mur Ciment Peinture (B)		
	1222	Mur Ciment Peinture (C)		
	1223	Mur Ciment Peinture (D)		
	1224	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1225	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Palier n°1	1226	Mur Ciment Peinture (B)		
	1227	Mur Ciment Peinture (C)		
	1228	Mur Ciment Peinture (D)		
	1229	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1230	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P1	1231	Mur Ciment (A)		
	1232	Mur Ciment (B)		
	1233	Mur Ciment (C)		
	1234	Mur Ciment (D)		
	1235	Plancher Métal		
	1236	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique elec P1	1237	Mur Ciment (A)		
	1238	Mur Ciment (B)		
	1239	Mur Ciment (C)		
	1240	Mur Ciment (D)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1241	Plancher Métal		
	1242	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Demi palier P1	1243	Mur Ciment Peinture (B)		
	1244	Mur Ciment Peinture (C)		
	1245	Mur Ciment Peinture (D)		
	1246	Plancher Carrelage Lino PVC		
	1247	Plafond Ciment Peinture		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom P1	1268	Mur Ciment (B)		
	1269	Mur Ciment (C)		
	1270	Mur Ciment (D)		
	1271	Plancher Métal		
	1272	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Palier P-1	1273	Mur Ciment Peinture (A)		
	1274	Mur Ciment Peinture (B)		
	1275	Mur Ciment Peinture (C)		
	1276	Mur Ciment Peinture (D)		
	1277	Plafond Ciment Peinture		
	1278	Plancher Carrelage		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1	1279	Mur Ciment (B)		
	1280	Mur Ciment (C)		
	1281	Mur Ciment (D)		
	1282	Plafond Métal		
	1283	Plancher Ciment		
	1284	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D008  
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique telecom P-1	1285	Mur Ciment (B)		
	1286	Mur Ciment (C)		
	1287	Mur Ciment (D)		
	1288	Plancher Béton		
	1289	Plafond Métal		
Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité P-1	1290	Mur Ciment (B)		
	1291	Mur Ciment (C)		
	1292	Mur Ciment (D)		
	1293	Plancher Béton		
	1294	Plafond Métal		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°9)	2224	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2225	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2226	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2227	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2228	Plafond Plâtre Peinture		
	2229	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°9)	2230	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2231	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2232	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2233	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2234	Plafond Plâtre Dalles polystyrène collées		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2235	Plancher Parquet flottant		
	2236	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Placard cuis (appt n°9)	2237	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2238	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2239	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2240	Plafond Plâtre Peinture		
	2241	Plancher Ciment		
	2242	Conduit(s) de fluide Métal		
	2243	Mur Plâtre Papier peint (A)		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°9)	2244	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2245	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2246	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2247	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	2248	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	2249	Plafond Plâtre Peinture		
	2250	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°9)	2251	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2252	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2253	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2254	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2255	Mur Plâtre Peinture (E)		
	2256	Mur Plâtre Peinture (F)		
	2257	Plancher Carrelage		
	2258	Plafond Plâtre Dalles polystyrène collées		
	2259	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	2260	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Placard salle de bain (appt n°9)	2261	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2262	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2263	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2264	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2265	Plancher Carrelage		
	2266	Plafond Plâtre Peinture		
	2267	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur C)		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée WC (appt n°9)	2268	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2269	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2270	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2271	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2272	Plancher Carrelage		
	2273	Plafond Plâtre Peinture		
	2274	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°9)	2275	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2276	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2277	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2278	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2279	Plafond Plâtre Papier peint		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2280	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°9)	2281	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2282	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2283	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2284	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2285	Plafond Plâtre Peinture		
	2286	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 3 (appt n°9)	2287	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2288	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2289	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2290	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2291	Plafond Plâtre Peinture		
	2292	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°10)	2164	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2165	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2166	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2167	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2168	Plafond Plâtre Peinture		
	2169	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°10)	2183	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2184	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2185	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2186	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2187	Plafond Plâtre Peinture		
	2188	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°10)	2212	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2213	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2214	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2215	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2216	Plafond Plâtre Papier peint		
	2217	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°10)	2218	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2219	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2220	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2221	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2222	Plafond Plâtre Peinture		
	2223	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée WC (appt n°10)	2205	Mur Plâtre Peinture (A)		
	2206	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2207	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2208	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2209	Plancher Carrelage		
	2210	Plafond Plâtre Peinture		
	2211	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 Rez-de-	2189	Mur Plâtre Peinture (A)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
chaussée Salle de bains (appt n°10)	2190	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2191	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2192	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2193	Mur Plâtre Peinture (E)		
	2194	Mur Plâtre Peinture (F)		
	2195	Plancher Carrelage		
	2196	Plafond Plâtre Peinture		
	2197	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	2198	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Placard salle de bain (appt n°10)	2199	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	2200	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	2201	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	2202	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	2203	Plancher Carrelage		
	2204	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°10)	2170	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	2171	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	2172	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	2173	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	2174	Plafond Plâtre Peinture		
	2175	Plancher Carrelage		
Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Placard cuis (appt n°10)	2176	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	2177	Mur Plâtre Peinture (B)		
	2178	Mur Plâtre Peinture (C)		
	2179	Mur Plâtre Peinture (D)		
	2180	Plafond Plâtre Peinture		
	2181	Plancher Ciment Lino PVC		
Bâtiment B 2 1er étage Entrée (appt n°11)	2182	Conduit(s) de fluide Métal		
	1553	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1554	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1555	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1556	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1557	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 1er étage Cuisine (appt n°11)	1558	Plancher Parquet flottant		
	1559	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1560	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1561	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1562	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1563	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 1er étage Placard cuis (appt n°11)	1564	Plancher Carrelage		
	1565	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	1572	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1573	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1574	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1575	Plafond Plâtre Peinture		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1576	Plancher Ciment		
	1577	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 1er étage Dégagement (appt n°11)	1566	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1567	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1568	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1569	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1570	Plafond Plâtre Peinture		
	1571	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Salle de bains (appt n°11)	1578	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1579	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1580	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1581	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1582	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1583	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1584	Plancher Carrelage		
	1585	Plafond Plâtre Peinture		
	1586	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B 2 1er étage Placard salle de bain (appt n°11)	1587	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1588	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1589	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1590	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1591	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1592	Plancher Carrelage		
	1593	Plafond Plâtre Peinture		
	1594	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 1er étage WC (appt n°11)	1595	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1596	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1597	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1598	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1599	Plancher Carrelage		
	1600	Plafond Plâtre Peinture		
	1601	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 1er étage Chambre 1 (appt n°11)	1602	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1603	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1604	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1605	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1606	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
	1607	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Chambre 2 (appt n°11)	1608	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1609	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1610	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1611	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1612	Plafond Plâtre Peinture		
	1613	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage	1614	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Salle à manger (appt n°11)	1615	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1616	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1617	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1618	Plafond Plâtre Peinture		
	1619	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique gaz	1620	Mur Ciment (A)		
	1621	Mur Ciment (B)		
	1622	Mur Ciment (C)		
	1623	Mur Ciment (D)		
Bâtiment B 2 1er étage Séjour(appt n°12)	1624	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1625	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1626	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1627	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1628	Plafond Plâtre Peinture		
	1629	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Salon (appt n°12)	1630	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1631	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1632	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1633	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1634	Plafond Plâtre Papier peint		
	1635	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Dégagement (appt n°12)	1636	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1637	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1638	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1639	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1640	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	1641	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	1642	Plafond Plâtre Peinture		
	1643	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Chambre 1 (appt n°12)	1644	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1645	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1646	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1647	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1648	Plafond Plâtre Peinture		
	1649	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Chambre 2 (appt n°12)	1650	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1651	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1652	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1653	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1654	Plafond Plâtre Peinture		
	1655	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage Chambre 3 (appt n°12)	1656	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1657	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1658	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1659	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1660	Plafond Plâtre Peinture		
	1661	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 1er étage WC (appt n°12)	1662	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1663	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1664	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1665	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1666	Plancher Carrelage		
	1667	Plafond Plâtre Peinture		
	1668	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 1er étage Salle de bains (appt n°12)	1669	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1670	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1671	Mur Faïence (C)		
	1672	Mur Faïence (D)		
	1673	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1674	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1675	Plancher Carrelage		
	1676	Plafond Plâtre Peinture		
	1677	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	1678	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B 2 1er étage Placard salle de bains (appt n°12)	1679	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1680	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1681	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1682	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1683	Plancher Carrelage		
	1684	Plafond Plâtre Peinture		
	1685	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 1er étage Cuisine (appt n°12)	1686	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1687	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1688	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1689	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1690	Plafond Plâtre Peinture		
	1691	Plancher Carrelage		
	1692	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 1er étage Placard cuis (appt n°12)	1693	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1694	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1695	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1696	Plafond Plâtre Peinture		
	1697	Plancher Ciment		
	1698	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 2ème étage Entrée (appt n°13)	1699	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1700	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1701	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1702	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1703	Plafond Plâtre Peinture		
	1704	Plancher Parquet flottant		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B 2 2ème étage Cuisine (appt n°13)	1705	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1706	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1707	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1708	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1709	Plafond Plâtre Peinture		
	1710	Plancher Carrelage		
	1711	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 2ème étage Placard cuis (appt n°13)	1718	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1719	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1720	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1721	Plafond Plâtre Peinture		
	1722	Plancher Ciment		
	1723	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 2ème étage Dégagement (appt n°13)	1712	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1713	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1714	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1715	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1716	Plafond Plâtre Peinture		
	1717	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 2ème étage Salle de bains (appt n°13)	1724	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1725	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1726	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1727	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1728	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1729	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1730	Plancher Carrelage		
	1731	Plafond Plâtre Peinture		
	1732	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	1733	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 2ème étage Placard salle de bain (appt n°13)	1734	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1735	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1736	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1737	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1738	Plancher Carrelage		
	1739	Plafond Plâtre Peinture		
	1740	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 2ème étage WC (appt n°13)	1741	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1742	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1743	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1744	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1745	Plancher Carrelage		
	1746	Plafond Plâtre Peinture		
	1747	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 1 (appt n°13)	1748	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1749	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1750	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1751	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1752	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
	1753	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 2 (appt n°13)	1754	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1755	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1756	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1757	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1758	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 2ème étage Salle à manger (appt n°13)	1759	Plancher Parquet flottant		
	1760	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1761	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1762	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1763	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1764	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 2ème étage Gain technique gaz	1765	Plancher Parquet flottant		
	1766	Mur Ciment (A)		
	1767	Mur Ciment (B)		
Bâtiment B 2 2ème étage Séjour(appt n°14)	1768	Mur Ciment (C)		
	1769	Mur Ciment (D)		
	1770	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1771	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1772	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1773	Mur Plâtre Papier peint (D)		
Bâtiment B 2 2ème étage Salon (appt n°14)	1774	Plafond Plâtre Peinture		
	1775	Plancher Parquet flottant		
	1776	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1777	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1778	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1779	Mur Plâtre Papier peint (D)		
Bâtiment B 2 2ème étage Dégagement (appt n°14)	1780	Plafond Plâtre Papier peint		
	1781	Plancher Parquet flottant		
	1782	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1783	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1784	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1785	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1786	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	1787	Mur Plâtre Papier peint (F)		
Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 1 (appt n°14)	1788	Plafond Plâtre Peinture		
	1789	Plancher Parquet flottant		
	1790	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1791	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1792	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1793	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1794	Plafond Plâtre Peinture		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1795	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 2 (appt n°14)	1796	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1797	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1798	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1799	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1800	Plafond Plâtre Peinture		
	1801	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 3 (appt n°14)	1802	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1803	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1804	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1805	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1806	Plafond Plâtre Peinture		
	1807	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 2ème étage WC (appt n°14)	1808	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1809	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1810	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1811	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1812	Plancher Carrelage		
	1813	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 2ème étage Salle de bains (appt n°14)	1814	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1815	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1816	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1817	Mur Faïence (C)		
	1818	Mur Faïence (D)		
	1819	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1820	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1821	Plancher Carrelage		
	1822	Plafond Plâtre Peinture		
	1823	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B 2 2ème étage Placard salle de bains (appt n°14)	1824	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
	1825	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1826	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1827	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1828	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1829	Plancher Carrelage		
	1830	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 2ème étage Cuisine (appt n°14)	1831	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	1832	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1833	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1834	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1835	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1836	Plafond Plâtre Peinture		
	1837	Plancher Carrelage		
	1838	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 2ème étage	1839	Mur Plâtre Peinture (B)		





LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Placard cuis (appt n°14)	1840	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1841	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1842	Plafond Plâtre Peinture		
	1843	Plancher Ciment		
	1844	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 3ème étage séjour (appt n°15)	1845	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1846	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1847	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1848	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1849	Plafond Plâtre Dalles polystyrène collées		
Bâtiment B 2 3ème étage Cuisine (appt n°15)	1850	Plancher Parquet flottant		
	1851	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1852	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1853	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1854	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1855	Plafond Plâtre Peinture		
	1856	Plancher Carrelage		
Bâtiment B 2 3ème étage Placard cuis (appt n°15)	1857	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
	1864	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1865	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1866	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1867	Plafond Plâtre Peinture		
	1868	Plancher Ciment		
	1869	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 3ème étage Dégagement (appt n°15)	1858	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1859	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1860	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1861	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1862	Plafond Plâtre Peinture		
Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°15)	1863	Plancher Parquet flottant		
	1870	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1871	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1872	Mur Plâtre Peinture (C)		
	1873	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1874	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1875	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1876	Plancher Carrelage		
	1877	Plafond Plâtre Peinture		
	1878	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
Bâtiment B 2 3ème étage Placard salle de bain (appt n°15)	1879	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	1880	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1881	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1882	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1883	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1884	Plancher Carrelage		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1885	Plafond Plâtre Peinture		
	1886	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 3ème étage WC (appt n°15)	1887	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1888	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1889	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1890	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1891	Plancher Carrelage Dalles auto-adhésives		
	1892	Plafond Plâtre Peinture		
	1893	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 1 (appt n°15)	1894	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1895	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1896	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1897	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1898	Plafond Plâtre Toile de verre peinte		
	1899	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 2 (appt n°15)	1900	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1901	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1902	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1903	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1904	Plafond Plâtre Peinture		
	1905	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique gaz	1906	Mur Ciment (A)		
	1907	Mur Ciment (B)		
	1908	Mur Ciment (C)		
	1909	Mur Ciment (D)		
Bâtiment B 2 3ème étage Séjour(appt n°16)	1910	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1911	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1912	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1913	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1914	Plafond Plâtre Peinture		
	1915	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage Dégagement (appt n°16)	1916	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1917	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1918	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1919	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1920	Mur Plâtre Papier peint (E)		
	1921	Mur Plâtre Papier peint (F)		
	1922	Plafond Plâtre Peinture		
	1923	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 1 (appt n°16)	1924	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1925	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1926	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1927	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1928	Plafond Plâtre Peinture		
	1929	Plancher Parquet flottant		





LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 2 (appt n°16)	1930	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1931	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1932	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1933	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1934	Plafond Plâtre Peinture		
	1935	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 3 (appt n°16)	1936	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1937	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1938	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1939	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1940	Plafond Plâtre Peinture		
	1941	Plancher Parquet flottant		
Bâtiment B 2 3ème étage WC (appt n°16)	1942	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1943	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1944	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1945	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1946	Plancher Carrelage		
	1947	Plafond Plâtre Peinture		
	1948	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°16)	1949	Mur Plâtre Peinture (A)		
	1950	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1951	Mur Faïence (C)		
	1952	Mur Faïence (D)		
	1953	Mur Plâtre Peinture (E)		
	1954	Mur Plâtre Peinture (F)		
	1955	Plancher Carrelage		
	1956	Plafond Plâtre Peinture		
	1957	Conduit(s) de fluide Métal et PVC (Mur A)		
	1958	Conduit(s) de fluide Métal (Mur B)		
Bâtiment B 2 3ème étage Placard salle de bains (appt n°16)	1959	Mur Plâtre Papier peint (A)		
	1960	Mur Plâtre Papier peint (B)		
	1961	Mur Plâtre Papier peint (C)		
	1962	Mur Plâtre Papier peint (D)		
	1963	Plancher Carrelage		
	1964	Plafond Plâtre Peinture		
	1965	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 3ème étage Cuisine (appt n°16)	1966	Mur Plâtre Toile de verre peinte (A)		
	1967	Mur Plâtre Toile de verre peinte (B)		
	1968	Mur Plâtre Toile de verre peinte (C)		
	1969	Mur Plâtre Toile de verre peinte (D)		
	1970	Plafond Plâtre Peinture		
	1971	Plancher Carrelage		
	1972	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 3ème étage Placard cuis (appt n°16)	1973	Mur Plâtre Peinture (B)		
	1974	Mur Plâtre Peinture (C)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	1975	Mur Plâtre Peinture (D)		
	1976	Plafond Plâtre Peinture		
	1977	Plancher Ciment Lino PVC		
	1978	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 Sous-sol Dégagement chaufferie	1979	Mur Blocs béton (A)		
	1980	Mur Blocs béton (B)		
	1981	Mur Blocs béton (C)		
	1982	Mur Blocs béton (D)		
	1983	Plancher Béton		
	1984	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Chaufferie	1985	Mur Blocs béton (A)		
	1986	Mur Blocs béton (B)		
	1987	Mur Blocs béton (C)		
	1988	Mur Blocs béton (D)		
	1989	Mur Blocs béton (E)		
	1990	Mur Blocs béton (F)		
	1991	Plancher Béton		
	1992	Plafond Hourdis parpaings		
	1993	Conduit d'aération Ciment		
	1994	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Dégagement n°2	1995	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre		
	1996	Mur Béton (A)		
	1997	Mur Béton (B)		
	1998	Mur Béton (D)		
	1999	Plafond Hourdis béton		
	2000	Plancher Béton		
	2001	Cloison Bois (Mur C)		
	2002	Conduit(s) de fluide Métal (Mur A)		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°15	2003	Mur Béton (A)		
	2004	Mur Béton (B)		
	2005	Mur Béton (C)		
	2006	Mur Béton (D)		
	2007	Plafond Hourdis béton		
	2008	Plancher Béton		
	2009	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2010	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée (Mur A)		
	2011	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée (Mur D)		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°16	2012	Mur Béton (B)		
	2013	Mur Béton (C)		
	2014	Mur Béton (D)		
	2015	Plancher Béton		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2016	Plafond Hourdis parpaings		
	2017	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	2018	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2019	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°2	2158	Mur Blocs béton (A)		
	2159	Mur Blocs béton (B)		
	2160	Mur Blocs béton (C)		
	2161	Mur Blocs béton (D)		
	2162	Plancher Béton		
	2163	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°4	2151	Mur Blocs béton (A)		
	2152	Mur Blocs béton (B)		
	2153	Mur Blocs béton (C)		
	2154	Mur Blocs béton (D)		
	2155	Plancher Béton		
	2156	Plafond Hourdis parpaings		
	2157	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°3	2143	Mur Béton (A)		
	2144	Mur Béton (B)		
	2145	Mur Béton (C)		
	2146	Mur Béton (D)		
	2147	Plancher Béton		
	2148	Plafond Béton		
	2149	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2150	Conduit(s) de fluide Métal		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°1	2135	Mur Béton (A)		
	2136	Mur Béton (B)		
	2137	Mur Béton (C)		
	2138	Mur Béton (D)		
	2139	Plancher Béton		
	2140	Plafond Béton		
	2141	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2142	Conduit(s) de fluide Métal et PVC		
Bâtiment B 2 Sous-sol Dégagement cave n°3	2119	Mur Blocs béton (A)		
	2120	Mur Blocs béton (B)		
	2121	Mur Blocs béton (C)		
	2122	Mur Blocs béton (D)		
	2123	Plancher Béton		
	2124	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°7	2113	Mur Béton (A)		
	2114	Mur Béton (B)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2115	Mur Béton (C)		
	2116	Plancher Béton		
	2117	Plafond Hourdis parpaings		
	2118	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°2	2125	Mur Béton (A)		
	2126	Mur Béton (B)		
	2127	Mur Béton (C)		
	2128	Mur Béton (D)		
	2129	Plancher Béton		
	2130	Plafond Hourdis béton		
	2131	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D009  
	2132	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur B)		D010  
	2133	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°5	2134	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2107	Mur Béton (A)		
	2108	Mur Béton (B)		
	2109	Mur Béton (C)		
	2110	Plancher Béton		
	2111	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°6	2112	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2099	Mur Béton (A)		
	2100	Mur Béton (B)		
	2101	Mur Béton (C)		
	2102	Plancher Béton		
	2103	Plafond Hourdis parpaings		
	2104	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	2105	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°8	2106	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2091	Mur Béton (A)		
	2092	Mur Béton (B)		
	2093	Mur Béton (C)		
	2094	Plancher Béton		
	2095	Plafond Hourdis parpaings		
	2096	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	2097	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2098	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
Bâtiment B 2 Sous-sol Pièce	2076	Mur Blocs béton (A)		
	2077	Mur Blocs béton (B)		
	2078	Mur Blocs béton (C)		


LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2079	Mur Blocs béton (D)		
	2080	Mur Blocs béton (E)		
	2081	Mur Blocs béton (F)		
	2082	Plancher Béton Lino PVC		
	2083	Plafond Hourdis béton		
	2084	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°13	2071	Mur Béton (A)		
	2072	Mur Béton (B)		
	2073	Mur Béton (C)		
	2074	Plancher Béton		
	2075	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Couloir cave n°2	2085	Mur Béton (A)		
	2086	Mur Béton (B)		
	2087	Mur Béton (C)		
	2088	Cloison Briques (Mur D)		
	2089	Plafond Hourdis béton		
	2090	Plancher Béton		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°9	2067	Mur Béton (C)		
	2068	Plancher Béton		
	2069	Plafond Hourdis parpaings		
	2070	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°12	2062	Mur Béton (A)		
	2063	Mur Béton (B)		
	2064	Mur Béton (C)		
	2065	Plancher Béton		
	2066	Plafond Hourdis parpaings		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°14	2053	Mur Béton (A)		
	2054	Mur Béton (B)		
	2055	Mur Béton (C)		
	2056	Plancher Béton		
	2057	Plafond Hourdis parpaings		
	2058	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	2059	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2060	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2061	Conduit(s) de fluide PVC (Mur C)		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°11	2044	Mur Béton (A)		
	2045	Mur Béton (B)		
	2046	Mur Béton (C)		
	2047	Plancher Béton		
	2048	Plafond Hourdis parpaings		
	2049	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
	2050	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
	2051	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2052	Conduit(s) de fluide PVC (Mur C)		
Bâtiment B 2 Sous-sol Cave n°10	2036	Mur Béton (A)		
	2037	Mur Béton (B)		
	2038	Mur Béton (C)		
	2039	Plancher Béton		
	2040	Plafond Hourdis parpaings		
	2041	Conduit(s) de fluide Métal (Mur C)		
	2042	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		
Bâtiment B 2 Sous-sol Couloir cave n°1	2043	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2030	Mur Béton (A)		
	2031	Mur Béton (B)		
	2032	Mur Béton (C)		
	2033	Cloison Briques (Mur D)		
	2034	Plafond Hourdis béton		
	2035	Plancher Béton		
Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°1	2020	Mur Béton (A)		
	2021	Mur Béton (B)		
	2022	Mur Béton (C)		
	2023	Mur Béton (D)		
	2024	Plancher Béton		
	2025	Plafond Hourdis béton		
	2026	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur C)		D011  
	2027	Conduit d'aération Fibres ciment (Mur D)		D012  
	2028	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage mousse polyuréthane		
	2029	Conduit(s) de fluide Métal Calorifugeage laine de verre et bande plâtrée		


Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DECISION DE L'OPERATEUR

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Décision		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf./ZH			
985	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1		C	D007/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Décision		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf./ZH			
1043	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	C		D005/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
1044	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	D		D006/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
1152	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	C		D003/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
1153	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	B		D004/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
1284	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Gaine technique gaz P-1	C		D008/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2026	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°1	C		D011/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2027	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°1	D		D012/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2131	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°2	C		D009/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2132	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B 2 Sous-sol Entrée cave n°2	B		D010/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2368	Toitures / Plaques	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Combles			D001/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2369	Conduits de fluides / Conduits	Bâtiment B cages d'escalier n°2 Rez-de-chaussée Combles			D002/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2370	Toitures / Plaques	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur			D013/A		EP	

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Décision		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf./ZH			
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2371	Conduits en toiture et façade / Conduits en fibres-ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur			D014/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
2372	Conduits en toiture et façade / Conduits en fibres-ciment	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur		C	D015/A		EP	
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						

APRES ANALYSE

Néant



Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante


Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits non amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

APRES ANALYSE

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Prélèvement		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf.			
785	Planchers / Dalles de sol	Bâtiment B1 3ème étage WC (appt n°7)	SO		P004			
1011	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Chaufferie			P002			
1012	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Chaufferie			P003			
1026	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°15	A	X	P002			
1027	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°15	D	X	P002			
1035	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°16	PL	X	P002			
1036	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°16	PL	X	P002			
1046	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°1	PL	X	P002			
1059	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°10	PL	X	P002			
1060	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°10	PL	X	P002			
1067	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°11	PL	X	P002			
1068	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°11	PL	X	P002			
1076	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°14	PL	X	P002			

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Prélèvement		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf.			
1077	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°14	PL	X	P002			
1090	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°9	PL	X	P002			
1104	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Pièce	PL	X	P002			
1117	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°8	PL	X	P002			
1118	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°8	PL	X	P002			
1125	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°6	PL	X	P002			
1126	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°6	PL	X	P002			
1133	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°5	PL	X	P002			
1139	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°7	PL	X	P002			
1154	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	PL	X	P002			
1155	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Entrée cave n°2	PL	X	P002			
1162	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°1	PL	X	P002			
1170	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°3	PL	X	P002			
1178	Calorifugeages	Bâtiment B1 Sous-sol Cave n°4	PL	X	P002			
2366	Bardages et façades légères / Plaques	Bâtiment B cages d'escalier n°1 Rez-de-chaussée Extérieur	B		P001			

ANNEXES

Obligations liées à l'état de conservation des matériaux et produits

MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Il s'agit des matériaux et produits autres que les flocages, les calorifugeages et les faux plafonds.

Critères utilisés dans la grille d'évaluation

En cas de présence de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante (MPCA), les propriétaires doivent faire évaluer leur état de conservation par un opérateur de repérage certifié, au moyen d'une grille d'évaluation définie par arrêté ministériel (article R1334-21 du Code de la Santé Publique, arrêté du 12/12/2012).

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ; la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc...

Recommandations réglementaires

En fonction du résultat de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, le rapport de repérage émet des recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes (arrêté du 12/12/2012) :

■ EP : Évaluation périodique

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Nous préconisons une périodicité de 3 ans, comme pour les MPCA de la liste A.

■ AC1 : Action corrective de 1^{er} niveau

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

Cette action corrective consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

■ AC2 : Action corrective de 2nd niveau

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action concernant l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective consiste à :

- Prendre, tant que les mesures de protection ou de retrait n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante ; cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante ; durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En cas de travaux de confinement ou de retrait

Lorsque des travaux de confinement ou de retrait de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire doit faire procéder à un **examen visuel** de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage certifié, ainsi qu'à une **mesure d'empoussièrement** dans l'air (qui doit être inférieur ou égal à 5 fibres/litre) après démantèlement du dispositif de confinement (article R1334-29-3 du Code de la Santé Publique).

Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org.

Rapports précédemment réalisés

DATE	Référence	Cabinet de diagnostics	Type de repérage	Conclusion
11/06/2019	2019-06-11-0236 #A	CABINET AGENDA AISNE	Listes A & B	Présence de MPCA

MPCA : Matériaux ou produit contenant de l'amiante

Plans et croquis

- Planche 1/11 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/11 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/11 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/11 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/11 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/11 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/11 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/11 : Bâtiment B 2 - 3ème étage
- Planche 9/11 : Bâtiment B cages d'escalier n°1 - Rez-de-chaussée
- Planche 10/11 : Bâtiment B cages d'escalier n°2 - Rez-de-chaussée
- Planche 11/11 : Bâtiment B 2 - Sous-sol







Légende				
	Sondage		Zone amiantée	Chaque pictogramme est accompagné d'un identifiant qui correspond : - Au numéro de l'élément de construction, pour les zones et les éléments amiantés ; - À la référence du prélèvement ou du sondage, pour les prélèvements et les sondages.
	Prélèvement		Élément amianté	
	Local non visité		Investigation approfondie à réaliser	

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

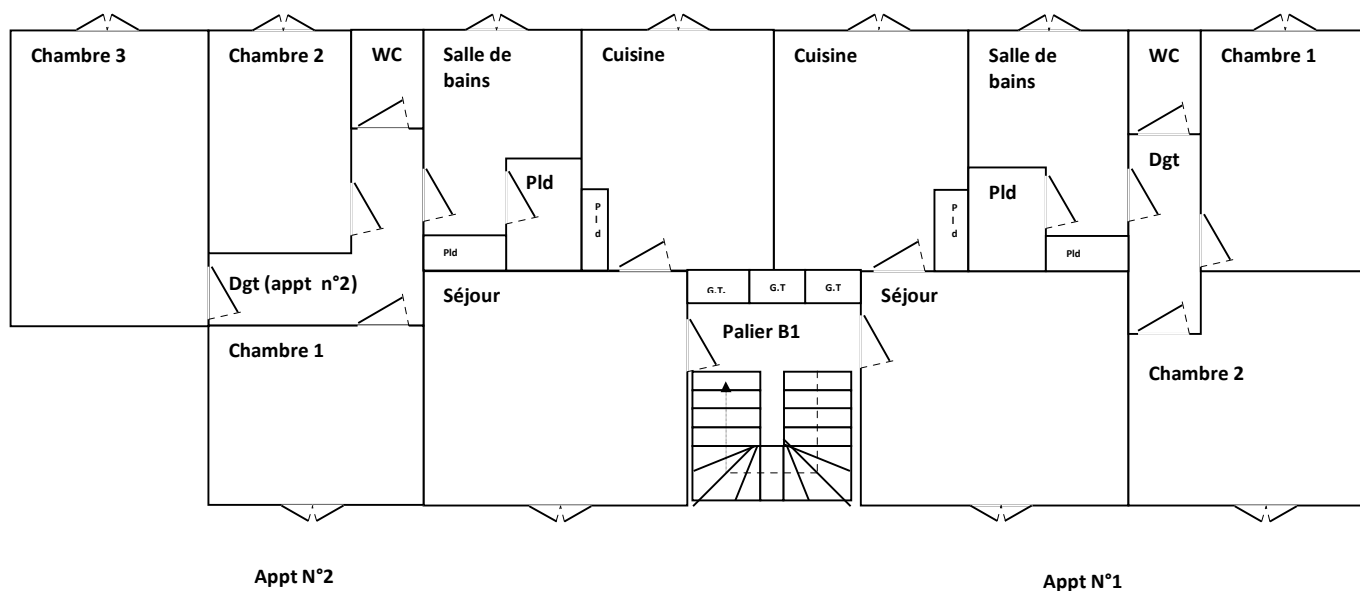


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

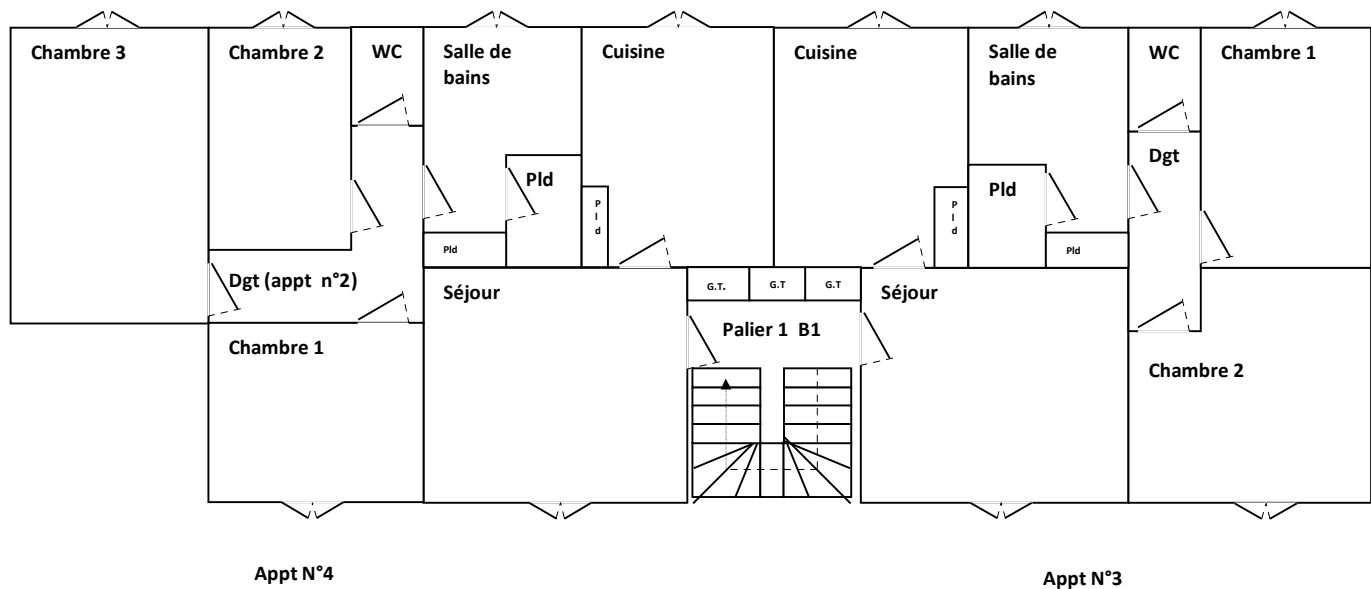


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

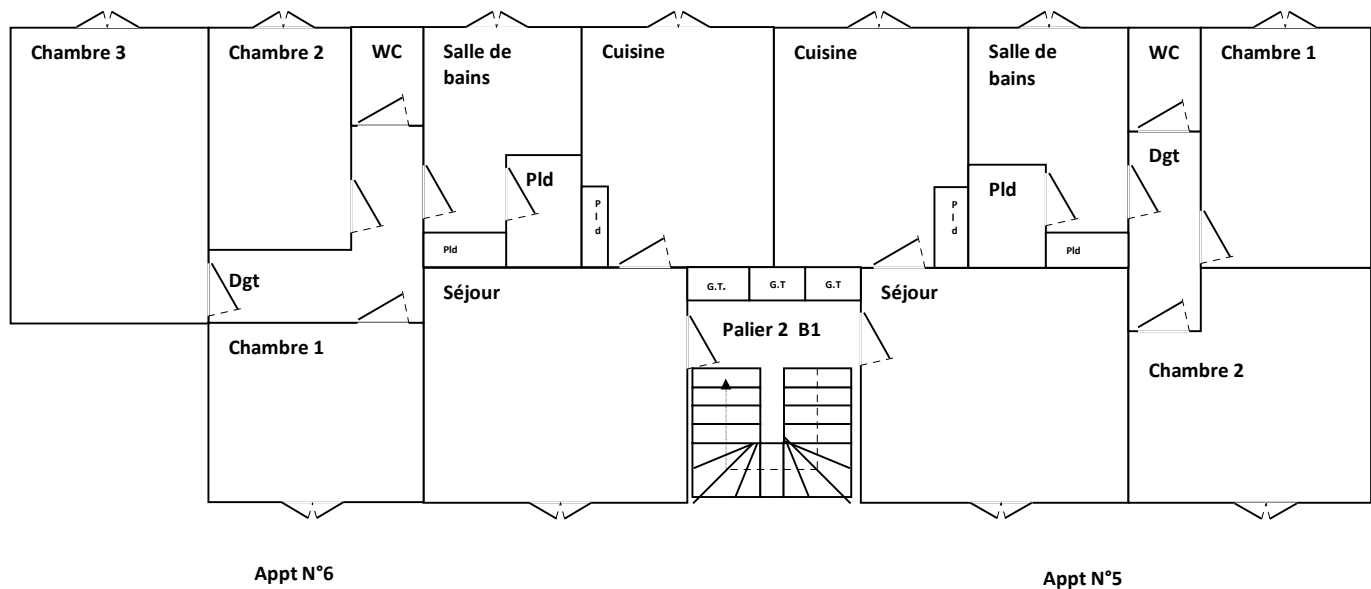


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

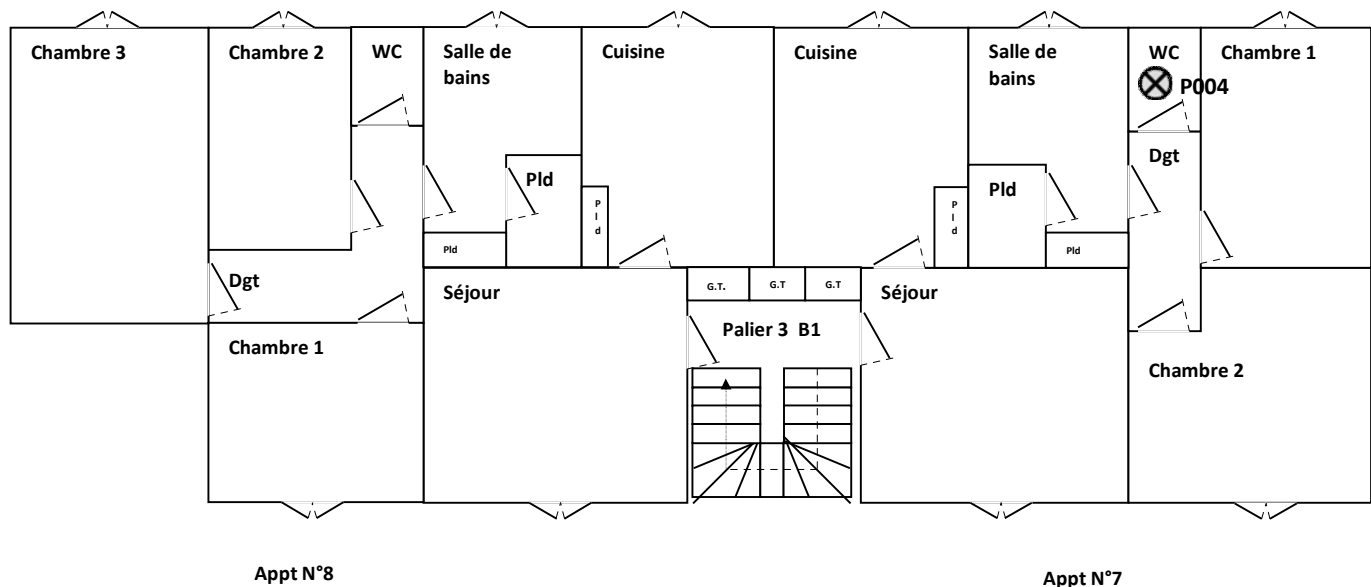


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

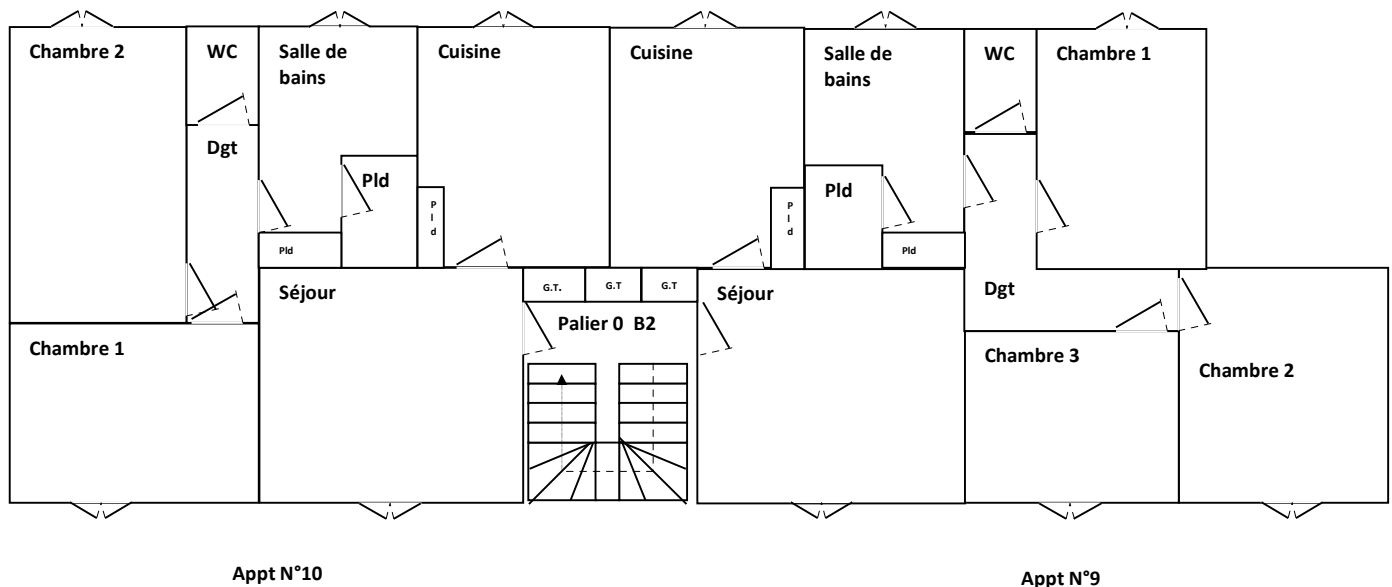


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

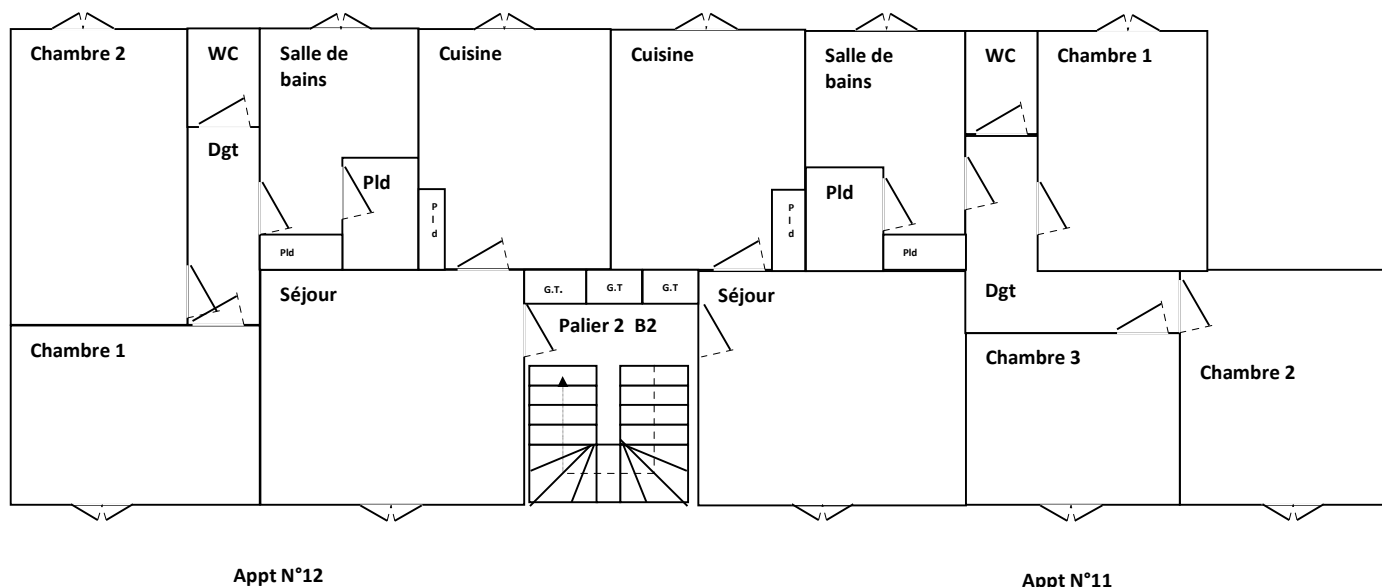


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

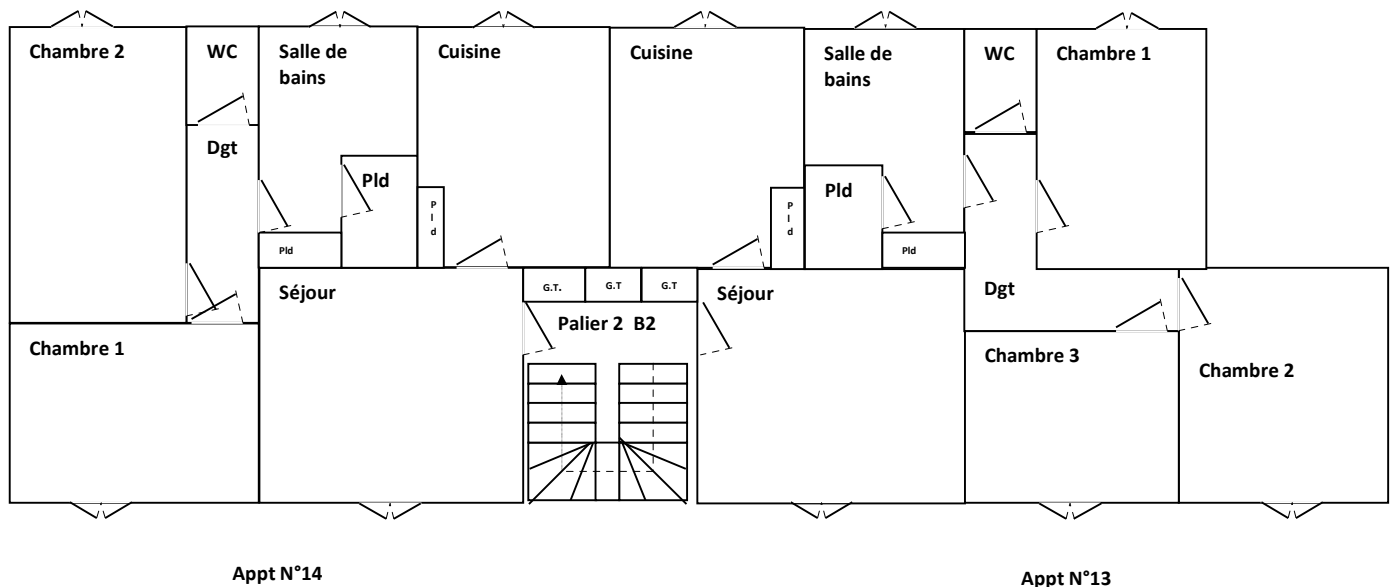


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

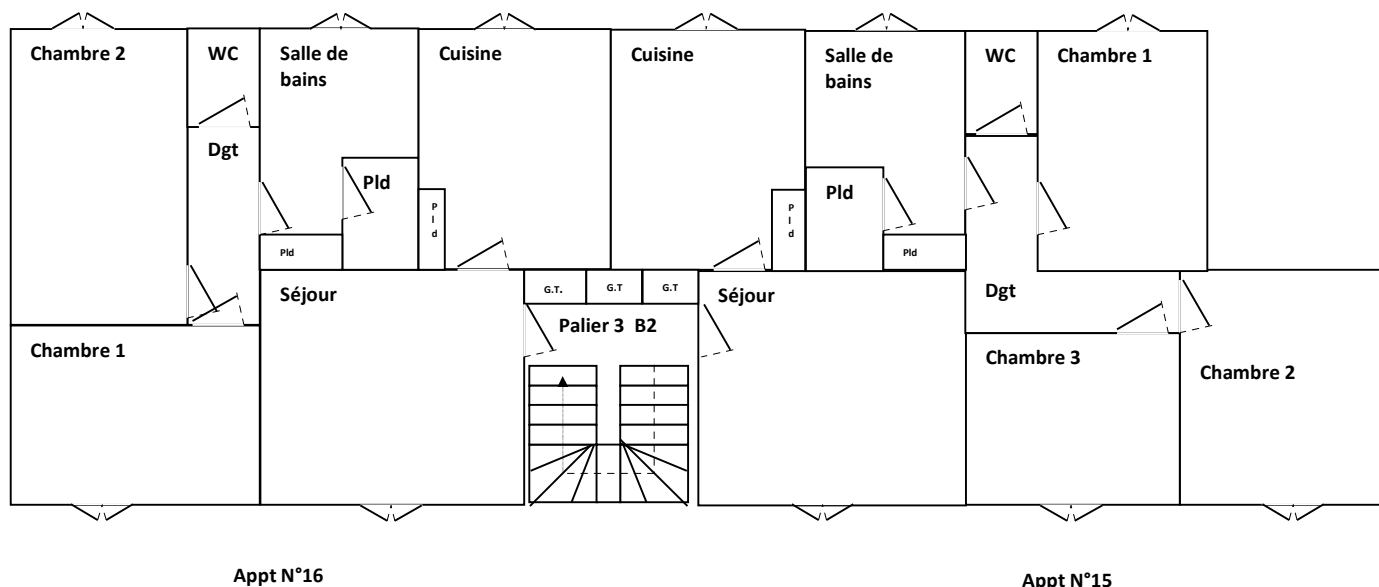
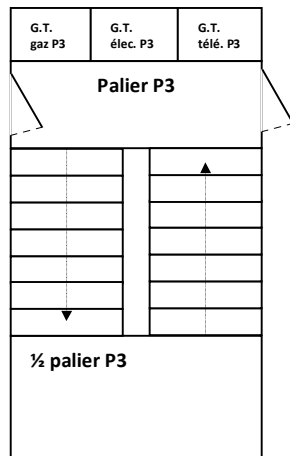
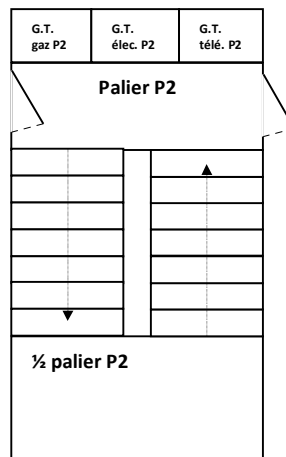


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 9/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B cages d'escalier n°1 - Rez-de-chaussée	

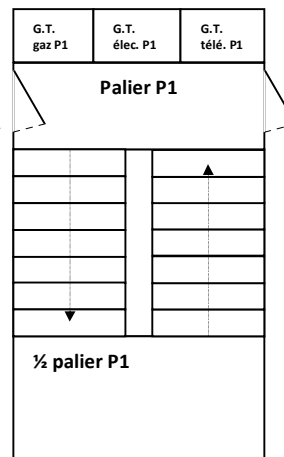
Document sans échelle remis à titre indicatif



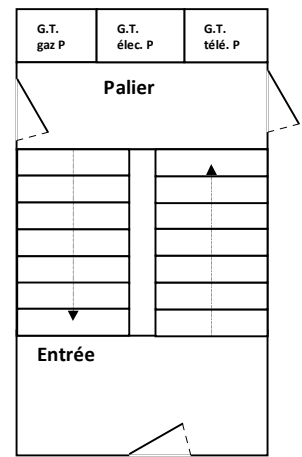
Niveau 3



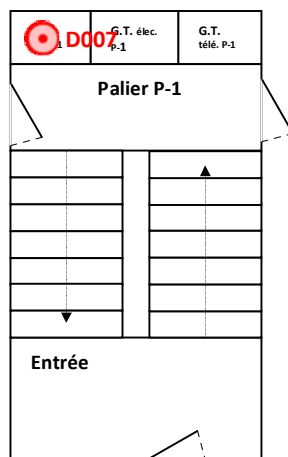
Niveau 2



Niveau 1



Rez-de-chaussée



Cage d'escalier B1

Exterieur Bâtiment

⊗ P001

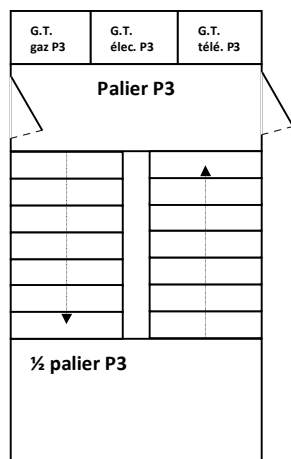
⊙ D013

⊙ D014

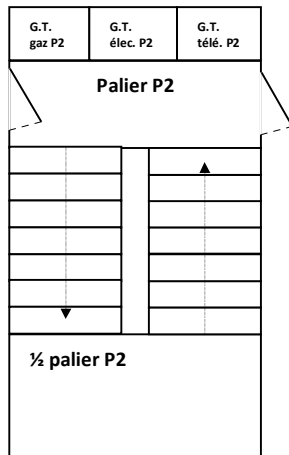
⊙ D015

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 10/11	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B cages d'escalier n°2 - Rez-de-chaussée

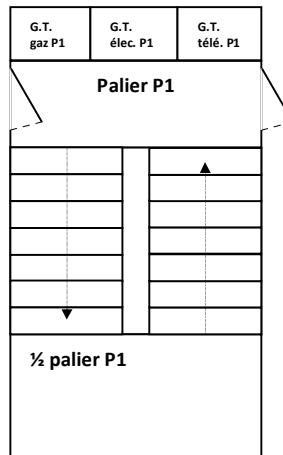
Document sans échelle remis à titre indicatif



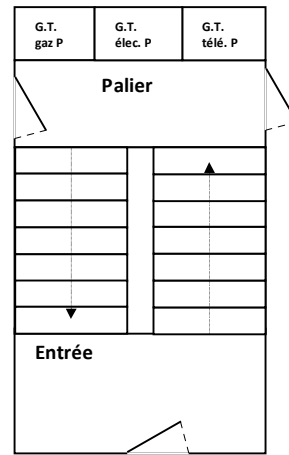
Niveau 3



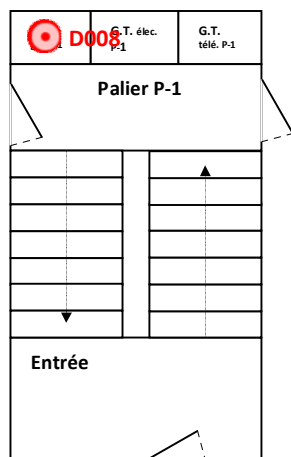
Niveau 2



Niveau 1



Rez-de-chaussée



Cage d'escalier B2

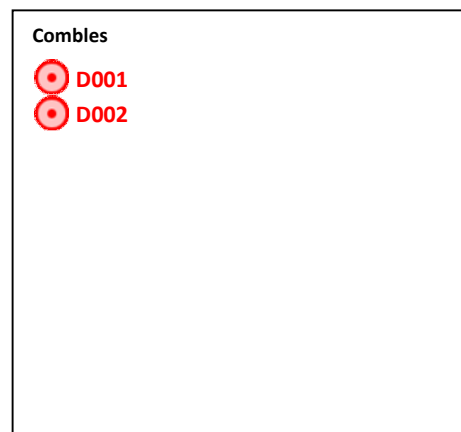
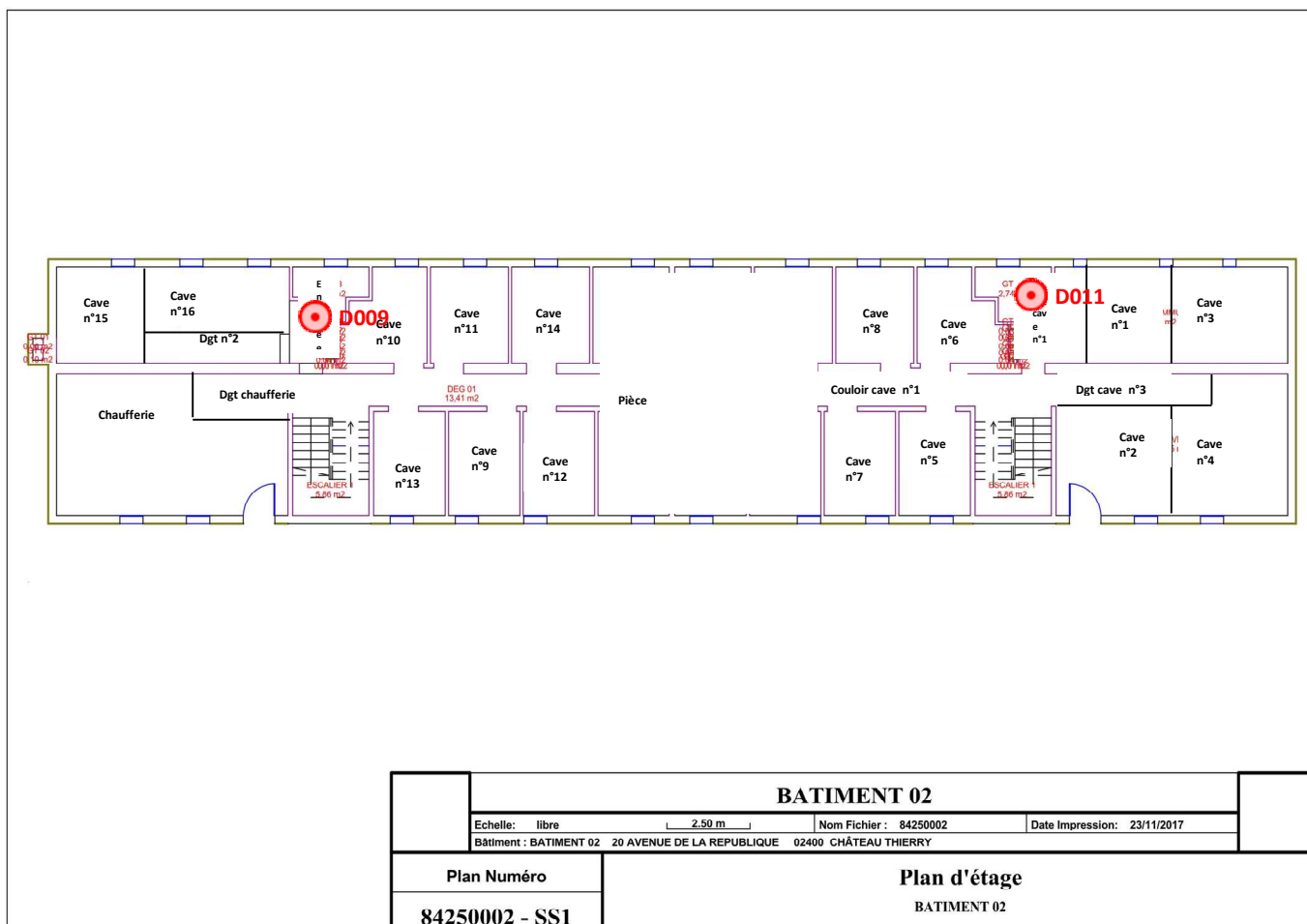


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 11/11		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Sous-sol

Document sans échelle remis à titre indicatif



Rapports d'essais de laboratoire

PRELEVEMENT(S) N°1 A 4



Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

GRASSET GERALD - AGENDA AISNE
Monsieur Gerald GRASSET
10 Boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-HB-064563-01 Version du : 25/06/2019 3:44 Page 1/2
Dossier N° : 19N026532 Date de réception : 20/06/2019 Date d'analyse : 21/06/2019
Référence Dossier : commande: CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE
Dossier N° 2019-06-19-0251 #A
Nom du propriétaire : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE
Adresse du bien : Avenue de la république
Bâtiment B

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	p001- bâtiment B cages d'escalier n°2 3ème étage extérieur mur plaques de parement	Matériau de type peinture (rose) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris) (foncé)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	p002- bâtiment B1 sous sol chaufferie conduit de fluide métal calorifugeage laine de verre et bande plâtrée	Matériau de type maillage de fibres et liant (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau de type colle bitumineux (noir)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
003	p003- bâtiment B1 sous sol chaufferie conduit de fluide métal calorifugeage laine de verre et carton goudronné	Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau de type colle bitumineux (noir)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS
557, route de Noyelles, PA du Pommier
F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE
Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Arras SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1-1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-HB-064563-01 Version du : 25/06/2019 3:44 Page 2/2
Dossier N° : 19N026532 Date de réception : 20/06/2019 Date d'analyse : 21/06/2019
Référence Dossier : commande: CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE
L'AINSE
Dossier N° 2019-06-19-0251 #A
Nom du propriétaire : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L'AINSE
Adresse du bien : Avenue de la république
Bâtiment B

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
004	p004- bâtiment B1 3ème étage wc (appt n°7) plancher carrelage dalles auto adhésives	Matériau souple de type dalle de sol (beige) + (noir) ; matériau de type colle (transparent)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

*Fibres d'amiante non détectées * au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.
NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.



Audrey Deshayes
Tech. Analyste en Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s).
Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "A".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles, PA du Pommier
F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE
Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Arras SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
séquents ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
s activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrures
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atouts (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écort
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 22 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
F05 Certification de compétence Version 1.010315
SIPET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L' OPERATEUR AYANT REALISE L' INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E1**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☐ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage




Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°1)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°1), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°1), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°1), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°1) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°1) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) :	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	122526
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°1)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	23 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°1)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET


Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étou du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de repérage et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
F04 Certification de compétence Version 1.010315
Sert au contrôle de la compétence des personnes physiques opérant de repérage et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L' OPERATEUR AYANT REALISE L' INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E2**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°2), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°2), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°2), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°2), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 3 (appt n°2) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°2) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	
B.7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°2), Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Chambre 3 (appt n°2)	
B.8.3 e	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°2)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant



CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

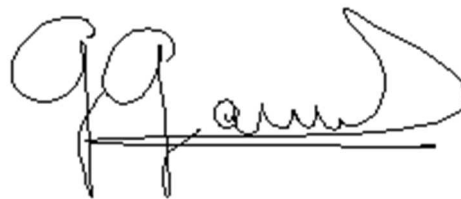
Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé



Caractéristique	Valeur
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité 2
<i>Index Heures Pleines</i>	121889
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°2)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	27 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°2)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 6 mm² ou 5.5 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termées avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfoné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
vois à l'acquisition de toute activité de conception
aux locat
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étou du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barret - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E3**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☐ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Salle de bains (appt n°3)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Salle de bains (appt n°3) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	
B.7.3 a	L'enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Entrée (appt n°3)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	



(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	102677
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Entrée (appt n°3)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Entrée (appt n°3)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 6 mm² ou 5.5 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termes avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'attribution (L-107)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'attribution de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étou du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constat après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de repérage et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
Siret 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L' OPERATEUR AYANT REALISE L' INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E4**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Salle de bains (appt n°4)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Séjour(appt n°4), Bâtiment B1 1er étage Salon (appt n°4), Bâtiment B1 1er étage Dégagement (appt n°4), Bâtiment B1 1er étage Chambre 1 (appt n°4), Bâtiment B1 1er étage Chambre 2 (appt n°4), Bâtiment B1 1er étage Chambre 3 (appt n°4) <u>Précision</u> : Circuits. D'éclairage	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Séjour(appt n°4) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3 – Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	
B.7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 1er étage Cuisine (appt n°4)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant



CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé



Caractéristique	Valeur
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Gaine technique électricité
<i>Index Heures Pleines</i>	102677
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Séjour(appt n°4)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABLEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 1er étage Séjour(appt n°4)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 6 mm² ou 5.5 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termées avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
vois à l'acquisition de toute activité de conception
aux locat
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 72 82 87 - Fax 05 63 72 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E5**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 2ème étage Salle de bains (appt n°5)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 2ème étage Entrée (appt n°5) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a3	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B



AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 2ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	58366
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 2ème étage Entrée (appt n°5)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	508 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	38 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 2ème étage Entrée (appt n°5)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

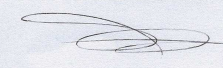
Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
F04 Certification de compétence Version 1.010315
Sert au compte de l'Etat - SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E6**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 2ème étage Salle de bains (appt n°6)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 2ème étage Séjour(appt n°6), Bâtiment B1 2ème étage Salon (appt n°6), Bâtiment B1 2ème étage Dégagement (appt n°6), Bâtiment B1 2ème étage Chambre 1 (appt n°6), Bâtiment B1 2ème étage Chambre 3 (appt n°6) <u>Précision</u> : Circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 2ème étage Salle de bains (appt n°6) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	



N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 2ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	104205
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 2ème étage Séjour(appt n°6)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
0	Interrupteur	15 A	30 mA



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le : **MONSIEUR GERALD GRASSET**
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrique
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E7**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage Salle de bains (appt n°7)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage séjour (appt n°7), Bâtiment B1 3ème étage Dégagement (appt n°7), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 1 (appt n°7), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 2 (appt n°7) <u>Précision</u> : Circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage Salle de bains (appt n°7) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3 – Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	



N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	47854
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage séjour (appt n°7)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage séjour (appt n°7)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'atouts (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
vois à l'acquisition de toute activité de conception
aux locat
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constat après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de repérage et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E8**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage Séjour(appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 1 (appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 2 (appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 3 (appt n°8) <u>Précision</u> : Circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage Salle de bains (appt n°8) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	
B.7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 3ème étage Séjour(appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 1 (appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 2 (appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Chambre 3 (appt n°8), Bâtiment B1 3ème étage Cuisine (appt n°8)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	



N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	111648
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage Séjour(appt n°8)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B1 3ème étage Séjour(appt n°8)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le : **MONSIEUR GERALD GRASSET**
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
séquents ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
s activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
nant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'attribution (L-07)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'attribution de toute activité de conception
aux locat
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E9**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°9), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°9), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°9), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°9), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 3 (appt n°9) <u>Précision</u> : Circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°9) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant avec contact de terre en zone 3 (Non protégé par DDHS ≤ 30 mA)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B



AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité 2



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	120999
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°9)
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	≥ 10 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour (appt n°9)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'attribution (L-07)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfoné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'attribution de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E10**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☐ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage


Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°10)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°10), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Dégagement (appt n°10), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 1 (appt n°10), Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Chambre 2 (appt n°10) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Salle de bains (appt n°10) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur. <u>Localisation</u> : Bâtiment B1 Rez-de-chaussée 3 Salle de bains (appt n°10)	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité 2



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	53499
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Gaine technique électricité 2
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	30 mA
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABLEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 Rez-de-chaussée Séjour(appt n°10)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
s'astreindre aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
s'astreindre à assurer contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui de ses activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de tiers salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics suivants :


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement tous types d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
des plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrique
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et d'habitation (L-HRP)
de copropriété, parties privatives et parties communes
général d'écoulement
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voisins à l'occasion de toute activité de conception
aux locaux
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
de détecteurs de fumée
des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportionnelle, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET


Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87 www.qualixpert.com
Siret 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E11**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☒ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage


Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Salle de bains (appt n°11)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Entrée (appt n°11), Bâtiment B 2 1er étage Dégagement (appt n°11), Bâtiment B 2 1er étage Chambre 1 (appt n°11), Bâtiment B 2 1er étage Chambre 2 (appt n°11) <u>Précision</u> : xcircuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	
B.8.3 a	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage WC (appt n°11) <u>Précision</u> : douilles cuivre	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant



CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

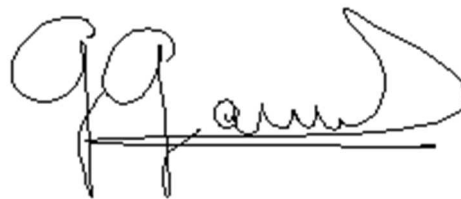
Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé



Caractéristique	Valeur
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité
<i>Index Heures Pleines</i>	70356
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	27 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABLEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mionné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barral - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E12**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Salle de bains (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Cuisine (appt n°12)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Séjour (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Salon (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Dégagement (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Chambre 1 (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Chambre 2 (appt n°12), Bâtiment B 2 1er étage Chambre 3 (appt n°12)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 1er étage Salle de bains (appt n°12) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	



N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	62851
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 1er étage Séjour(appt n°12)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atouts (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barré - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 29 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E13**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Salle de bains (appt n°13)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Dégagement (appt n°13), Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 1 (appt n°13), Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 2 (appt n°13), Bâtiment B 2 2ème étage Salle à manger (appt n°13) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Salle de bains (appt n°13) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	
B.7.3 a	L'enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Cuisine (appt n°13)	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	



N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Impossible de déterminer le calibre du ou des interrupteurs différentiels.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	92434
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Entrée (appt n°13)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te ibéquents ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r vant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général rge ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atouts (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application , mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion e, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étou du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L' OPERATEUR AYANT REALISE L' INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E14**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☐ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☐ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage


Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Salle de bains (appt n°14)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 2ème étage Séjour(appt n°14), Bâtiment B 2 2ème étage Salon (appt n°14), Bâtiment B 2 2ème étage Dégagement (appt n°14), Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 1 (appt n°14), Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 2 (appt n°14), Bâtiment B 2 2ème étage Chambre 3 (appt n°14)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

Néant



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	67971
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	30 mA
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABLEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 2ème étage Séjour(appt n°14)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²

Certifications

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur Gérald GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PRO4 été du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

cofrac
CERTIFICATION
DES PERSONNES
ACCREDITATION
W 4204
PORTEE
DIAGNOSTIC SUR
WWW.COFRAC.FR

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012	Arrêté du 21 novembre 2009 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'insalubrité par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 30/09/2017	
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012	Arrêté du 16 octobre 2009 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques relatifs à diagnostic de performance énergétique ou r�taux de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 30/09/2017	
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques relatifs à l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 21/11/2017	
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques relatifs à l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 19/11/2018	
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012	Arrêté du 30 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques relatifs à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 30/09/2017	
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériels et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012	Arrêté du 21 novembre 2009 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiantaire, les immuebles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
	au 30/09/2017	

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

(Signature)

LDC 17, rue Borel - 81100 CASTRES
Tél. 05 63 73 06 27 - Fax 05 63 73 02 87 - www.qualixpert.com
certifié par le Centre National de Recherche et d'Essais (Cofrac) S RET 439 037 832 00018
F09 Certification de compétence Version 01/01/13

[Handwritten signature]

État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E15**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage


Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°15)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage séjour (appt n°15), Bâtiment B 2 3ème étage Dégagement (appt n°15), Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 1 (appt n°15), Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 2 (appt n°15) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Non mise en œuvre ou mise en œuvre incorrecte	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°15) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) :	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 j2	Courants assignés (calibres) adaptés de plusieurs interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement et protégeant tout ou partie de l'installation (ou de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement et ne protégeant qu'une partie de l'installation)	Le(s) courant(s) d'emploi du (des) circuit(s) protégé(s) par le(s) interrupteur(s) différentiel(s) ne peu(ven)t pas être évalué(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	82666
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique électricité
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 29 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure d'électricité

DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet**

Type d'immeuble : **Appartement**

Année de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**



Étage : **Sans objet** Palier : **Sans objet** N° de porte : **Sans objet** Identifiant fiscal (si connu) : **Non communiqué**

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : **Néant**

IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **PROPRIETAIRE**

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue Paul Doumer 02013 LAON**

IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #E16**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**
Moyens mis à disposition : **Aucun**
Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DU DIAGNOSTIC

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence d'installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes. Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Anomalies avérées selon les domaines suivants

- ☐ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☐ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre



- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☒ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☐ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☐ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° ARTICLE ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.6 a1	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°16)	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a1) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage Séjour (appt n°16), Bâtiment B 2 3ème étage Dégagement (appt n°16), Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 1 (appt n°16), Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 2 (appt n°16), Bâtiment B 2 3ème étage Chambre 3 (appt n°16) <u>Précision</u> : circuits d'éclairages	
B.3.3.6.1	Mesure compensatoire (pour B.3.3.6 a3) : Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1, a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en oeuvre : – Protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). <u>Localisation</u> : Bâtiment B 2 3ème étage Salle de bains (appt n°16) <u>Précision</u> : Emplacement du (des) matériel(s) non adapté à l'endroit où il(s) est (sont) installé(s) : Socle de prise de courant sans contact de terre en zone 3	

■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL A HAUTE SENSIBILITE

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

N° ARTICLE ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.4.3 a2	Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

- ▶ Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
 - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques ;
 - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) ;
 - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

APPAREIL GENERAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFERENTIELLE A L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

LIAISON EQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

CONDITIONS PARTICULIERES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES PRESENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

MATERIELS ELECTRIQUES VETUSTES OU INADAPTES A L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

APPAREILS D'UTILISATION SITUES DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTES DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

PISCINE PRIVEE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S) A HAUTE SENSIBILITE PROTEGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE A PUIXS (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

ANNEXES

Caractéristiques de l'installation

INFORMATIONS GENERALES

Caractéristique	Valeur
<i>Distributeur d'électricité</i>	Enedis
<i>L'installation est sous tension</i>	Non
<i>Type d'installation</i>	Monophasé
<i>Année de l'installation</i>	> 15 ans

COMPTEUR

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique électricité



Caractéristique	Valeur
<i>Index Heures Pleines</i>	65068
<i>Index Heures Creuses</i>	Sans objet

DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT A PUISSANCE LIMITEE

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Gaine technique électricité
<i>Calibre</i>	15 / 45 A
<i>Intensité de réglage</i>	30 A
<i>Différentiel</i>	500 mA

INSTALLATION DE MISE A LA TERRE

Caractéristique	Valeur
<i>Résistance</i>	28 Ω
<i>Section du conducteur de terre</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur principal de protection</i>	Sans objet
<i>Section du conducteur de liaison équipotentielle principale</i>	Sans objet
<i>Section de la dérivation individuelle de terre</i>	6 mm²

DISPOSITIF(S) DIFFERENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Interrupteur	63 A	30 mA
1	Interrupteur	15 A	30 mA

TABEAU DE REPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Séjour(appt n°16)
<i>Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation</i>	Cuivre 10 mm²

TABEAU DE REPARTITION SECONDAIRE N°1

Caractéristique	Valeur
<i>Localisation</i>	Bâtiment B 2 3ème étage Séjour(appt n°16)



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
s'astreindre aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
s activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G1

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **4217514**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G1**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°1	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc ondeas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°1)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°2	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°1)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ Autres constatations

- ▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récipient de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

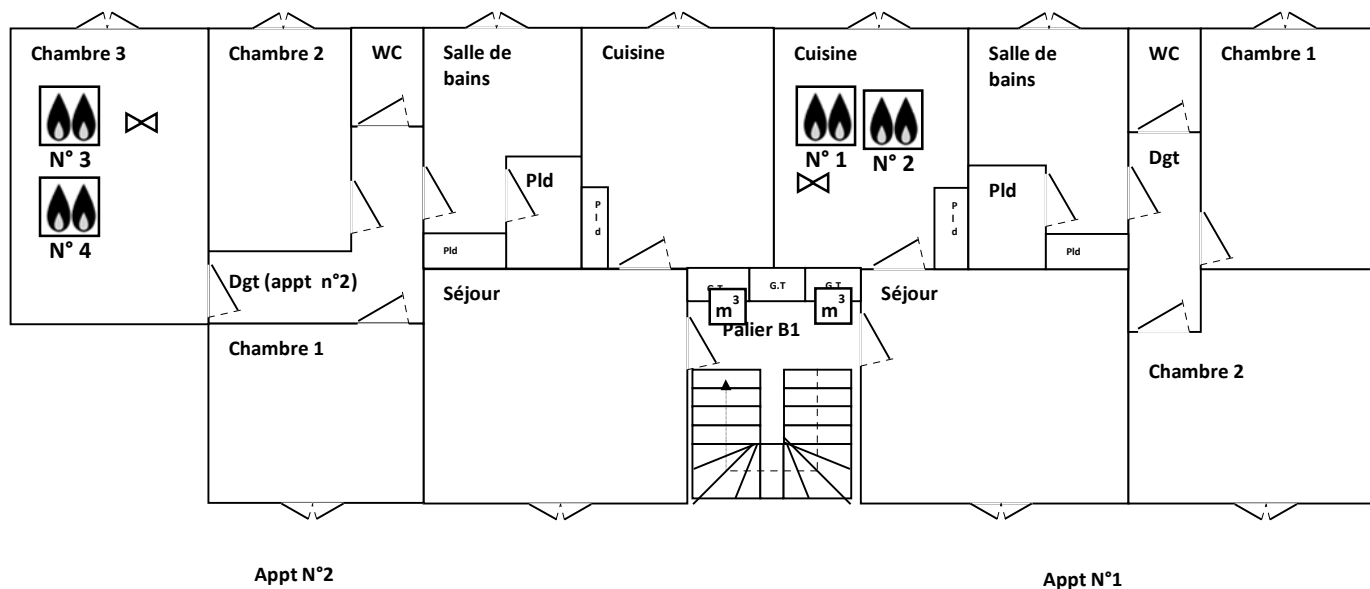


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

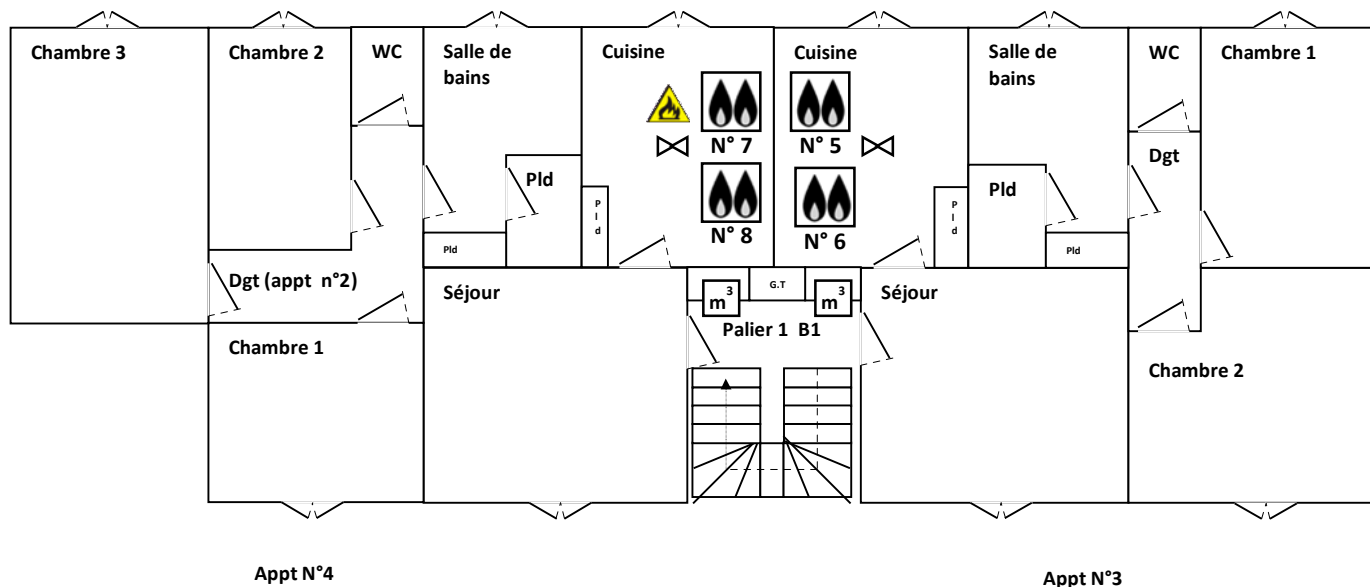


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

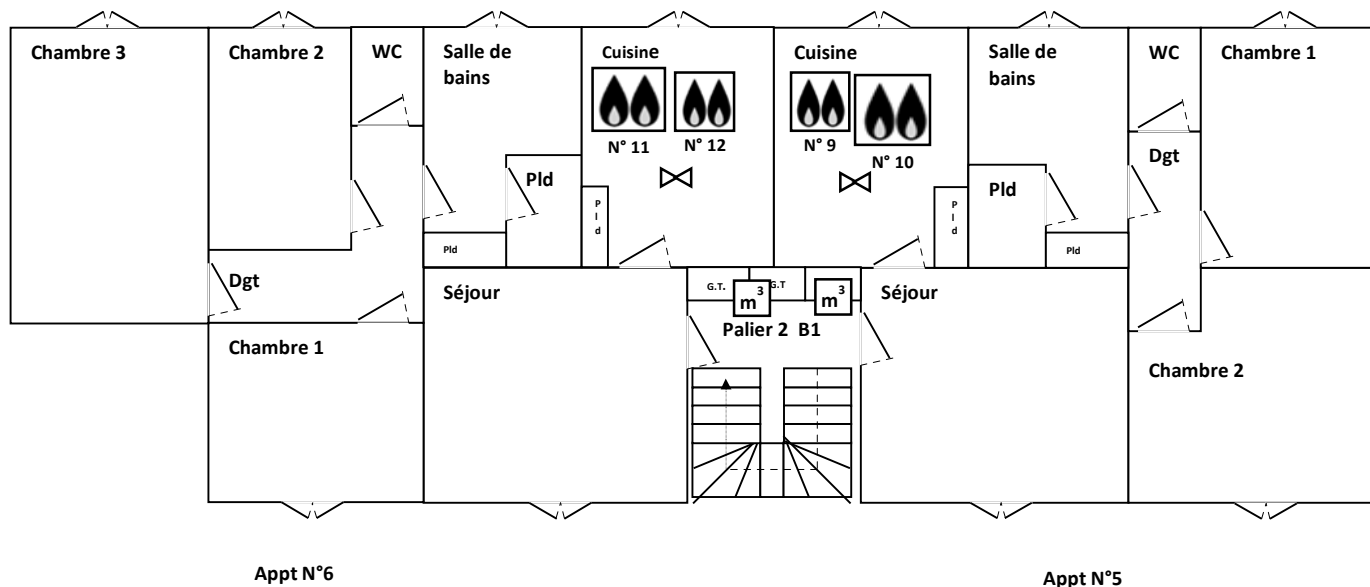


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

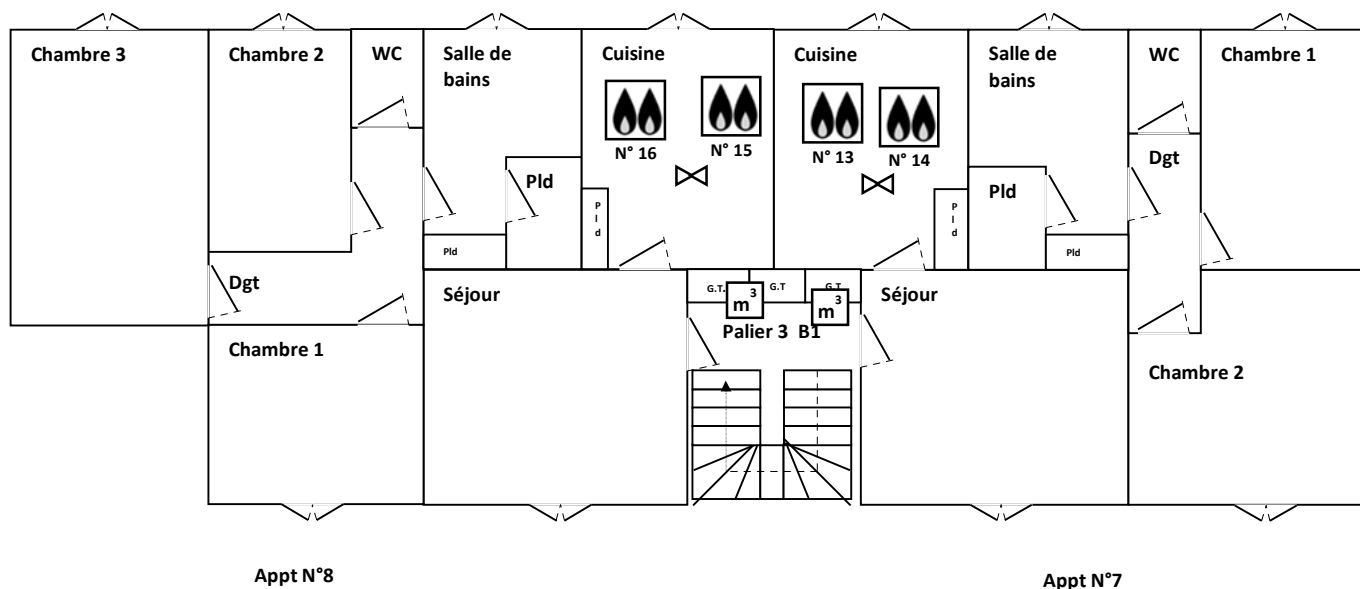


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

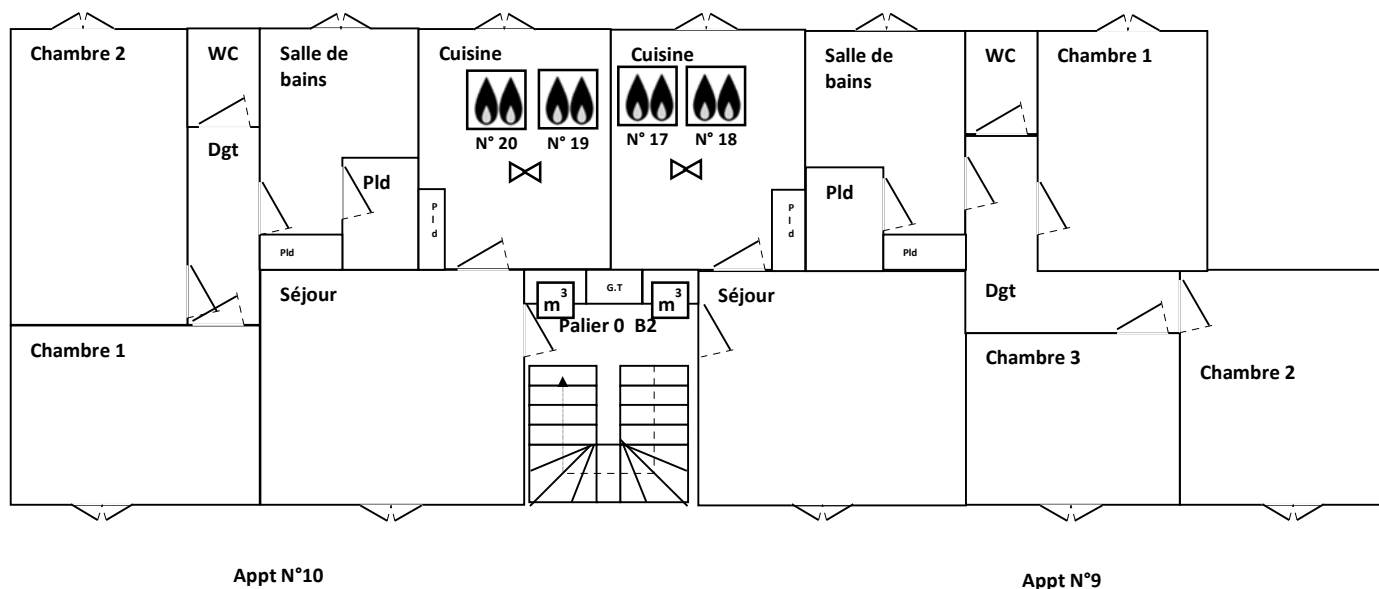


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i>	2019-06-19-0251			
<i>N° planche:</i>	6/8	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i>	Cabinet de diagnostic		<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

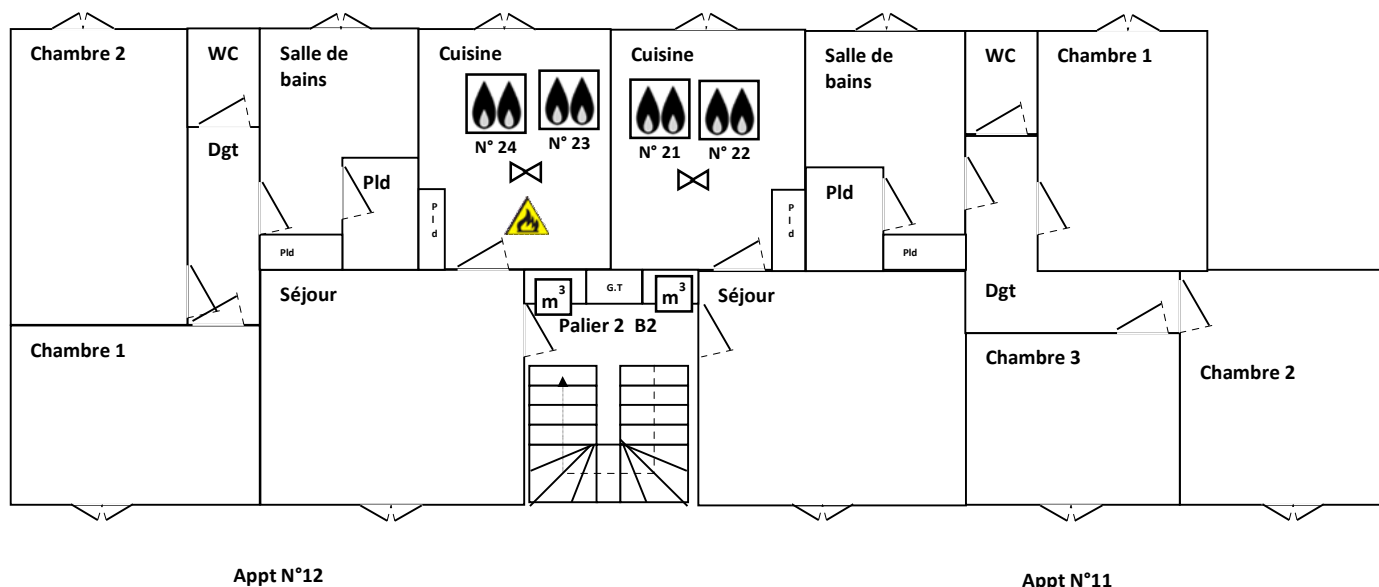


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

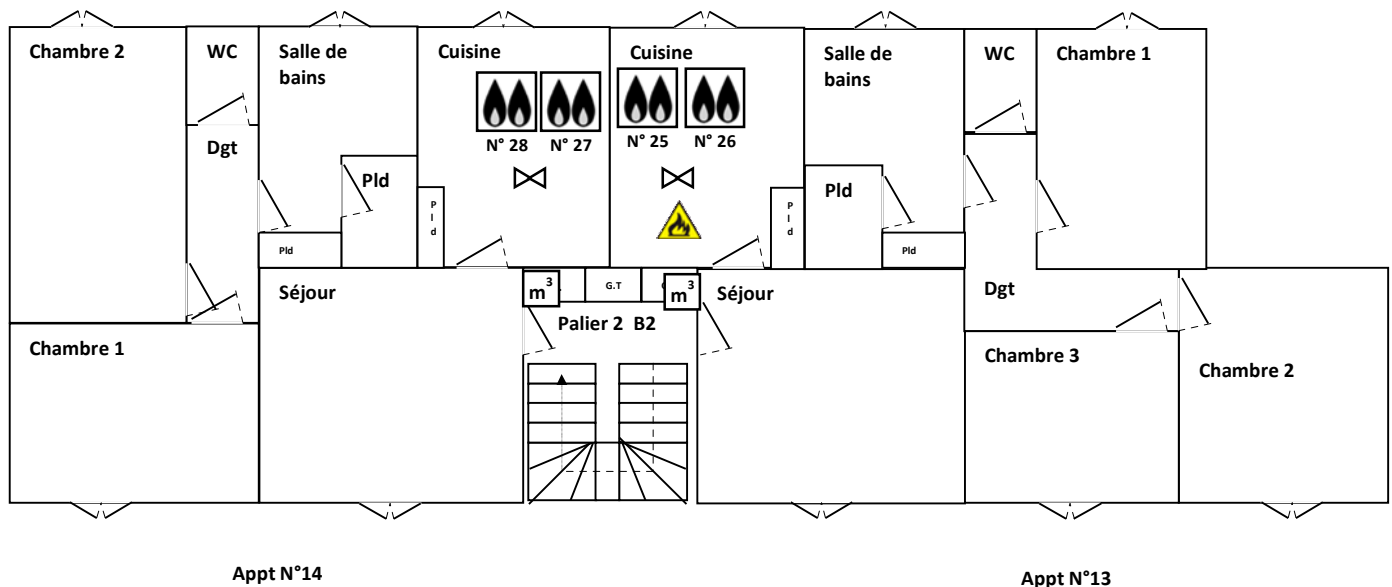
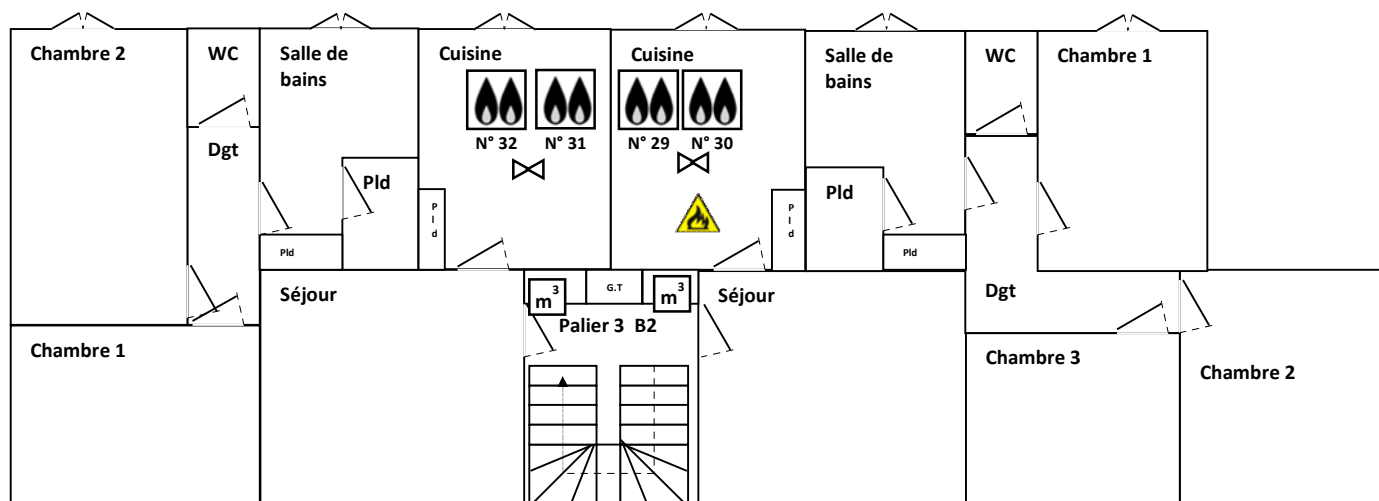


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VÉC mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtées dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **1208759**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G2**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°3	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°2)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°4	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°2)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récipient de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

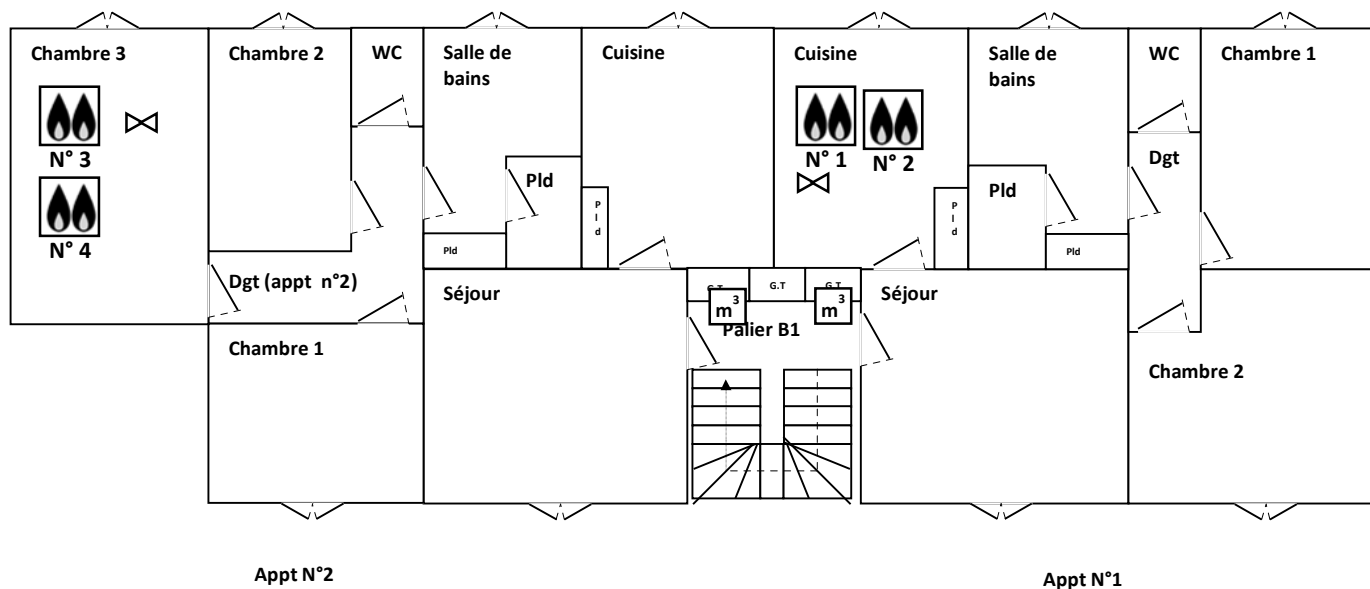


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

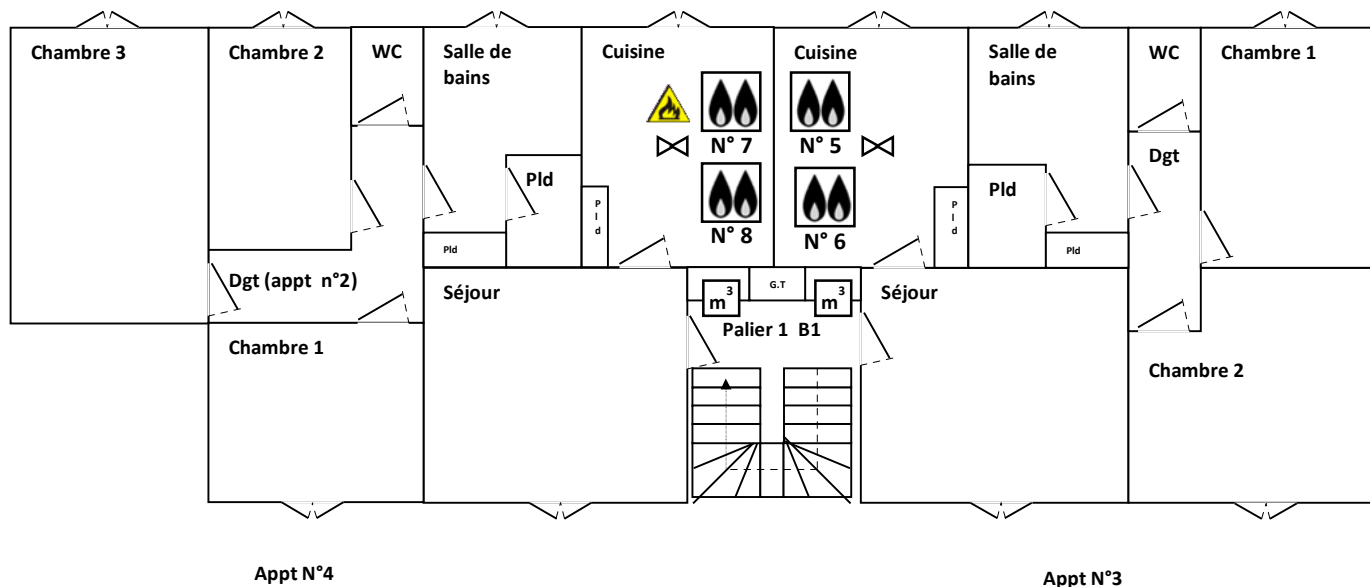


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage	
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis			
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic					

Document sans échelle remis à titre indicatif

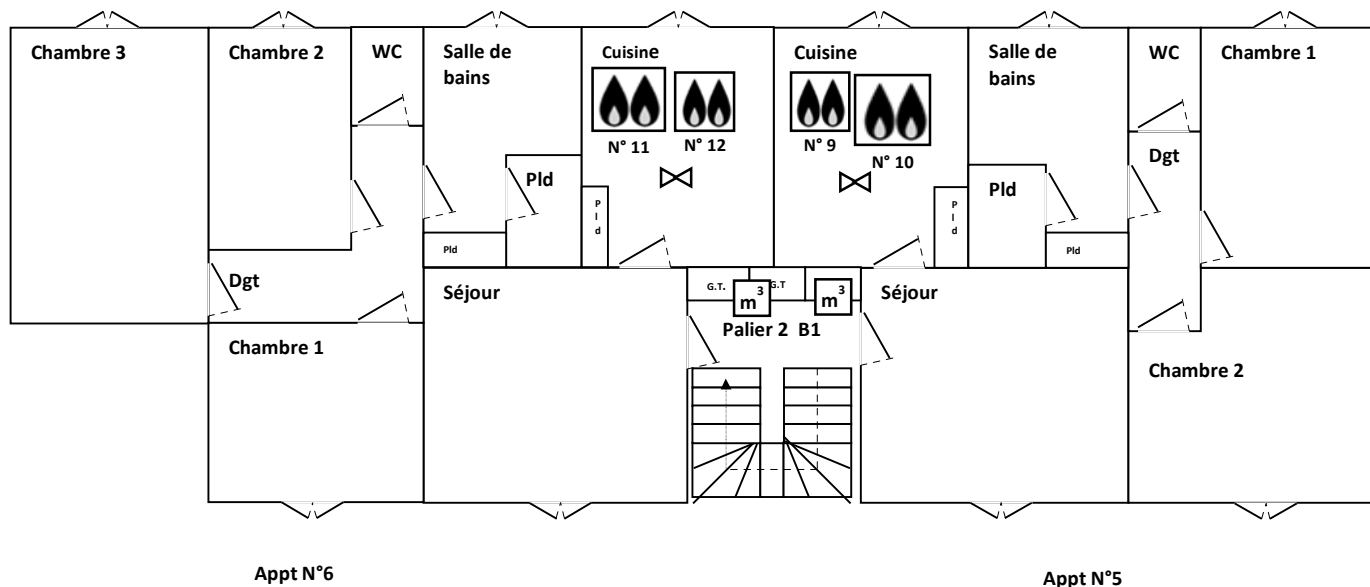


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

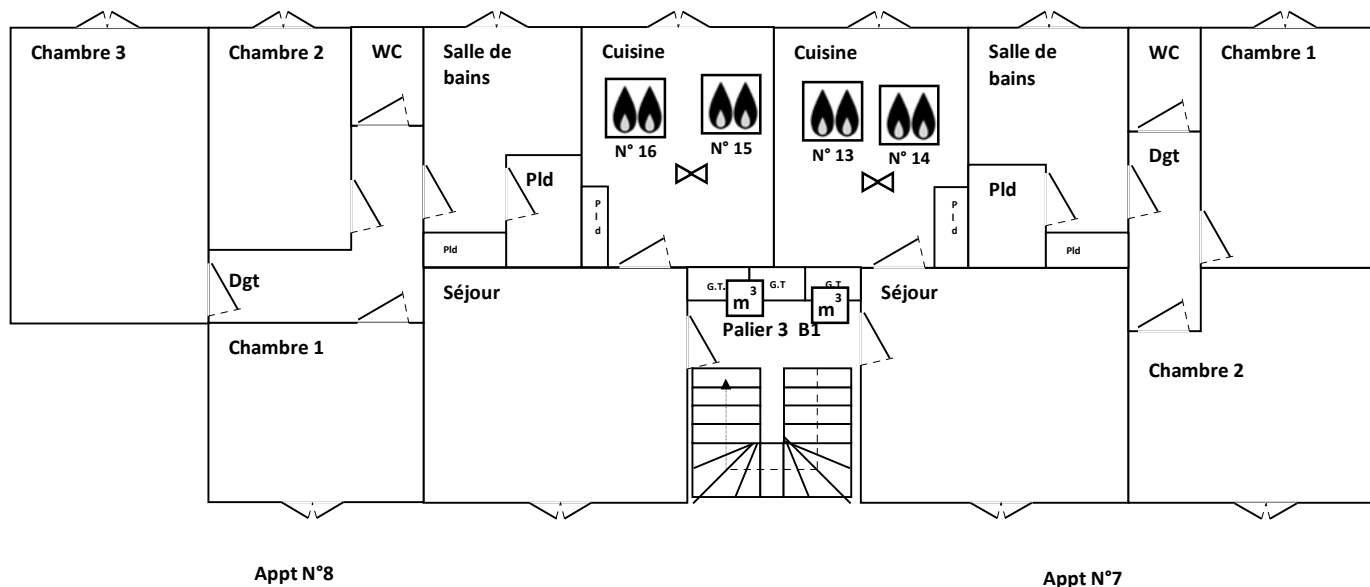


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

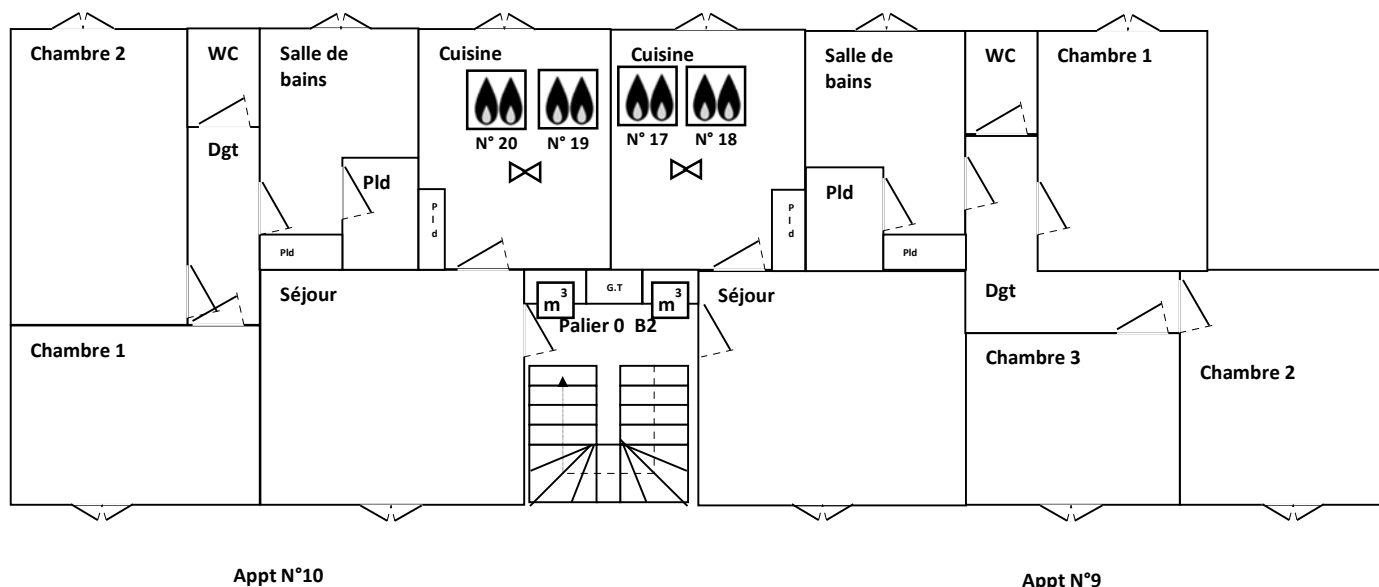
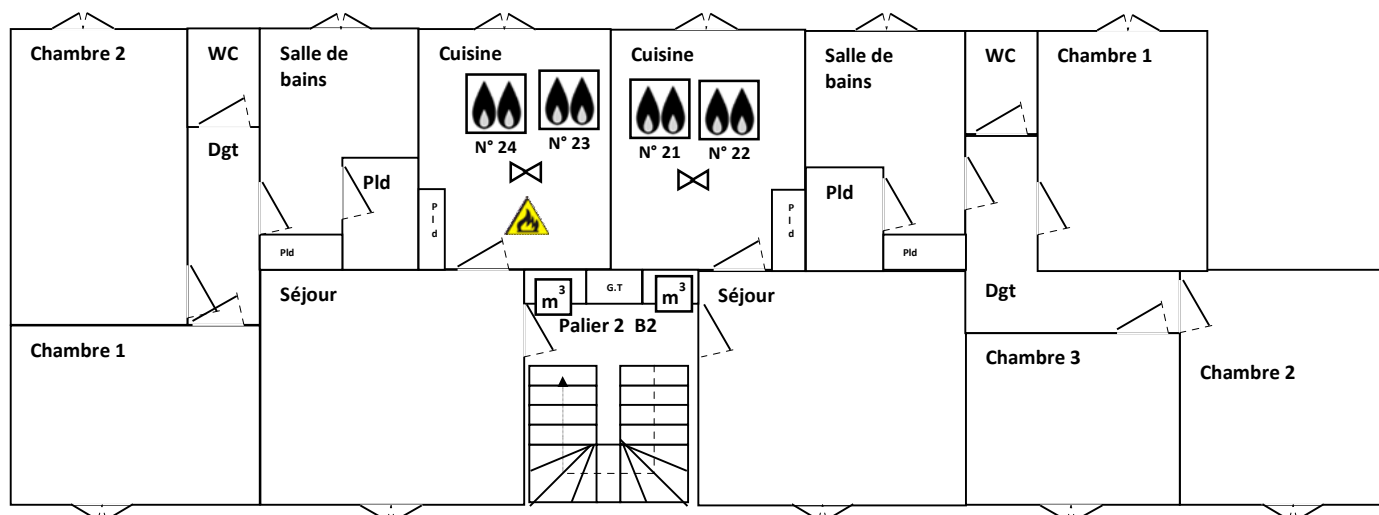


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°12

Appt N°11

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i>	7/8	<i>Version:</i>	1	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

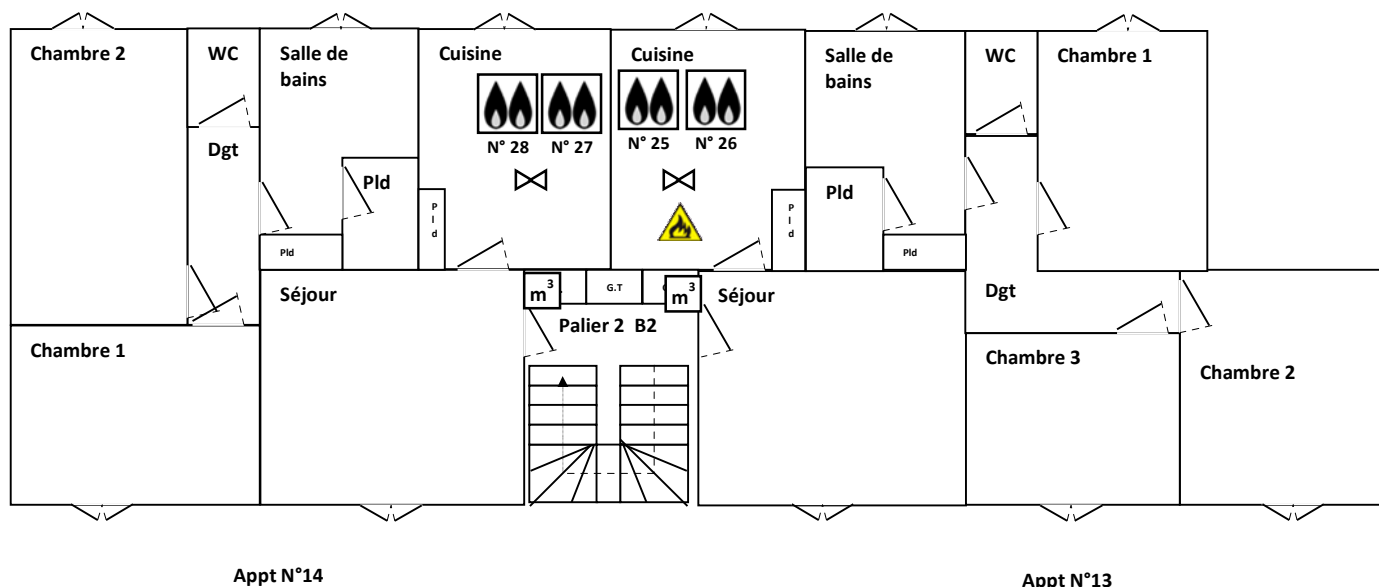
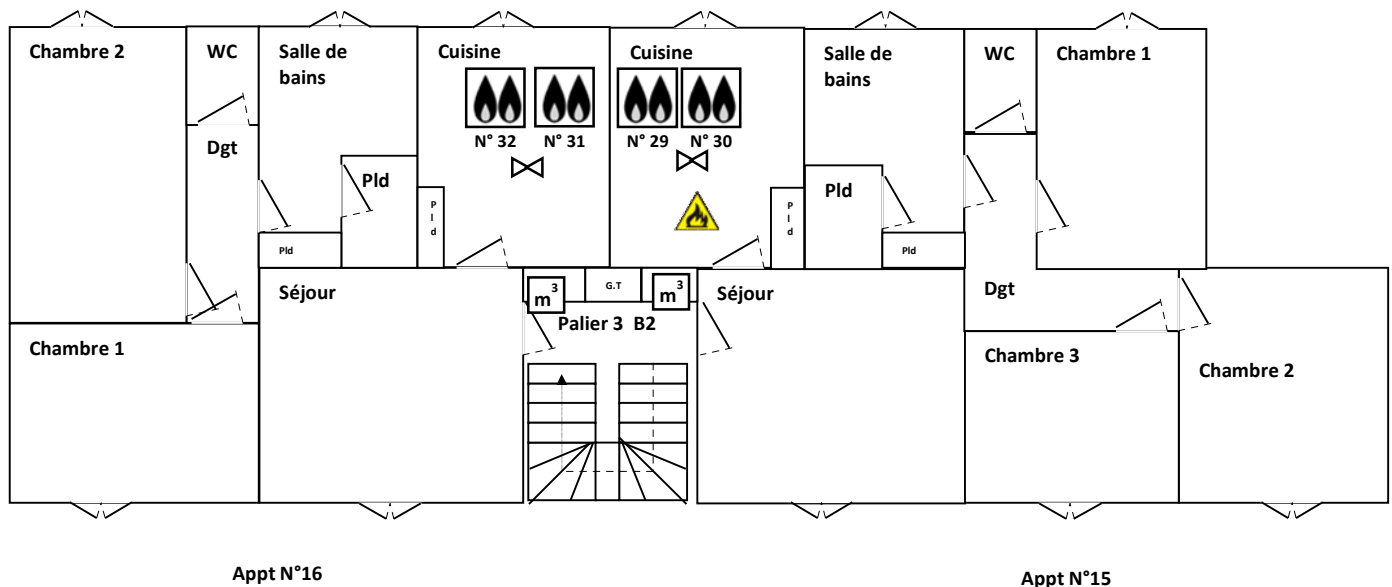


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
tenir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui de ses activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de tiers salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics suivants :

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement tous types d'équipement de génie civil.

(Véhicules mentionnés)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
1 de plomb avant travaux
termes avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrique
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écoulement
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voies à l'acquisition de toute activité de conception
aux locaux
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
1 de détecteurs de fumée
1 des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportionnelle, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtées dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site www.qualixpert.com
Siret 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G3

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **15307446**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G3**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°5	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc ondes hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°3)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°6	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°3)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récipient de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251					
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis			
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic					
				<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

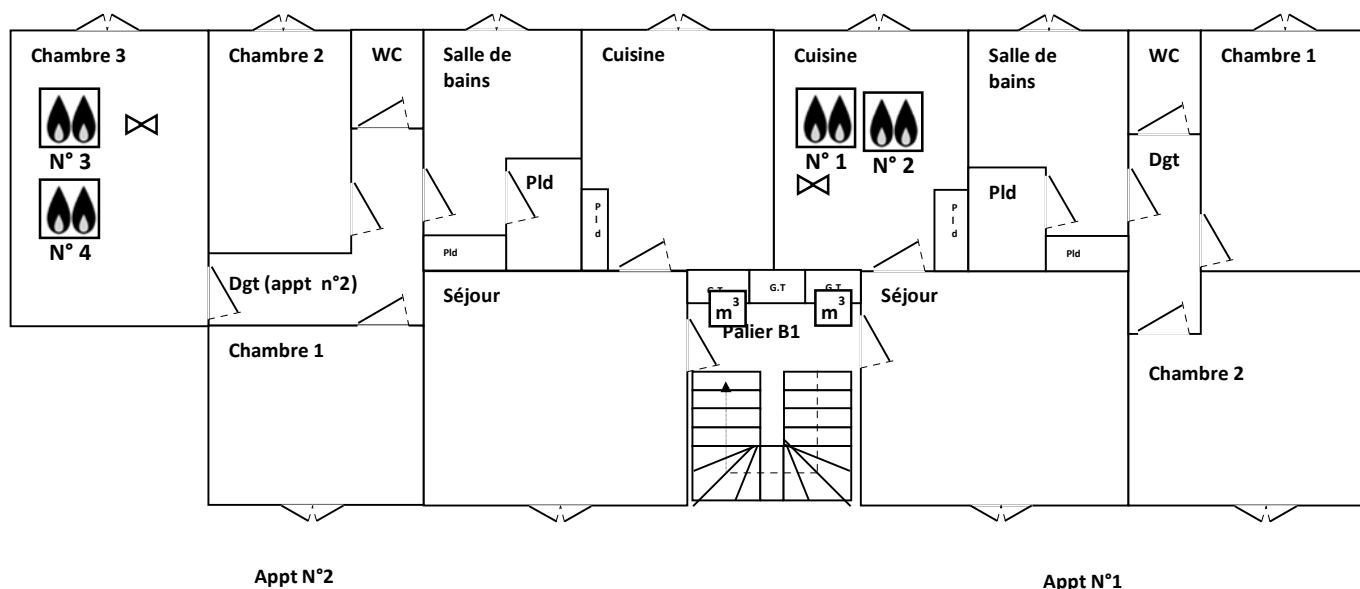


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

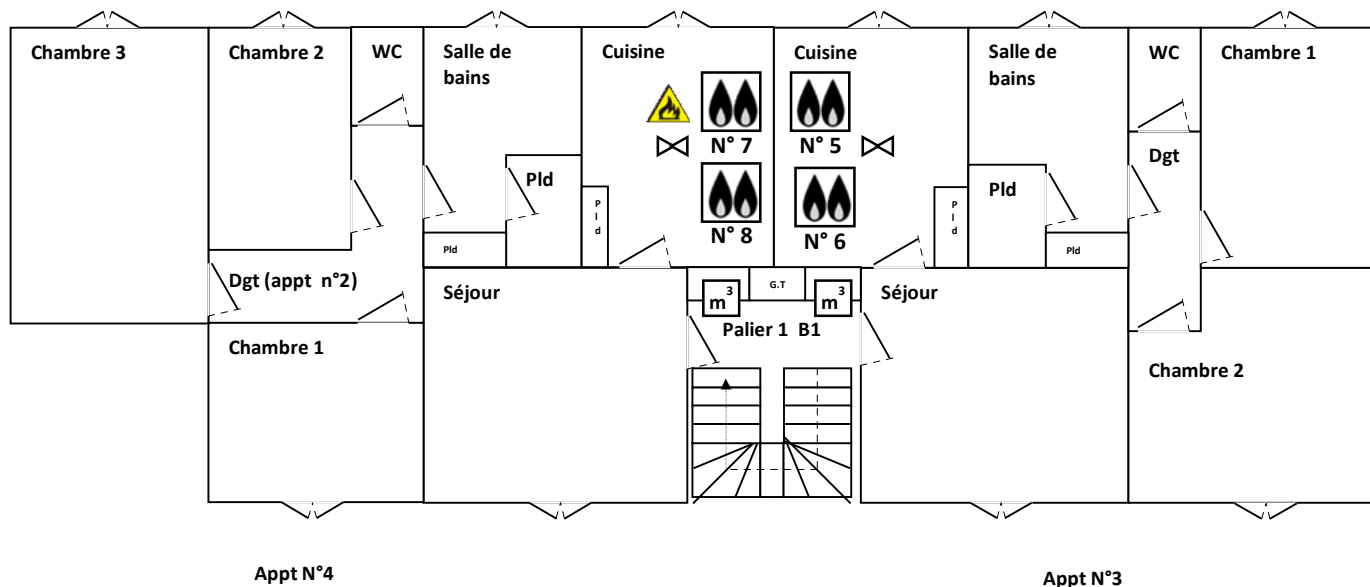


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

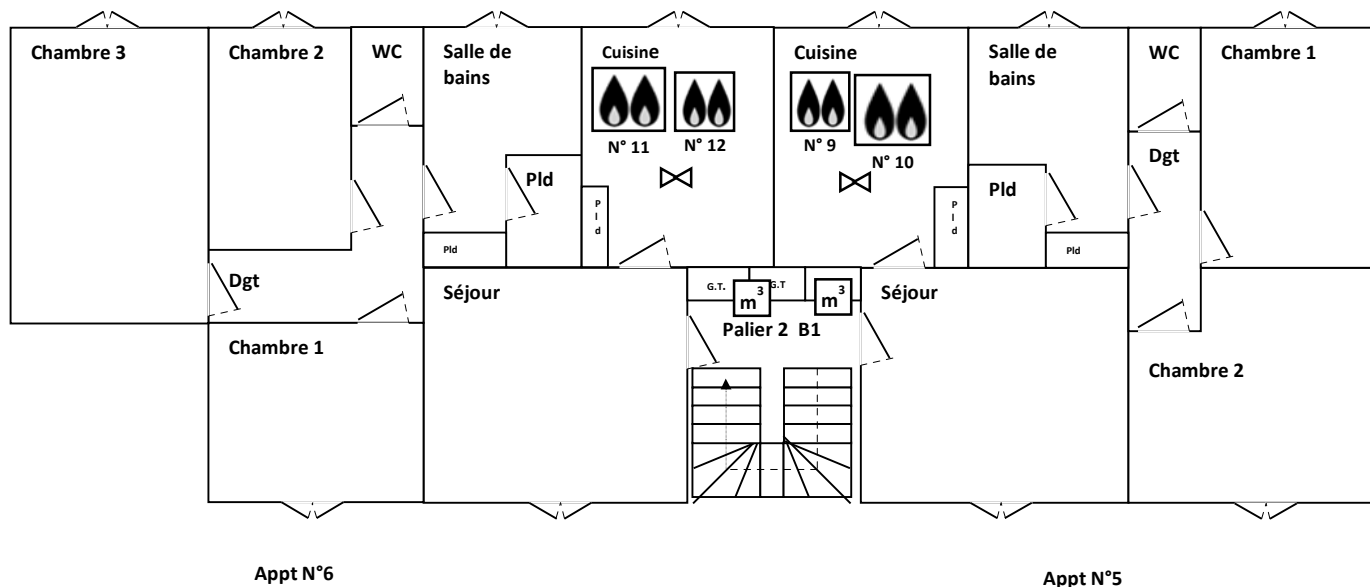


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

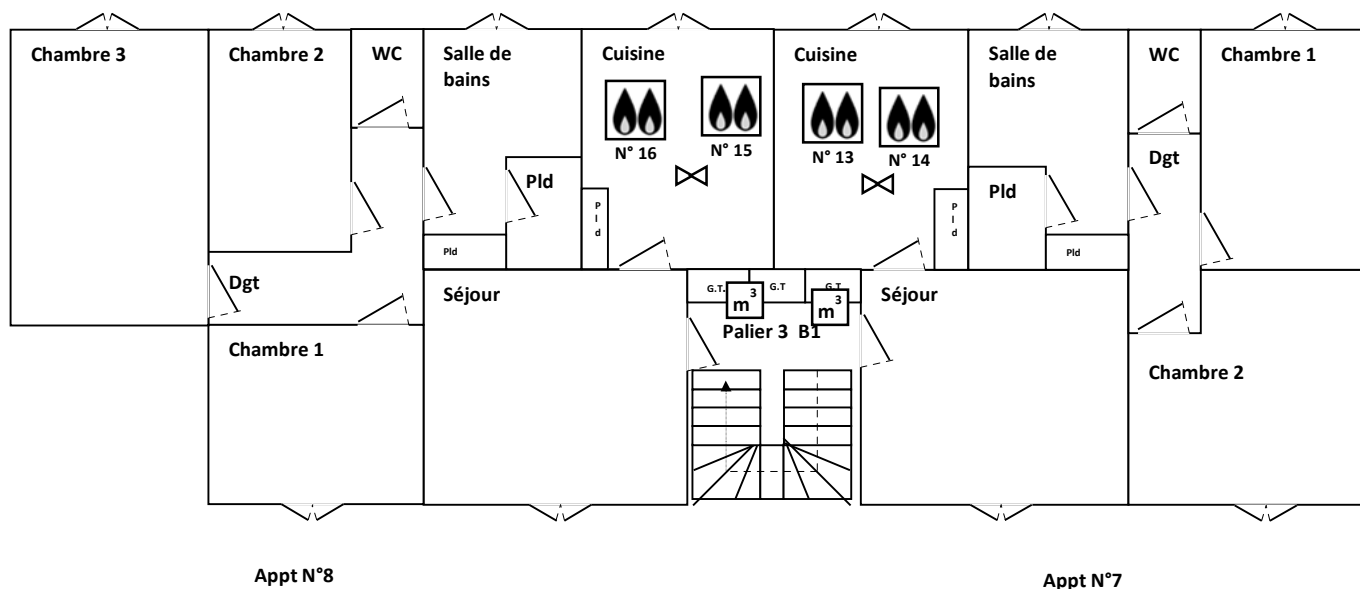


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

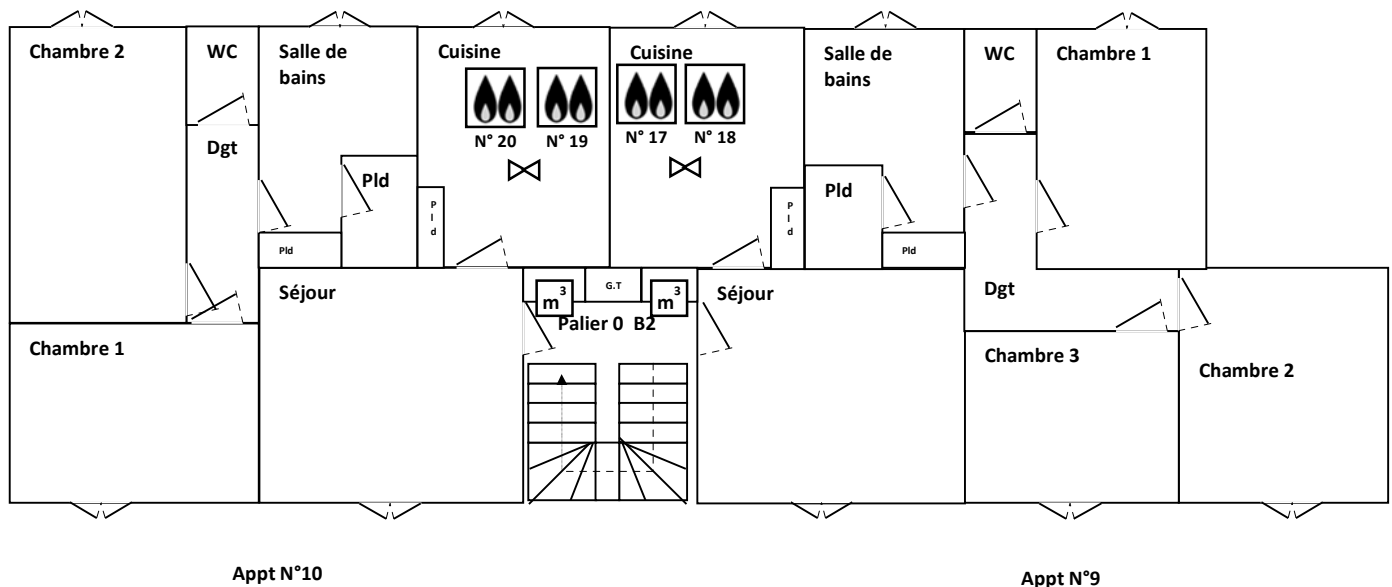


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

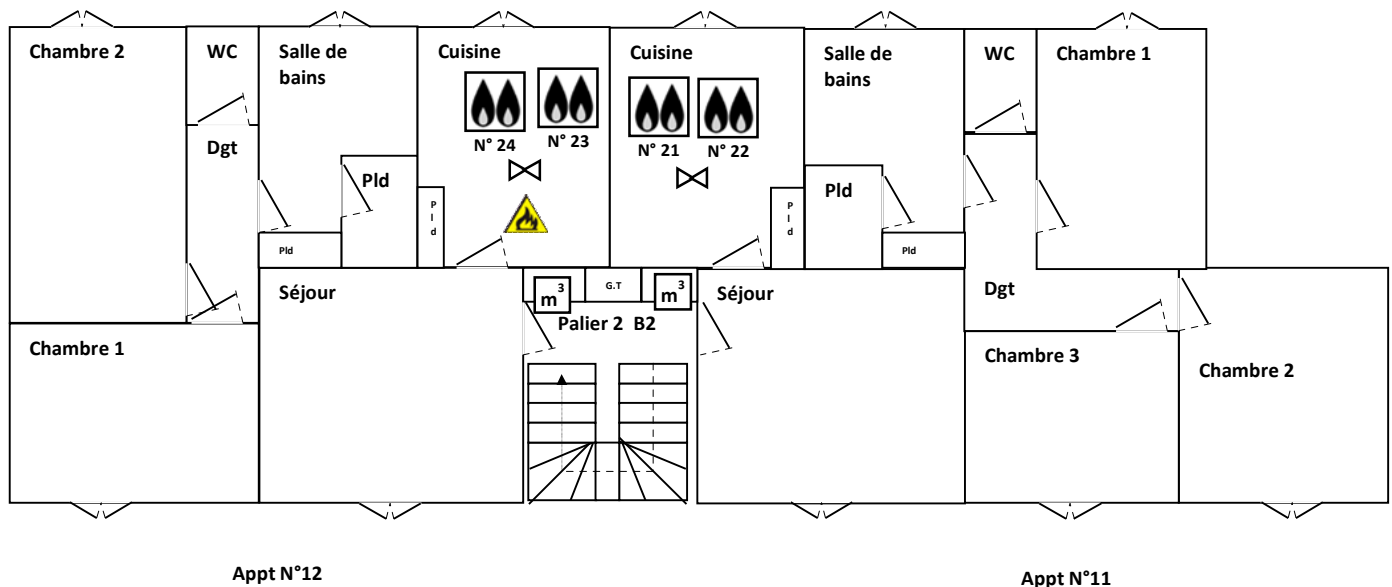


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i>	2019-06-19-0251		<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage	
<i>N° planche:</i>	7/8	<i>Version:</i> 1		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				

Document sans échelle remis à titre indicatif

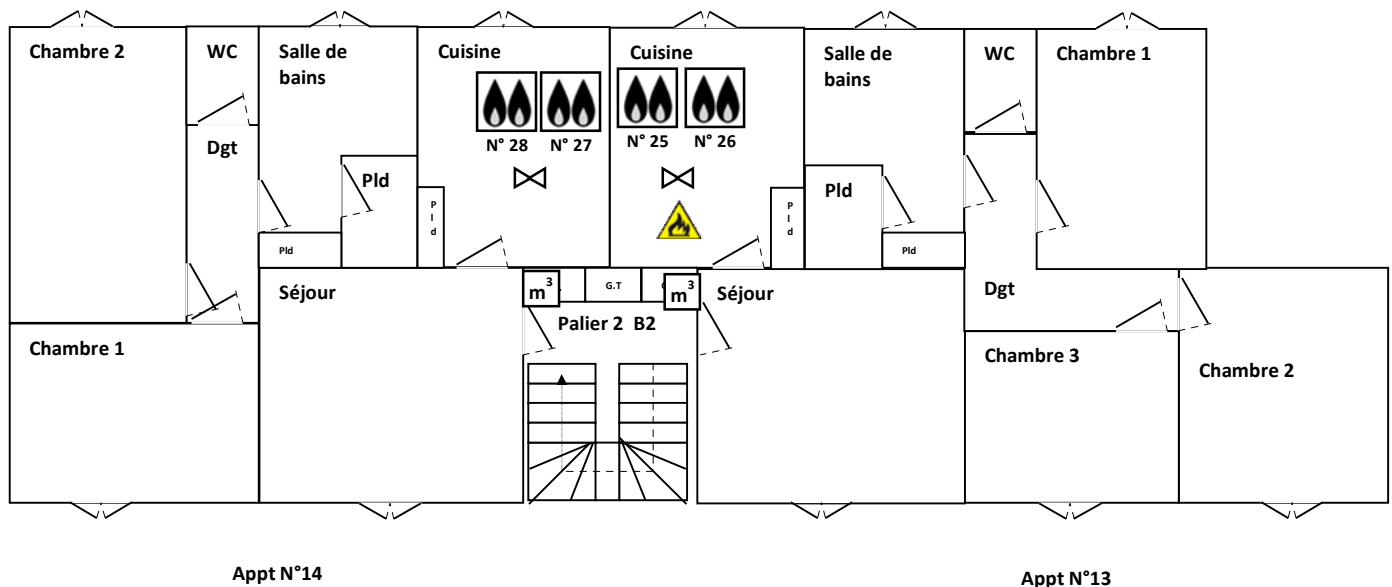
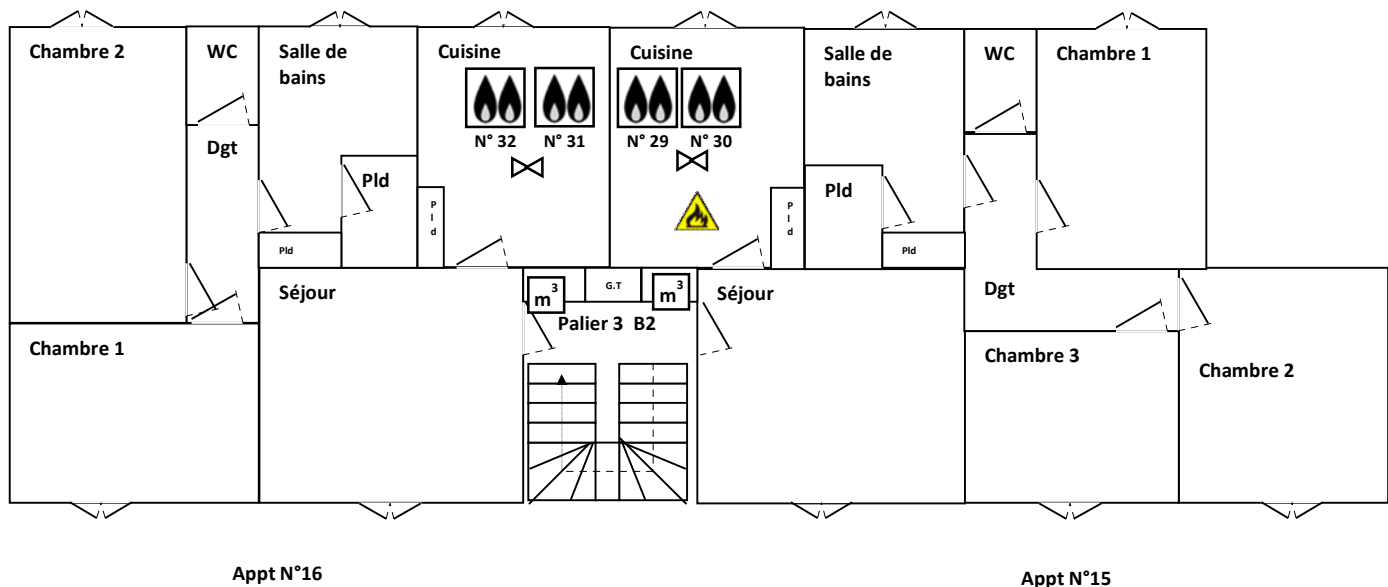


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur Gérald GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étou du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G4

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **17298**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G4**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°7	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondes hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	1er étage Gaine technique gaz
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°8	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	1er étage Gaine technique gaz
Observations	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	
APPAREIL A GAZ N°8			
8b	A2	L'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) **A1** : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ **Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté**

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais**
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

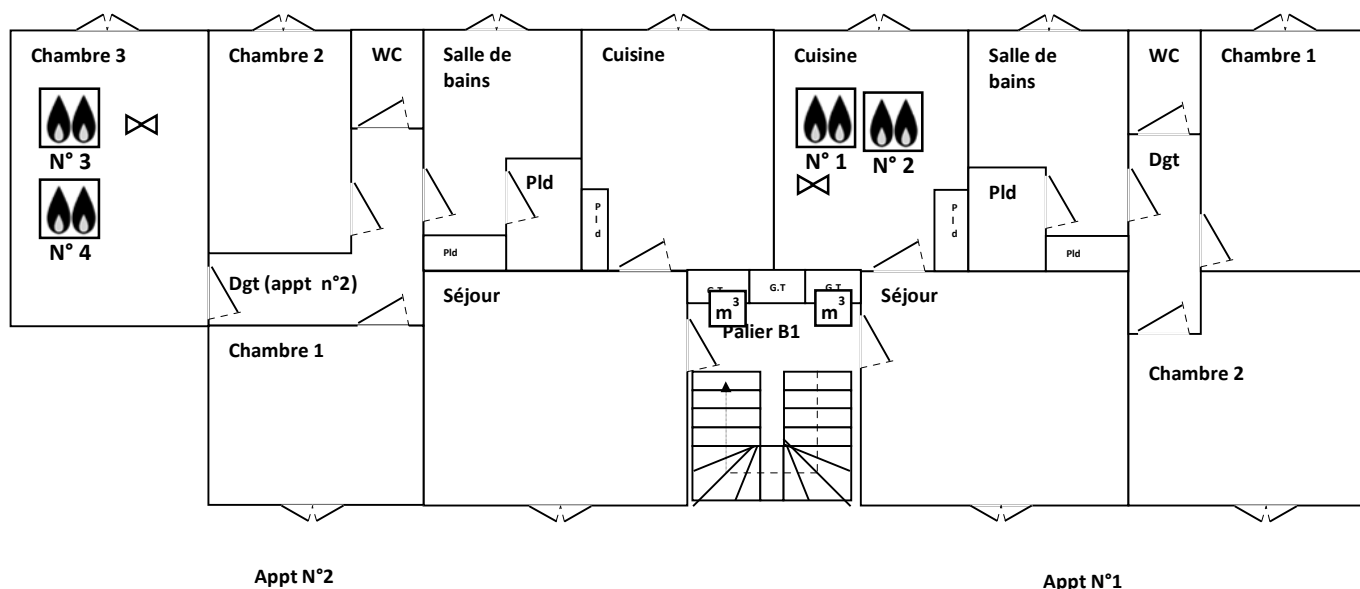


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

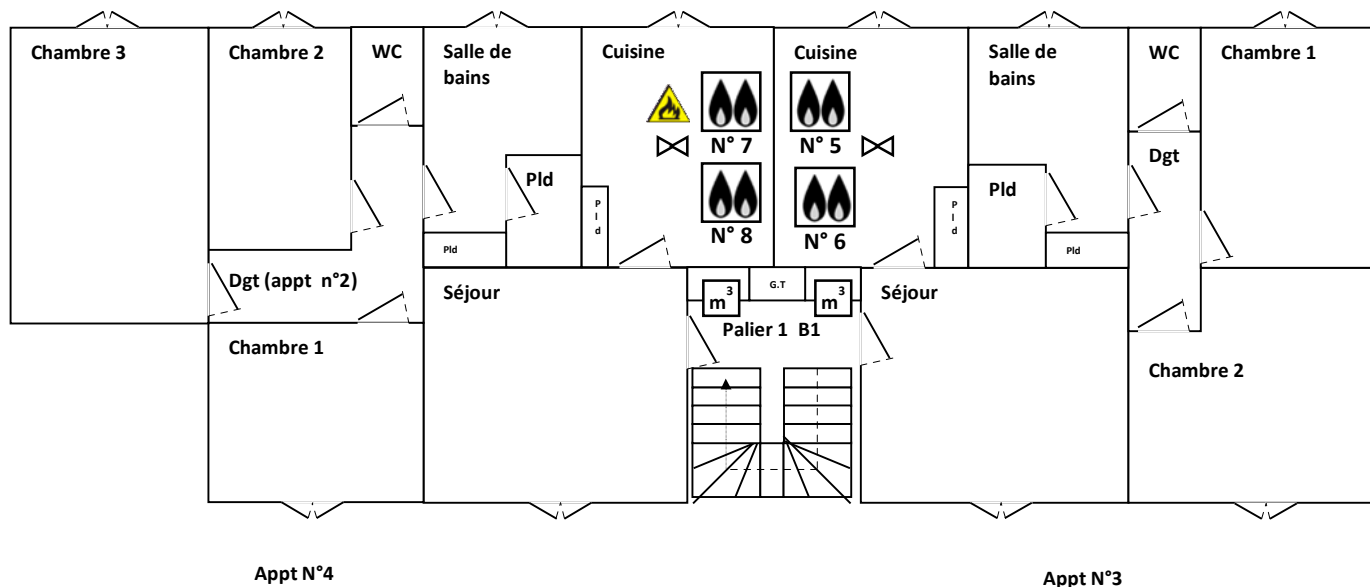


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

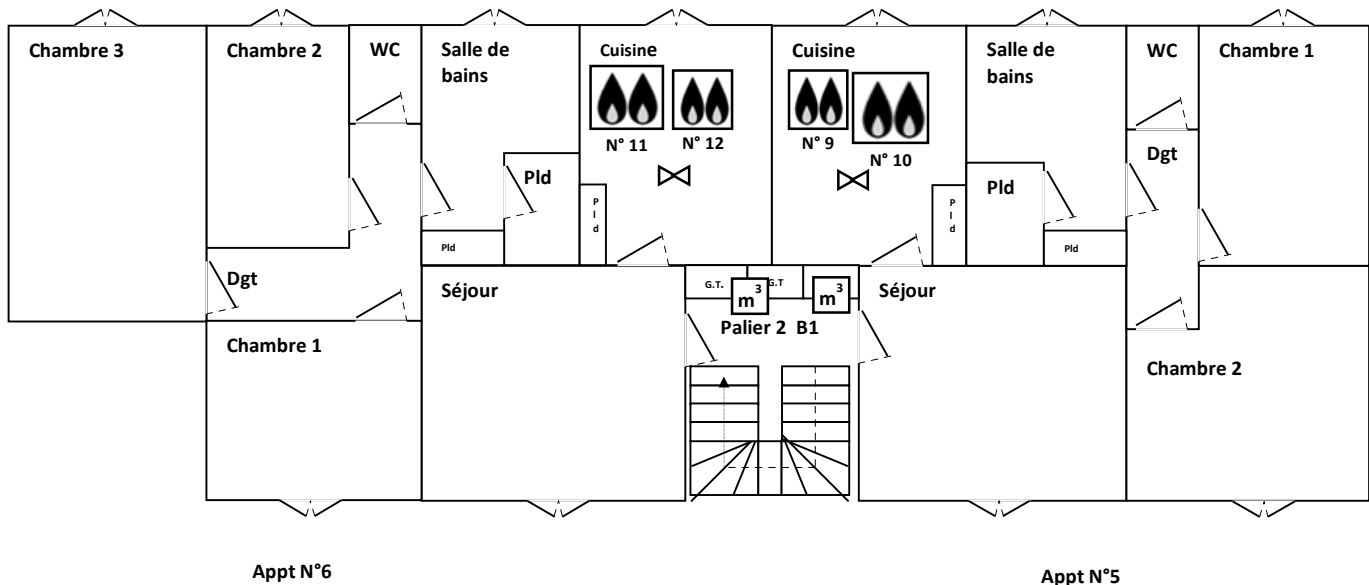


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

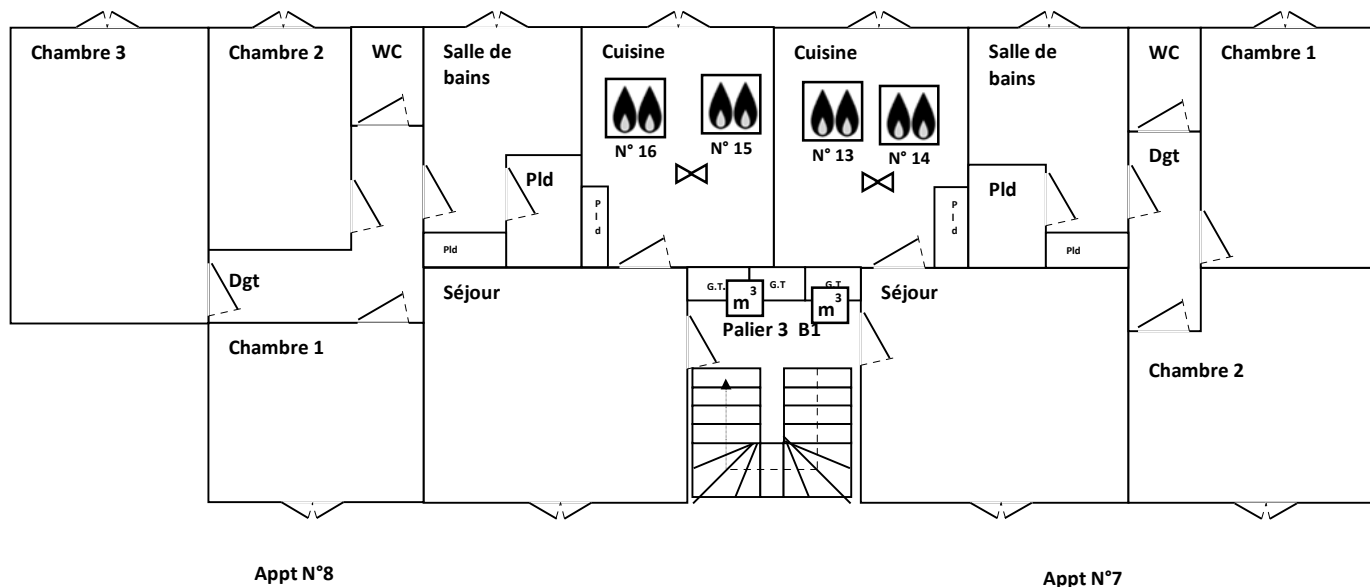


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

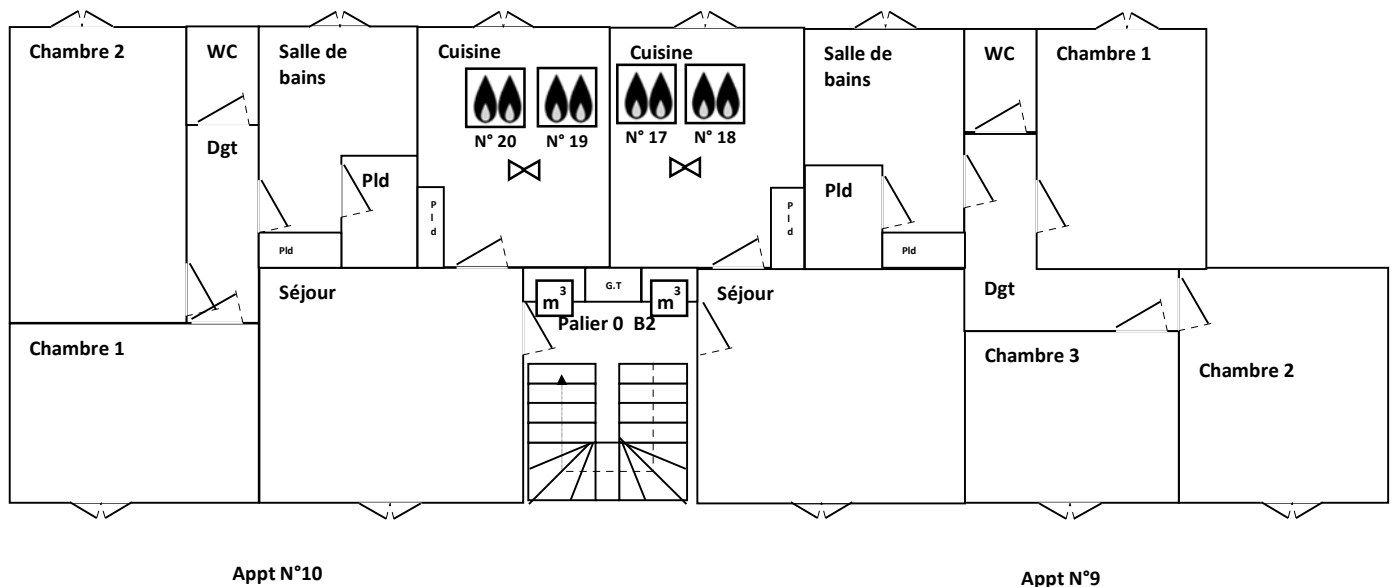


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

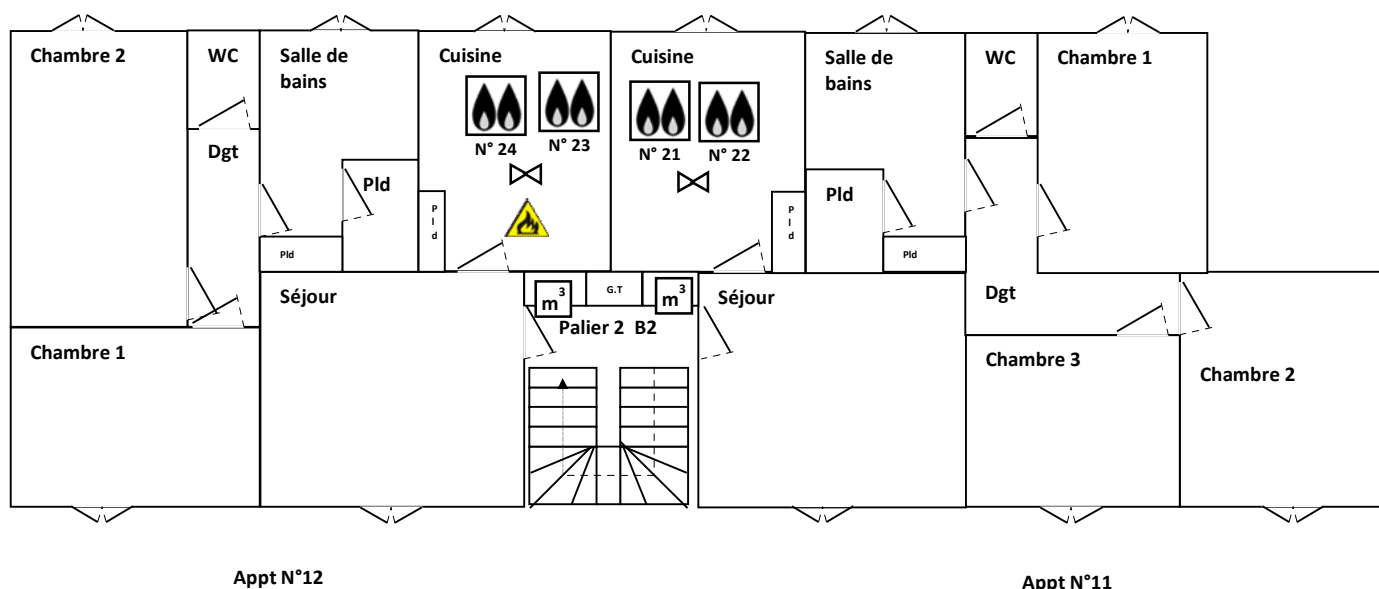


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

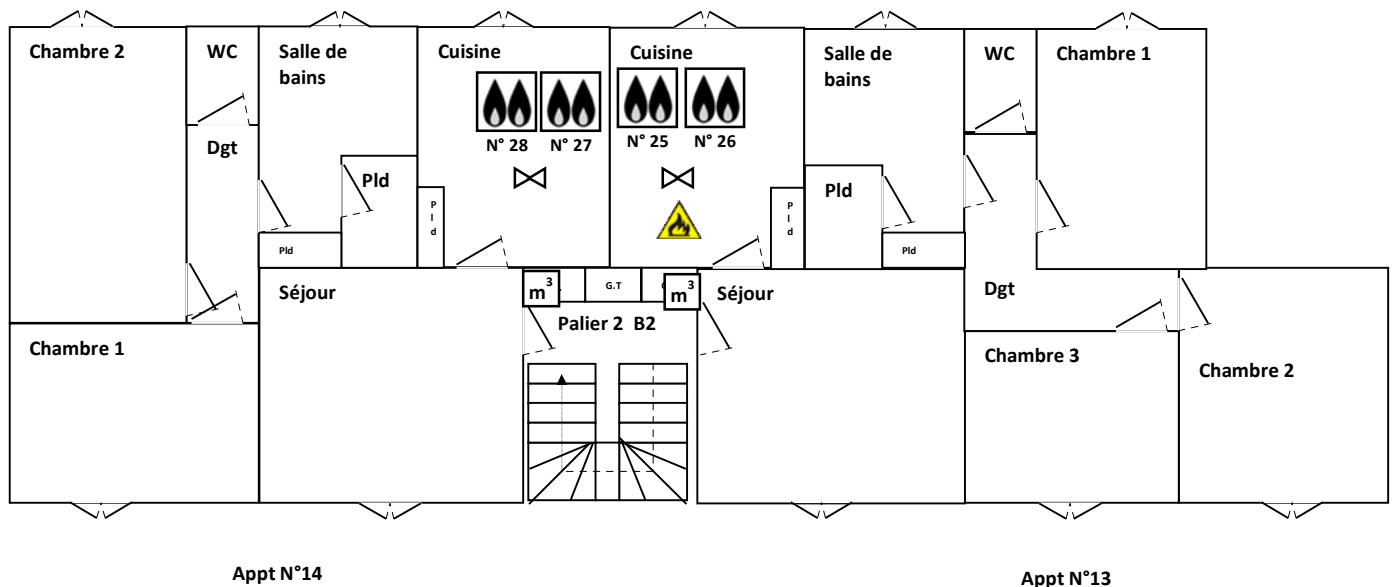
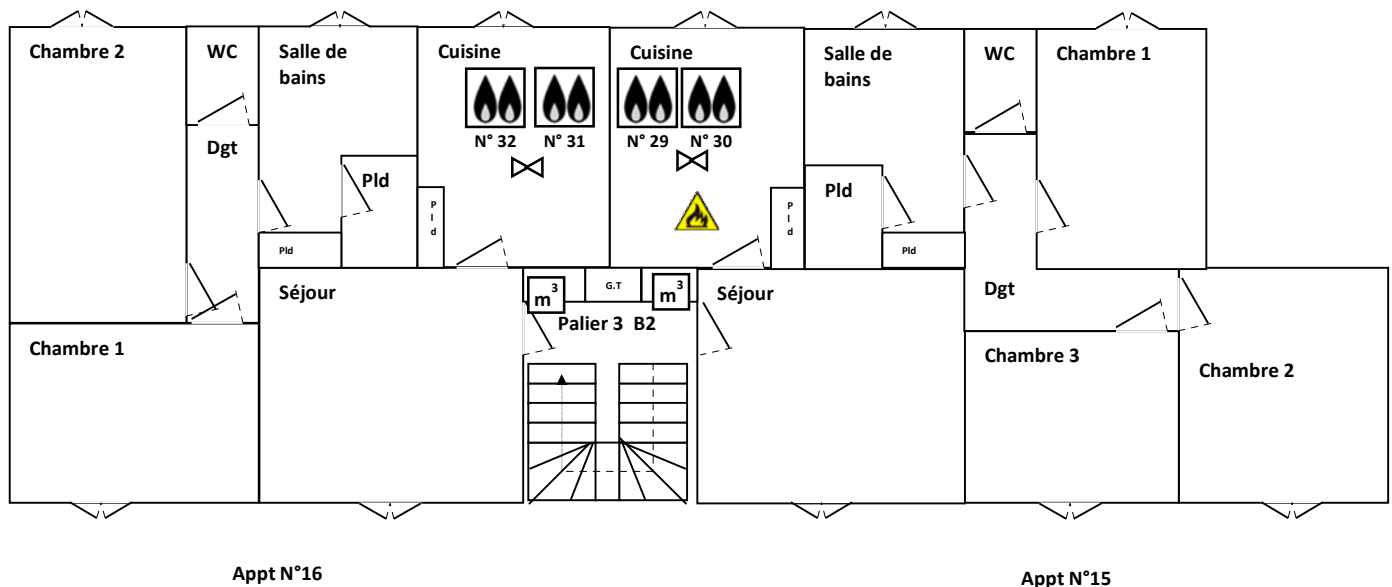


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 22 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **109435**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G5**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°9	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondes hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°5)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°10	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°5)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récipient de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

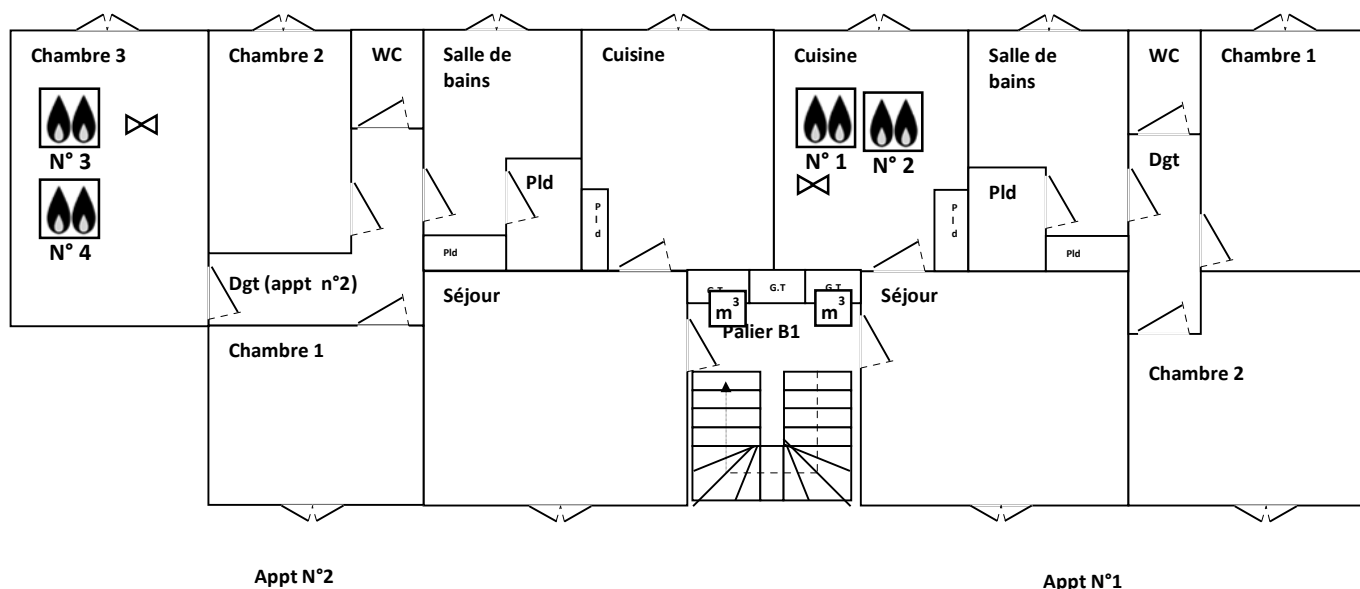


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

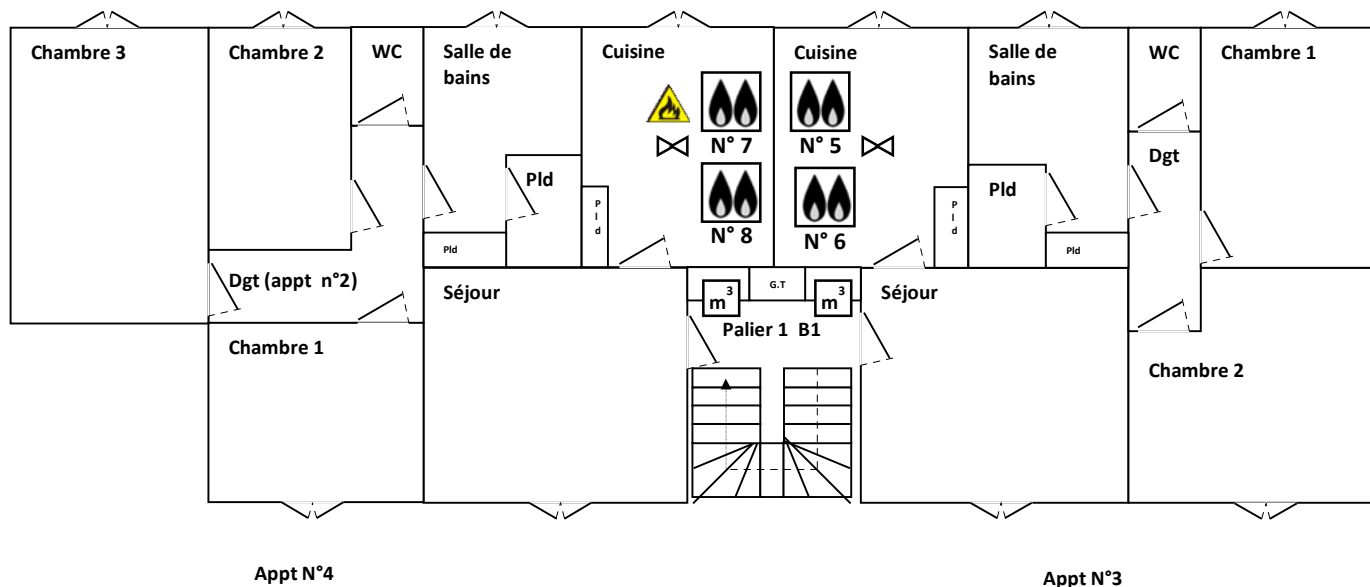


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

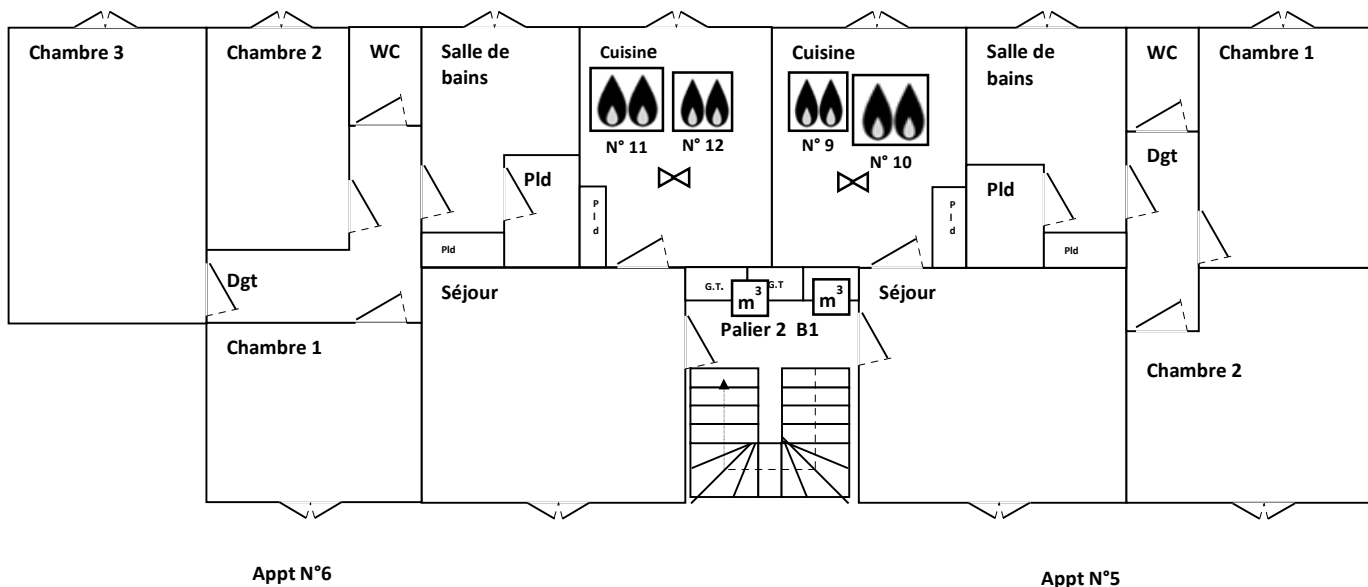


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

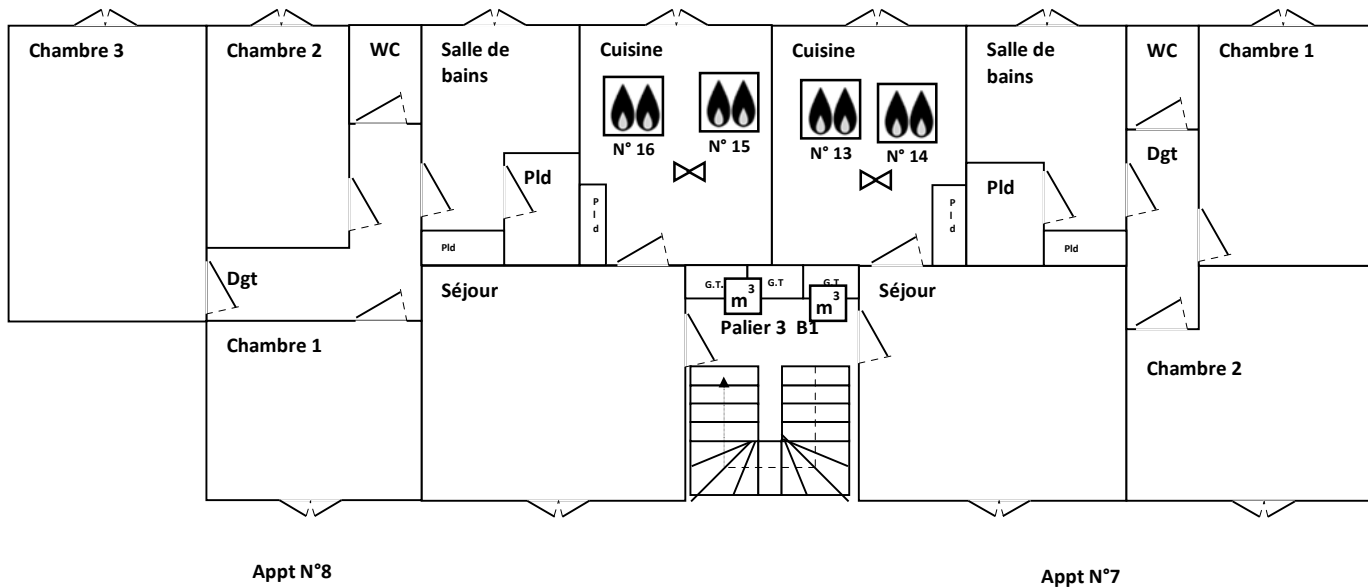


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée	

Document sans échelle remis à titre indicatif

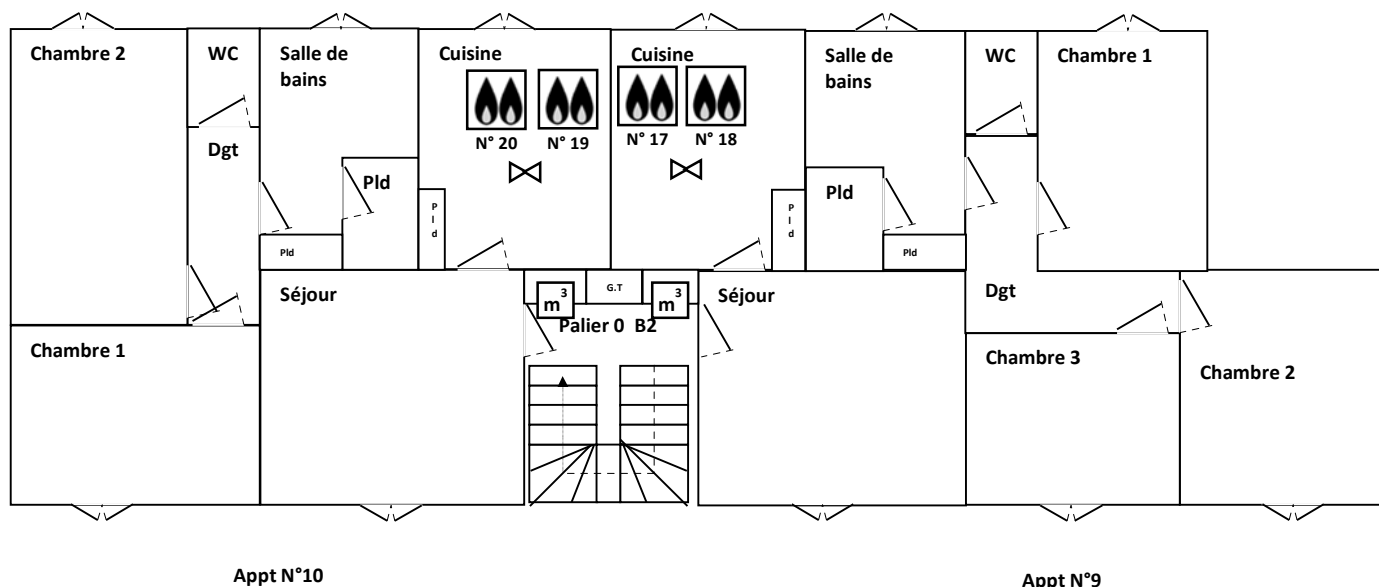


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

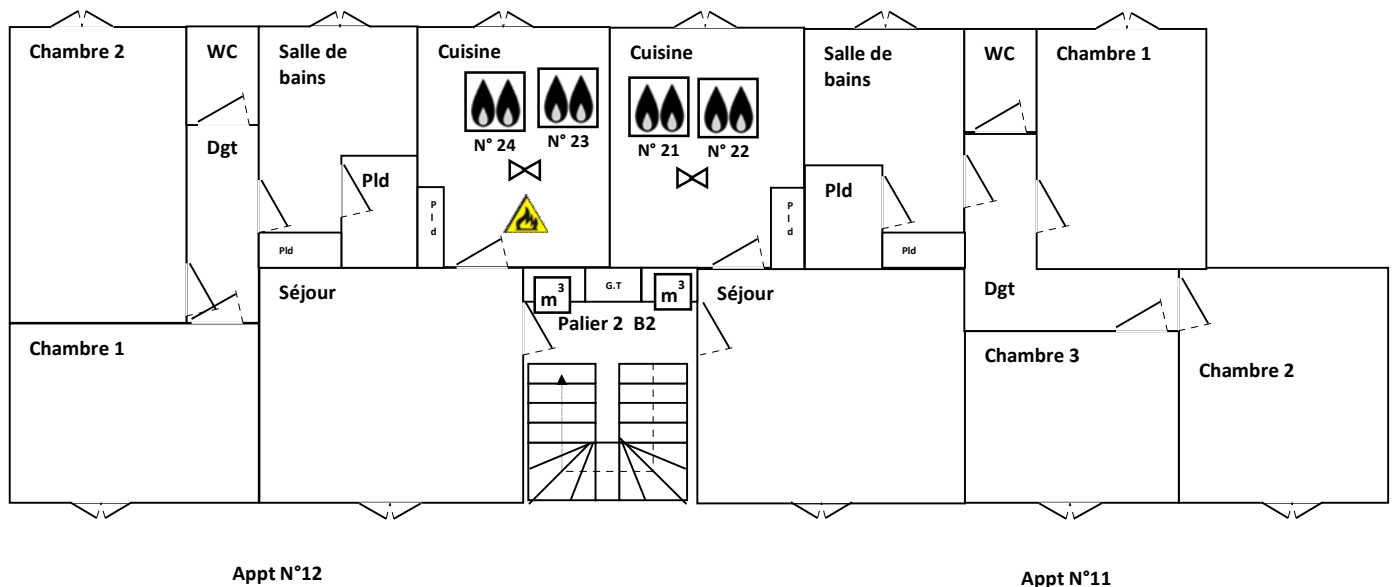


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

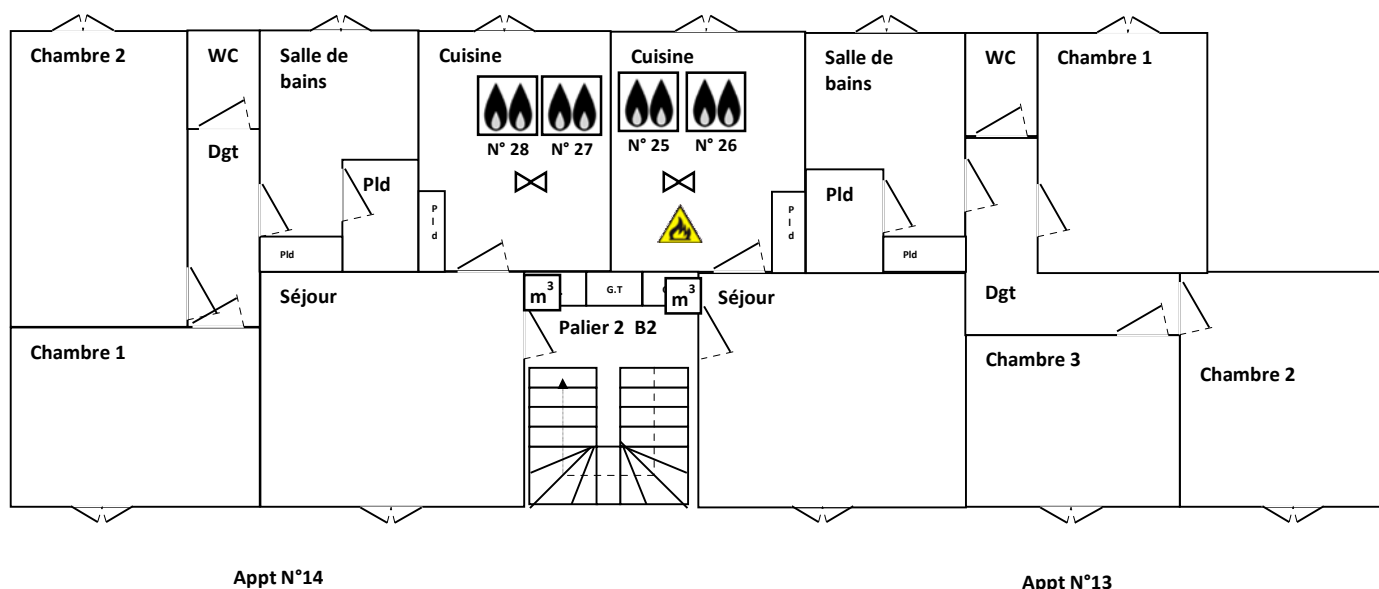
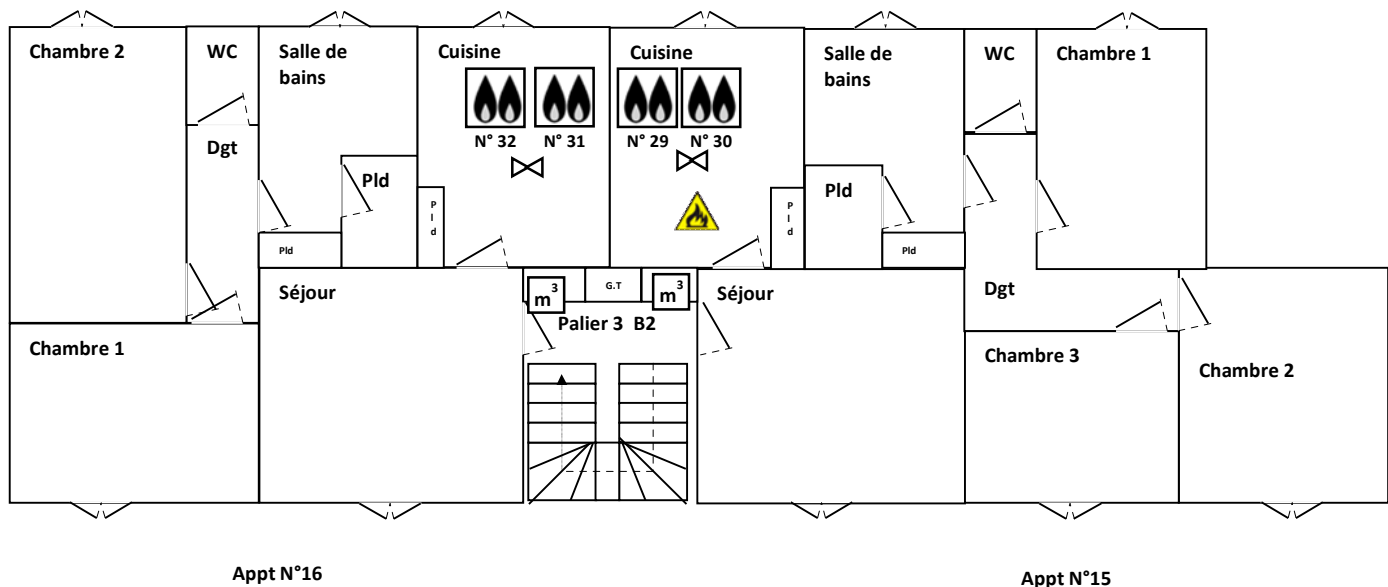


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barral - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G6

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216522**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G6**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°11	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°6)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°12	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°6)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE ⁽¹⁾	ANOMALIE ⁽²⁾	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ Autres constatations

- Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

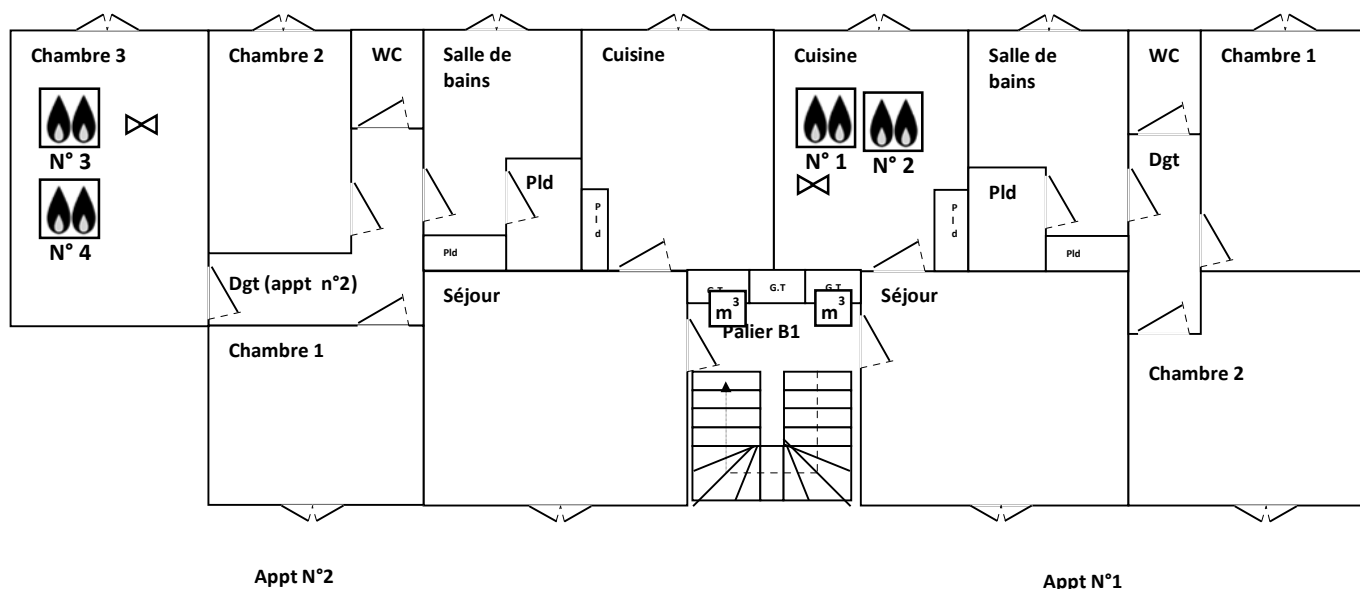


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

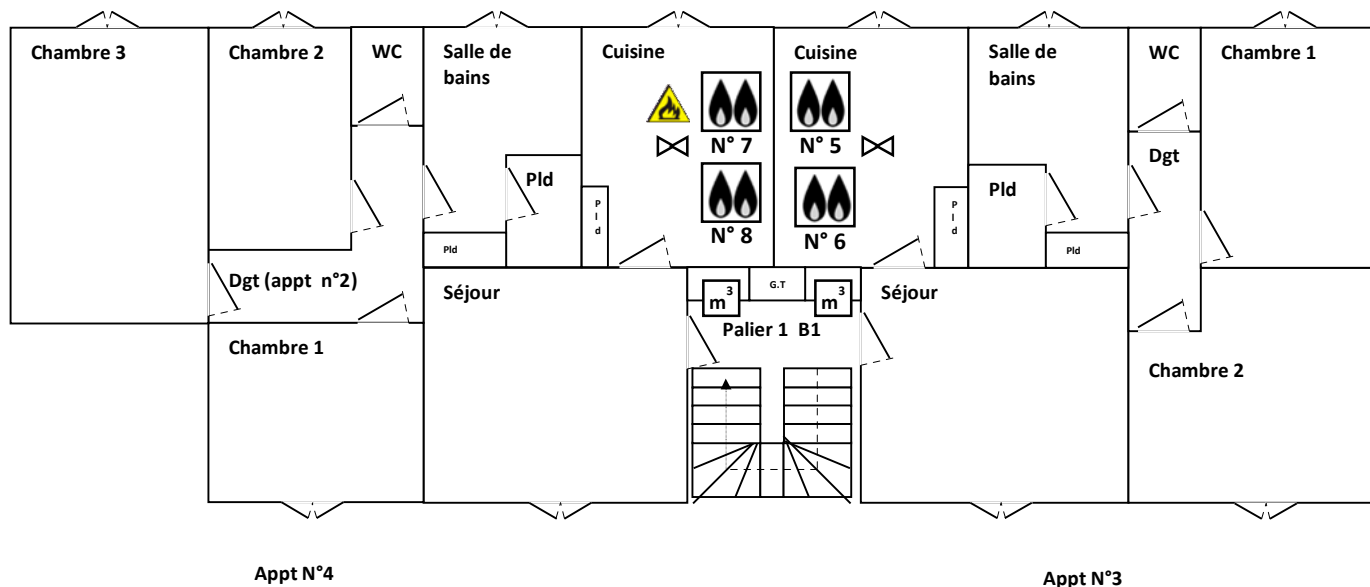


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

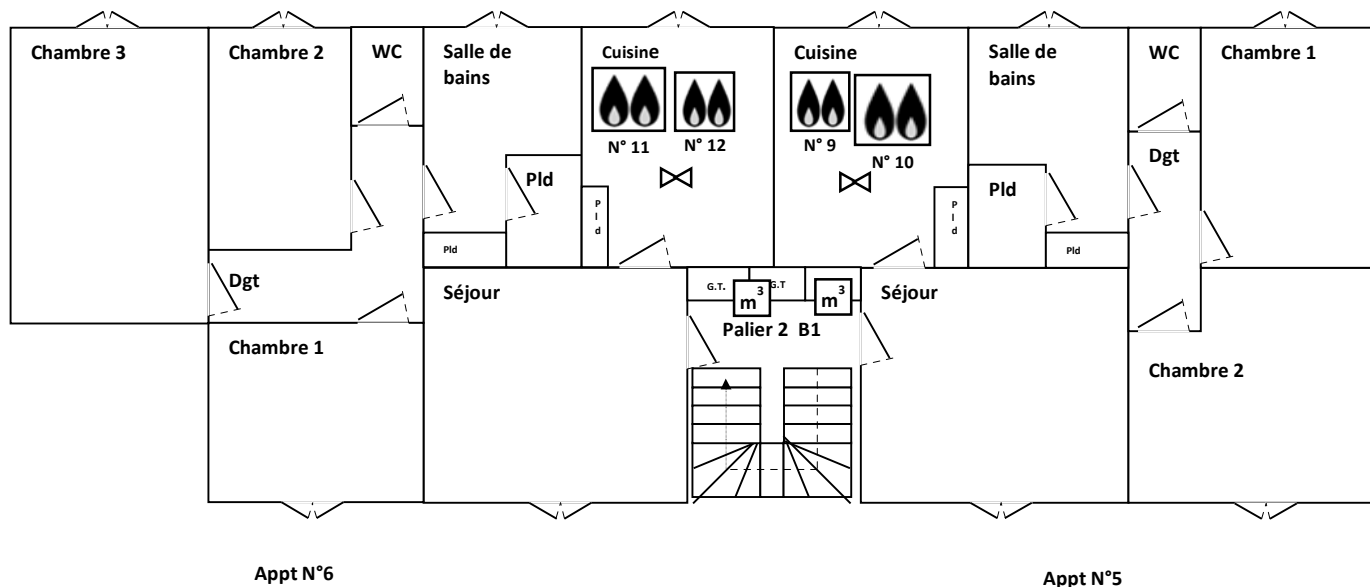


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

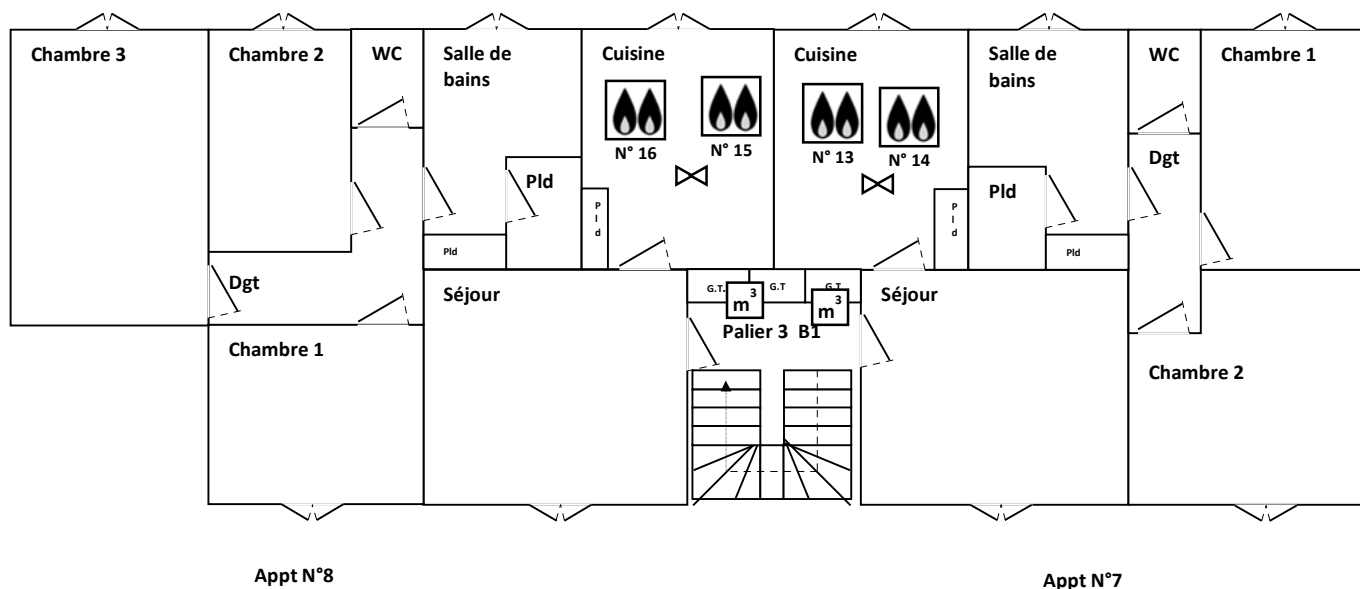


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

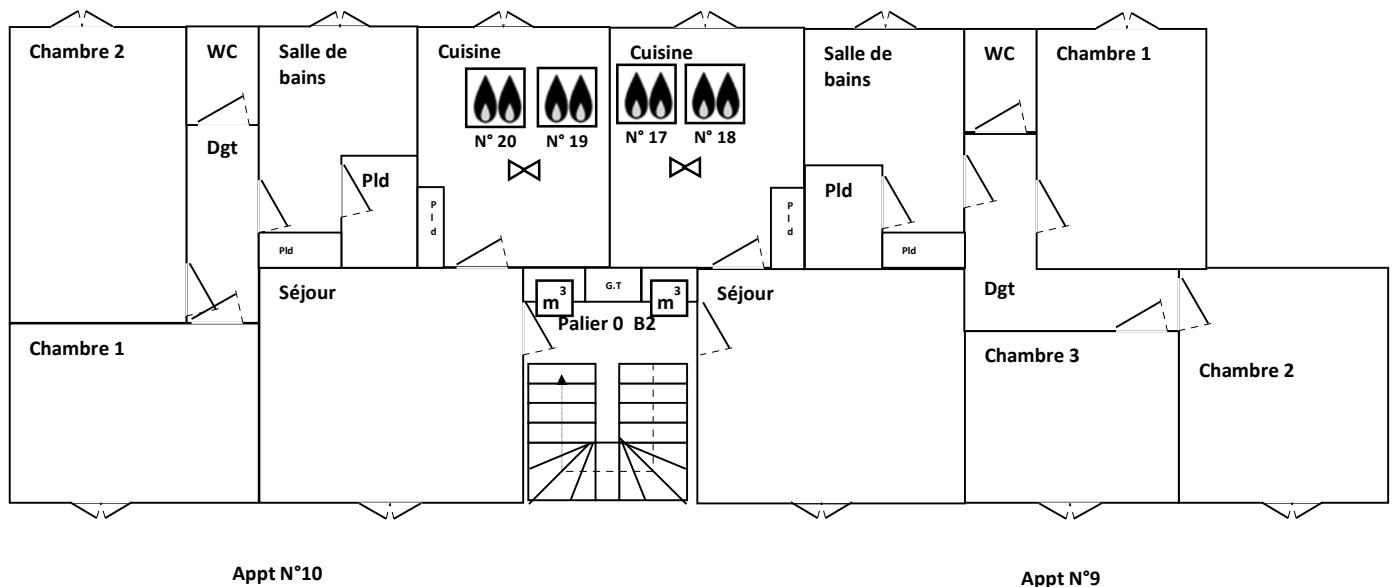


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

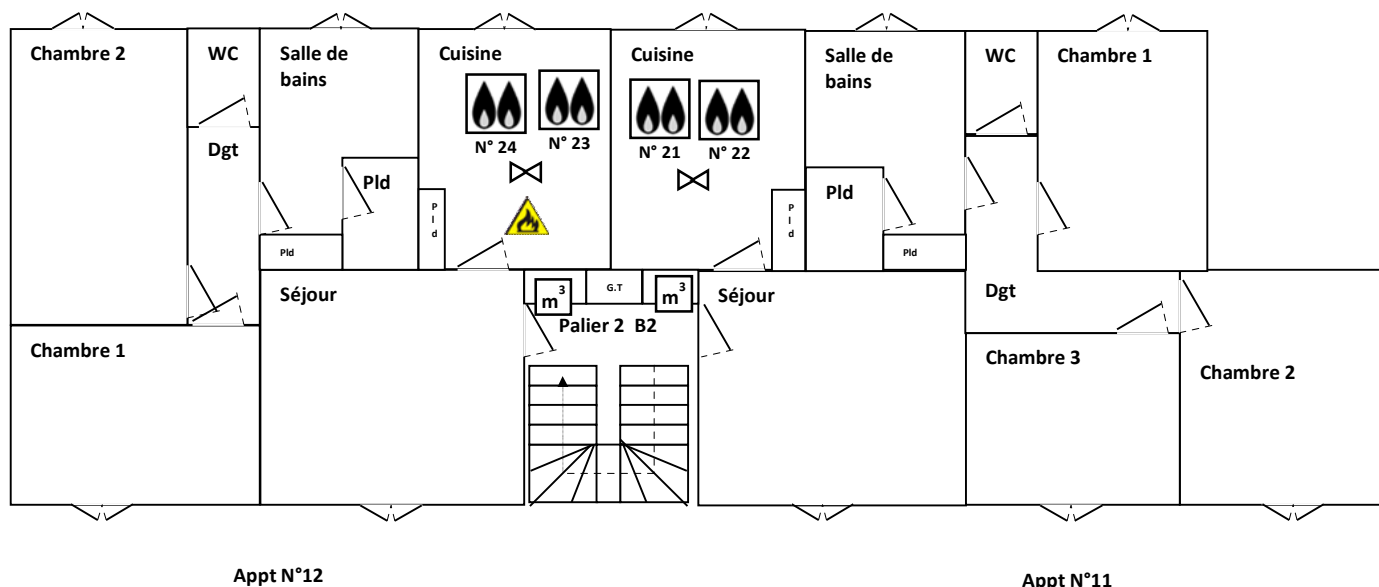


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

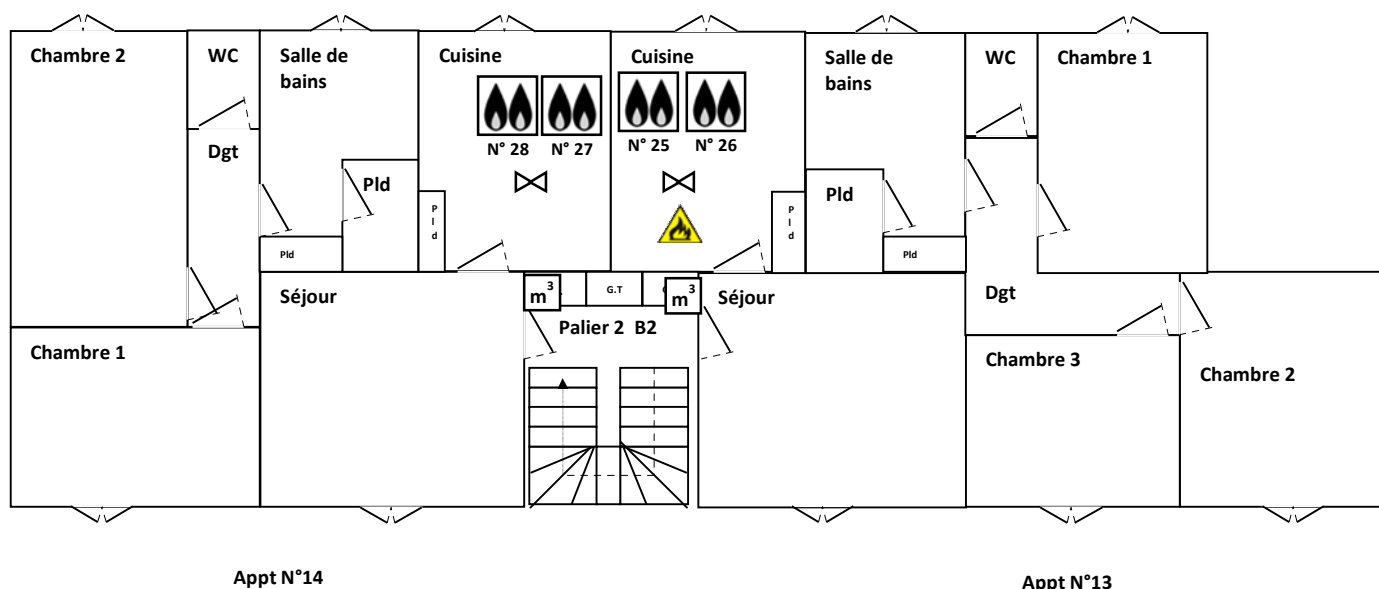
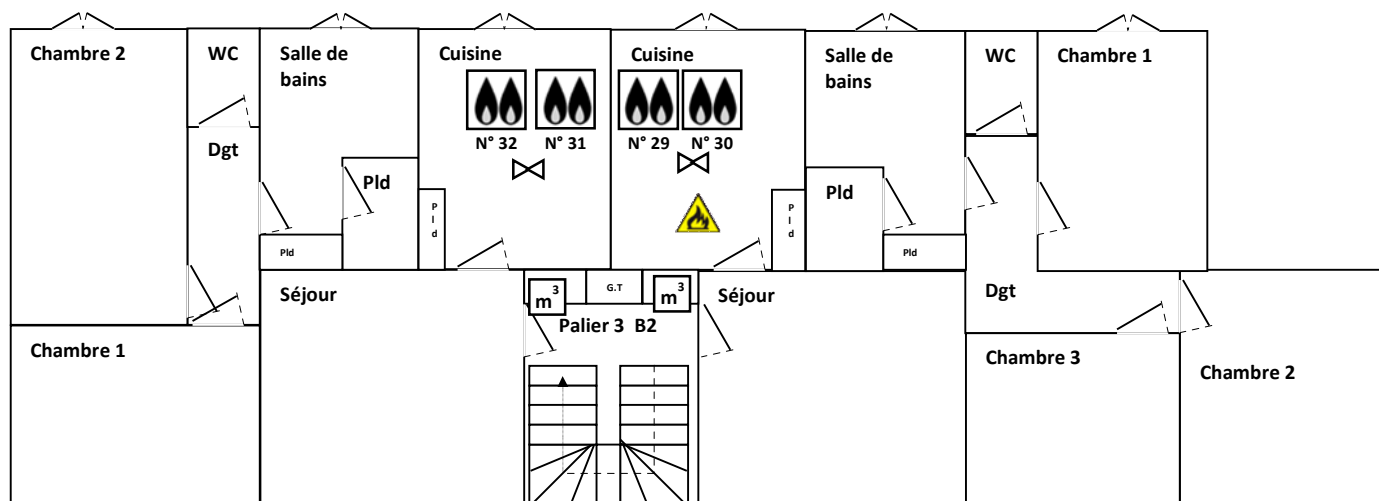


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
ibéquents ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrures
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
e, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
F04 Certification de compétence Version 1.010315
SIPET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216440**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G7**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°13	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondes hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°7)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°14	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°7)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ Autres constatations

- Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récipient de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251					
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis			
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic					
				<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

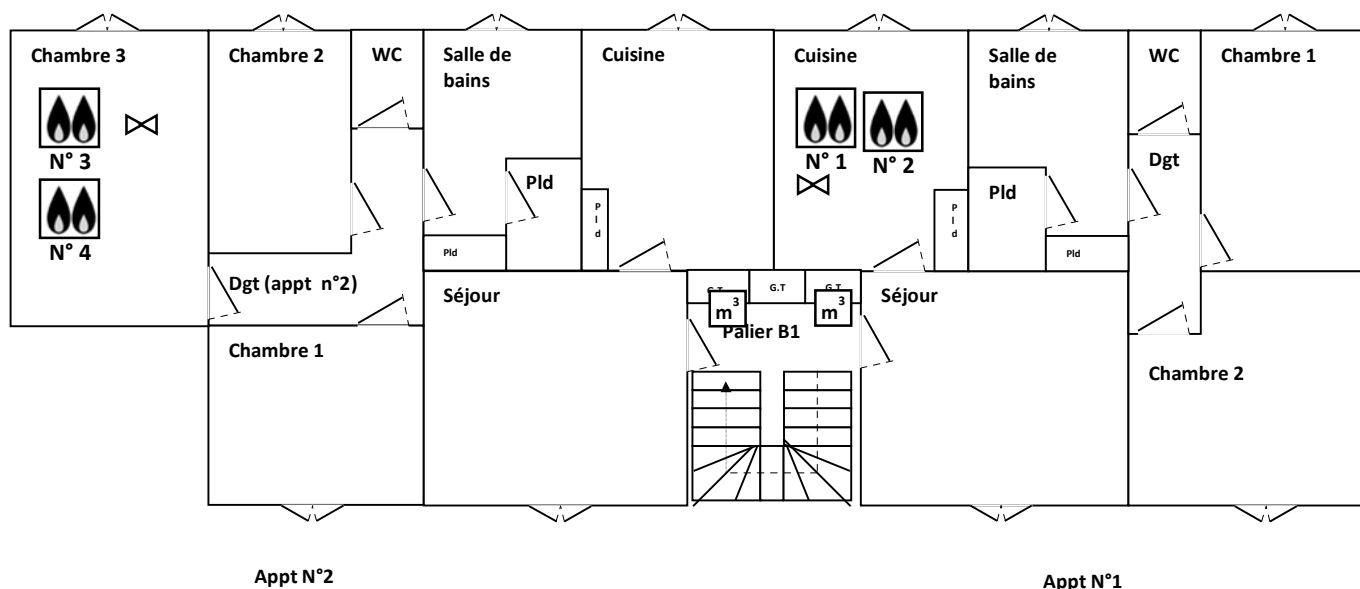


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

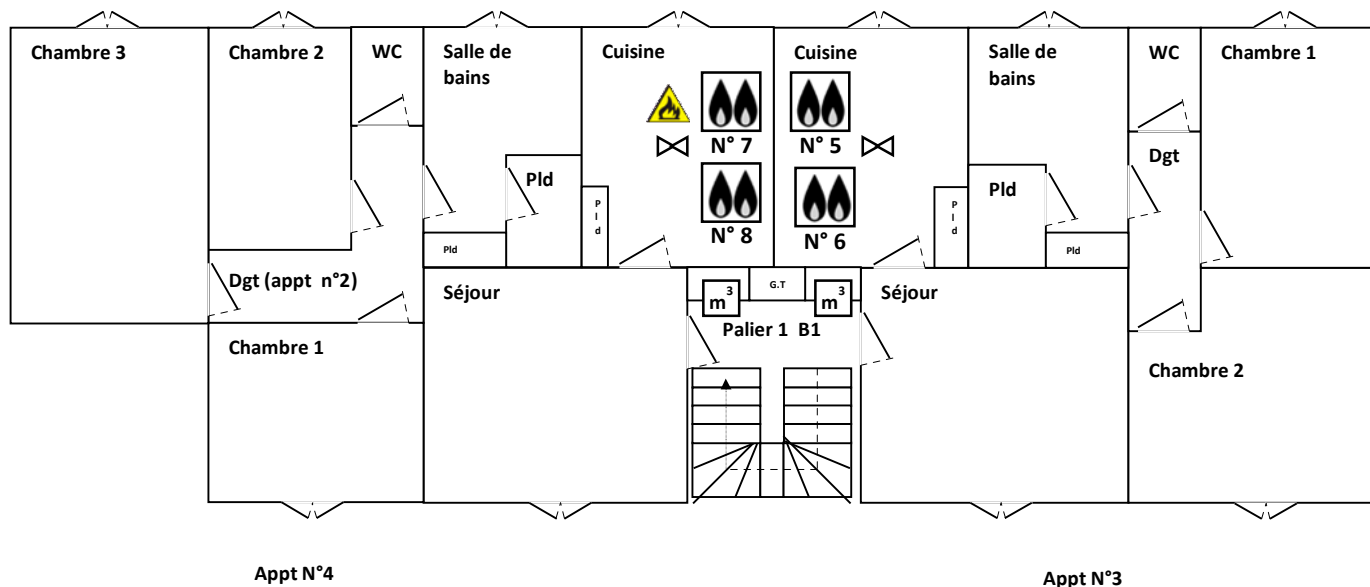


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

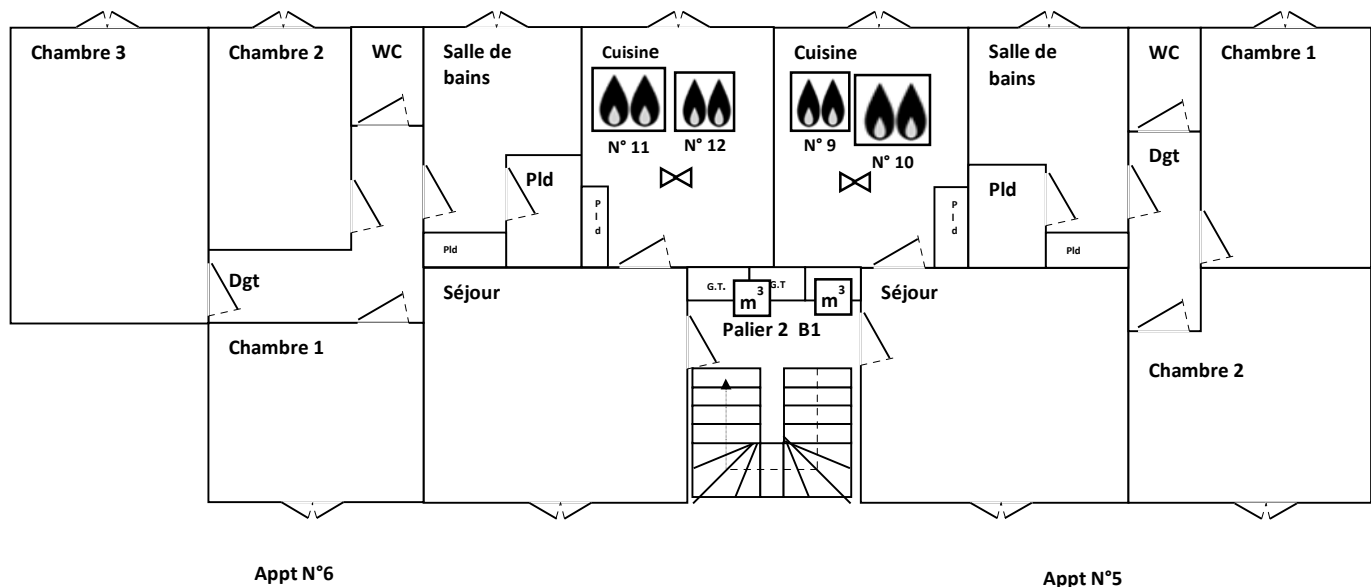


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

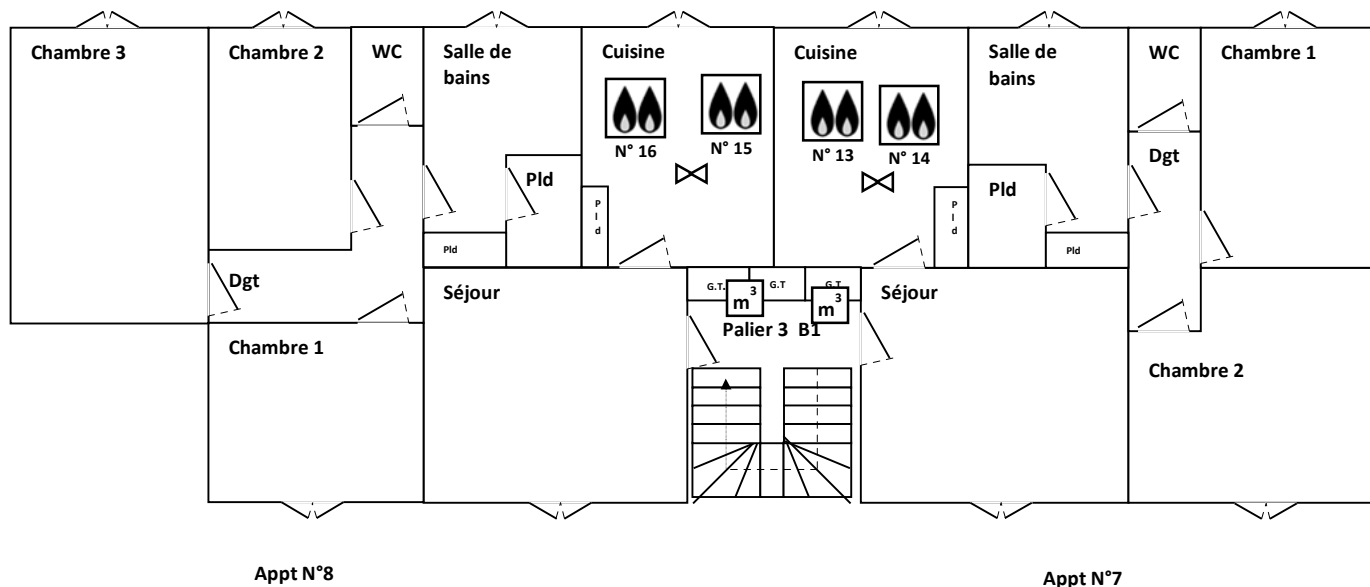


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

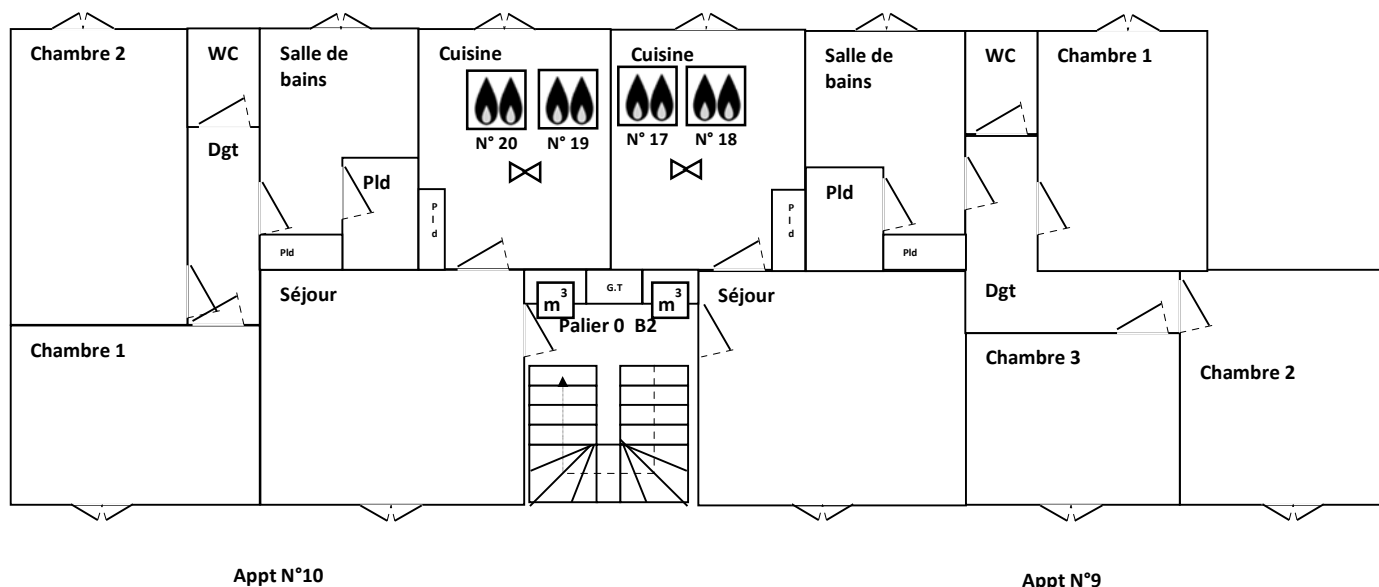


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i>	2019-06-19-0251		<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage	
<i>N° planche:</i>	6/8	<i>Version:</i> 1		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				

Document sans échelle remis à titre indicatif

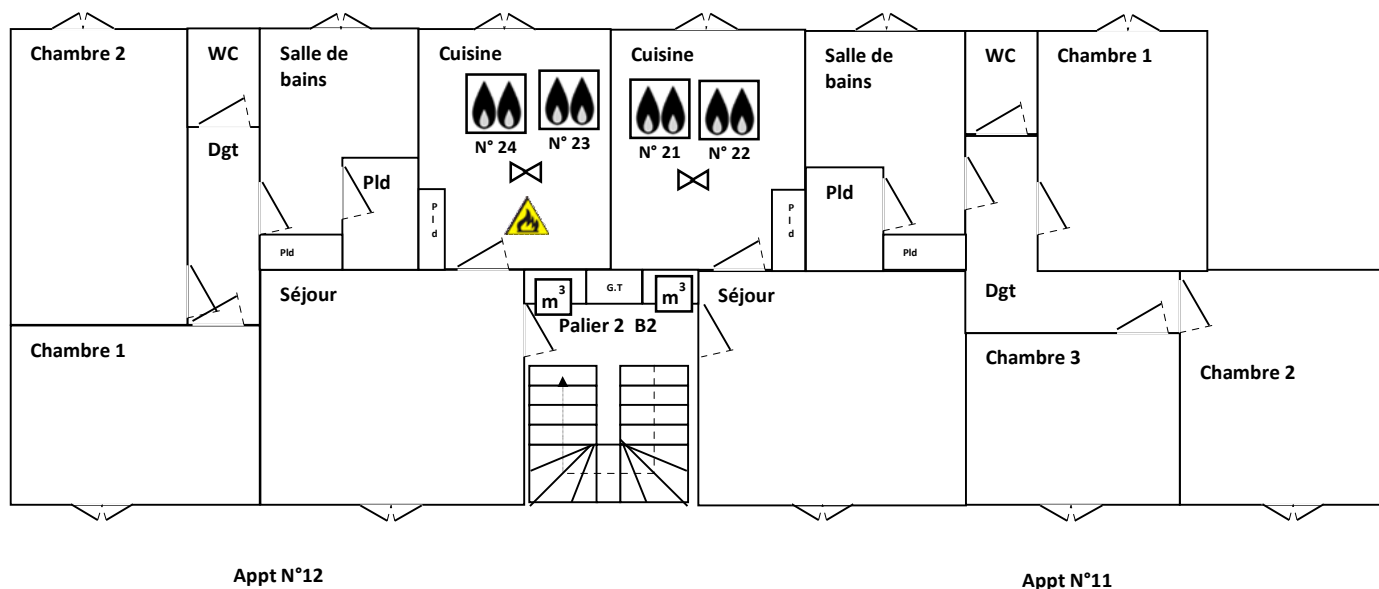


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

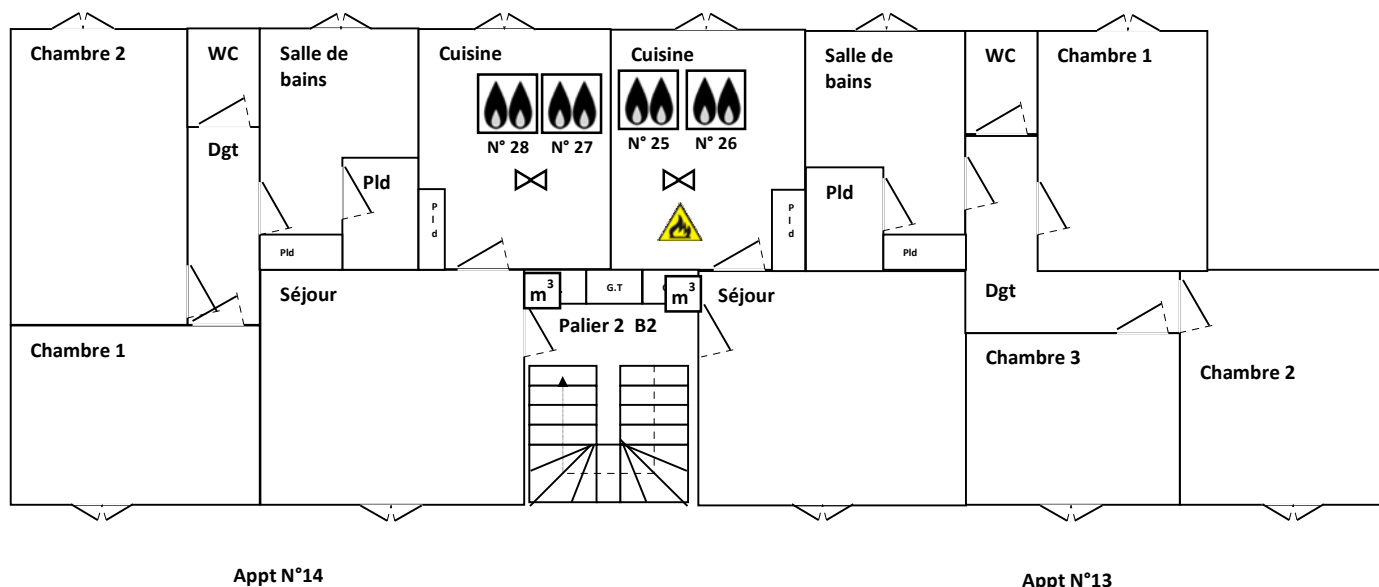
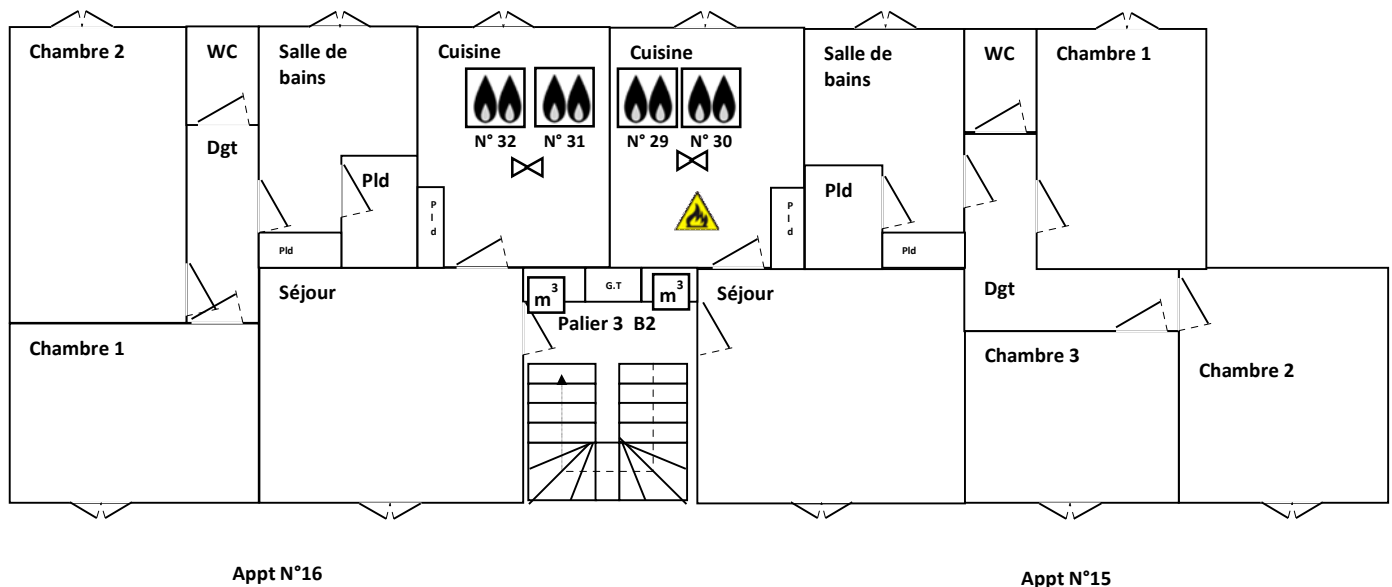


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtées dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G8

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments - Rue
Paul Doumer - 02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216523**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G8**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°15	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc Ondea hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°8)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°16	
Genre	Table de cuisson
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°8)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

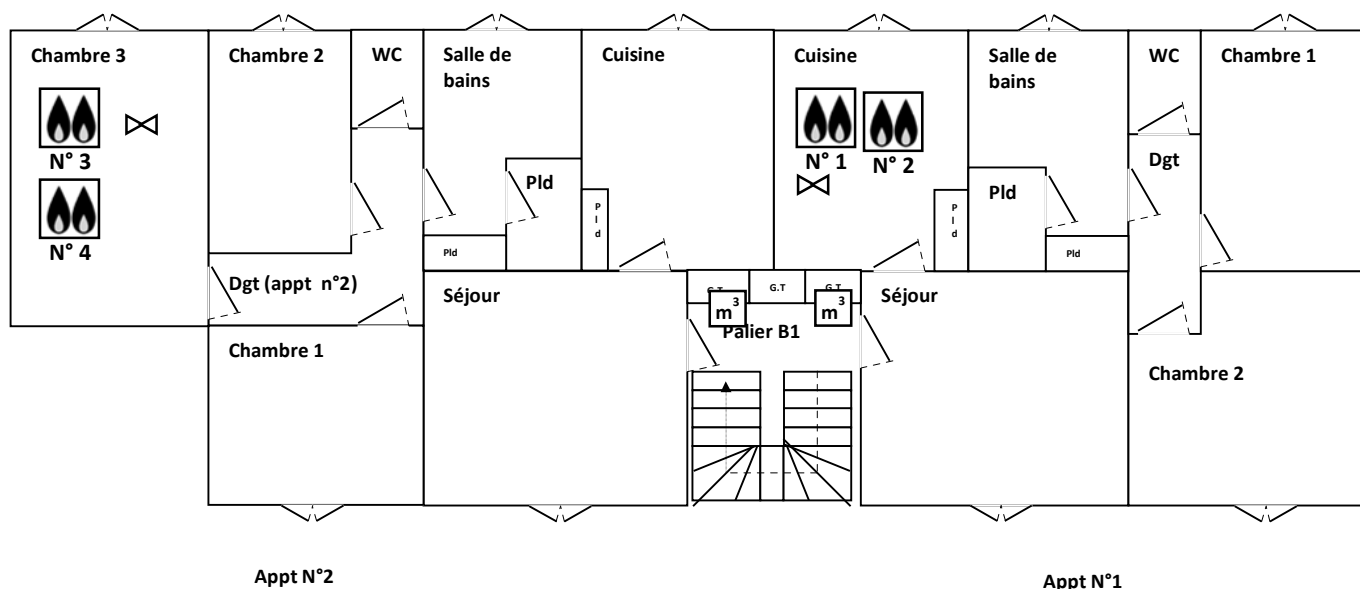


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

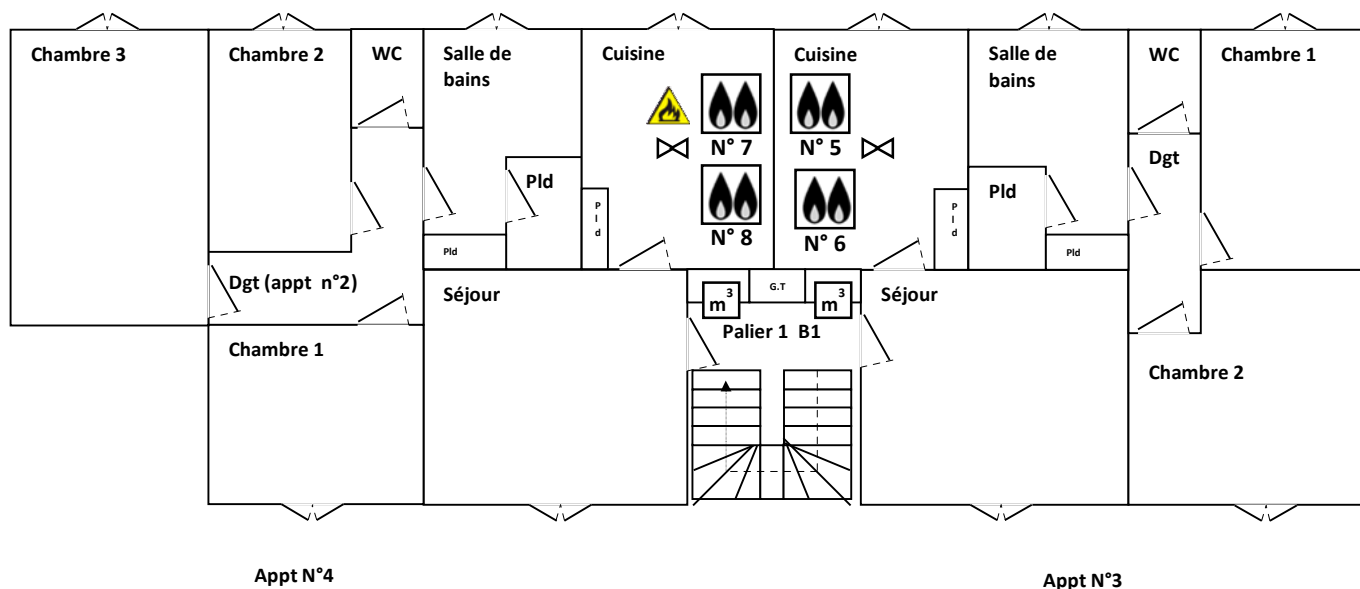


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

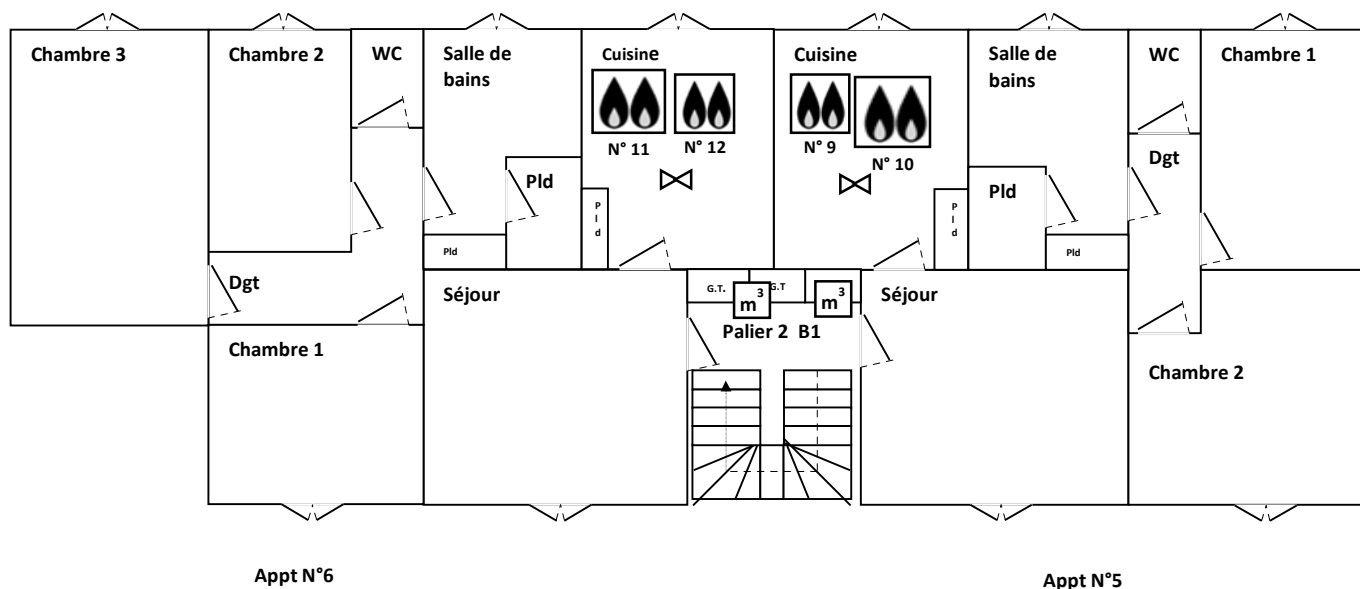


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

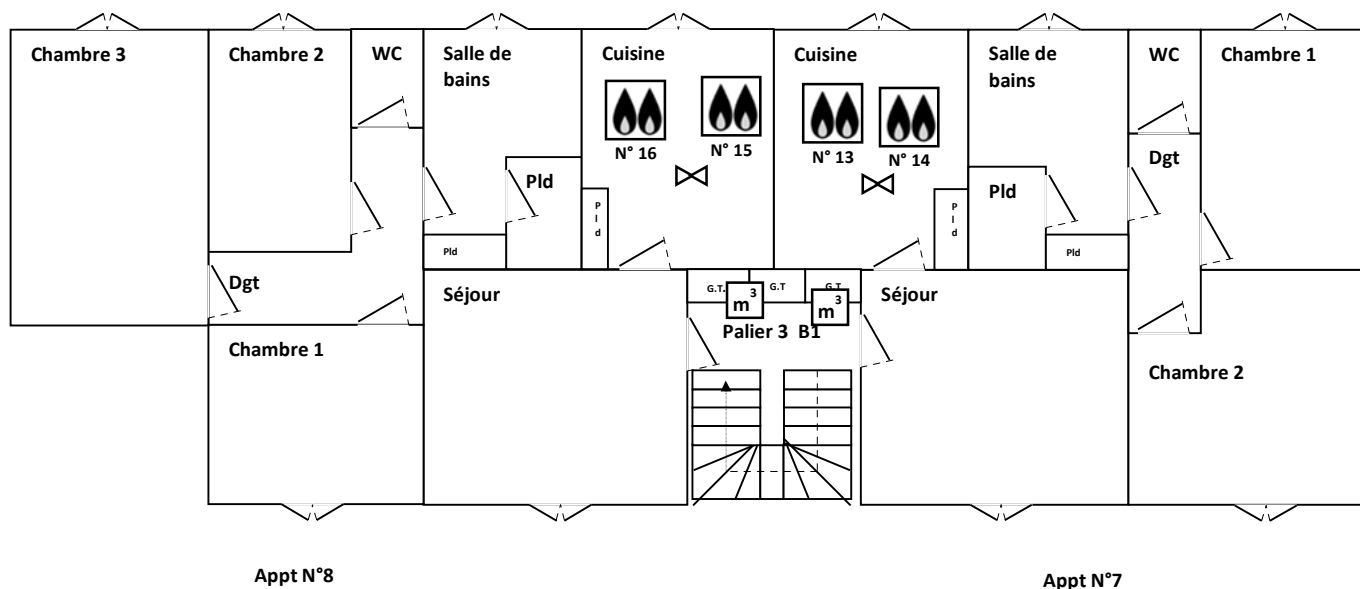


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

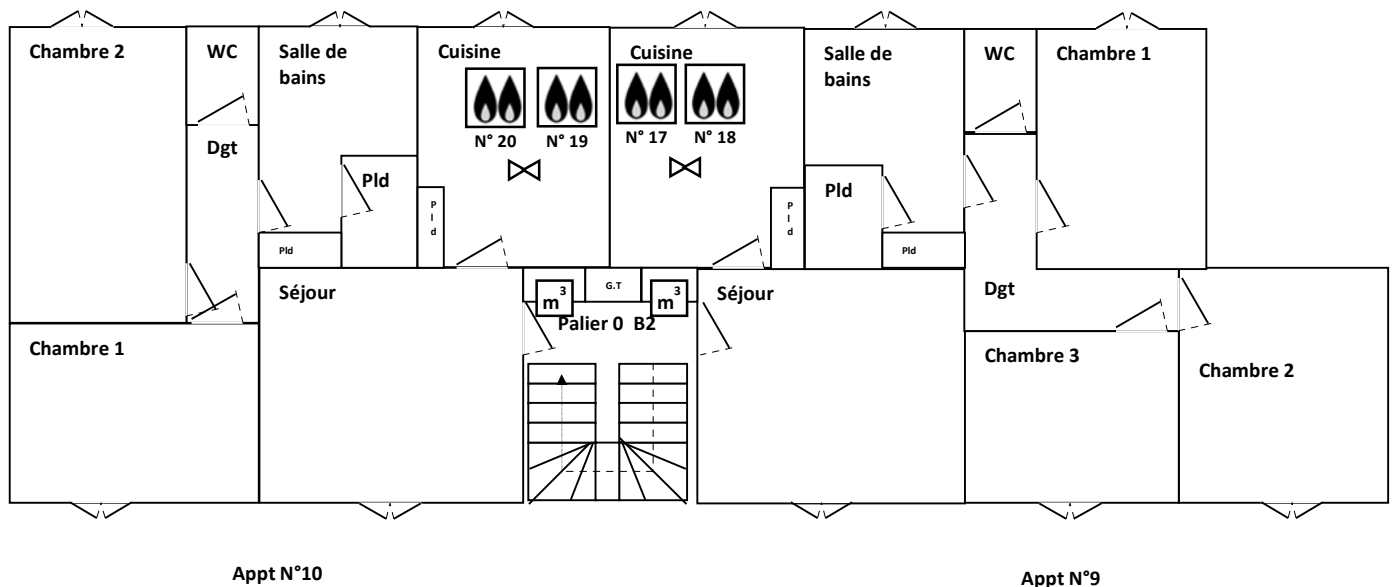


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

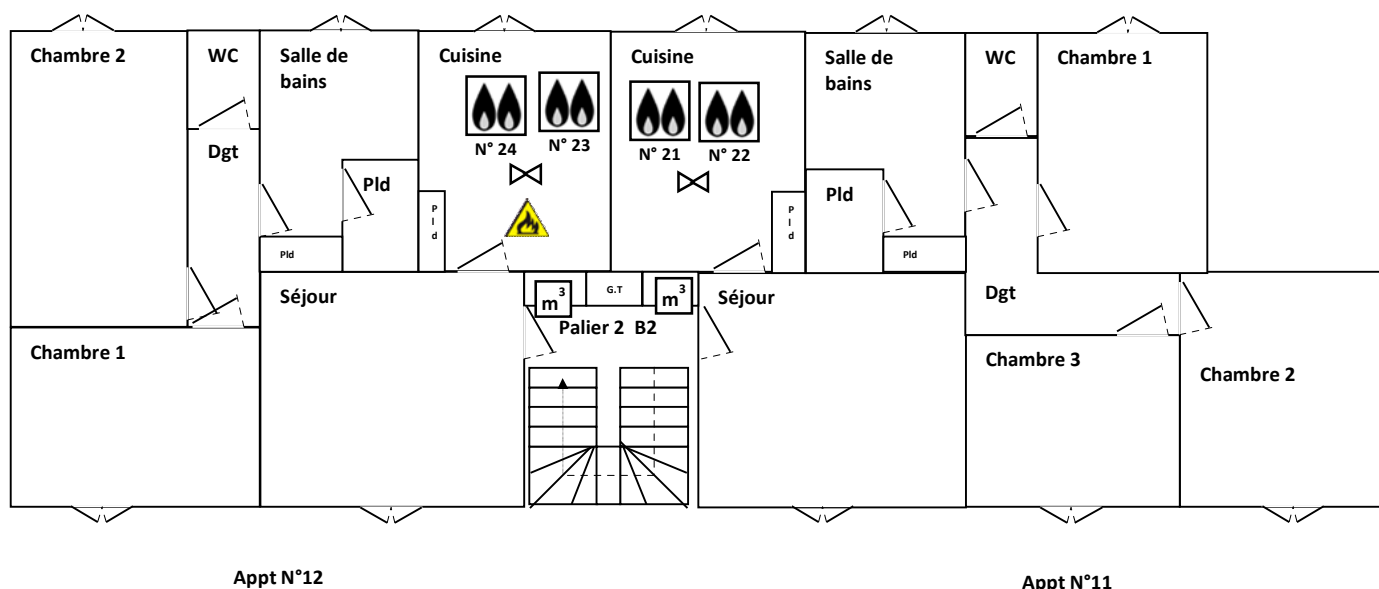


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

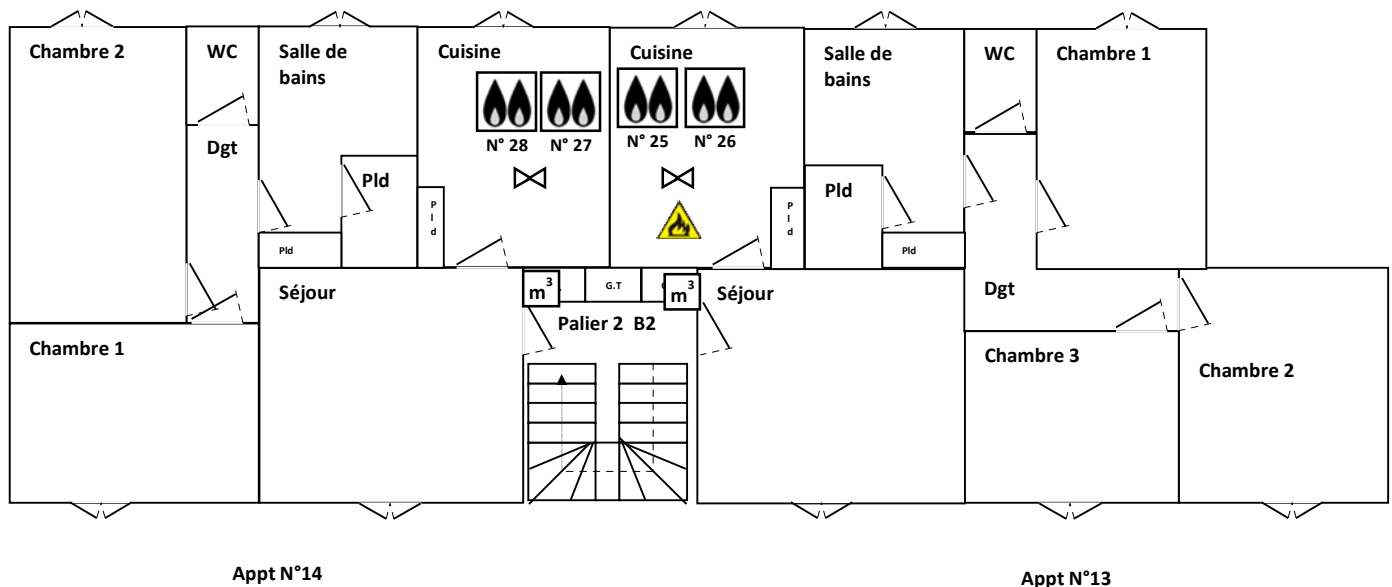
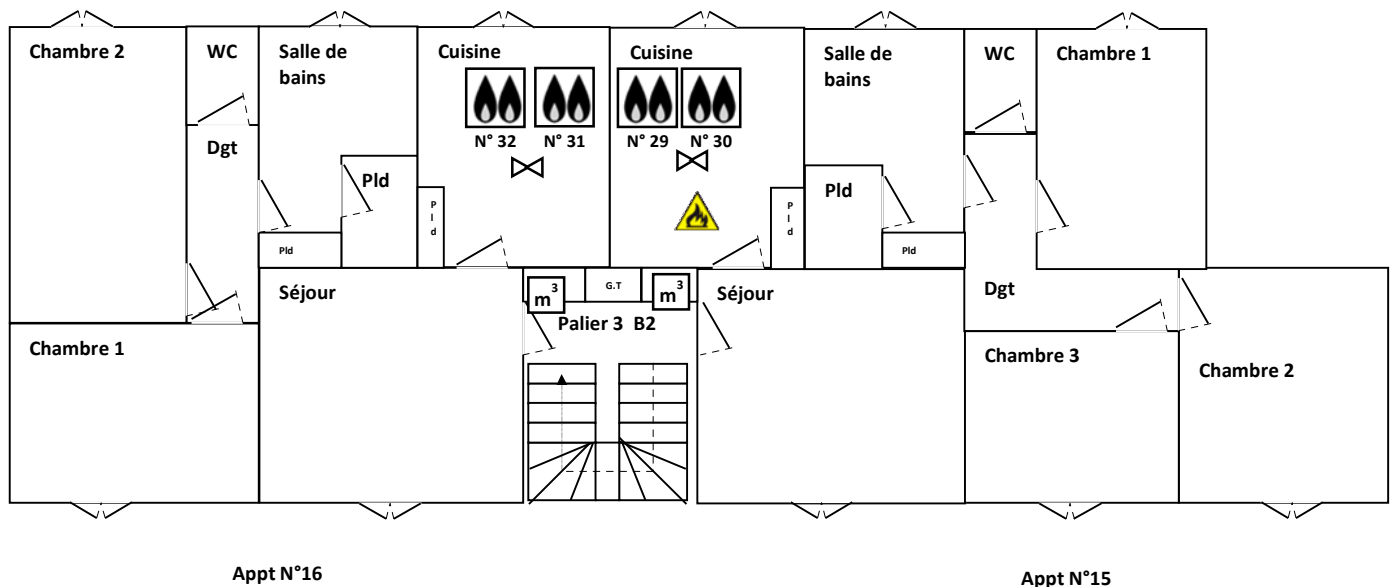


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termées avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barral - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

Dossier N° 2019-06-19-0251 #G9

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216414**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G9**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.


Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°17	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	Elm Leblanc ondea hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°9)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°18	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°9)
Observations	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE ⁽¹⁾	ANOMALIE ⁽²⁾	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	
APPAREIL A GAZ N°18			
8b	A2	L'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement
☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

- ▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

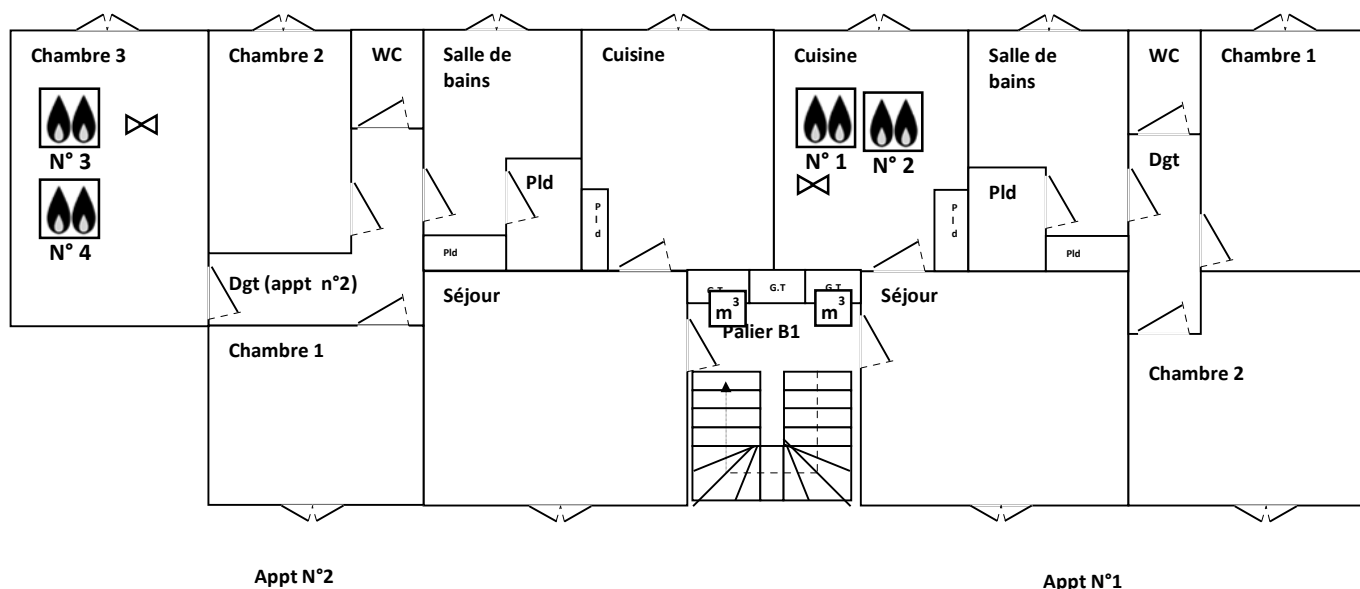


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

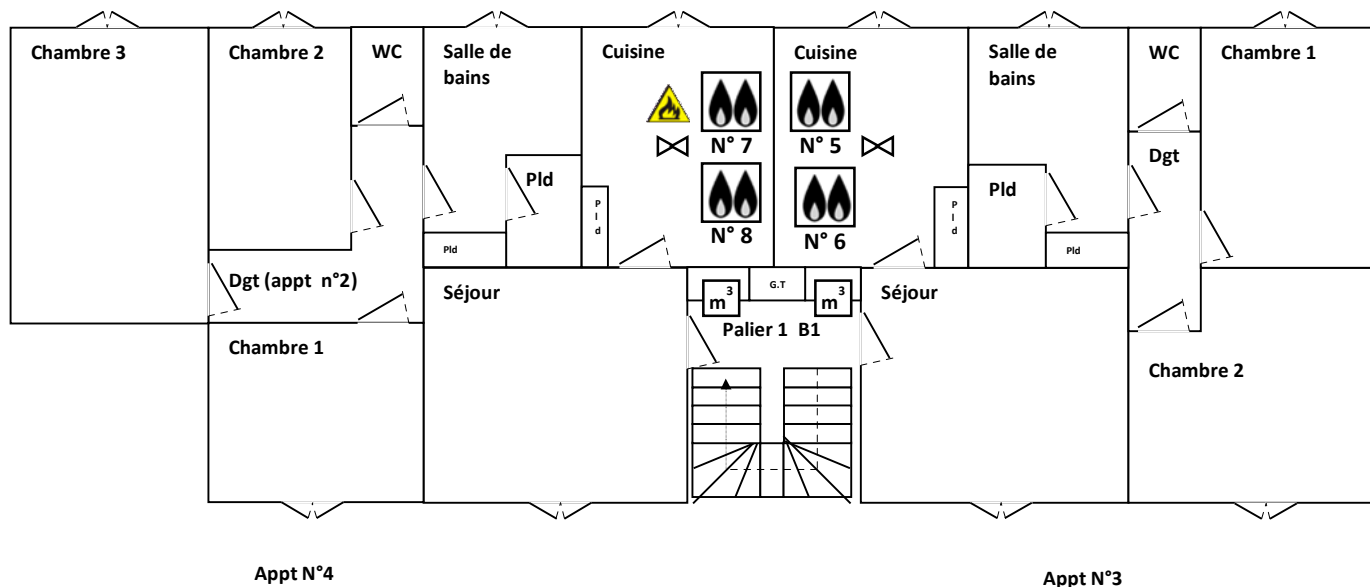


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

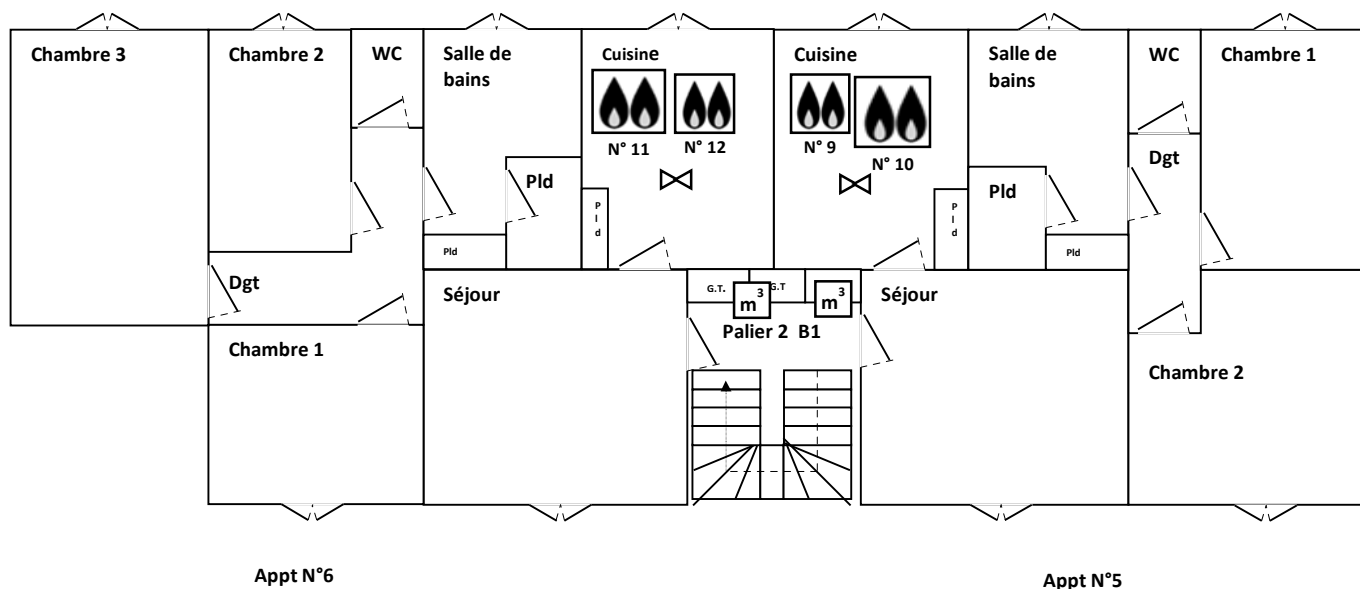


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

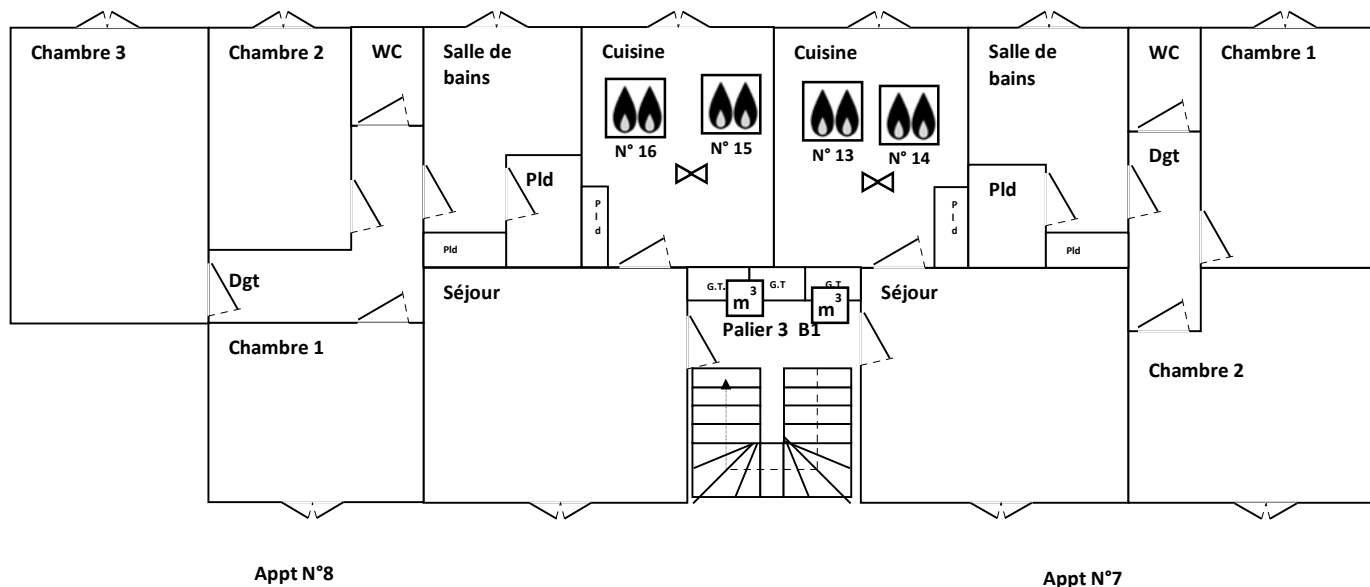


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée	

Document sans échelle remis à titre indicatif

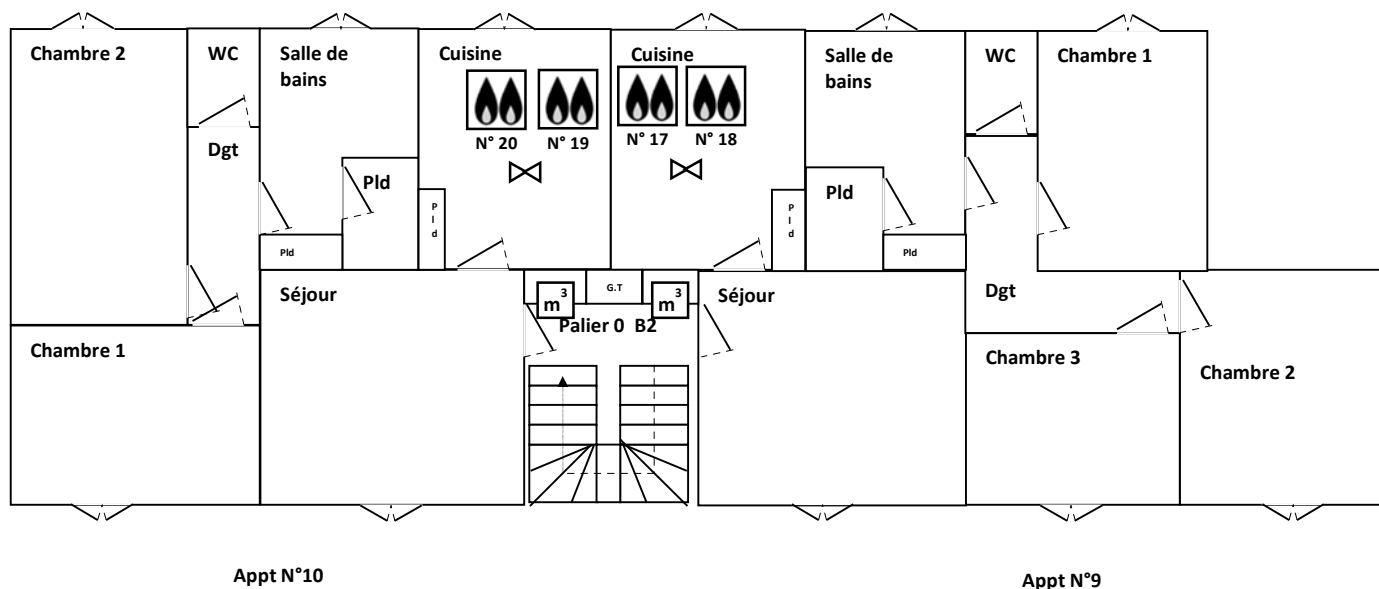


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i>	2019-06-19-0251		<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage	
<i>N° planche:</i>	6/8	<i>Version:</i> 1		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				

Document sans échelle remis à titre indicatif

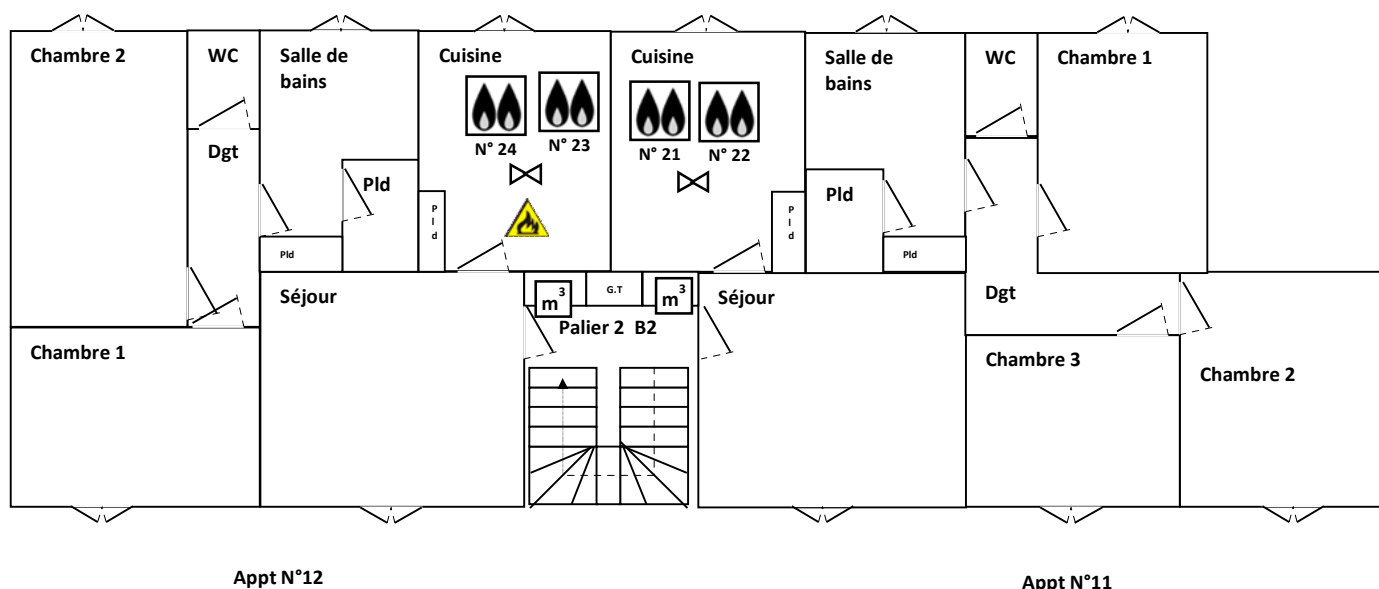


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

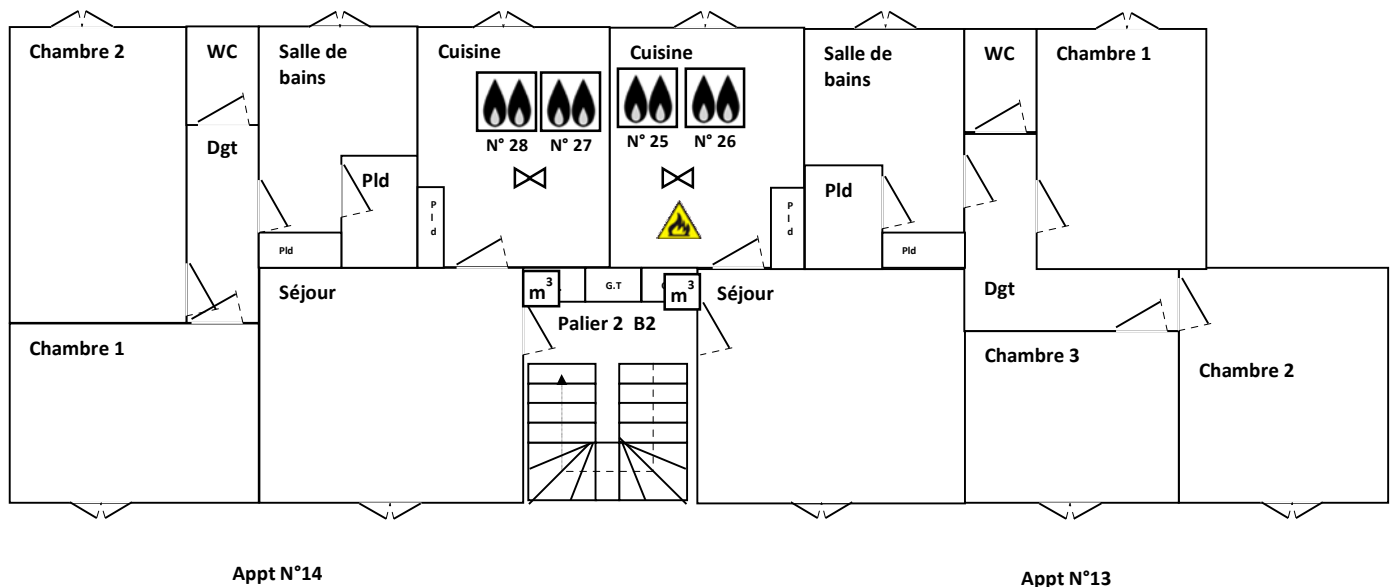
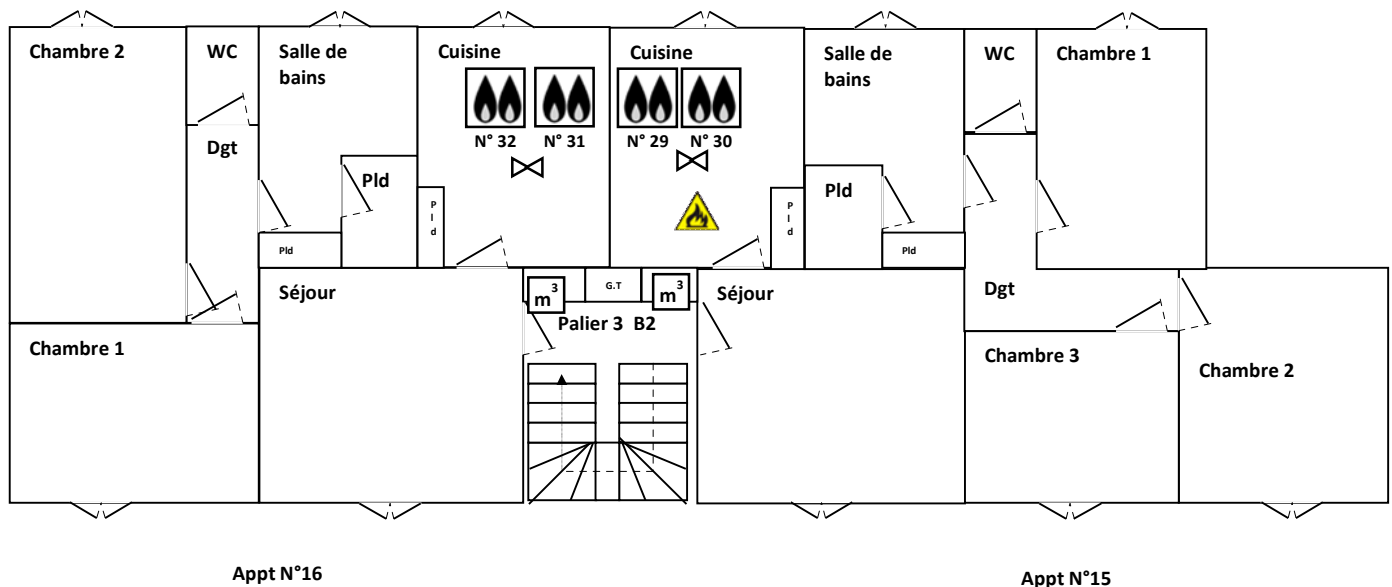


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92079 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'habitation (L-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 22 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G10**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **14027055**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G10**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°19	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°10)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°20	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	Rez-de-chaussée Cuisine (appt n°10)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

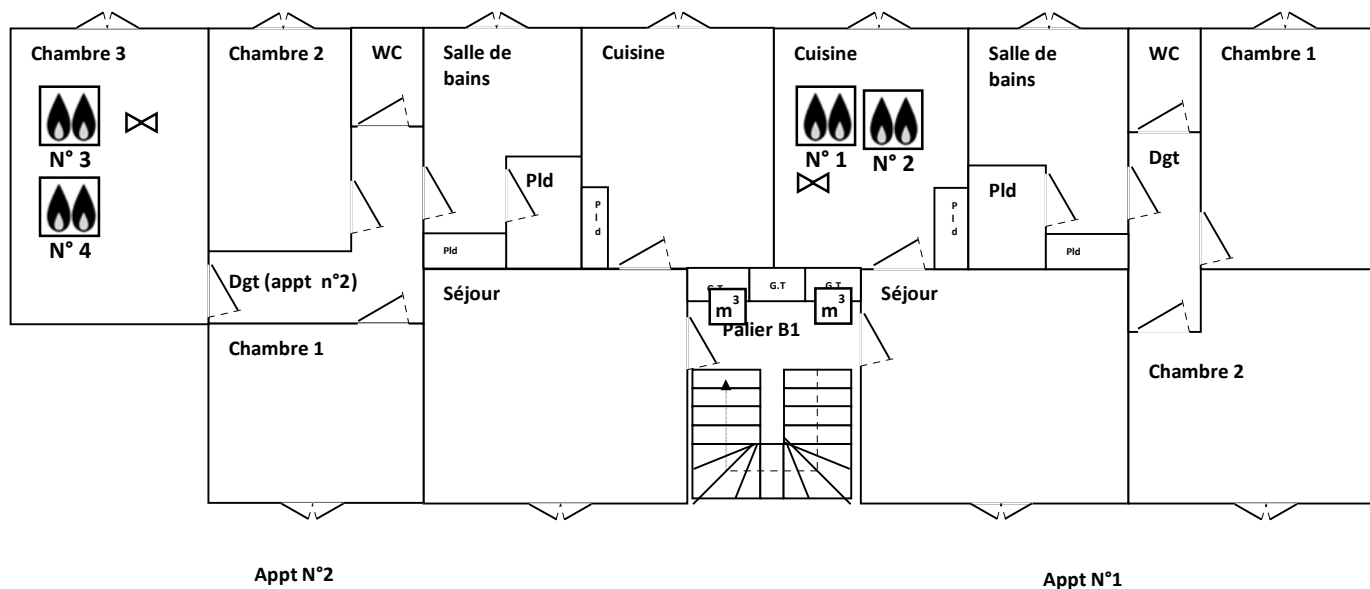


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

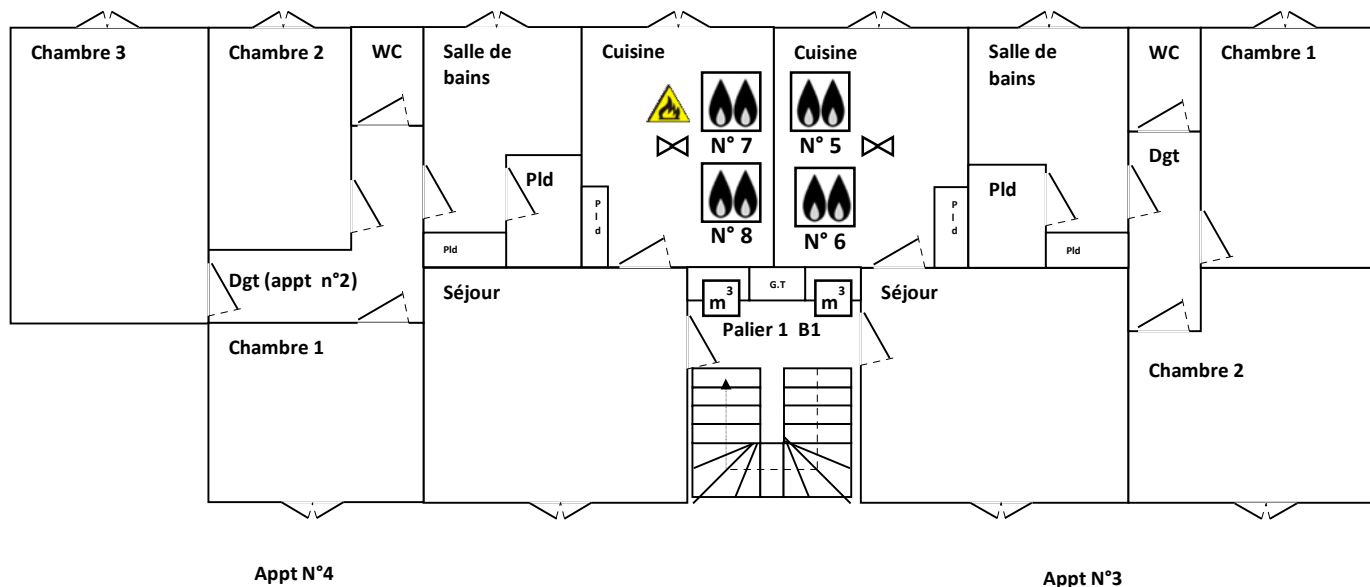


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

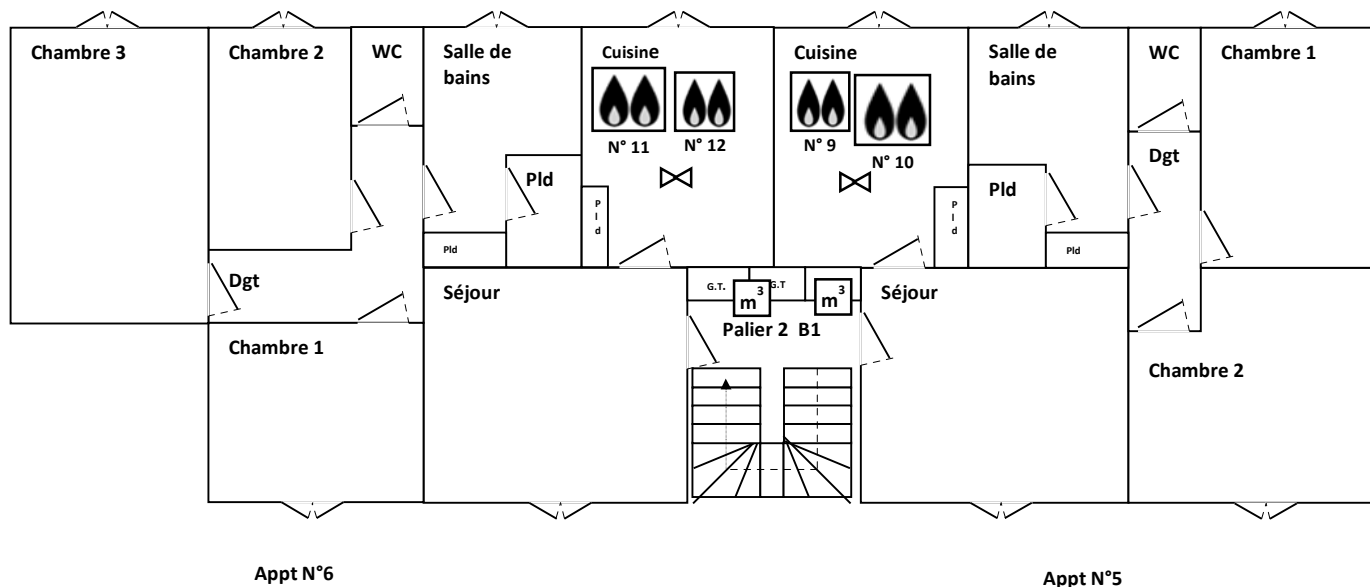


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

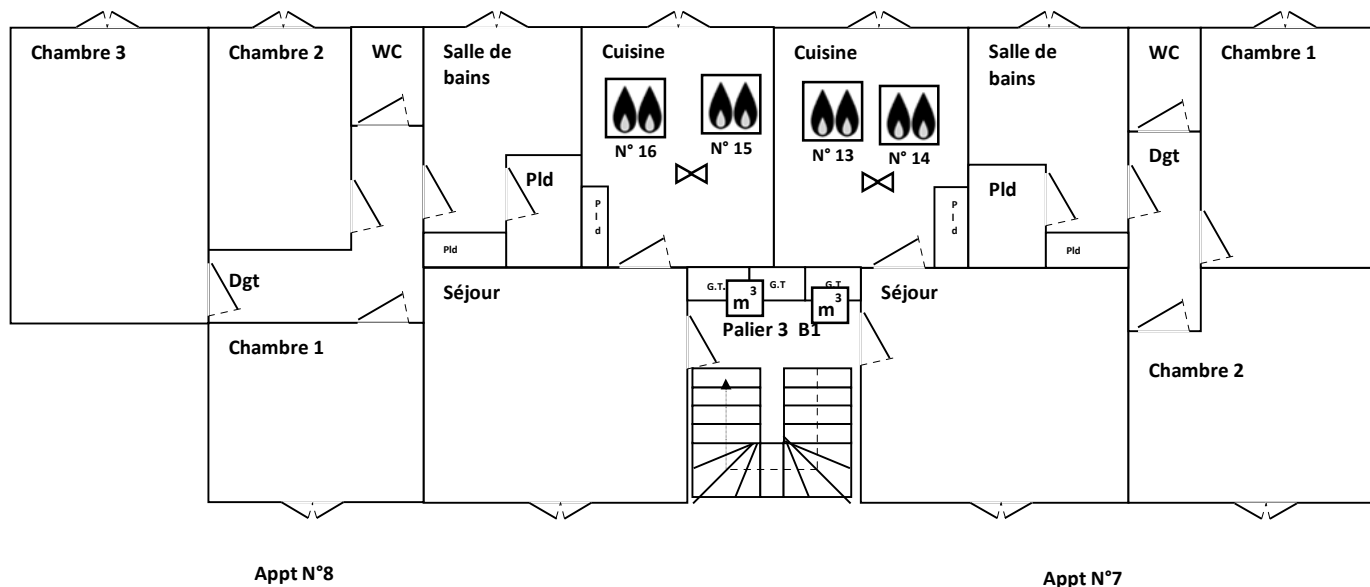


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

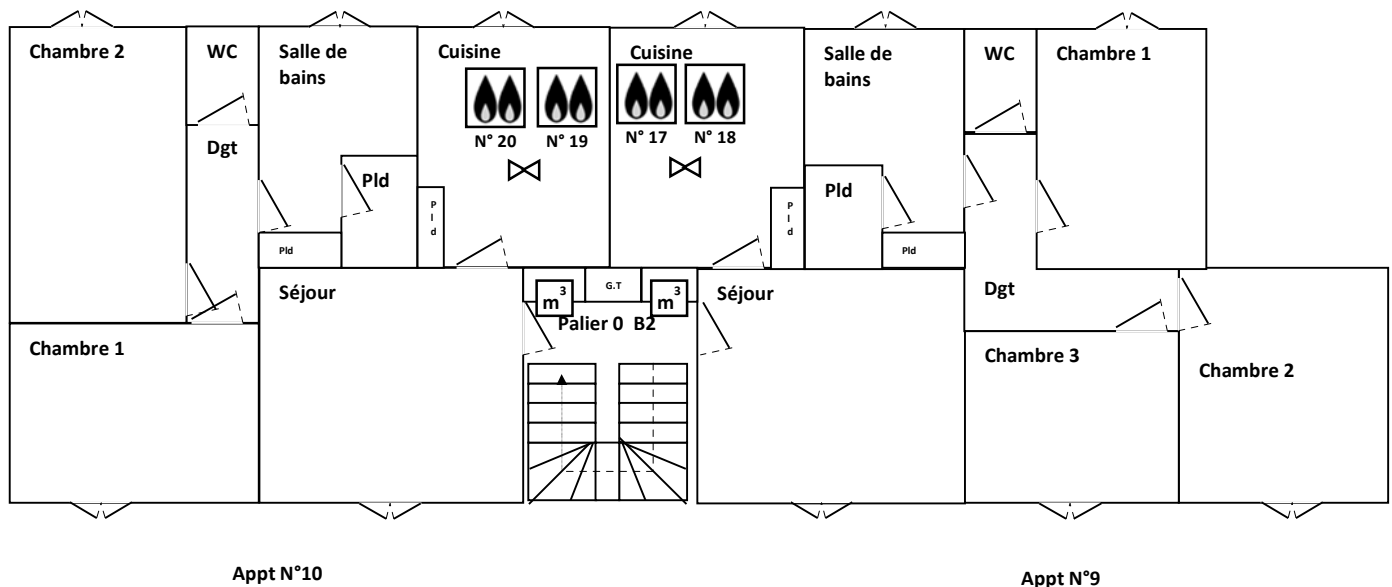
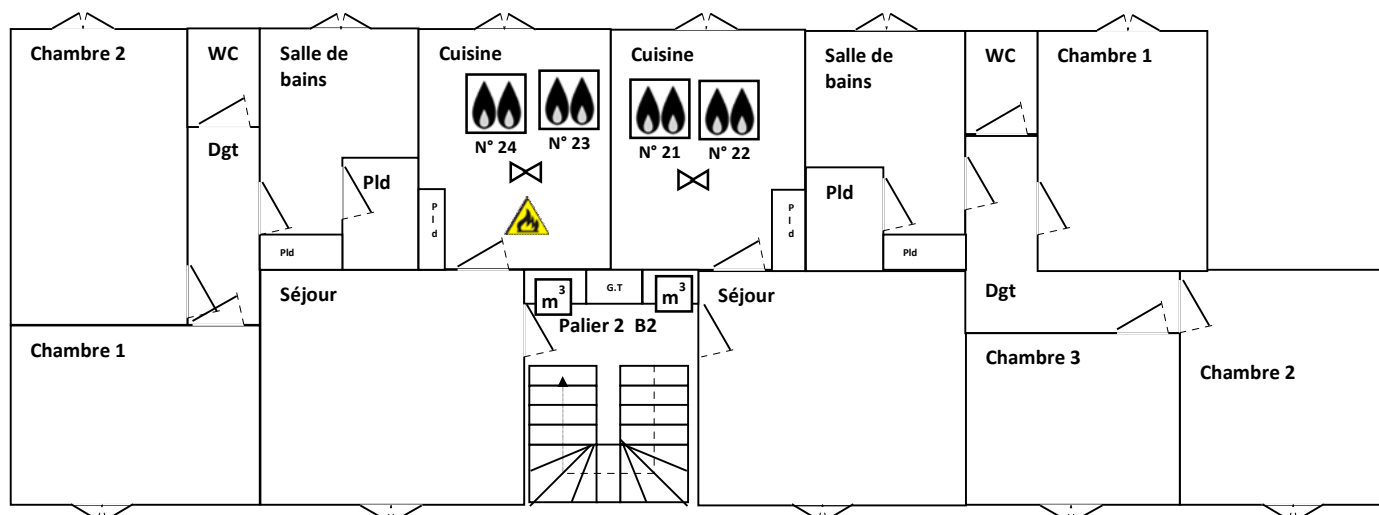


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°12

Appt N°11

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

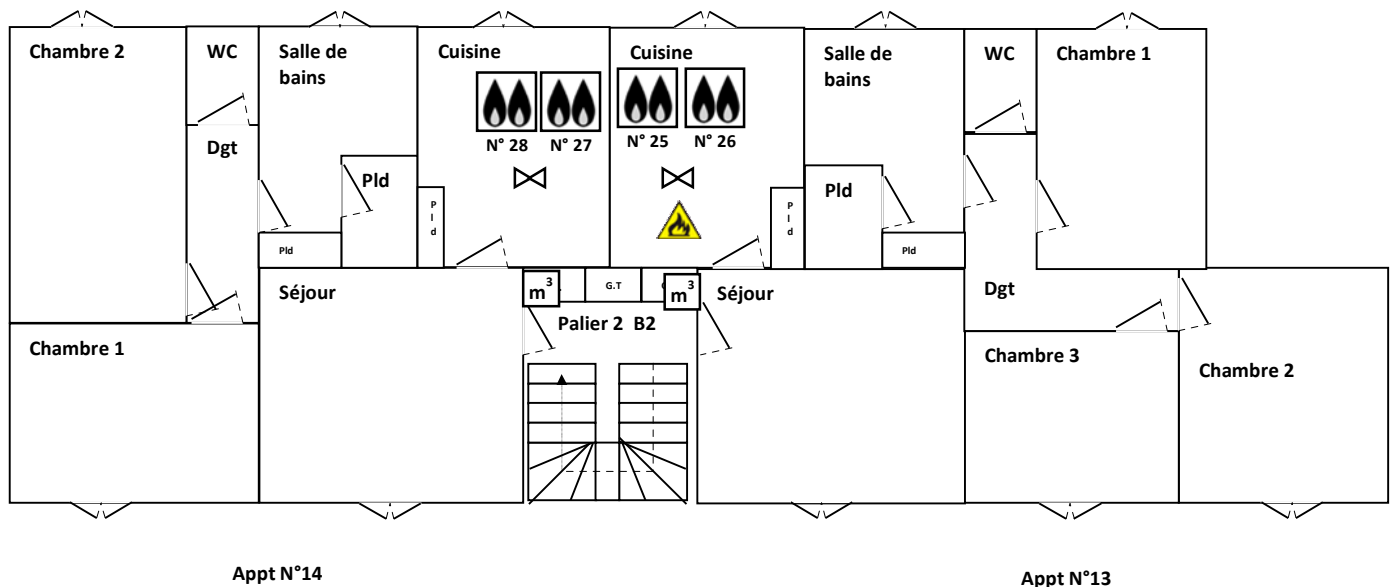
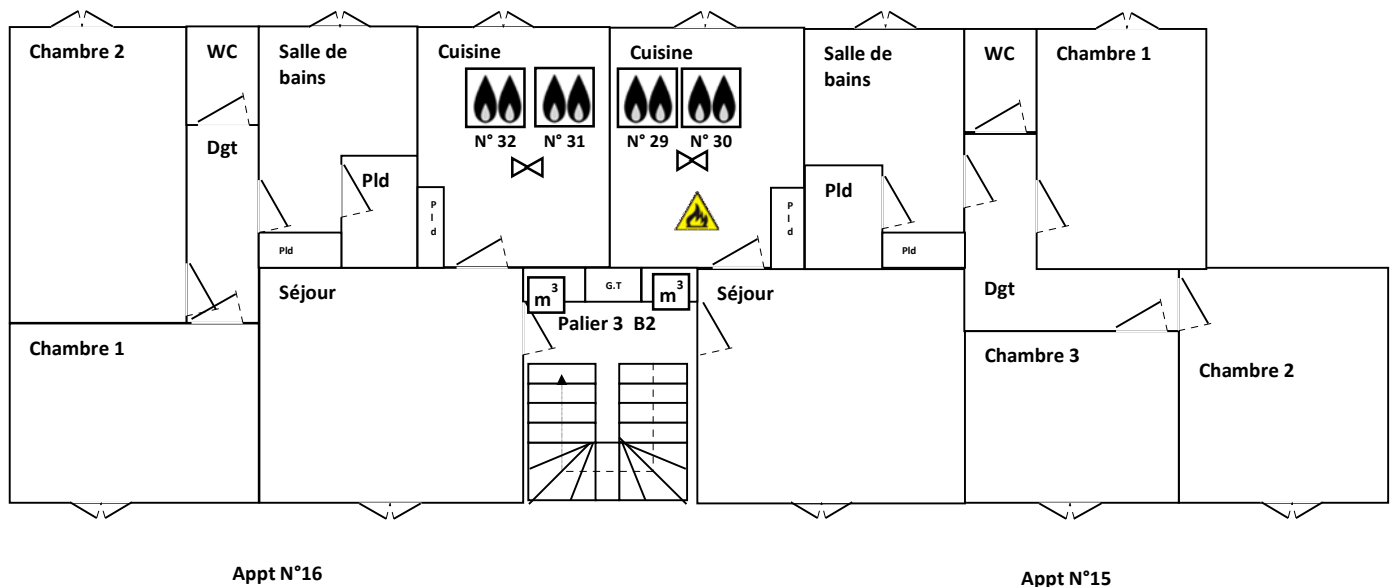


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
on de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtées dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barral - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G11**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **14786807**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G11**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°21	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc Onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°11)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°22	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°11)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251					
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis			
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic					
				<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

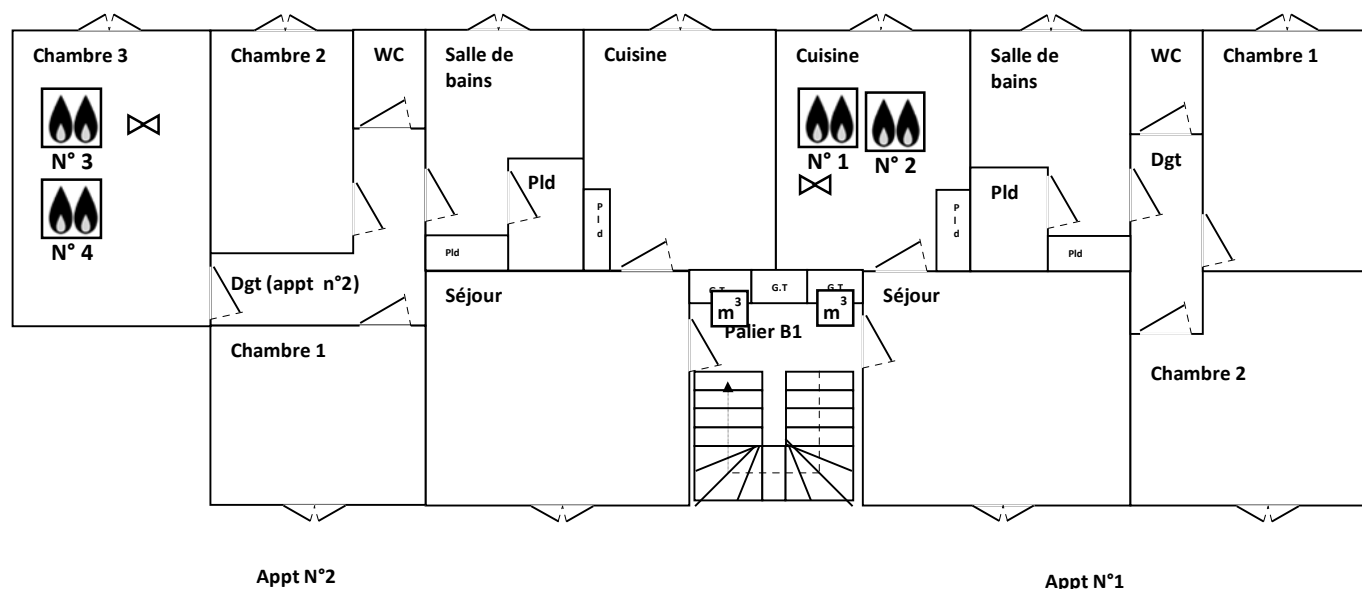


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

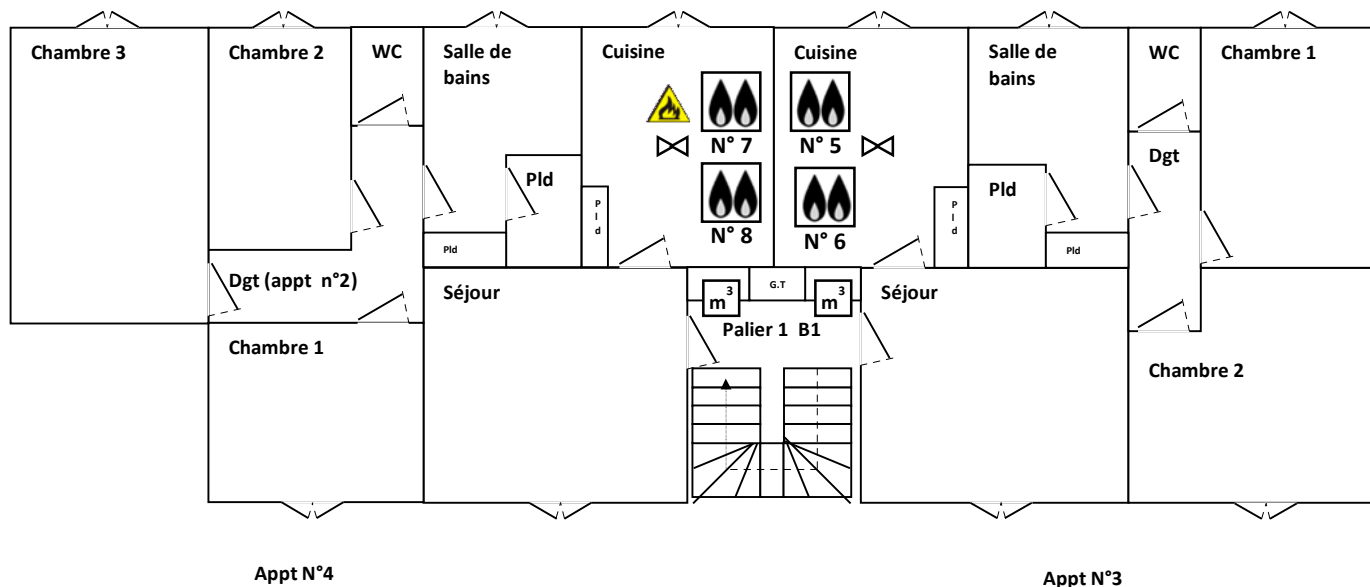


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

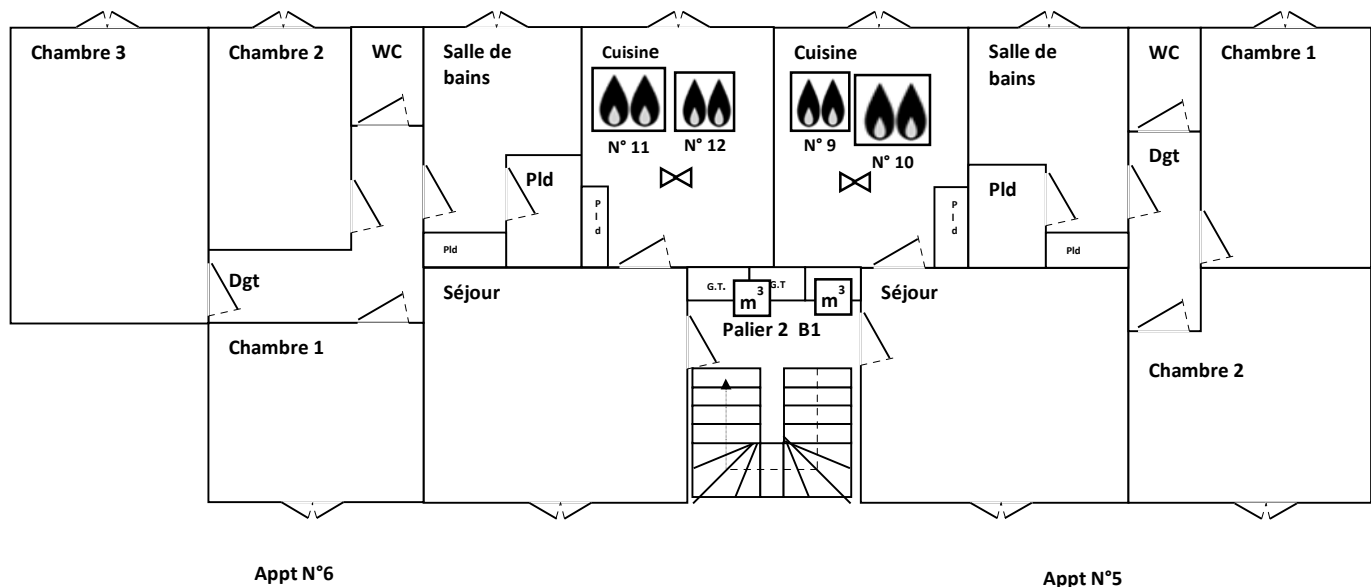


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

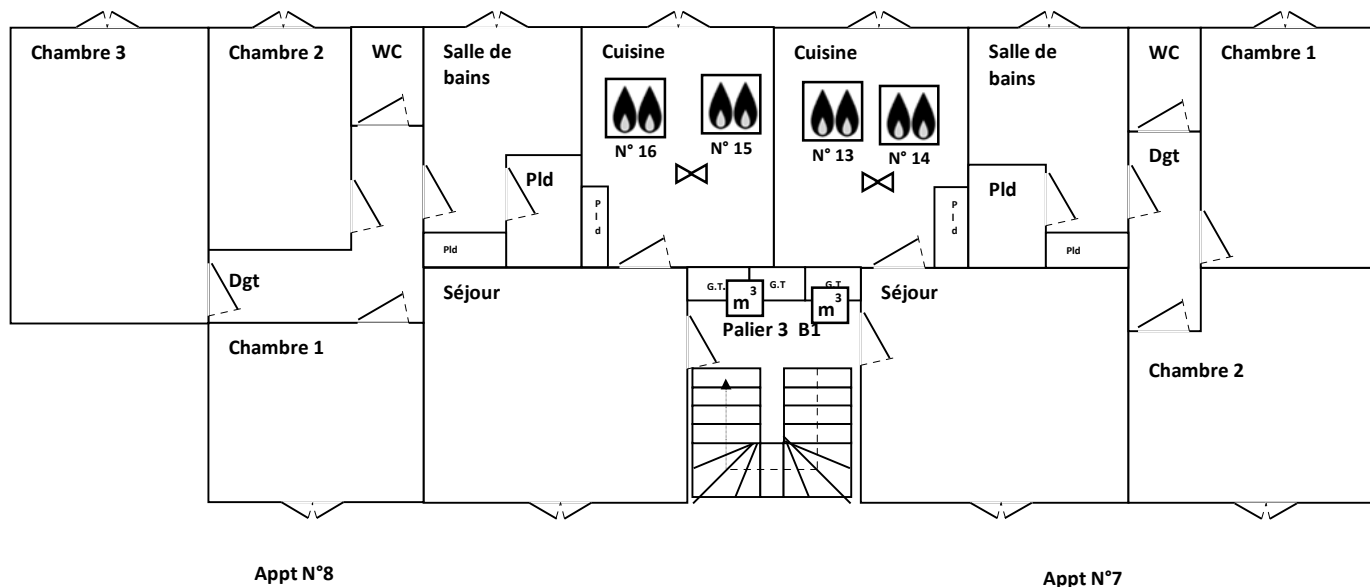


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

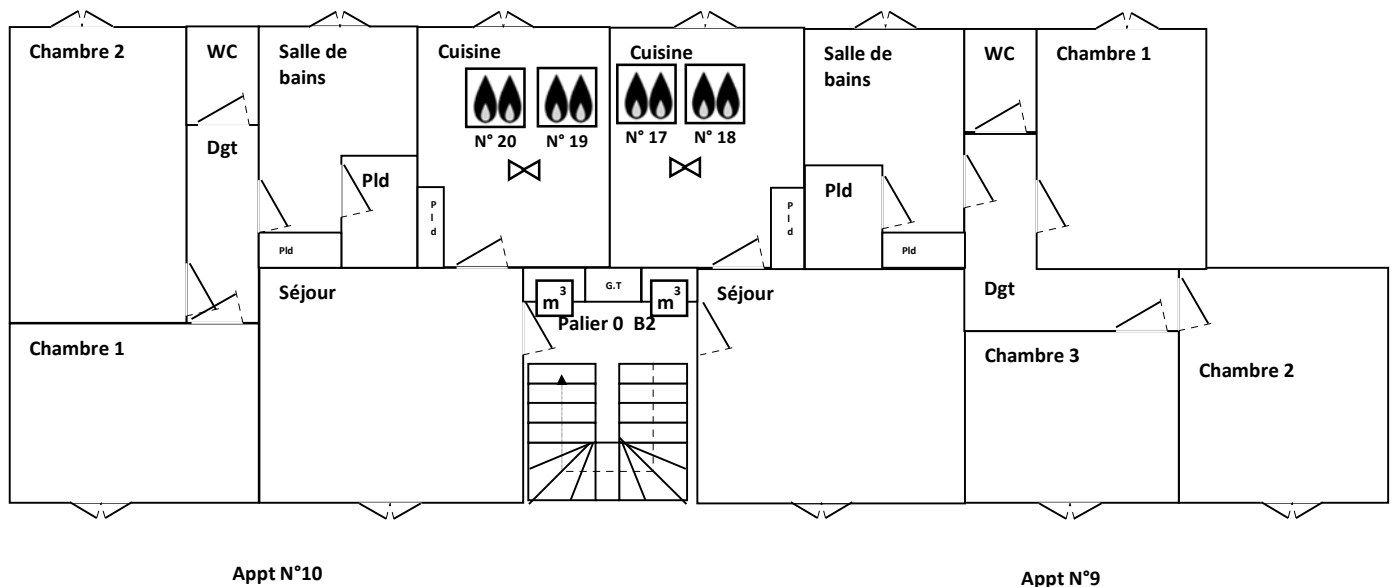


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

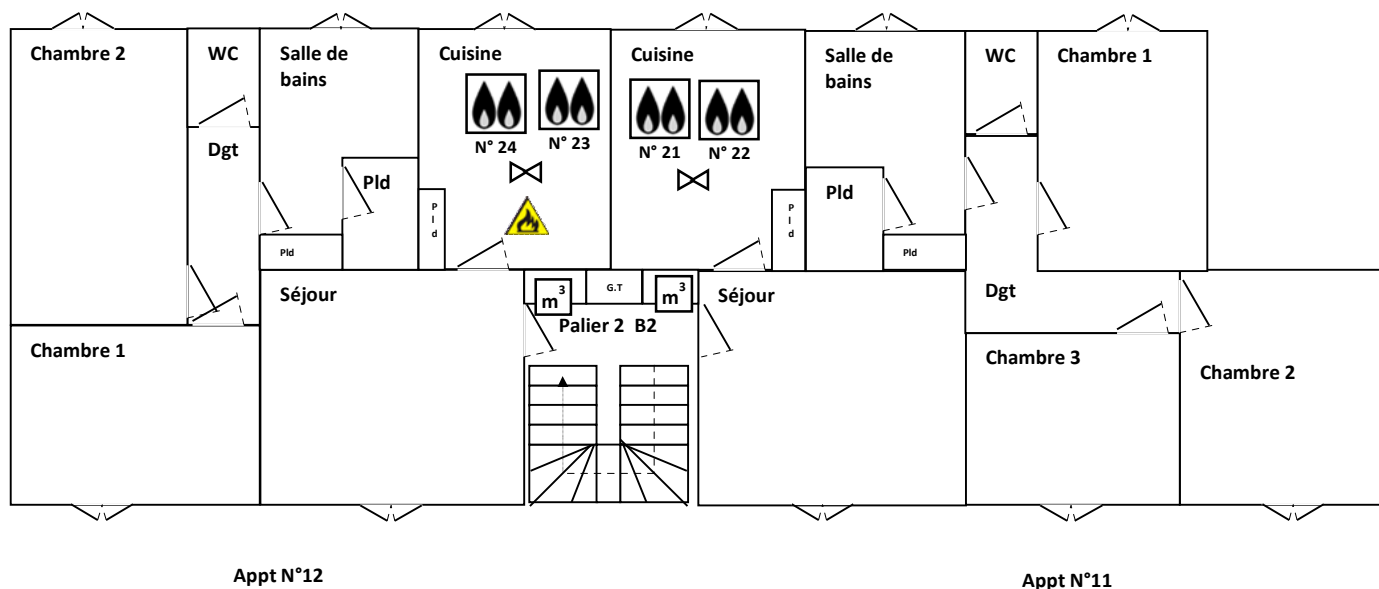


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

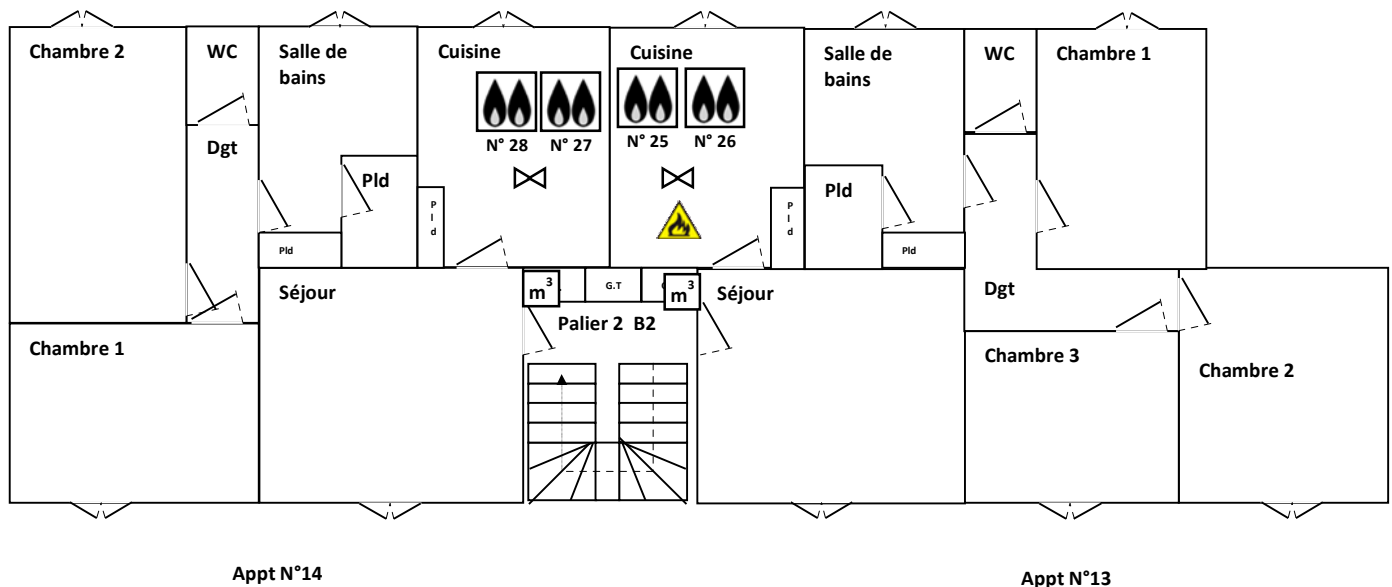
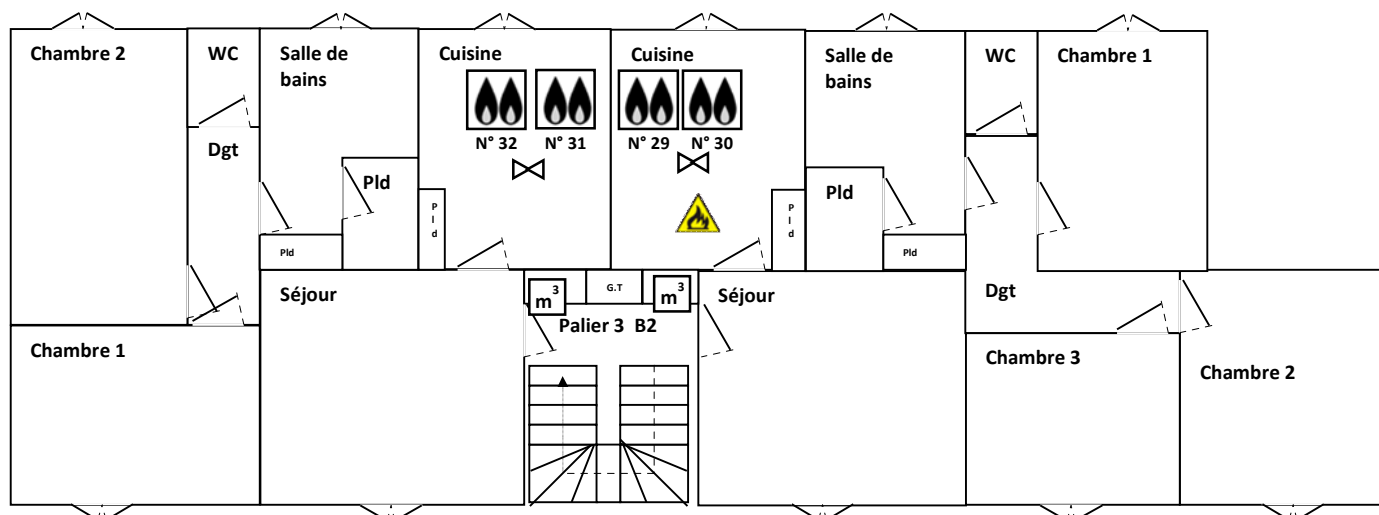


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rage ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'atmosphère (L-HAF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voqué à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
te aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET


Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
F05 Certification de compétence Version 1.010315
SIPET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G12**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216429**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G12**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.


Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°23	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblond onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°12)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°24	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	1er étage Cuisine (appt n°12)
Observations	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE ⁽¹⁾	ANOMALIE ⁽²⁾	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	
APPAREIL A GAZ N°24			
8b	A2	L'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie

☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement

☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais

☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service

☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

- ▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				
				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

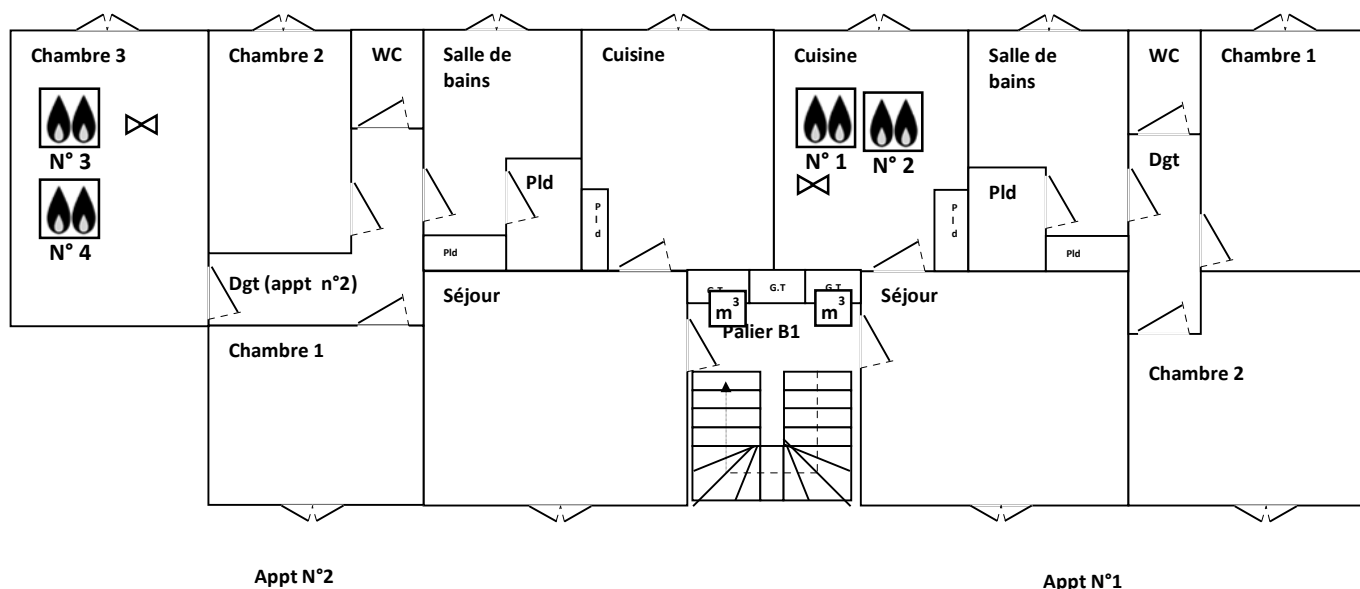


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

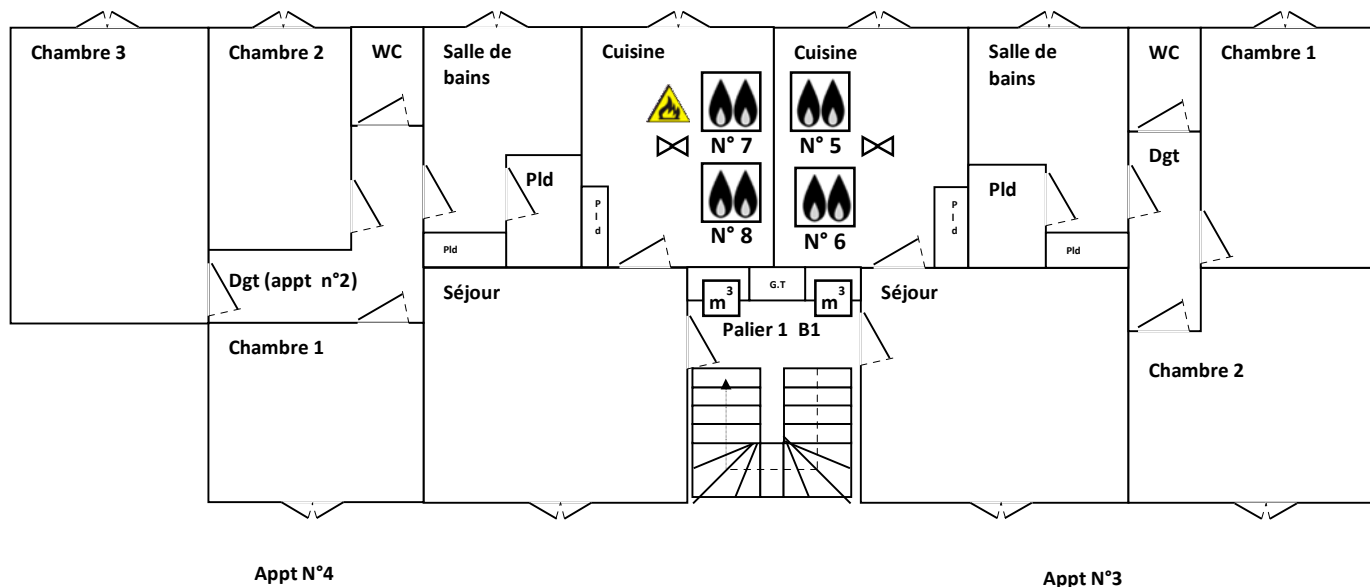


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

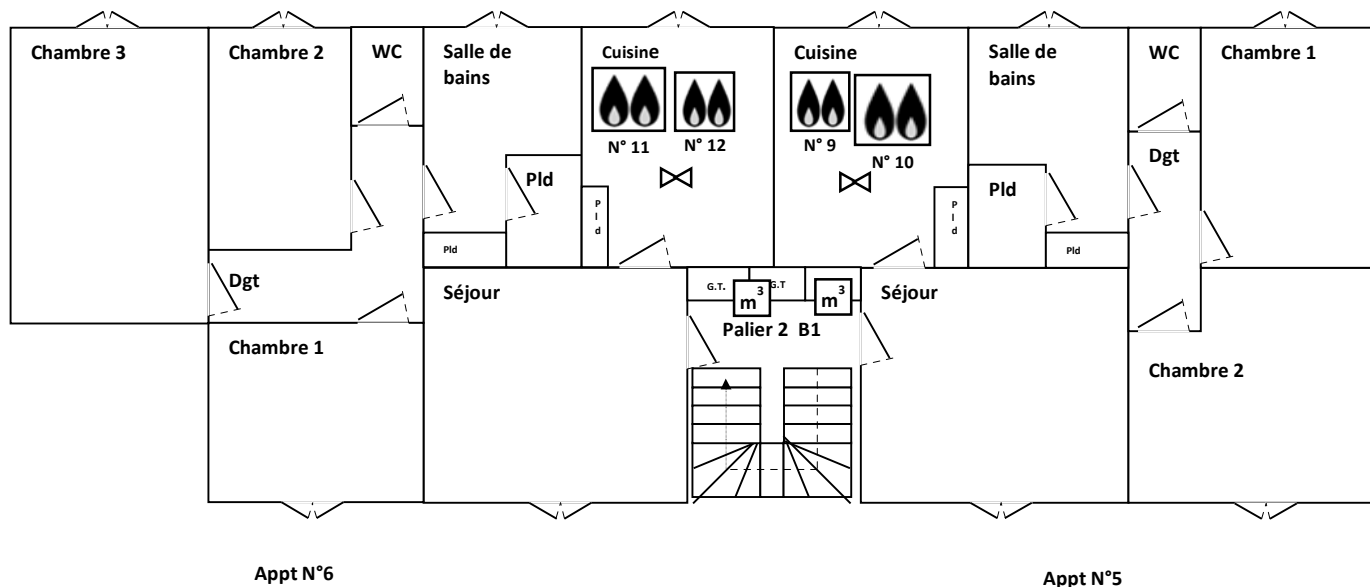


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

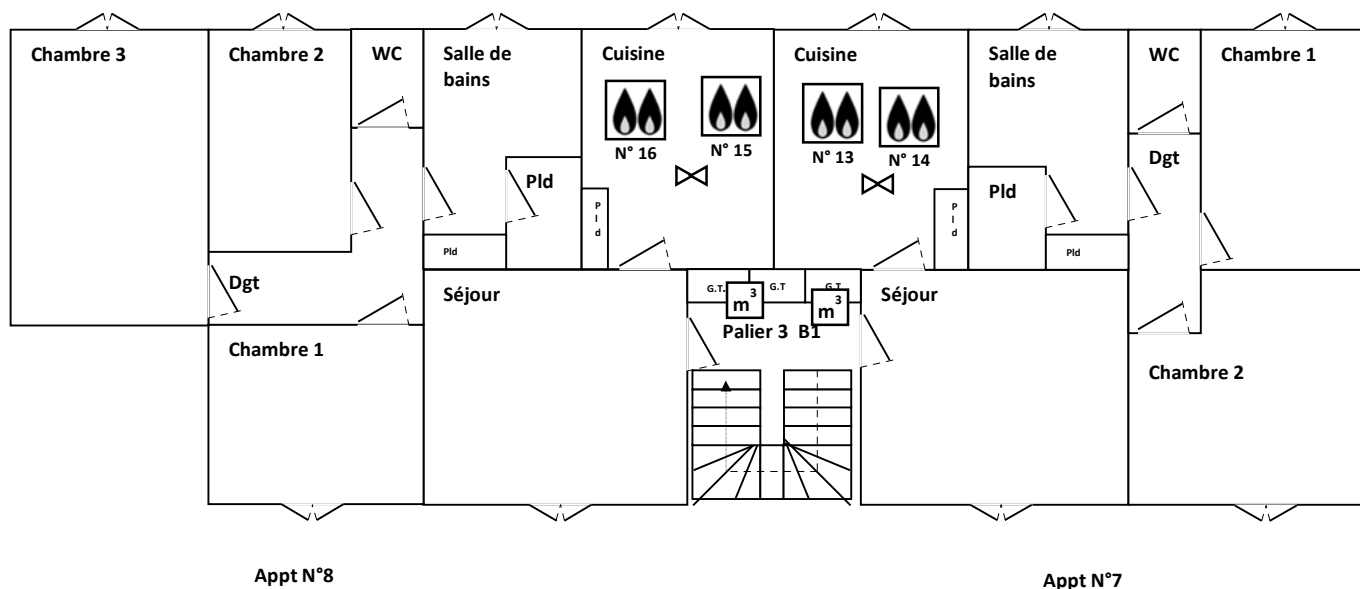


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

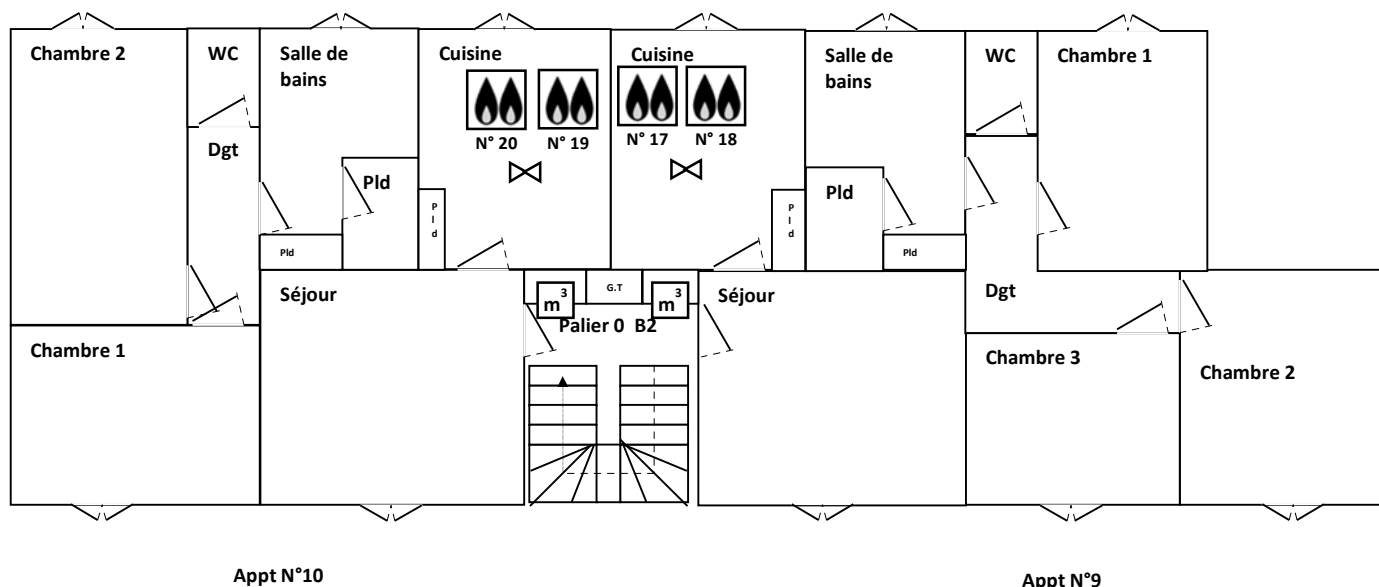
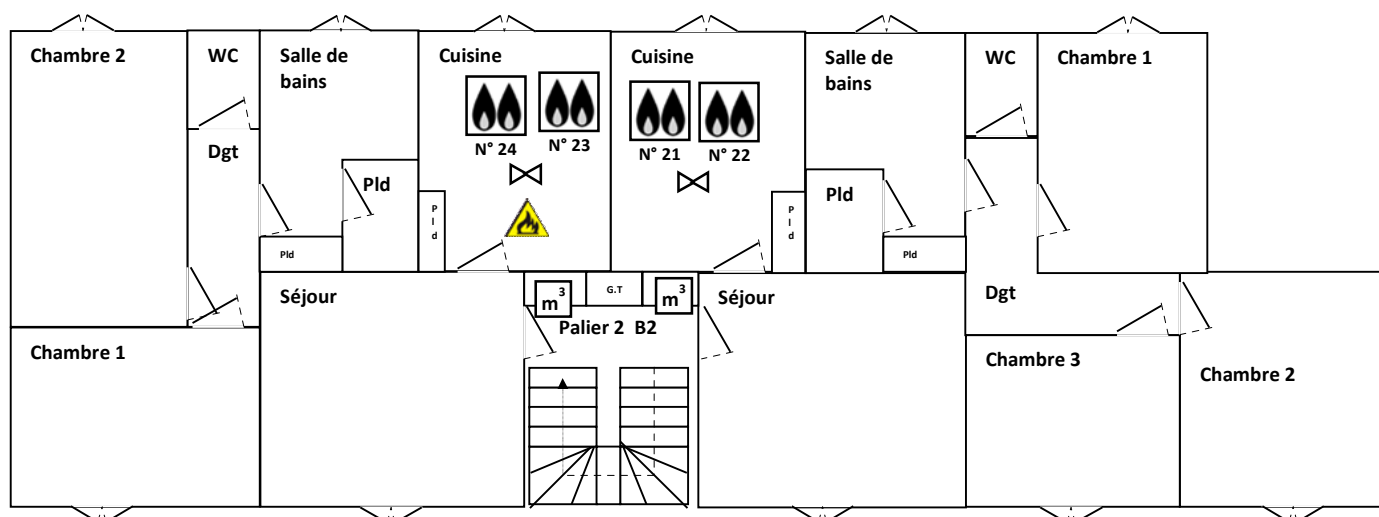


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°12

Appt N°11

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

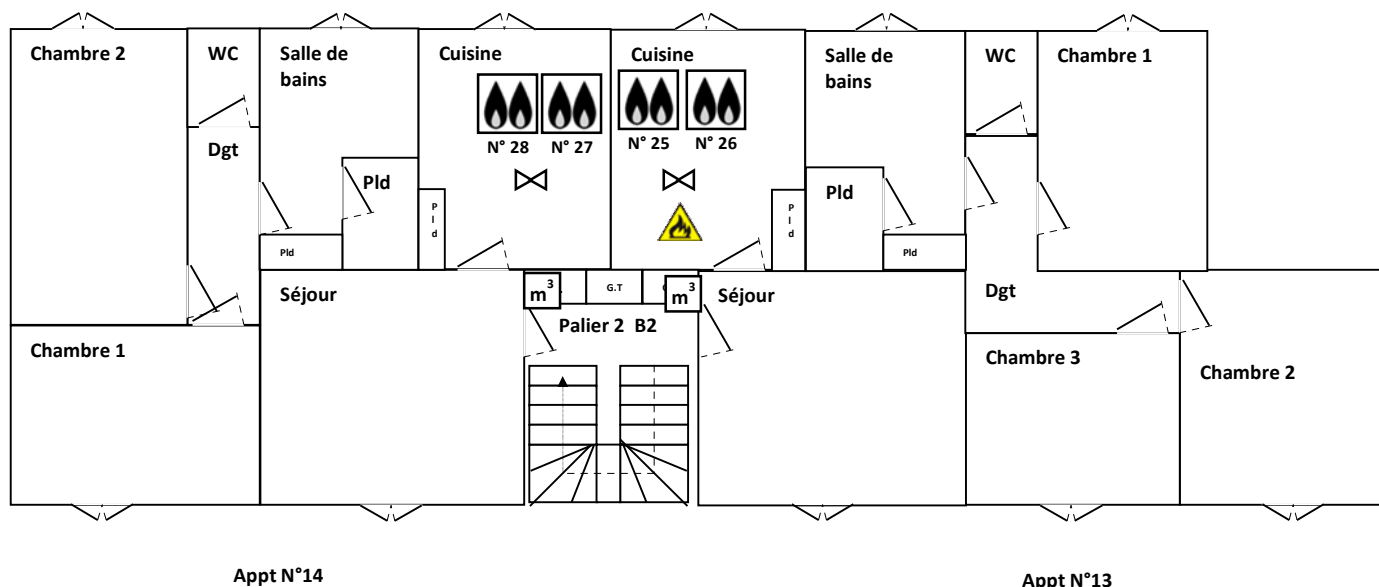
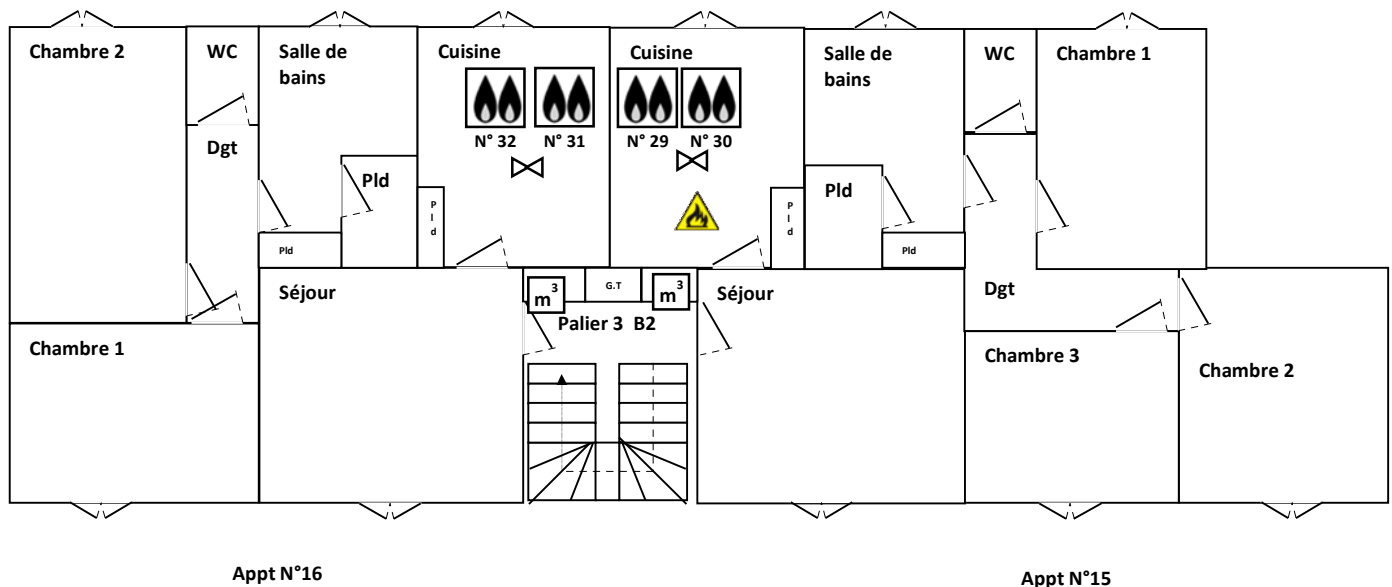


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

La pour objet de :
s'astreindre aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
s'astreindre à assurer contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui de ses activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de tiers salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics suivants :

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement tous types d'équipement de génie civil.

(Véhicules mentionnés)
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
des plomb avant travaux
termite avant vente, parties privatives et parties communes
litaire - Diagnostic Métrique
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et l'habitation (L-H)
de copropriété, tantièmes de charges
général d'écoulement
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voies à l'occasion de toute activité de conception
aux locaux
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportionnelle, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'insolation par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtées dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel. 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87 www.qualixpert.com
Sert au compte de l'Etat - SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G13**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216413**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G13**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.


Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°25	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°13)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°26	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°13)
Observations	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE ⁽¹⁾	ANOMALIE ⁽²⁾	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	
APPAREIL A GAZ N°26			
8b	A2	L'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement
☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

- ▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :


Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

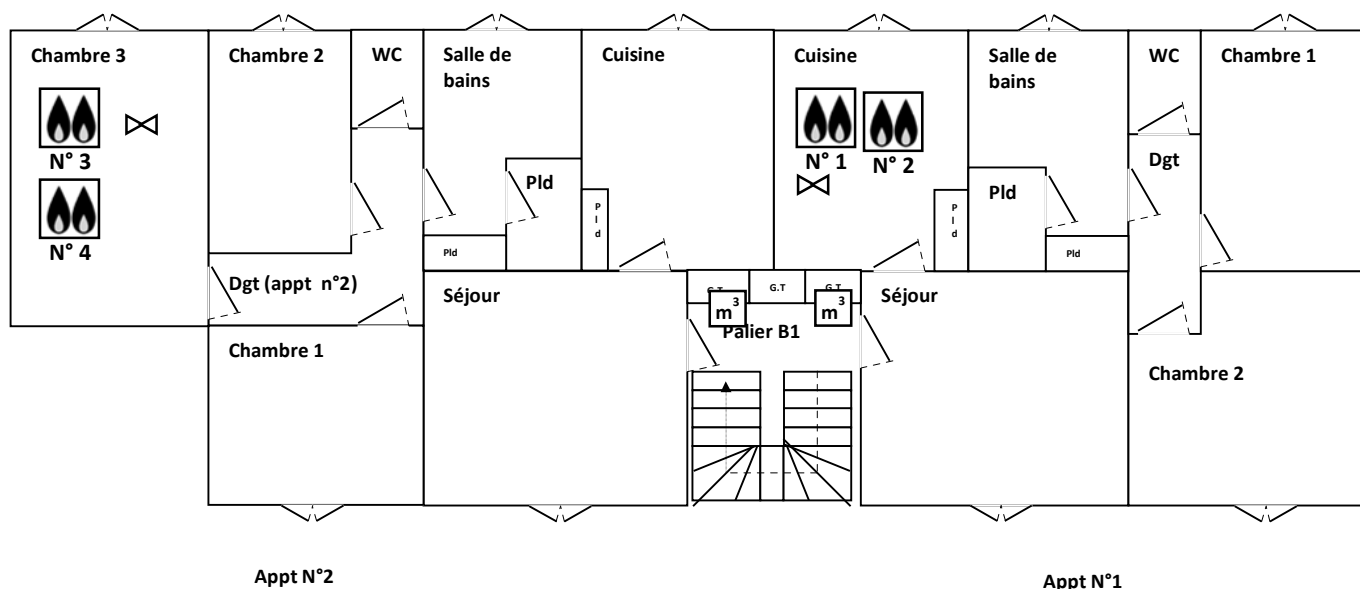


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

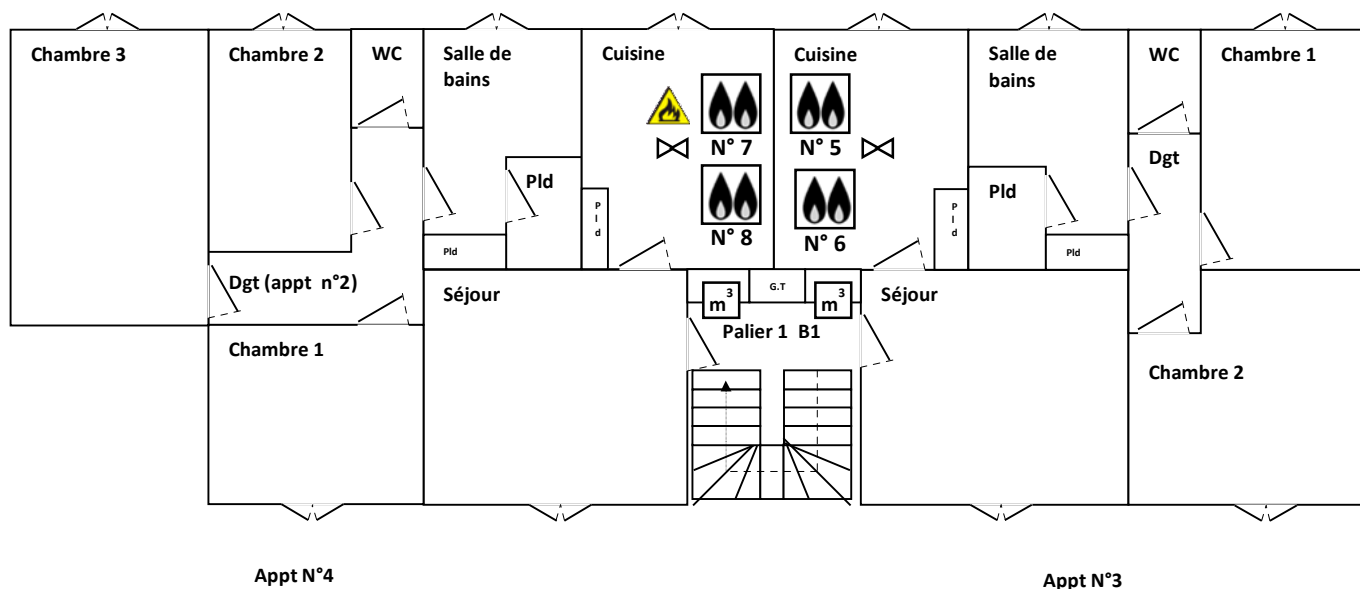


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

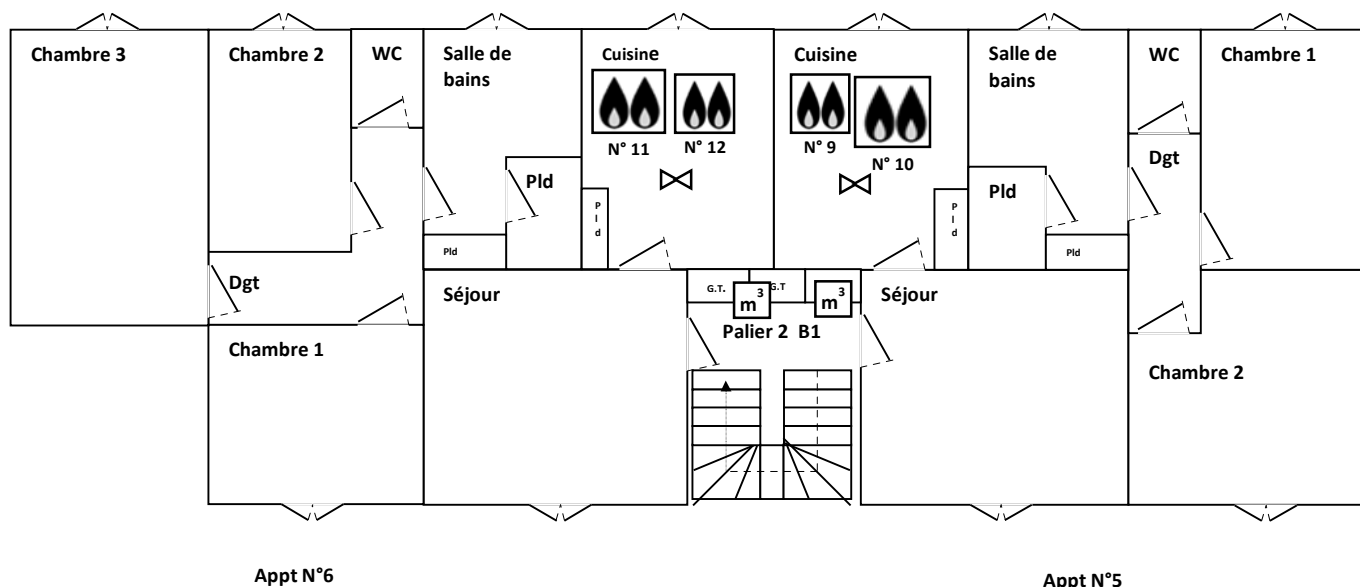


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

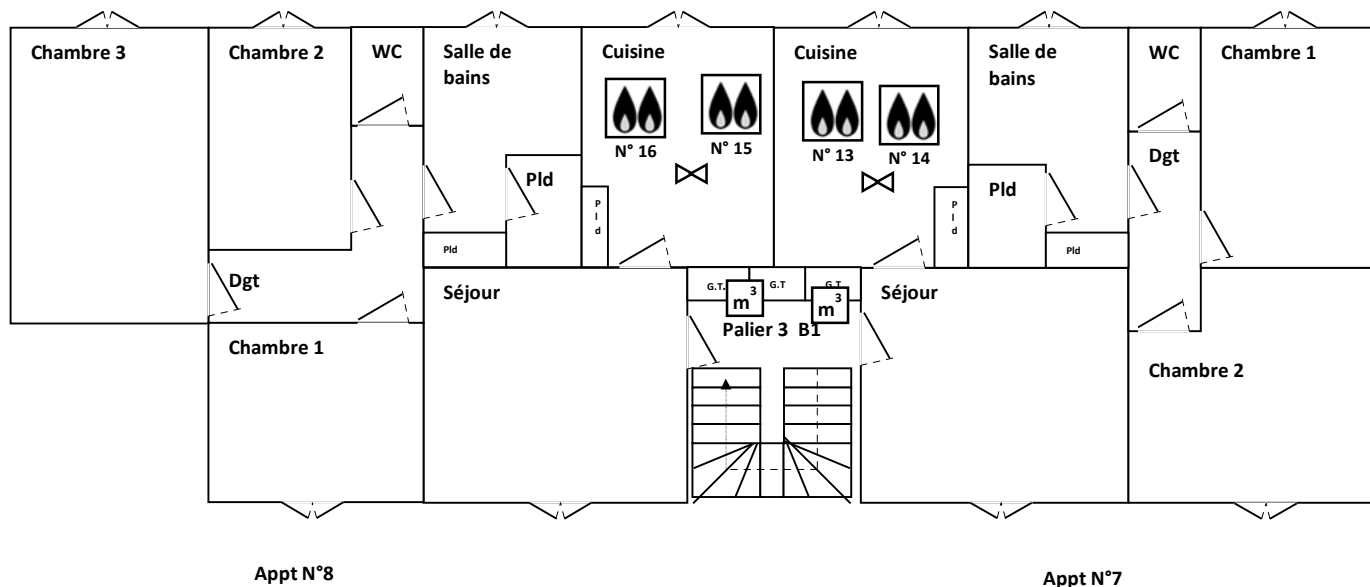


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

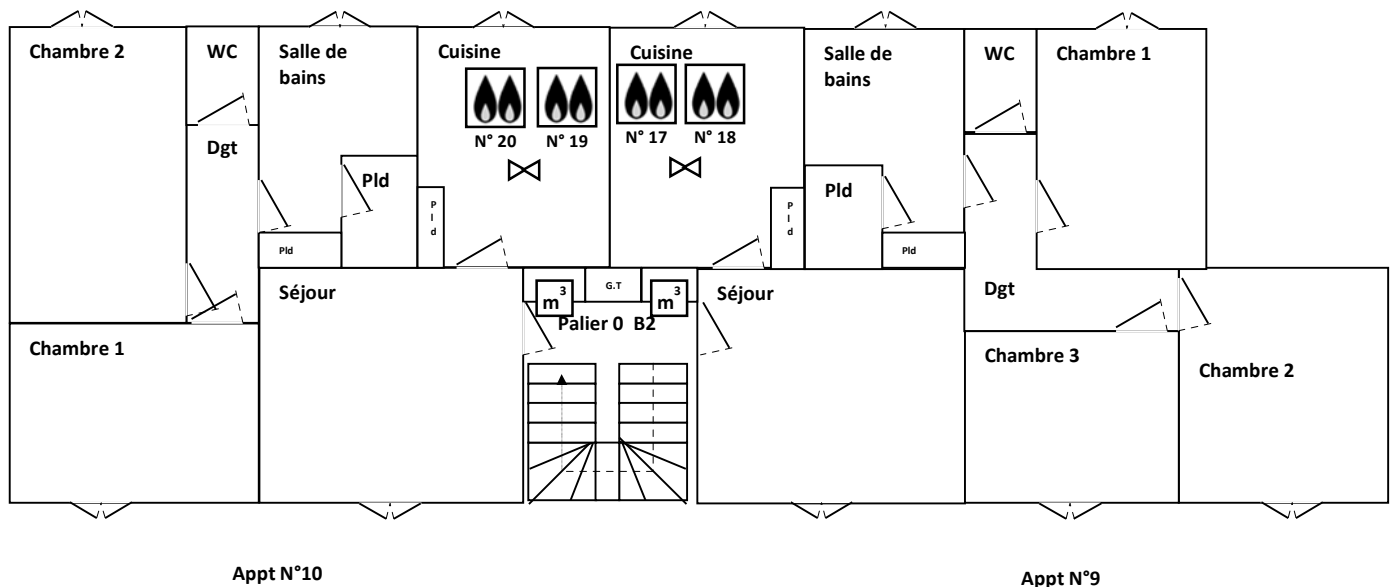


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

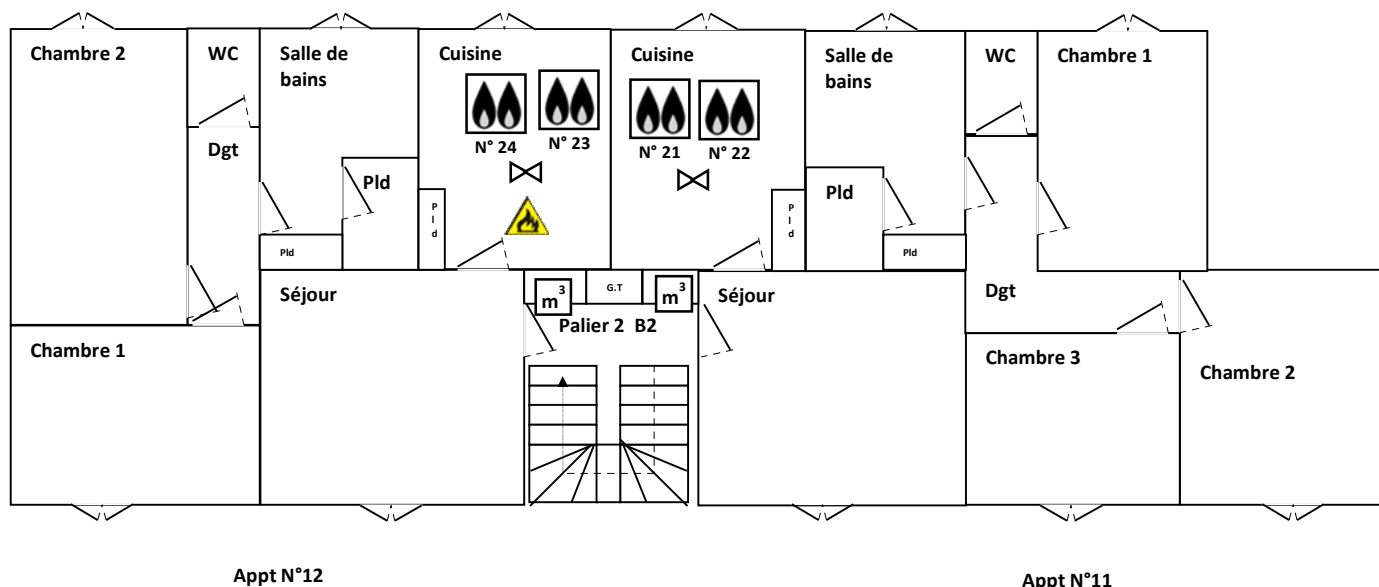


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

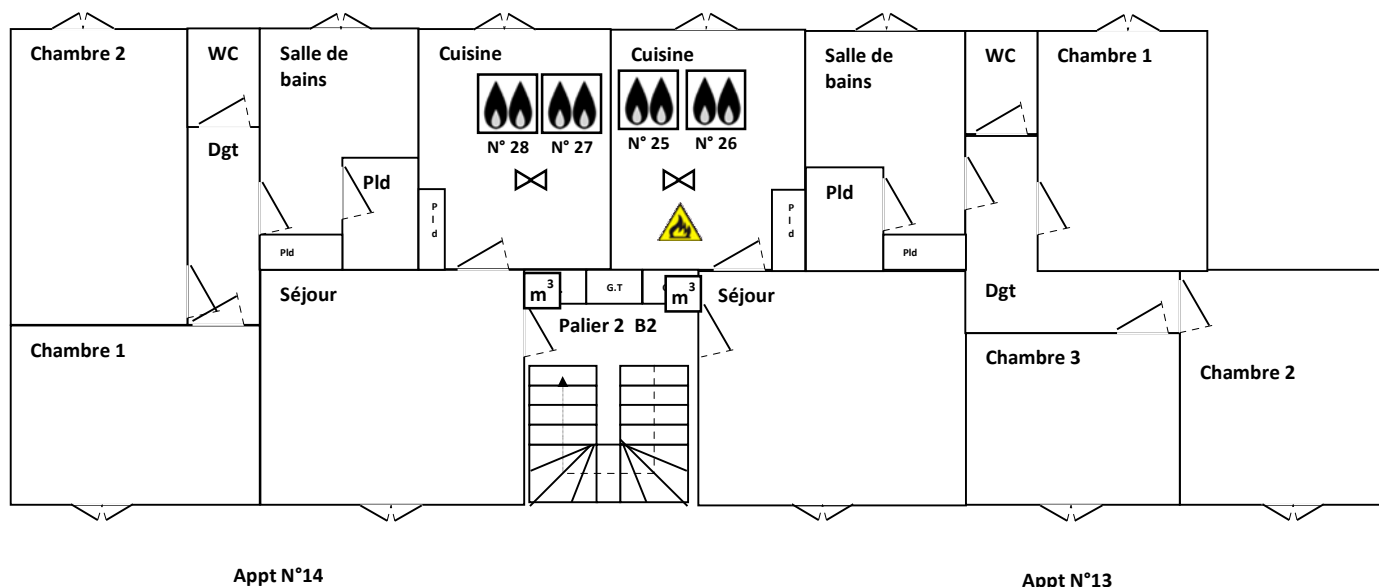
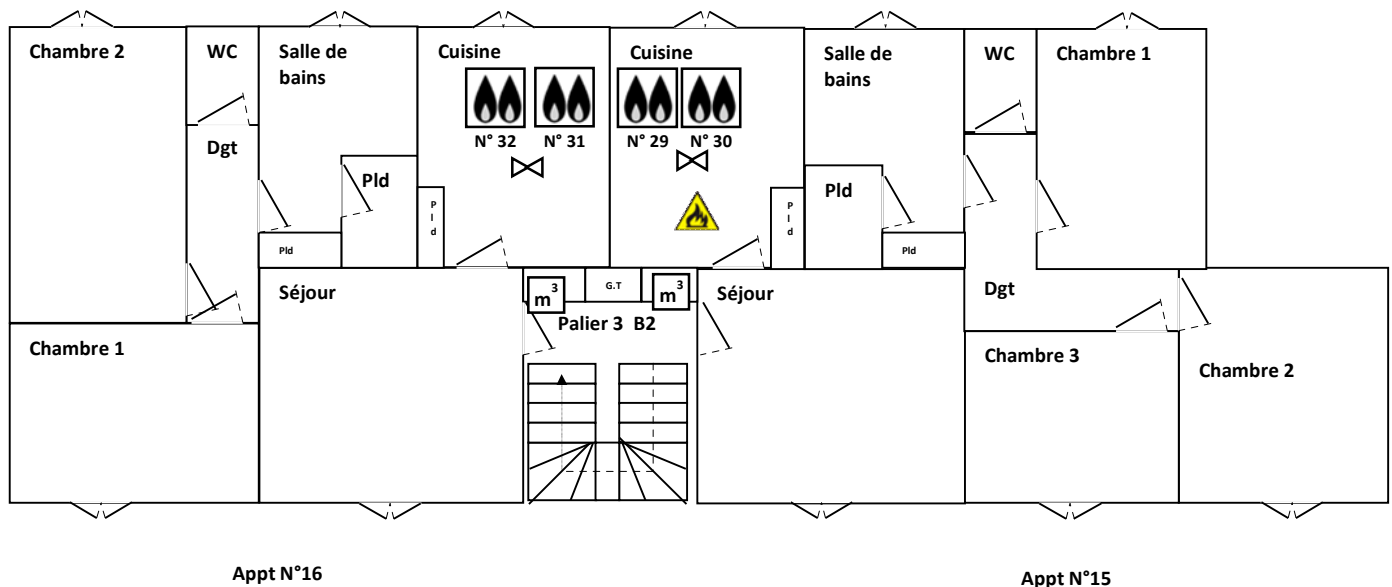


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes


isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET


Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérant des repérages et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barré - 81100 CASTRES
Tél. 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



**CABINET AGENDA AISNE**

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G14**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **208756**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G14**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
 L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°27	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°14)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°28	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	2ème étage Cuisine (appt n°14)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

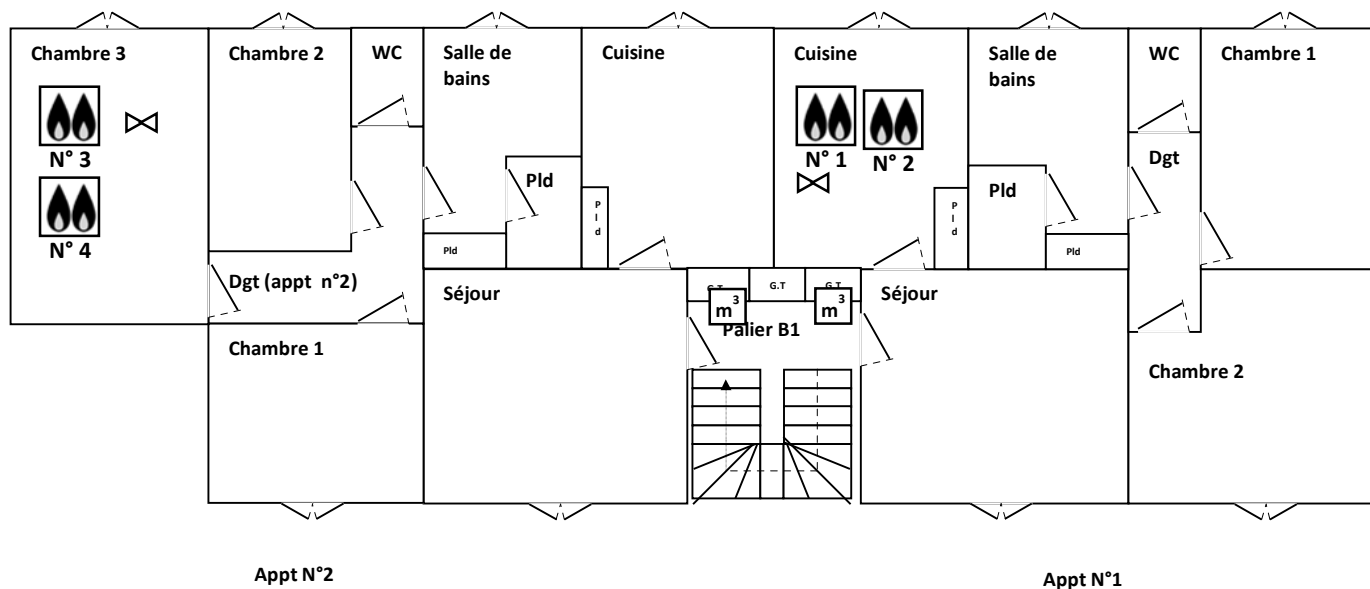


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

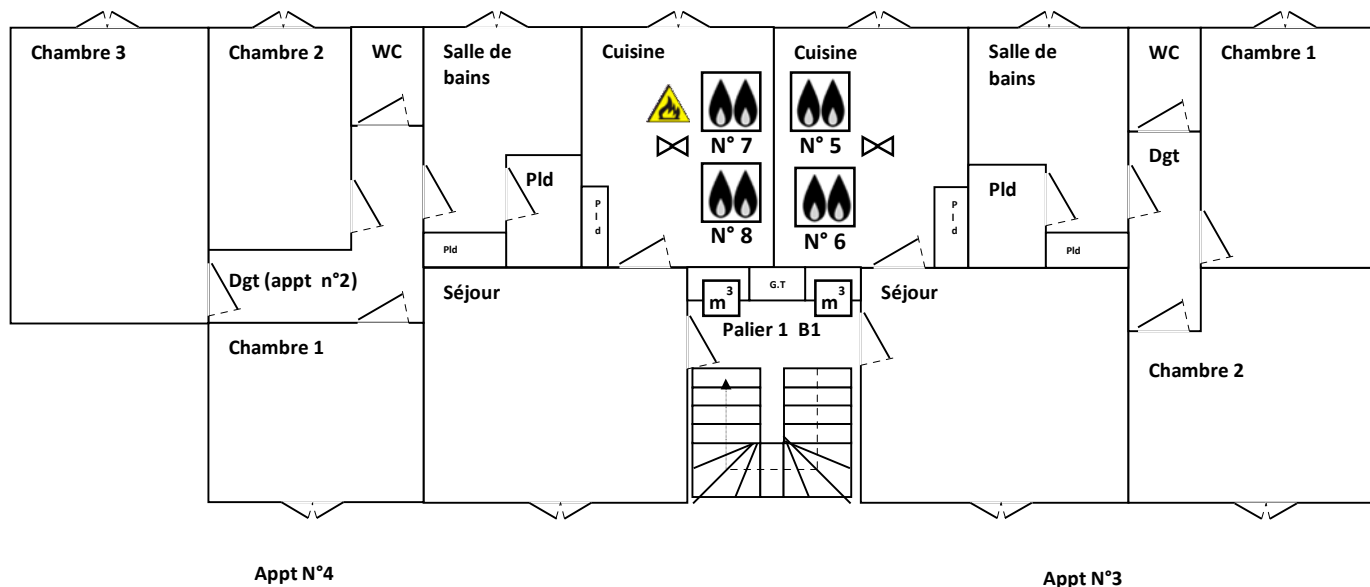


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

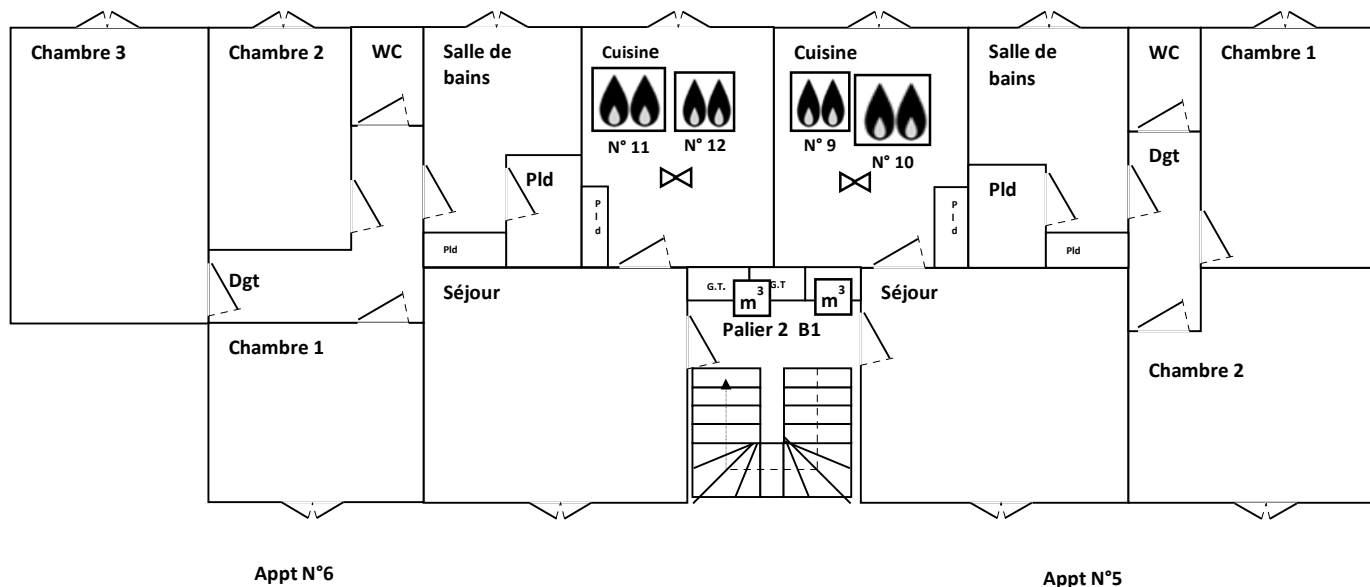


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

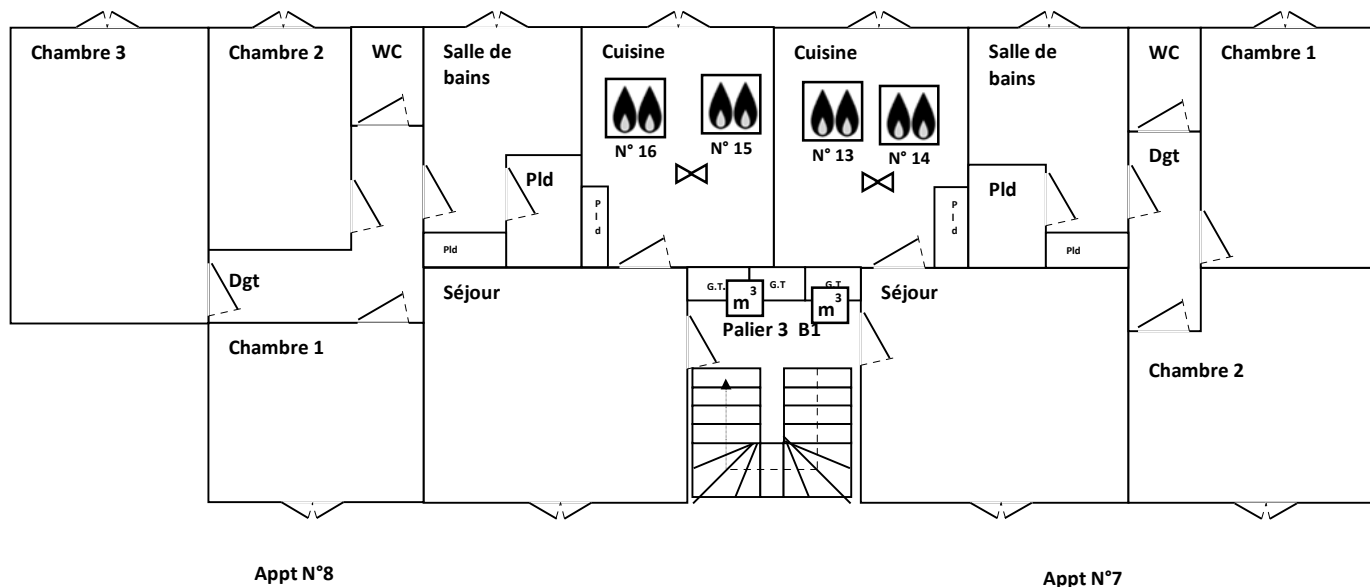


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

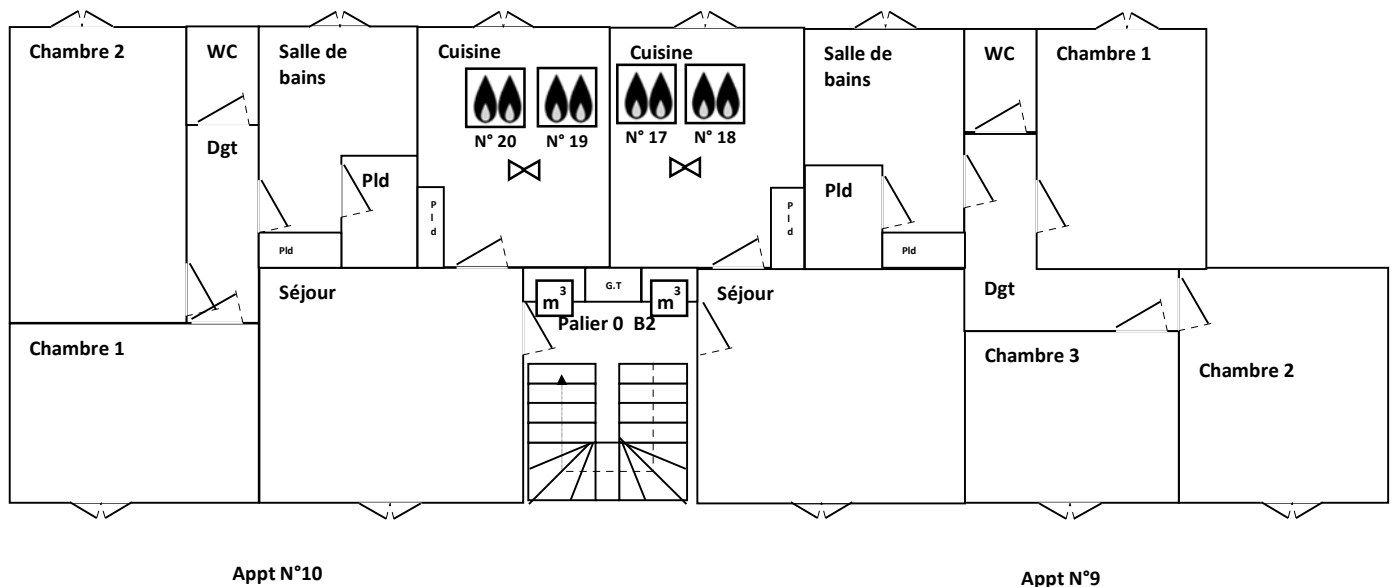


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

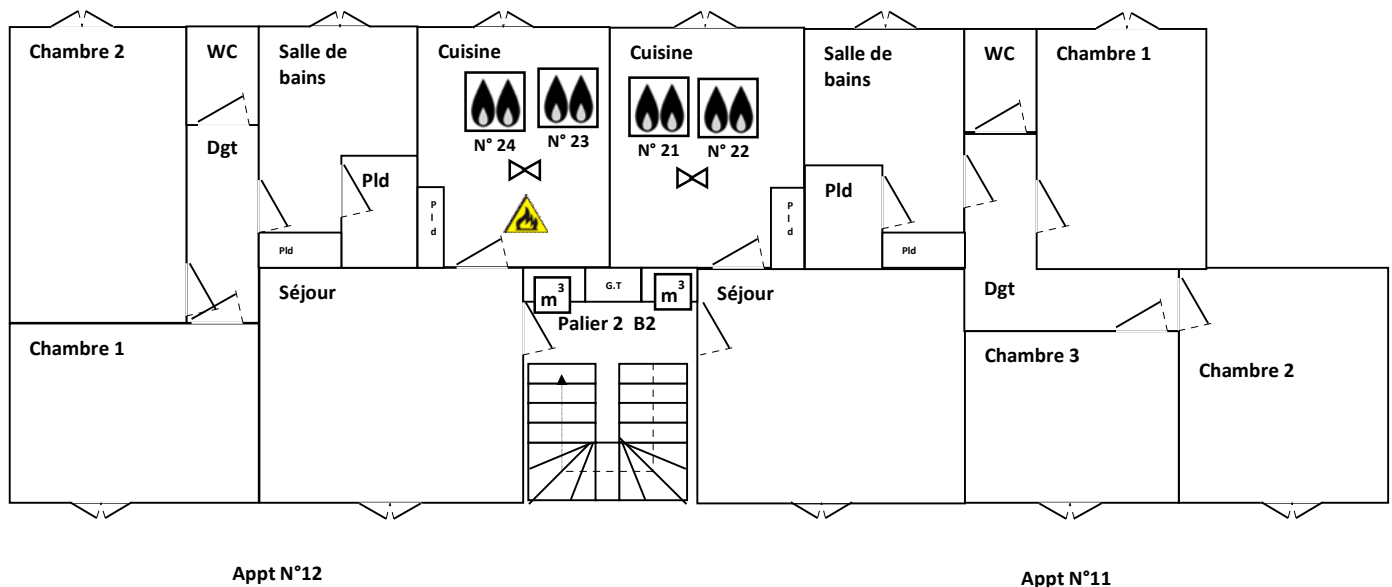


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

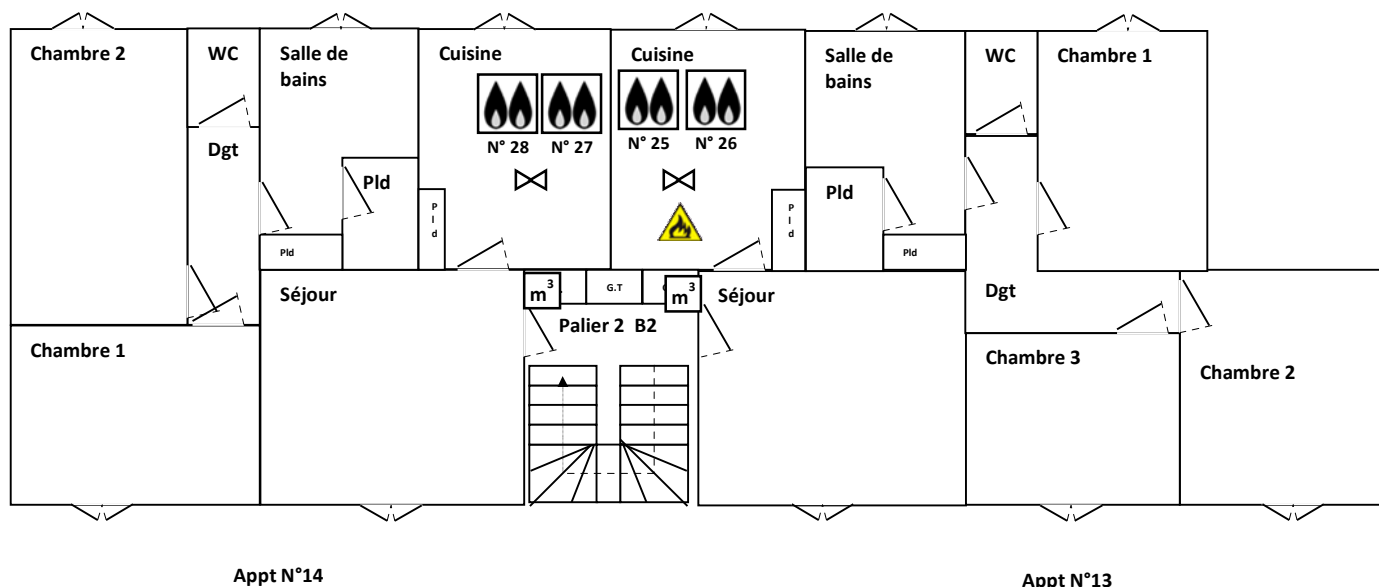
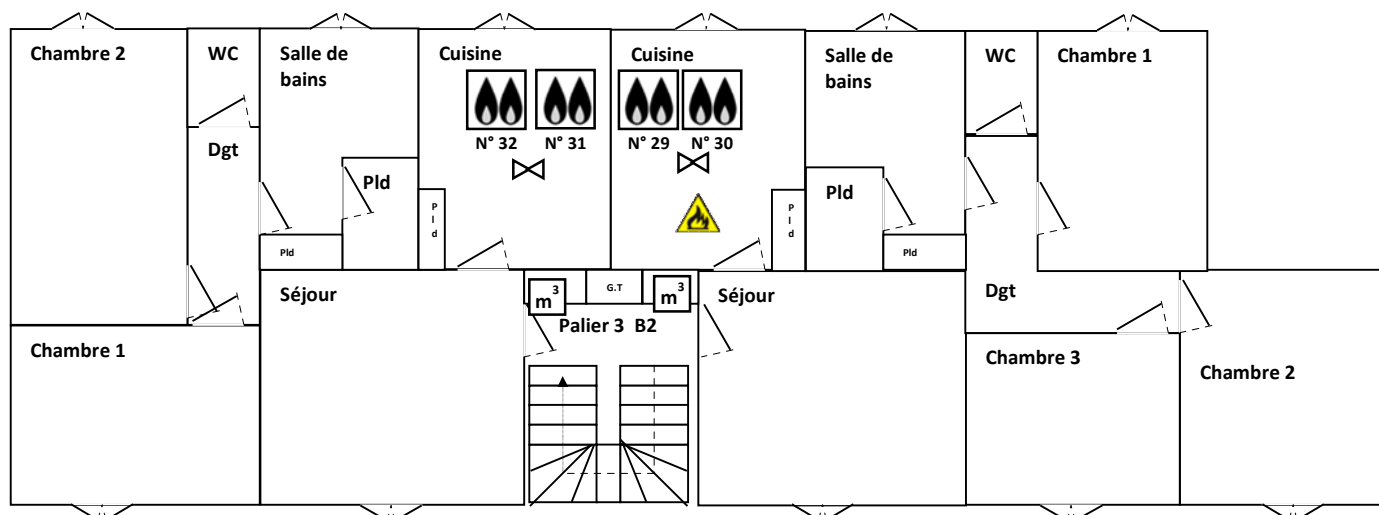


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens ;
entir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rge ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
station intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
station intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes


isques et l'habitation (L-H)
3e copropriété, tantièmes de charges
général d'écou
mfonné - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
n, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilisation, nullité, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des missions de repérage et de diagnostic arrêtés dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 42 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G15**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **27637**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G15**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.


Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°29	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc onduas hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°15)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°30	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°15)
Observations	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	
APPAREIL A GAZ N°30			
8b	A2	L'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement
☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

- ▶ Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

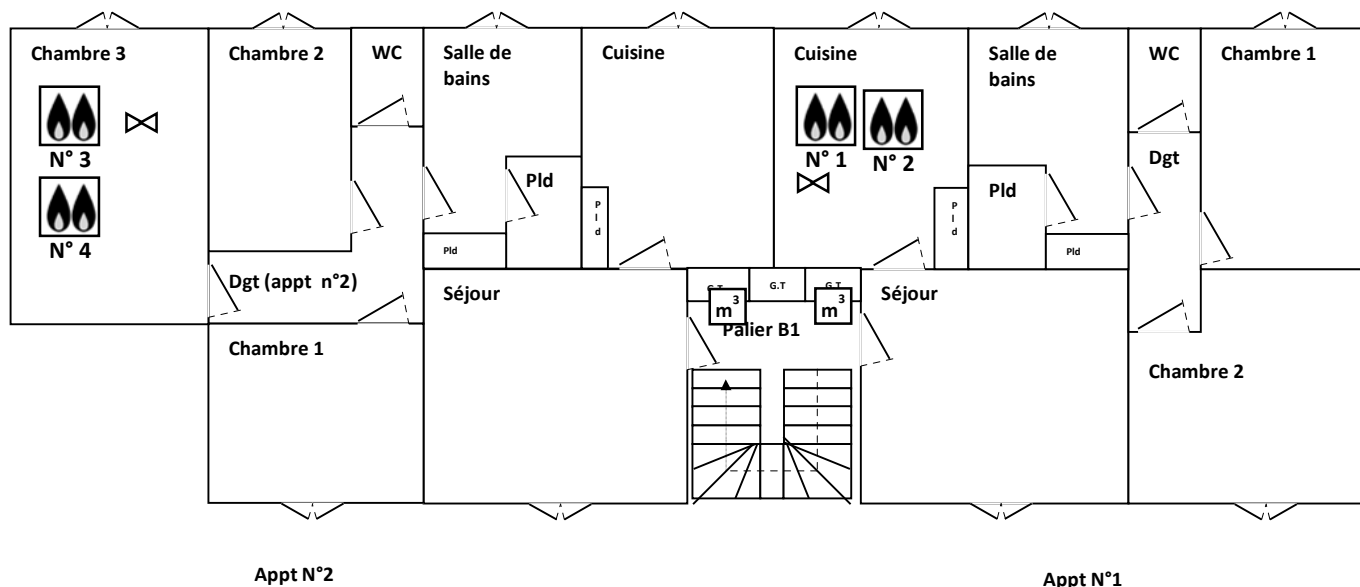


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

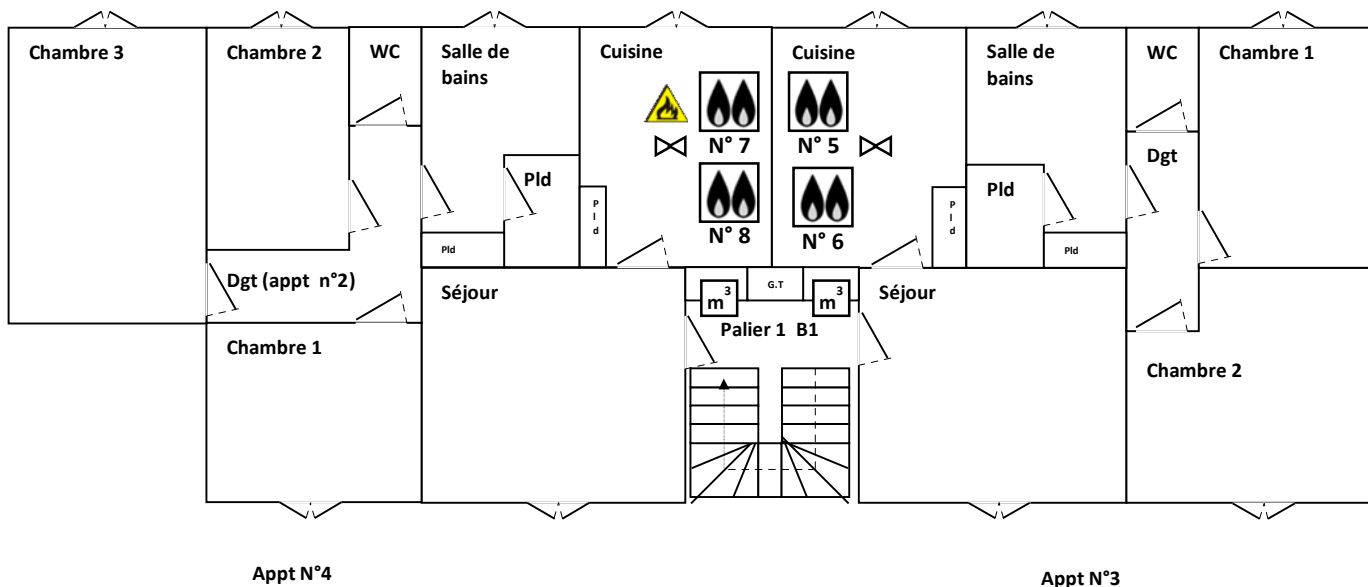


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

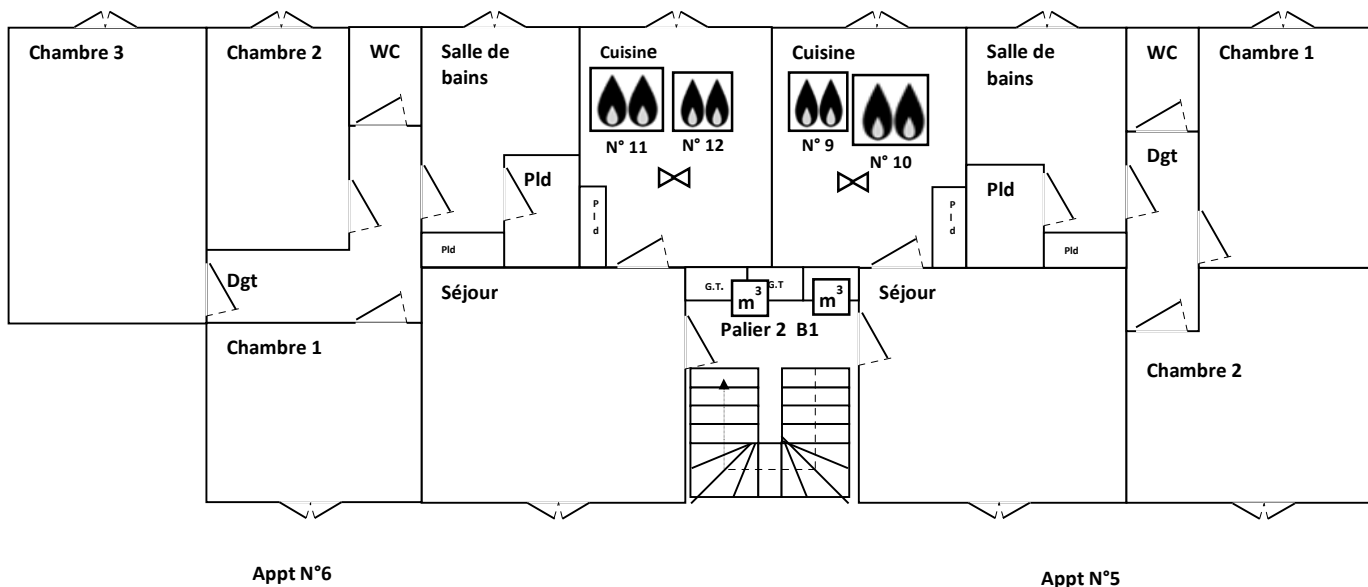


PLANCHE DE REPERAGE USUEL			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY	
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage	

Document sans échelle remis à titre indicatif

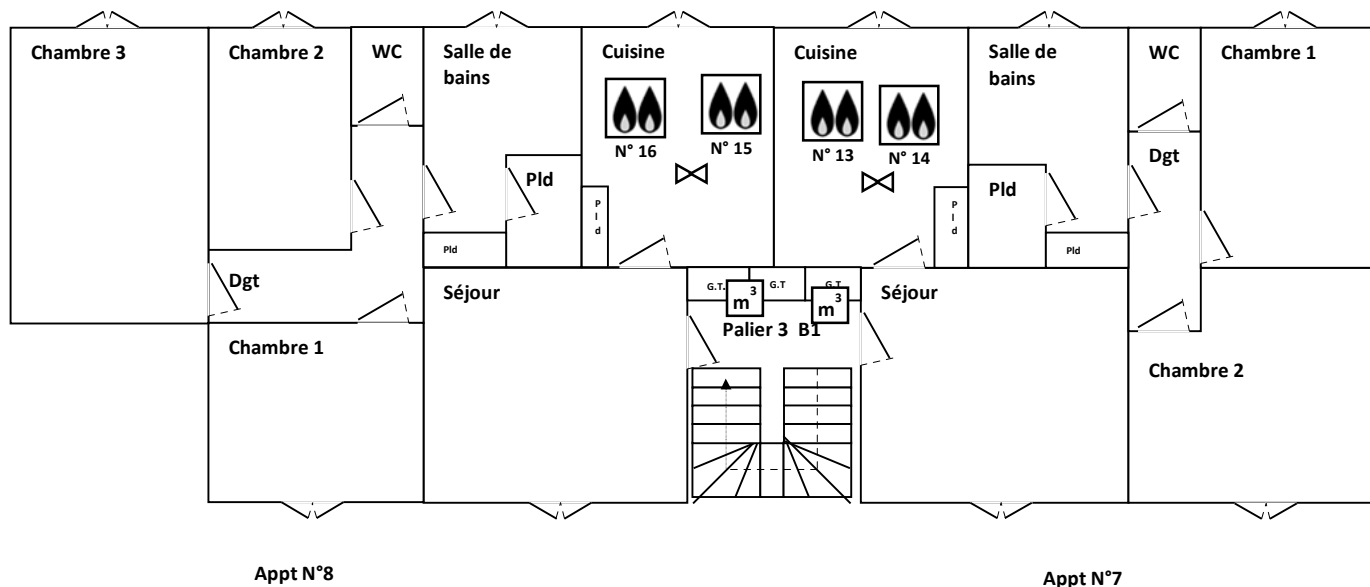


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

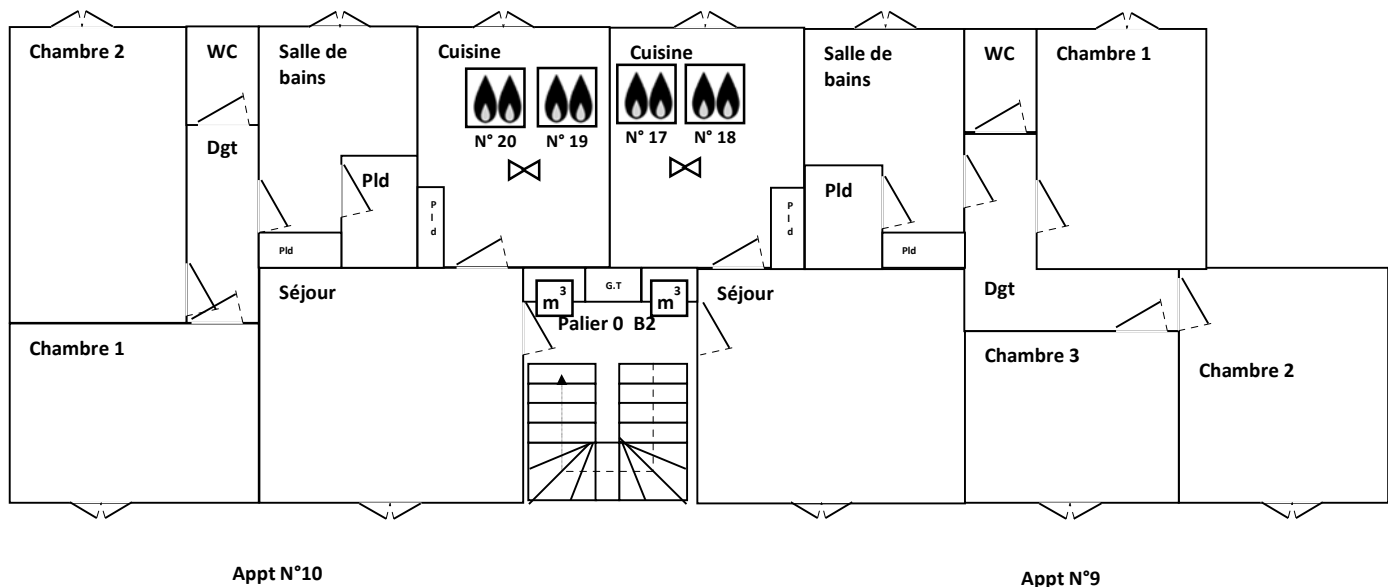
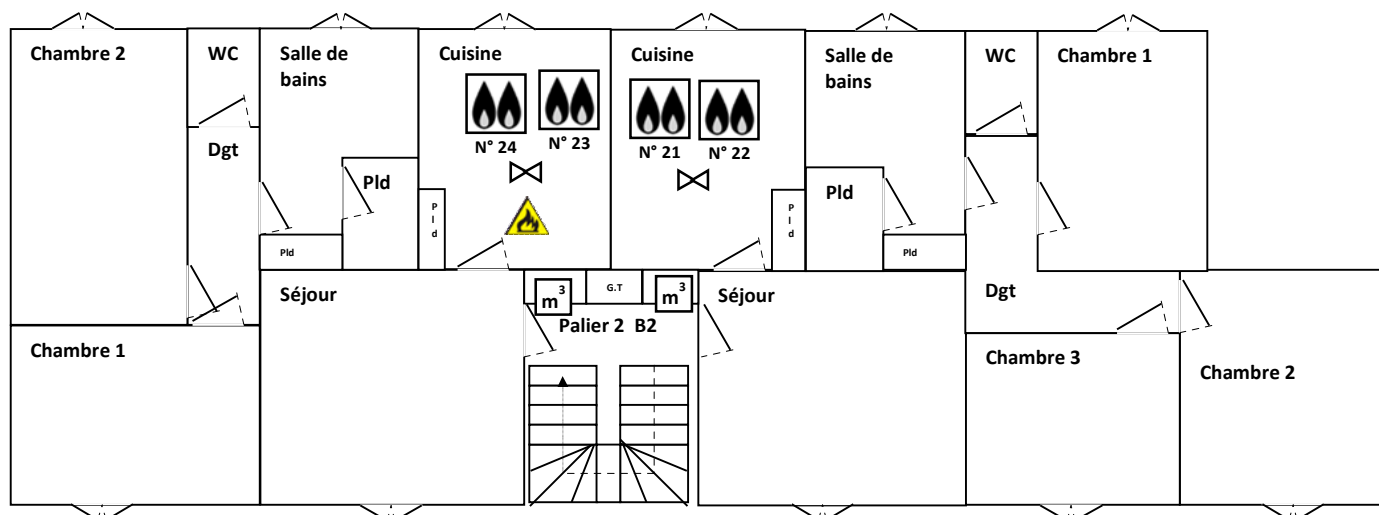


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8		<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis	
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°12

Appt N°11

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

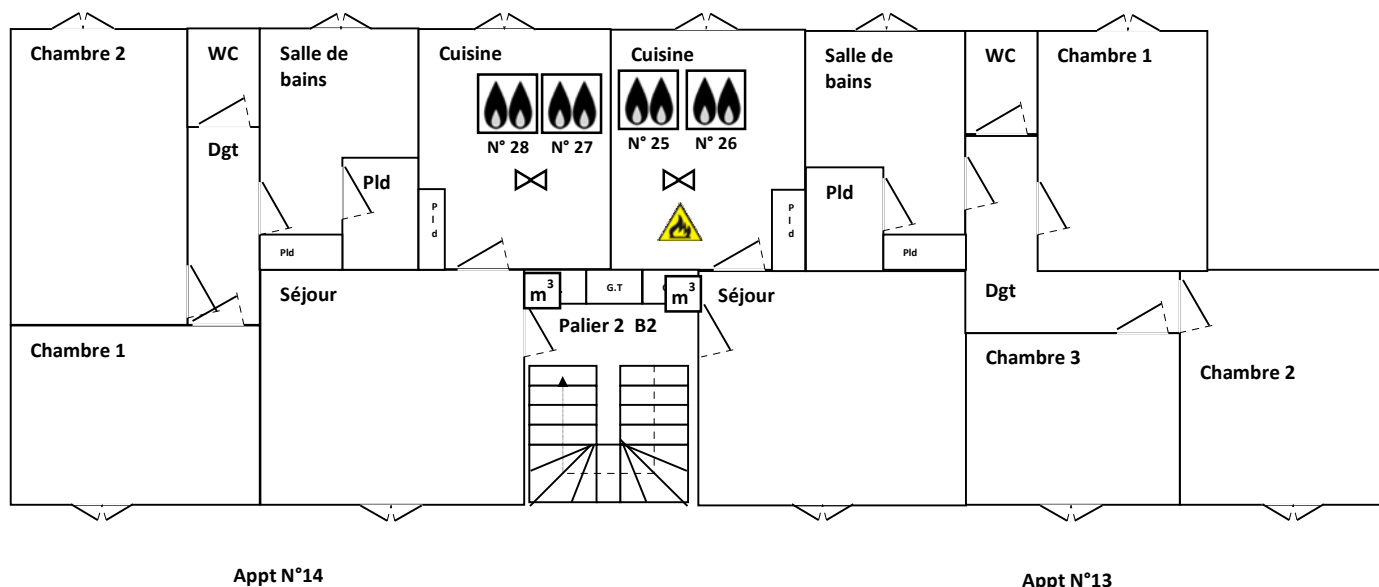
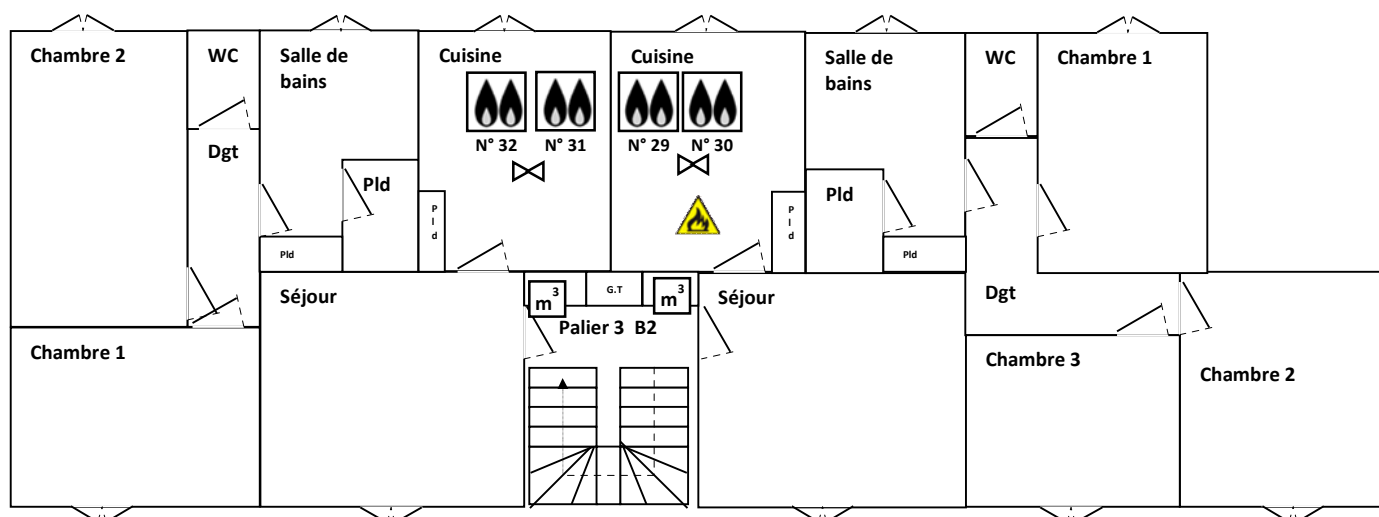


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif



Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance

Certifications

Responsabilité Civile Activités de Services
Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
le :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Le pour objet de :
faire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
biens suivants ;
entir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui d
is activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno


listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus général
rags ou d'équipement de génie civil.
VECI mention :
au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
i de plomb avant travaux
termites avant vente, parties privatives et parties communes
itaire - Diagnostic Métrés
Installation intérieure de gaz
de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
Installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
isques et l'habitation (I-HF)
3e copropriété, tantièmes de charges
général décret
mfonne - Normes d'habitabilité
métrage habitable - Relevé de surfaces
voque à l'acquisition de toute activité de conception
aux locatif
cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation
bon de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations
i de détecteurs de fumée
Y des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Etude en Réhabilitation Énergétique
ment autonome
ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

SC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

et document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (utilitaire, nuptial, règle proportion
s, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

i La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz



La certification
QUALIXPERT
des diagnostics

Certificat N° C0107
Monsieur GERALD GRASSET


Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 étendu du
processus de recertification PR11 consultables sur
www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III
du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infiltration par le plomb des peintures ou des constat après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 22/11/2012 au 21/11/2017	Arrêté du 06 avril 2007 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 20/11/2013 au 19/11/2018	Arrêté du 8 juillet 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 30 octobre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 01/10/2012 au 30/09/2017	Arrêté du 21 novembre 2008 modifiant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérage et de diagnostic arrêté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 10/01/2014

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LDC 17, rue Barre - 81100 CASTRES
Tel 05 63 49 06 13 - Fax 05 63 73 82 87
Site : www.qualixpert.com
SIRET 493 037 832 00018

Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »





CABINET AGENDA AISNE

10, bld Paul Doumer
02200 SOISSONS

Tél : 03.23.75.57.80 – Fax : 03.23.75.57.80

Mob : 06 72 70 40 84

grassetgerald02@gmail.com

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L' AISNE**

**Dossier N° 2019-06-19-0251
#G16**

État de l'installation intérieure de gaz

DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Type de bâtiment : **Appartement**

Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané

Distributeur de gaz : **GRDF**

Installation alimentée en gaz : ☐ Oui ☒ Non



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments
Rue Paul Doumer
02013 LAON**

N° de téléphone : **03 23 24 60 60**

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : **Non communiqué**
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : **Non communiqué**
☒ Numéro de compteur : **216421**

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #G16**

Ordre de mission du : **11/06/2019**
 L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret 2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Norme NF P 45-500 : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°31	
Genre	Chaudière mixte
Marque & Modèle	ELM Leblanc Onduas Hydrosmart
Type	<input type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input checked="" type="checkbox"/> Étanche
Puissance	23 kW
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°16)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

APPAREIL A GAZ N°32	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	3ème étage Cuisine (appt n°16)
Observations	Anomalie : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° CONTROLE (1)	ANOMALIE (2)	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
INSTALLATION			
7a1	A1	Absence de l'organe de coupure supplémentaire sur l'installation intérieure.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

CONSTATATIONS DIVERSES

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
☒ **L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement**
☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

☒ **Autres constatations**

► Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé (installation non alimentée en gaz).

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet

ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet

DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT

Visite effectuée le **11/06/2019**

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**

État rédigé à **SOISSONS**, le **19/06/2019**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 18/06/2022**

Location : **Six ans, jusqu'au 18/06/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

ANNEXES

Plans et croquis

- Planche 1/8 : Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée
- Planche 2/8 : Bâtiment B1 - 1er étage
- Planche 3/8 : Bâtiment B1 - 2ème étage
- Planche 4/8 : Bâtiment B1 - 3ème étage
- Planche 5/8 : Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée
- Planche 6/8 : Bâtiment B 2 - 1er étage
- Planche 7/8 : Bâtiment B 2 - 2ème étage
- Planche 8/8 : Bâtiment B 2 - 3ème étage







Légende			
	Compteur		Récepteur de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 1/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

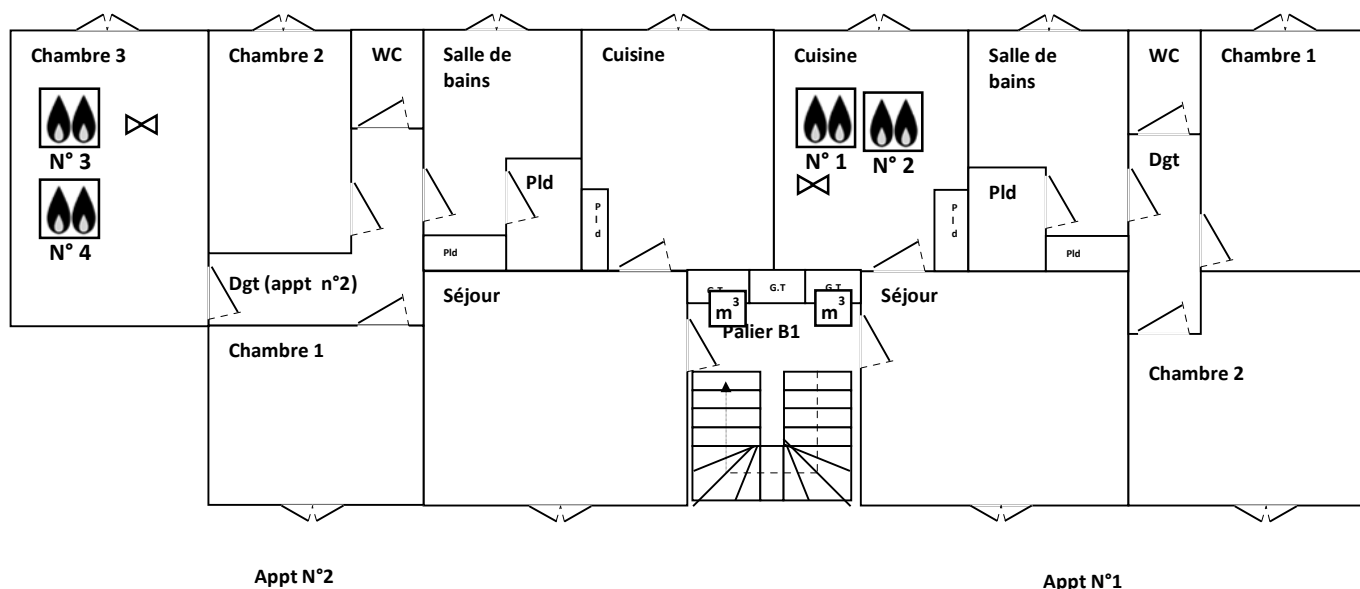


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 2/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

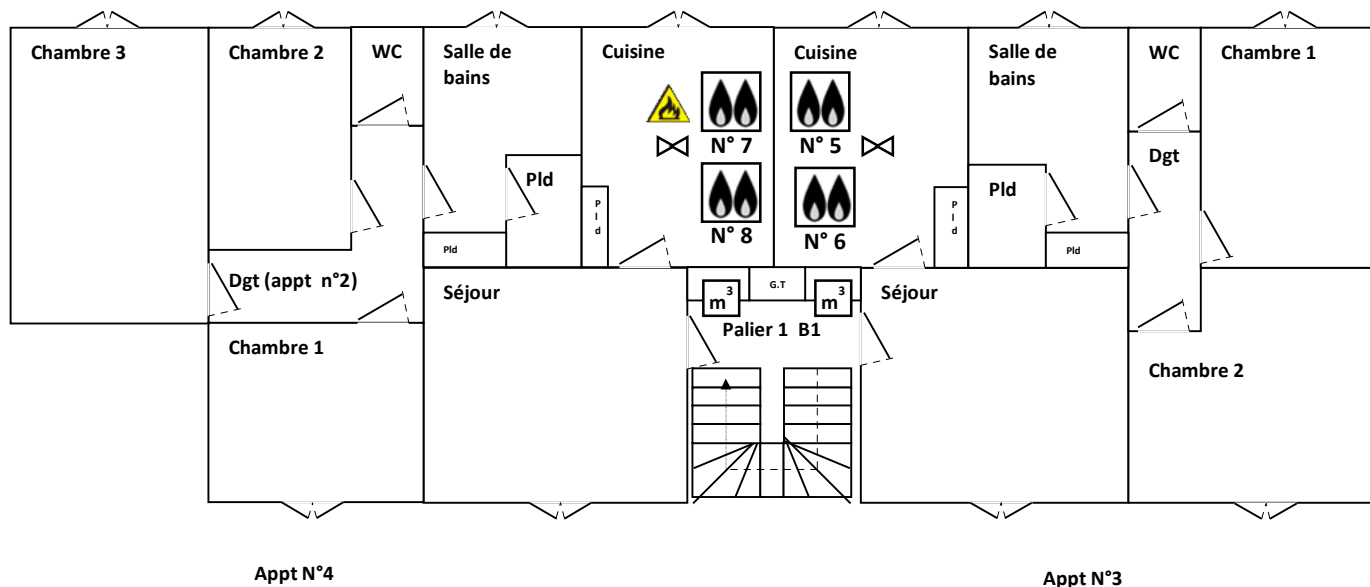


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 3/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

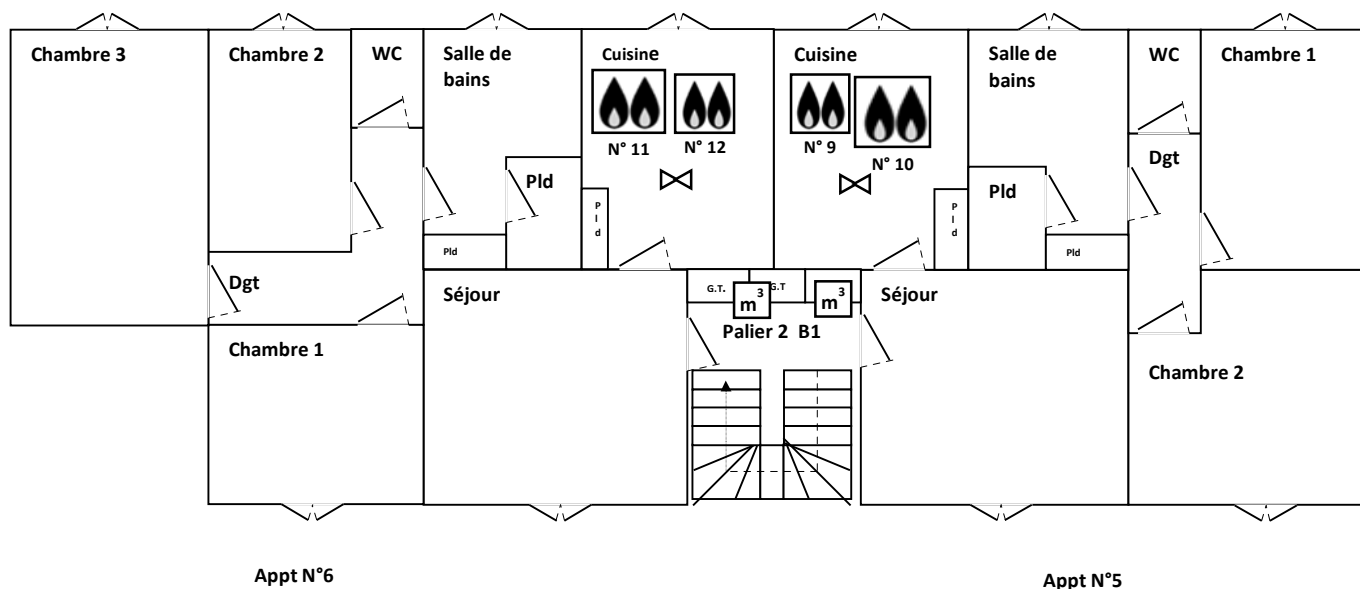


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 4/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B1 - 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

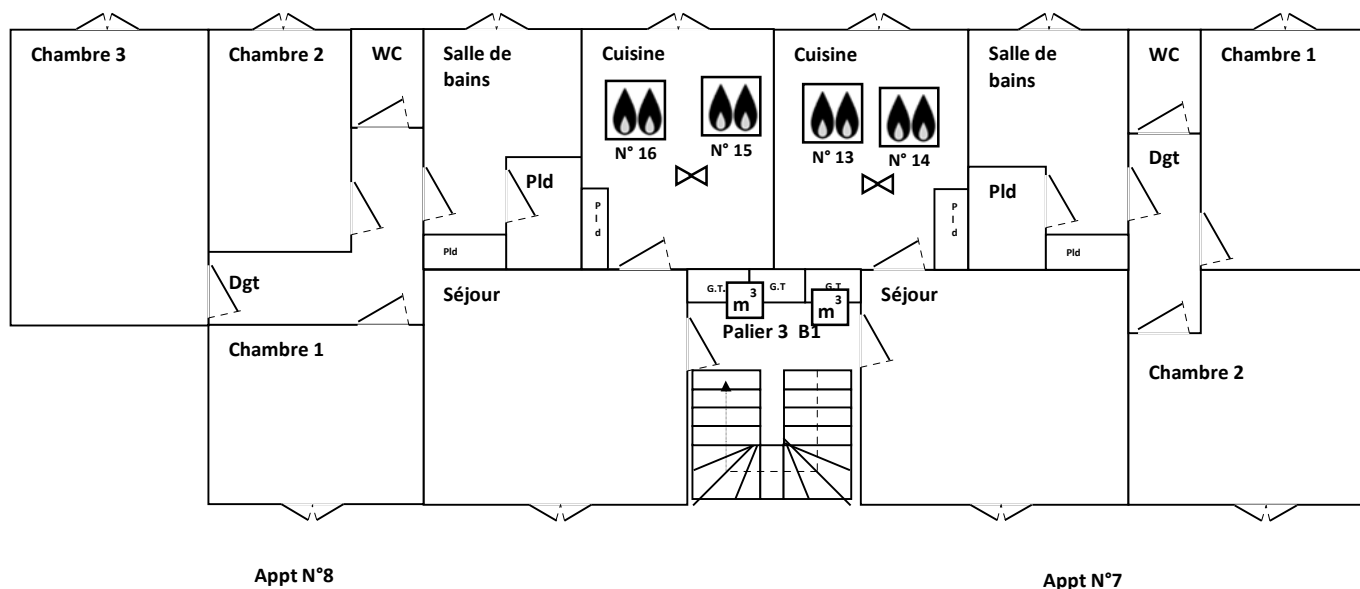


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 5/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - Rez-de-chaussée

Document sans échelle remis à titre indicatif

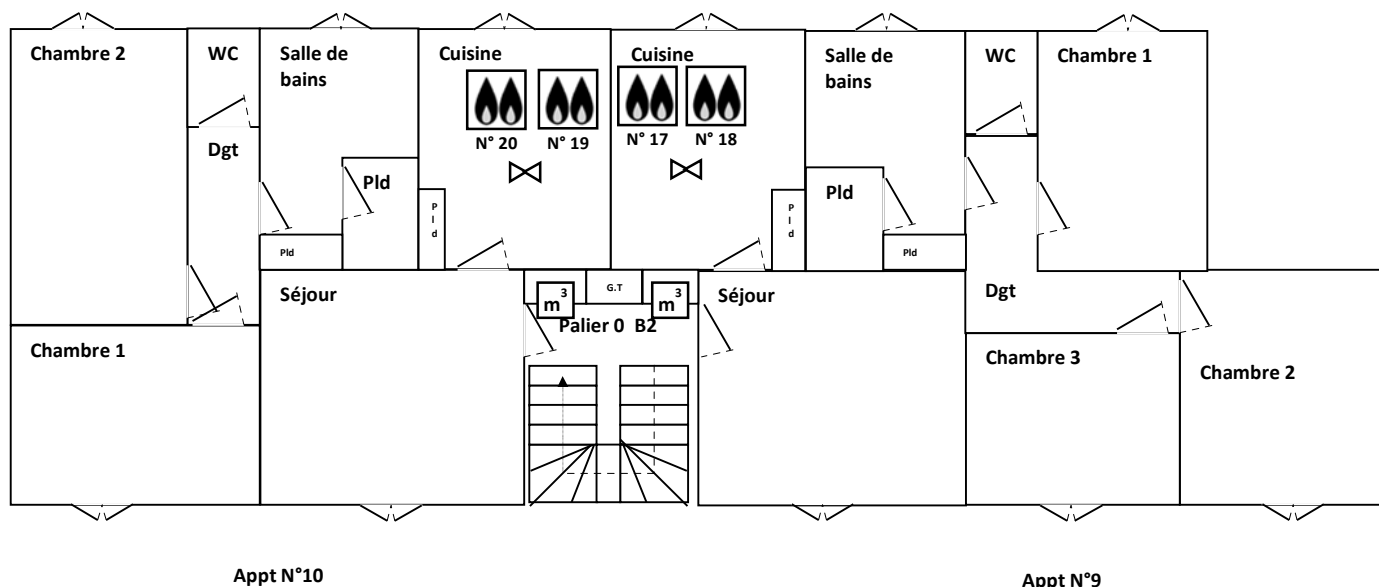


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 6/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 1er étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

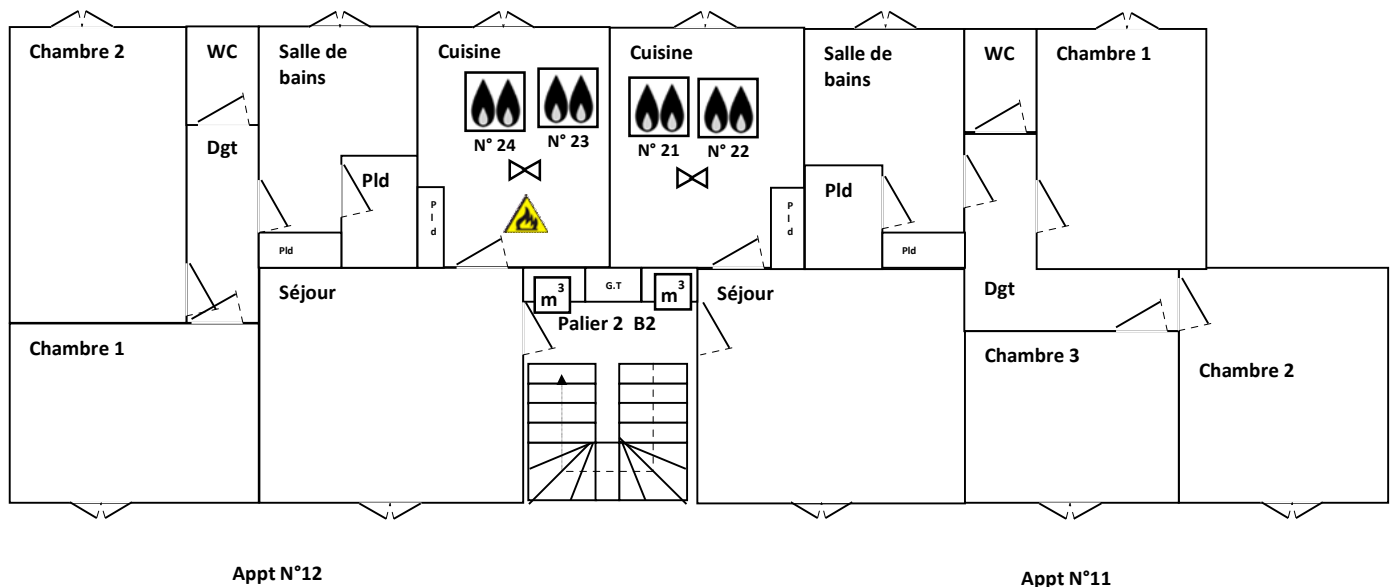


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 7/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 2ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif

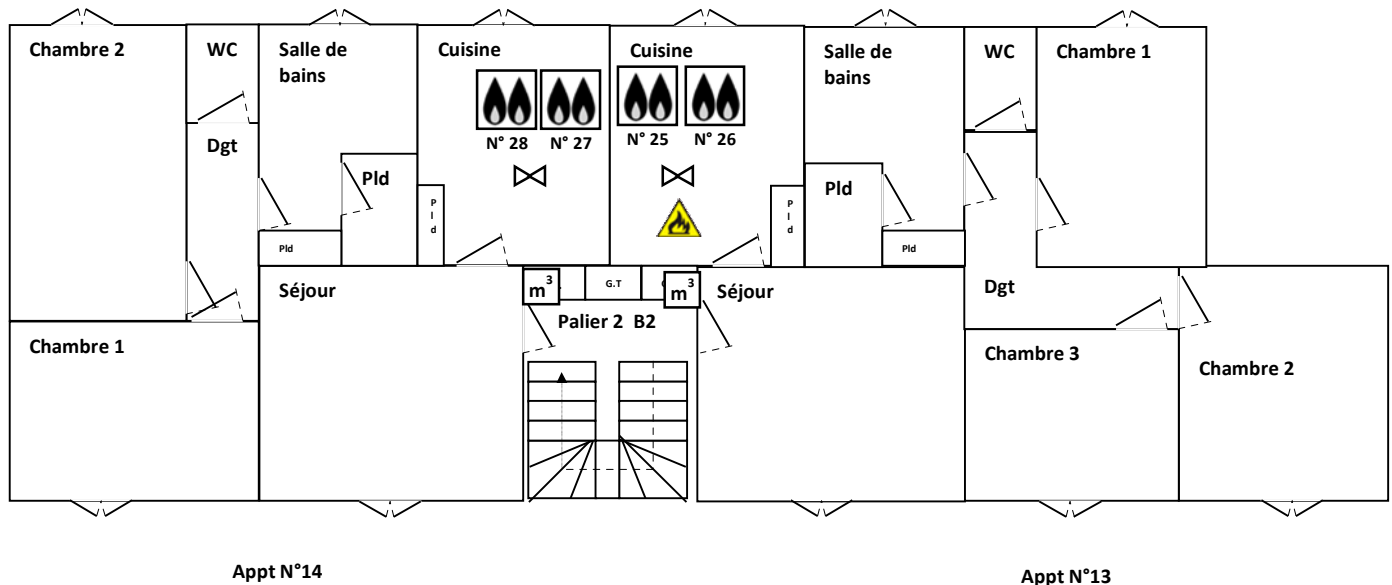
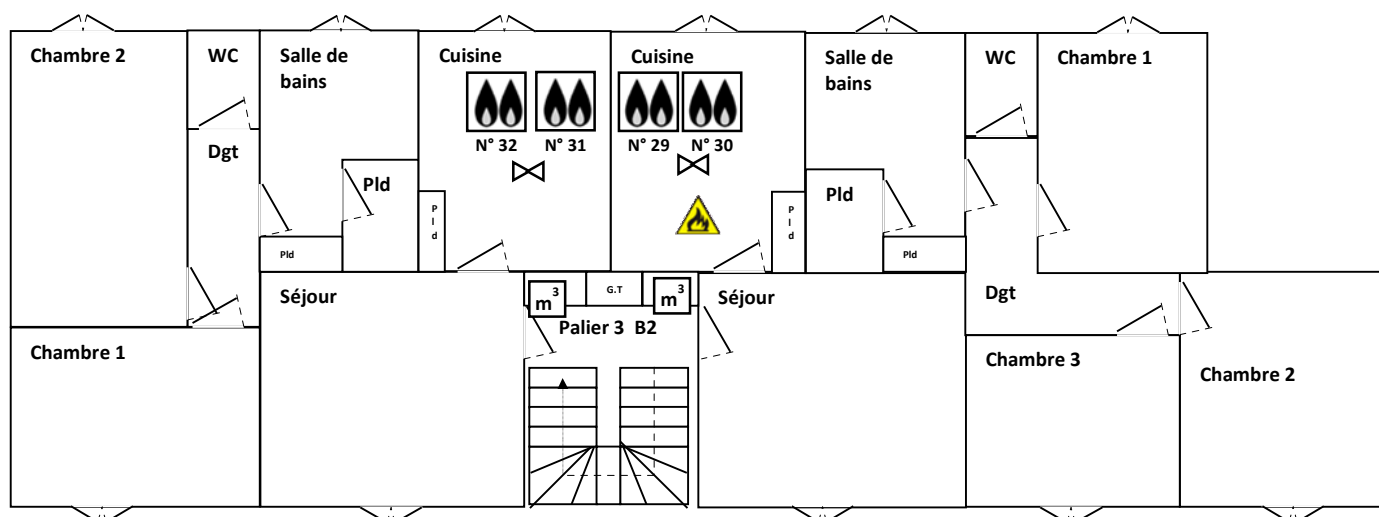


PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 20, avenue de la république Bâtiment B 02400 CHATEAU THIERRY
<i>N° dossier:</i> 2019-06-19-0251				
<i>N° planche:</i> 8/8	<i>Version:</i> 1	<i>Type:</i> Croquis		
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> Bâtiment B 2 - 3ème étage

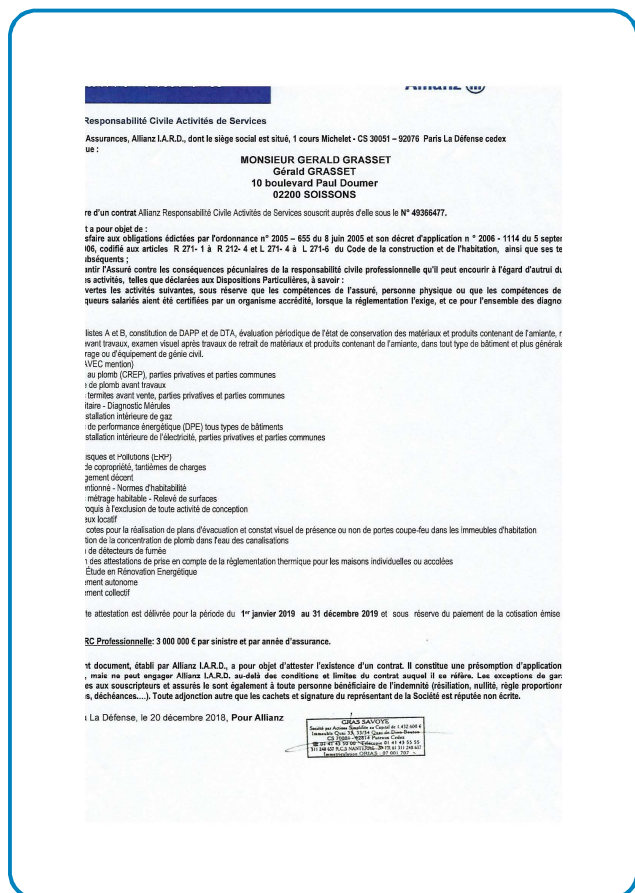
Document sans échelle remis à titre indicatif



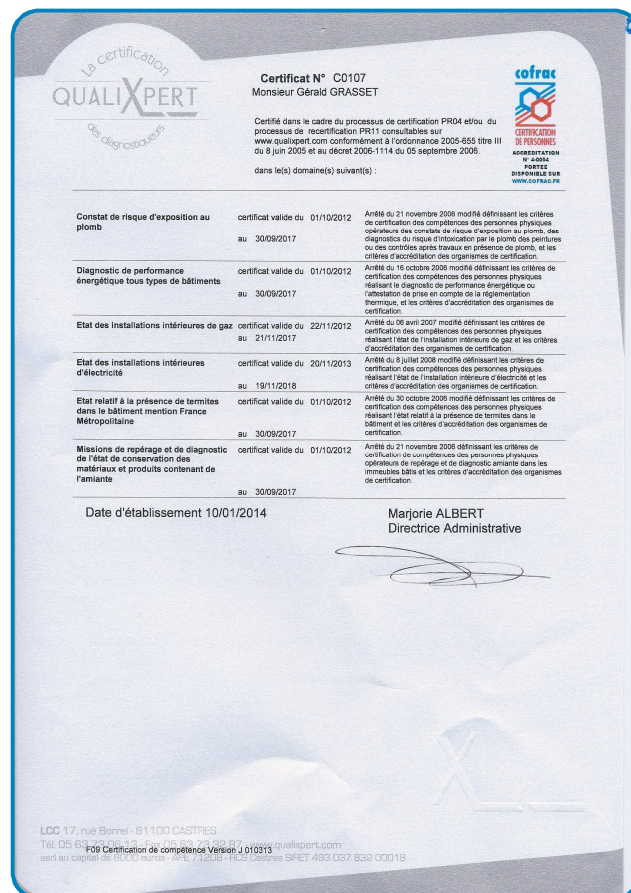
Appt N°16

Appt N°15

Attestation d'assurance



Certifications



Attestation d'indépendance

« Je soussigné Monsieur GRASSET Gérald, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

[Handwritten signature]

Diagnostic de performance énergétique (DPE)

Vente de bâtiment à usage principal d'habitation (6.1)

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : **20, avenue de la république
Bâtiment B
02400 CHATEAU THIERRY**

Référence cadastrale : **Non communiquée / 107**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Nature de l'immeuble : **Immeuble Complet**

Étendue de la prestation : **Parties Privatives**

Destination des locaux : **Habitation**

Année de construction : **Non communiquée**



DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE – Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue
Paul Doumer 02013 LAON**

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

- ☒ Propriétaire de l'immeuble
☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Gérald GRASSET**
Certification n°C 107 Qualixpert 17rue Borrel 81100 Castres ☒ Avec mention

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA AISNE**
10, bld Paul Doumer – 02200 SOISSONS
N° SIRET : **SIRET 430 247 783 00037 - APE 7112 B**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.



REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2019-06-19-0251 #D**

Ordre de mission du : **11/06/2019**

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Moyens mis à disposition : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L134-1 à L134-5 et R134-1 à R134-5-6 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 15/09/2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine
- Arrêté du 15/09/2006 relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine
- Arrêté du 09/11/2006 portant approbation de diverses méthodes de calcul pour le diagnostic de performance énergétique en France métropolitaine
- Arrêté du 06/05/2008 portant confirmation de l'approbation de diverses méthodes de calcul pour le diagnostic de performance énergétique en France métropolitaine
- Arrêté du 24/12/2012 relatif à la base de données introduite par le décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic de performance énergétique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment est un document qui comprend, pour ceux à usage principal d'habitation construits à partir du 1er janvier 1948 (à l'exclusion des appartements avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel), la quantité d'énergie estimée pour une utilisation standardisée du bâtiment ou de la partie de bâtiment (ce qui explique des écarts possibles avec la quantité d'énergie réellement consommée), ainsi qu'une classification en fonction de valeurs de référence afin que les consommateurs puissent comparer et évaluer sa performance énergétique. Il est accompagné de recommandations destinées à améliorer cette performance.

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, le propriétaire doit tenir le diagnostic de performance énergétique à la disposition de tout candidat acquéreur. L'acquéreur ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique qui n'a qu'une valeur informative. D'autre part, le classement du bien au regard de sa performance énergétique doit être mentionné dans les annonces relatives à la vente.



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

N° ADEME : 1902V1001350G

Valable jusqu'au : 18/06/2029

Type de bâtiment : Immeuble Complet

Année de construction : 1948 - 1974

Surface habitable : 929 m²

Adresse : 20, avenue de la république Bâtiment B – 02400 CHATEAU THIERRY

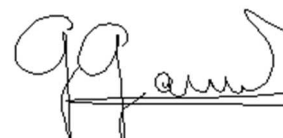
Date de visite : 11/06/2019

Date d'édition : 19/06/2019

Diagnosticteur : Gérald GRASSET –
03.23.75.57.80 – CABINET AGENDA

AISNE 10, bld Paul Doumer 02200
SOISSONS

Signature :



Propriétaire :

Nom : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE

Adresse : Direction des bâtiments - Architecture et Bâtiments Rue
Paul Doumer – 02013 LAON

Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :

Nom :

Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Obtenues par la méthode 3CL-DPE, version 1.3, estimées à l'immeuble/au logement, prix moyens des énergies indexés au 15 Août 2015

USAGES	Consommations en énergie finale	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par énergie et par usage en kWh _{EF}	Détail par usage en kWh _{EP}	
Chauffage	Gaz Naturel : 88 363 kWh _{EF}	88 363 kWh _{EP}	5 168,99 € TTC
Eau chaude sanitaire		kWh _{EP}	€ TTC
Refroidissement		kWh _{EP}	€ TTC
CONSOmmations D'ENERGIE POUR LES USAGES RECENSES	Gaz Naturel : 88 363 kWh _{EF}	88 363 kWh _{EP}	5 403,00 € TTC (dont abonnements : 234,01 € TTC)

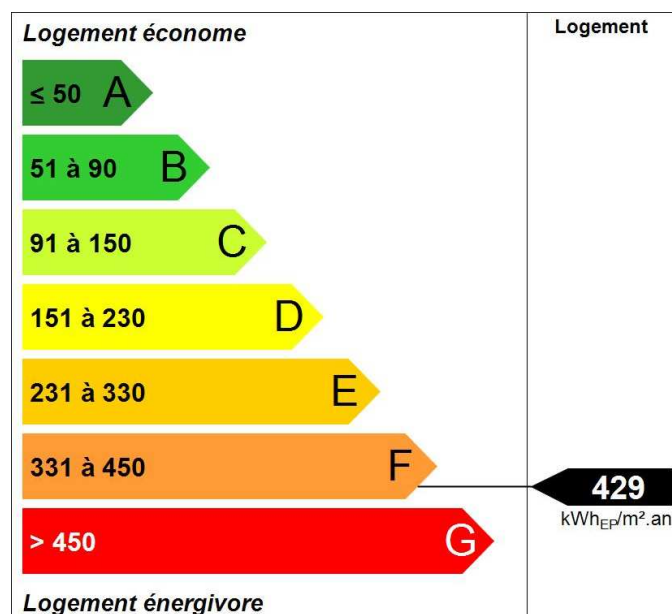
Consommations énergétiques

(en énergie primaire)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Consommation conventionnelle : 429 kWh_{EP}/m².an

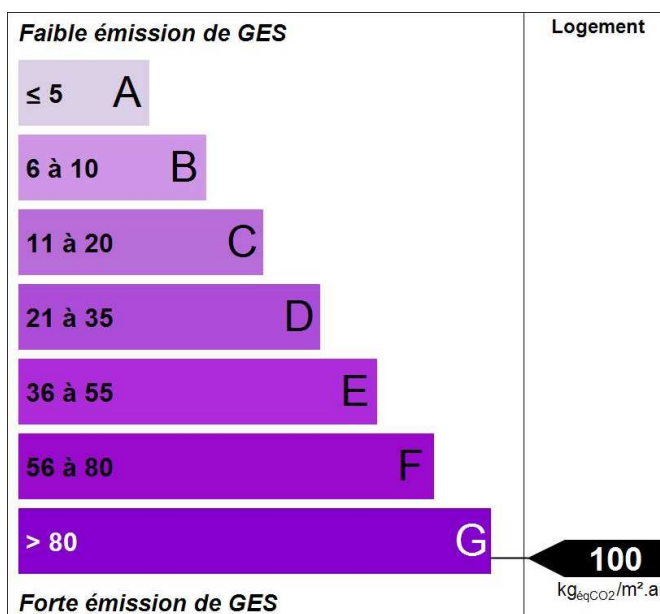
Sur la base d'estimations à l'immeuble/au logement



Émissions de gaz à effet de serre (GES)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Estimation des émissions : 100 kg éqCO₂/m².an





DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	ECS, ventilation
Murs : - Béton banché d'épaisseur 28 cm donnant sur l'extérieur avec isolation extérieure (7 cm) - Béton banché d'épaisseur 28 cm non isolé donnant sur l'extérieur - Béton banché d'épaisseur 20 cm ou moins non isolé donnant sur des circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur	Système de chauffage, émetteurs : - Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000 Emetteurs: Radiateurs - Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000 réseau isolé Emetteurs: Radiateurs	Système de production d'ECS : - Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000
Toiture : - Plafond sous solives bois donnant sur un comble fortement ventilé avec isolation extérieure (10 cm)	Système de refroidissement : Néant.	Système de ventilation : - Naturelle par conduit
Menuiseries : - Fenêtres battantes bois, orientées Est, simple vitrage - Fenêtres battantes pvc, orientées Est, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc - Fenêtres fixes pvc, orientées Est, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc - Fenêtres battantes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc - Fenêtres fixes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc - Fenêtres battantes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants aluminium - Porte(s) bois opaque pleine	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non	
Plancher bas : - Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un sous-sol	Quantité d'énergie d'origine renouvelable :	0 kWh_{EP}/m².an
Énergies renouvelables Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant.		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur.
- Pour comparer différents logements entre eux.
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Consommation conventionnelle

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu.

Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire (ECS) et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic. Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produites par les équipements installés à demeure.



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Régulez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors-gel" fixée aux environs de 8° C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs, ...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés, ...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.

- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques, ...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes, ...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération, ...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++, ...).



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie.

Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres.

Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte.

Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises.

Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur.

MESURES D'AMELIORATION	Nouvelle consommation conventionnelle	Effort d'investissement	Économies	Rapidité du retour sur investissement	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'intérieur	394 (F)	€€€€	★★★★★	●●●●●	30 %
Envisager une isolation des murs par l'intérieur. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 3,7 m².K/W.					
Isolation des murs par l'extérieur	447 (F)	€€€€	★★★★★	●●●●	30 %
Si un ravalement de façade est prévu, effectuez une isolation par l'extérieur avec des retours d'isolants au niveau des tableaux de baie quand cela est possible. Ce type d'isolation est avantageux car protège le mur des variations climatiques et supprime les ponts thermiques. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 3,7 m².K/W.					
Isolation du plancher	402 (F)	€€€€	★★★★★	●●●●●	30 %
En cas de travaux de réhabilitation importants avec rénovation des sols et si la hauteur sous plafond le permet, envisager la mise en place d'une isolation. Il ne faut pas mettre en place de revêtements étanches (chape ciment ou carrelage étanche, ...), ils induisent une surcharge de remontée capillaire dans les murs. Envisagez des chapes perméables à la vapeur d'eau et isolantes avec un drainage perméable du sol et des murs s'il y a des problèmes d'humidité.					

LEGENDE

Économies	Effort d'investissement	Rapidité du retour sur investissement
★ : moins de 100 € TTC/an	€ : moins de 200 € TTC	●●●●● : moins de 5ans
★★ : de 100 à 200 € TTC/an	€€ : de 200 à 1000 € TTC	●●●● : de 5 à 10 ans
★★★ : de 200 à 300 € TTC/an	€€€ : de 1000 à 5000 € TTC	●●● : de 10 à 15 ans
★★★★ : plus de 300 € TTC/an	€€€€ : plus de 5000 € TTC	● : plus de 15 ans

Commentaires

Néant

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

ANNEXES

Fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.

En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (<http://diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr>).

Référence du logiciel DPE : **LICIEL Diagnostics v4**

N° ADEME du DPE : **1902V1001350G**

GENERALITES

CARACTERISTIQUE	Valeur
Département	02 Aisne
Altitude	170 m
Type de bâtiment	Immeuble Complet
Année de construction	1948 - 1974
Surface habitable	929 m ²
Nombre de niveaux	3
Hauteur moyenne sous plafond	2,5 m
Nombre de logements du bâtiment	1

ENVELOPPE

Caractéristiques des murs
Béton banché d'épaisseur 28 cm donnant sur l'extérieur avec isolation extérieure (7 cm) Surface : 107 m ² , Donnant sur : l'extérieur, U : 0,47 W/m ² °C, b : 1
Béton banché d'épaisseur 28 cm donnant sur l'extérieur avec isolation extérieure (7 cm) Surface : 107 m ² , Donnant sur : l'extérieur, U : 0,47 W/m ² °C, b : 1
Béton banché d'épaisseur 28 cm non isolé donnant sur l'extérieur Surface : 147 m ² , Donnant sur : l'extérieur, U : 2 W/m ² °C, b : 1
Béton banché d'épaisseur 28 cm non isolé donnant sur l'extérieur Surface : 139 m ² , Donnant sur : l'extérieur, U : 2 W/m ² °C, b : 1
Béton banché d'épaisseur 20 cm ou moins non isolé donnant sur des circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur Surface : 169 m ² , Donnant sur : des circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur, U : 2 W/m ² °C, b : 0,2
Caractéristiques des planchers
Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un sous-sol Surface : 235 m ² , Donnant sur : un sous-sol, U : 2 W/m ² °C, b : 0,75
Caractéristiques des plafonds
Plafond sous solives bois donnant sur un comble fortement ventilé avec isolation extérieure (10 cm) Surface : 235 m ² , Donnant sur : un comble fortement ventilé, U : 0,34 W/m ² °C, b : 0,8
Caractéristiques des baies
Fenêtres battantes bois, orientées Est, simple vitrage Surface : 2,56 m ² , Orientation : Est, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 4,7 W/m ² °C, Uw : 4,7 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres battantes pvc, orientées Est, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc Surface : 52,68 m ² , Orientation : Est, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,3 W/m ² °C, Uw : 2,8 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres fixes pvc, orientées Est, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc Surface : 28,14 m ² , Orientation : Est, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,5 W/m ² °C, Uw : 3 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres battantes pvc, orientées Est, double vitrage avec lame d'air 10 mm Surface : 32,8 m ² , Orientation : Est, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,8 W/m ² °C, Uw : 2,8 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres battantes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc Surface : 24,39 m ² , Orientation : Ouest, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,3 W/m ² °C, Uw : 2,8 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres fixes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants pvc Surface : 13,1 m ² , Orientation : Ouest, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,5 W/m ² °C, Uw : 3 W/m ² °C, b : 1
Fenêtres battantes pvc, orientées Ouest, double vitrage avec lame d'air 10 mm et volets roulants aluminium Surface : 70,61 m ² , Orientation : Ouest, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, , Ujn : 2,4 W/m ² °C, Uw : 2,8 W/m ² °C, b : 1



Caractéristiques des portes

Porte(s) bois opaque pleine

Surface : 31,39 m², U : 3,5 W/m²°C, b : 0,2

Caractéristiques des ponts thermiques

Liaison Mur Est / Fenêtres Est : Psi : 0,38, Linéaire : 25,6 m

Liaison Mur Est / Fenêtres Est : Psi : 0,38, Linéaire : 178,32 m

Liaison Mur Est / Fenêtres Est : Psi : 0,38, Linéaire : 121,28 m

Liaison Mur Est / Fenêtres Est : Psi : 0,38, Linéaire : 102,8 m

Liaison Mur Ouest / Fenêtres Ouest : Psi : 0,38, Linéaire : 90,4 m

Liaison Mur Ouest / Fenêtres Ouest : Psi : 0,38, Linéaire : 57,92 m

Liaison Mur Ouest / Fenêtres Ouest : Psi : 0,38, Linéaire : 200,64 m

Liaison Mur / Porte : Psi : 0,38, Linéaire : 84,16 m

Liaison Mur Nord / Plancher_int : Psi : 0,13, Linéaire : 102 m

Liaison Mur Nord / Plancher : Psi : 0,49, Linéaire : 51 m

Liaison Mur Ouest / Mur : Psi : 0,365, Linéaire : 80 m

SYSTEMES

Caractéristiques de la ventilation

Naturelle par conduit

Qvareq : 2,1, Smea : 4, Q4pa/m² : 3642,5, Q4pa : 3642,5, Hvent : 677,5, Hperm : 76,5,

Caractéristiques du chauffage

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000 réseau isolé

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Emetteurs: Radiateurs

Re : 0,95, Rr : 0,9, Rd : 0,95, Pn : 110, Fch : 0

Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1302, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 3,11, Fecs : 0, Vs : 7L

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1473, Rd : 0,92, Rg : 0,42, Pn : 110, Iecs : 2,87, Fecs : 0, Vs : 7L

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 3,1, Fecs : 0, Vs : 7L

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1542, Rd : 0,92, Rg : 0,43, Pn : 110, Iecs : 2,53, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 2,77, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1481, Rd : 0,92, Rg : 0,42, Pn : 110, Iecs : 2,59, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 3,1, Fecs : 0, Vs : 7L

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1473, Rd : 0,92, Rg : 0,42, Pn : 110, Iecs : 2,87, Fecs : 0, Vs : 7L

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1362, Rd : 0,92, Rg : 0,4, Pn : 110, Iecs : 2,71, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 2,77, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1336, Rd : 0,92, Rg : 0,4, Pn : 110, Iecs : 2,74, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1234, Rd : 0,92, Rg : 0,38, Pn : 110, Iecs : 2,87, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1488, Rd : 0,92, Rg : 0,42, Pn : 110, Iecs : 2,58, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 2,77, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1436, Rd : 0,92, Rg : 0,41, Pn : 110, Iecs : 2,63, Fecs : 0

Combiné au système: Chaudière individuelle Gaz Naturel basse température installée après 2000

Becs : 1308, Rd : 0,92, Rg : 0,39, Pn : 110, Iecs : 2,77, Fecs : 0

EXPLICATIONS PERSONNALISEES SUR LES ELEMENTS POUVANT MENER A DES DIFFERENCES ENTRE LES CONSOMMATIONS ESTIMEES ET LES CONSOMMATIONS REELLES

Néant

TABLEAU RECAPITULATIF DE LA METHODE A UTILISER POUR LA REALISATION DU DPE

Méthode	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel quand DPE à l'immeuble déjà réalisé	DPE non réalisé à l'immeuble		Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel	
				Appartement avec chauffage et ECS individuel, ou collectif et équipé de comptages individuels			
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	À partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :

- ▶ www.developpement-durable.gouv.fr : rubrique performance énergétique
- ▶ www.ademe.fr

État des risques et pollutions (ERP)

Référence : 2019-06-19-0250

Réalisé par Gérald GRASSET

Pour le compte de CABINET AGENDA AISNE

Date de réalisation : 3 juillet 2019 (Vala

Selon les informations mises à disposition

N  2018-488 du 5 septembre 2018.

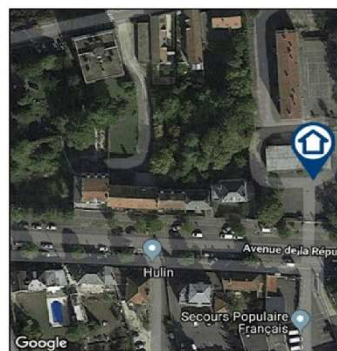
REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien

**Avenue de la République - Ba timent A et D
02400 Château-Thierry**

Vendeur

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE



SYNTHESE

A ce jour, la commune de Château-Thierry est soumise à l'obligation d'Information Acq  (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Votre commune				Votre im
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné
PPRn	Inondation	approuvé	08/03/2017	non
PPRn	Inondation Par ruissellement et coulée de boue	approuvé	08/03/2017	non
PPRn	Inondation	approuvé	16/11/2007	non
PPRt	Effet thermique FM Logistic	approuvé	28/12/2010	non
PPRt	Effet toxique FM Logistic	approuvé	28/12/2010	non
Zonage de sismicité : 1 - Très faible*				non
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible**				non

* Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1   8 du Code de l'Environnement modifiés par le décret n 2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique)

** Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R. 1333-29 du Code de la Construction

Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2018-488 du 05/09/

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti) De

2. Adresse

Avenue de la République - Baâtiment A et D

02400 Château-Thierry

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'un PPRn)

Inondation ☐ Crue torrentielle ☐ Remontée de nappe ☐ Submersion marine ☐
Mouvement de terrain ☐ Mvt terrain-Sécheresse ☐ Séisme ☐ Cyclone ☐
Feu de forêt ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn
si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés

4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'un PPRm)

Risque miniers ☐ Affaissement ☐ Effondrement ☐ Tassement ☐
Pollution des sols ☐ Pollution des eaux ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm
si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

approuvé

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

prescrit

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'un PPRt)

Risque Industriel ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐ Effet toxique ☐

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

L'immeuble est situé en zone de prescription

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

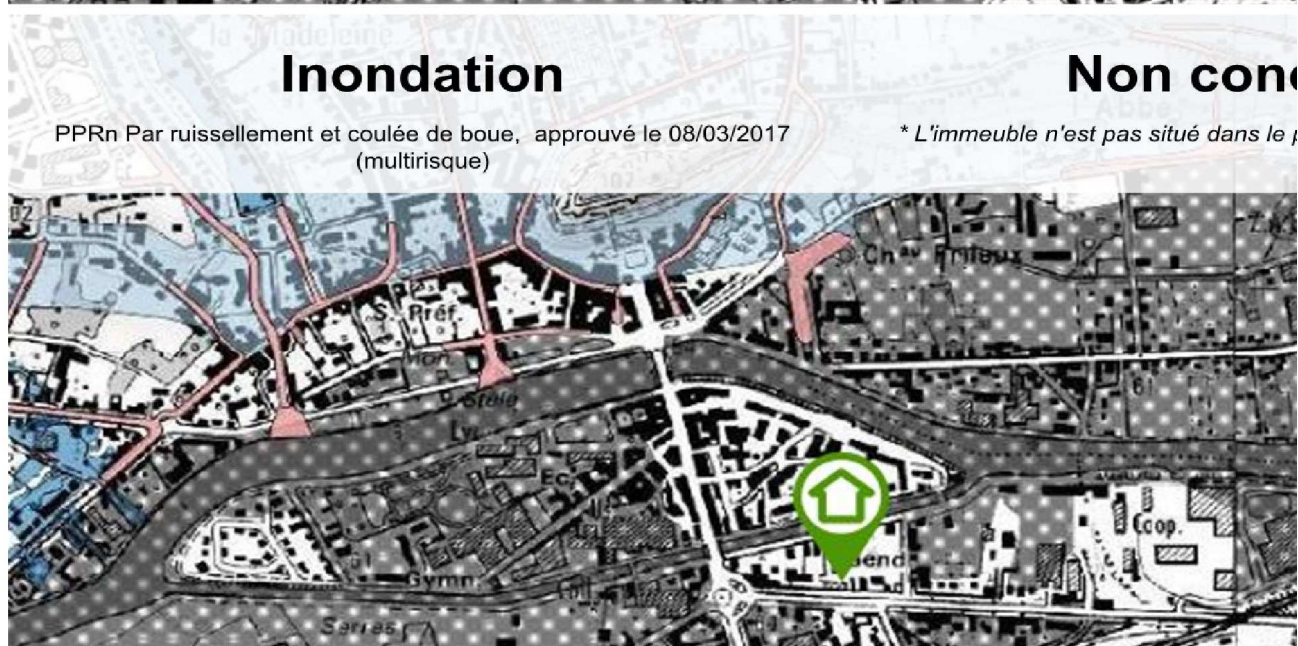
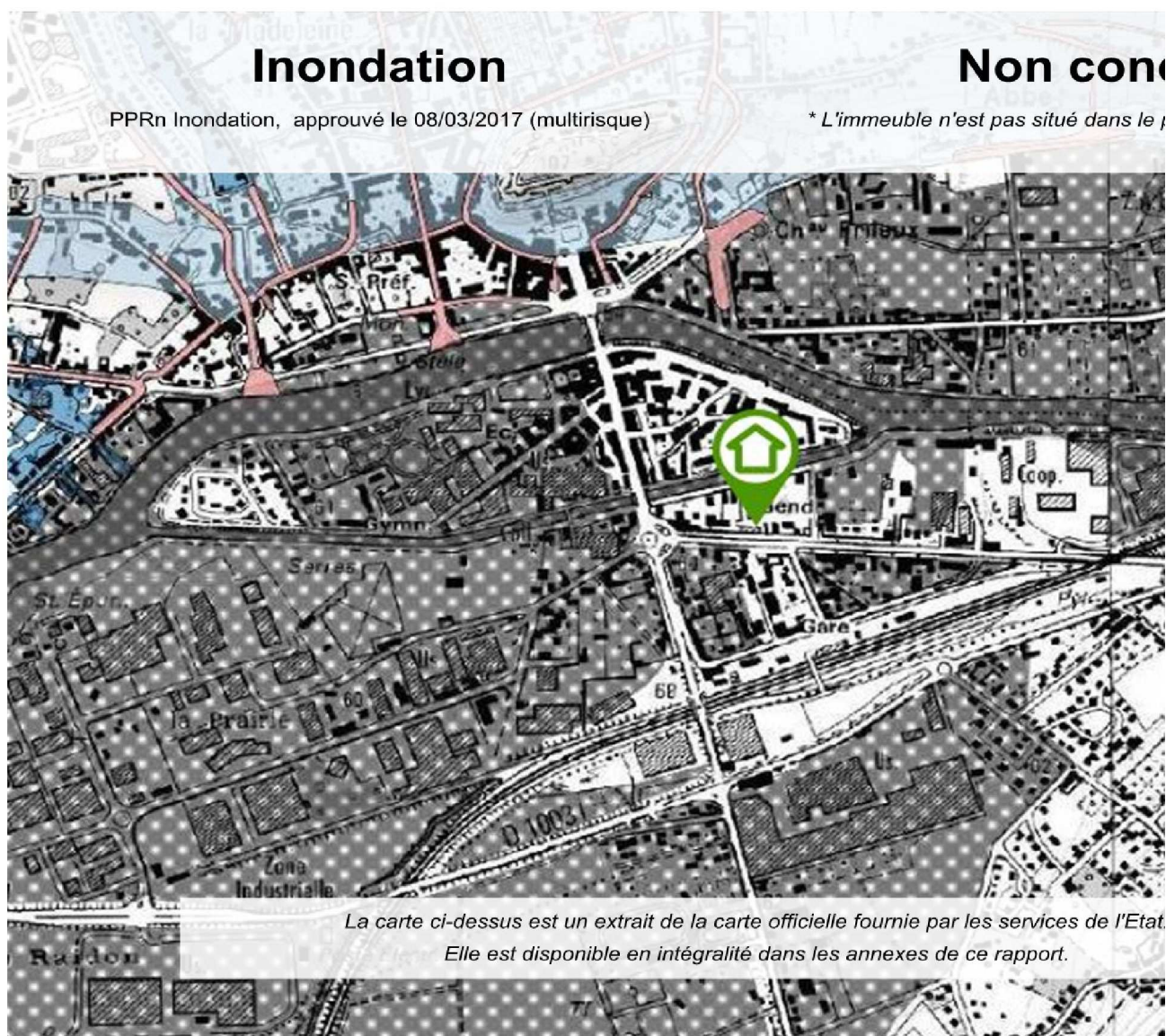
Forte Moyenne Modérée
zone 5 zone 4 zone 3

7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon :

Significatif Faible avec facteur de t
zone 3 zone 2

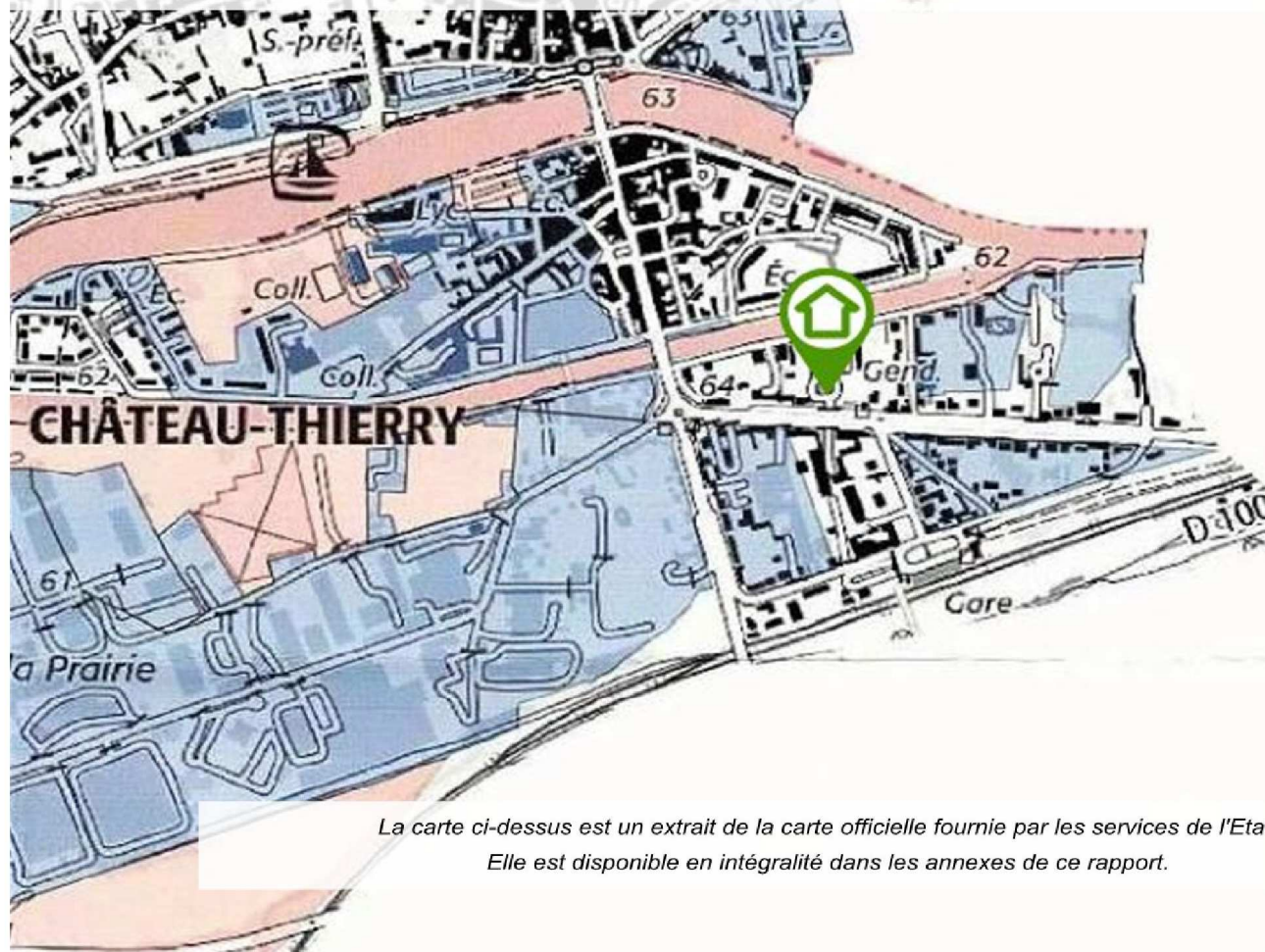


Inondation

PPRn Inondation, approuvé le 16/11/2007

Non con

* L'immeuble n'est pas situé dans le p



Cartographies ne concernant pas l'immo

Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par

Le PPRt multirisque, approuvé le 28/12/2010

Pris en considération : Effet thermique, Effet toxique



Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages causés par des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune de Château-Thierry

Risque	Début	Fin
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/01/2018	02/02/2018
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	14/06/2009	14/06/2009
Par remontées de nappes phréatiques		
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/07/2000	07/07/2000
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	25/12/1999	29/12/1999
Mouvement de terrain		
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/08/1997	07/08/1997
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	18/05/1996	18/05/1996
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	23/08/1995	23/08/1995
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/01/1995	05/02/1995
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	30/04/1993	01/05/1993
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	01/09/1987	01/09/1987
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	09/04/1983	30/04/1983

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communale, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Laon - Aisne
Commune : Château-Thierry

Adresse de l'immeuble
Avenue de la République
02400 Château-Thierry
France

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE

Prescriptions de travaux

Aucune

Documents de référence

Aucun

Conclusions

L'Etat des Risques délivré par CABINET AGENDA AISNE en date du 03/07/2019 fait apparaître que la commune se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2018-488 en date du 05/09/2018 en matière d'obligation d'Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN n'est concerné par aucun règlement.

Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral n° 2018-488 du 5 septembre 2018

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRn multirisque, approuvé le 08/03/2017
- Cartographie réglementaire du PPRn multirisque, approuvé le 08/03/2017
- Cartographie réglementaire du PPRn Inondation, approuvé le 16/11/2007
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

Arrêté n° 2018-488 en date du 5 septembre 2018 relatif à l'information des acquéreurs et locataires pour la commune de Château-Thierry

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-5 et R.125-23 à R.125-25 ;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et locataires immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2017 relatif à l'information des acquéreurs et locataires ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2018 portant approbation de la modification du plan de prévention des inondations de la vallée de la Marne sur la commune de Château-Thierry ;

Sur proposition du Sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R E T E



La liste des documents utiles à l'établissement de l'état des risques tel que prévu par les textes est la suivante :

- le dossier départemental des risques majeurs approuvé,
- le plan de prévention des risques inondations modifié le 11 juillet 2018 sur la commune de Château-Thierry,
- le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue approuvé le 08 mars 2017.
- le plan de prévention des risques technologiques approuvé le 28 décembre 2010.

Ces documents sont consultables :

à la préfecture,

à la mairie,

à la direction départementale des territoires,

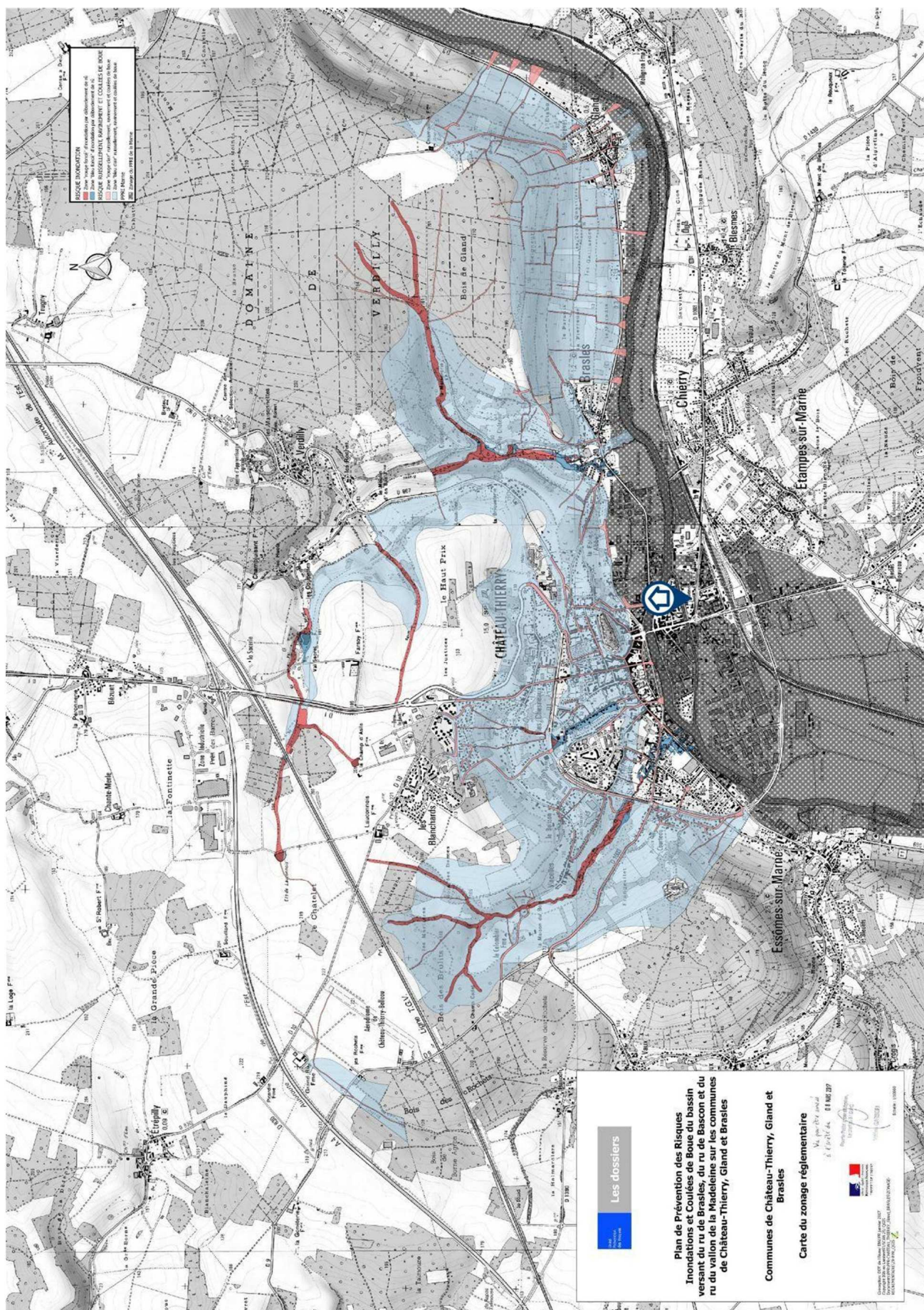
sur le site internet des services de l'Etat dans l'Aisne : <http://www.aisne.gouv.fr>

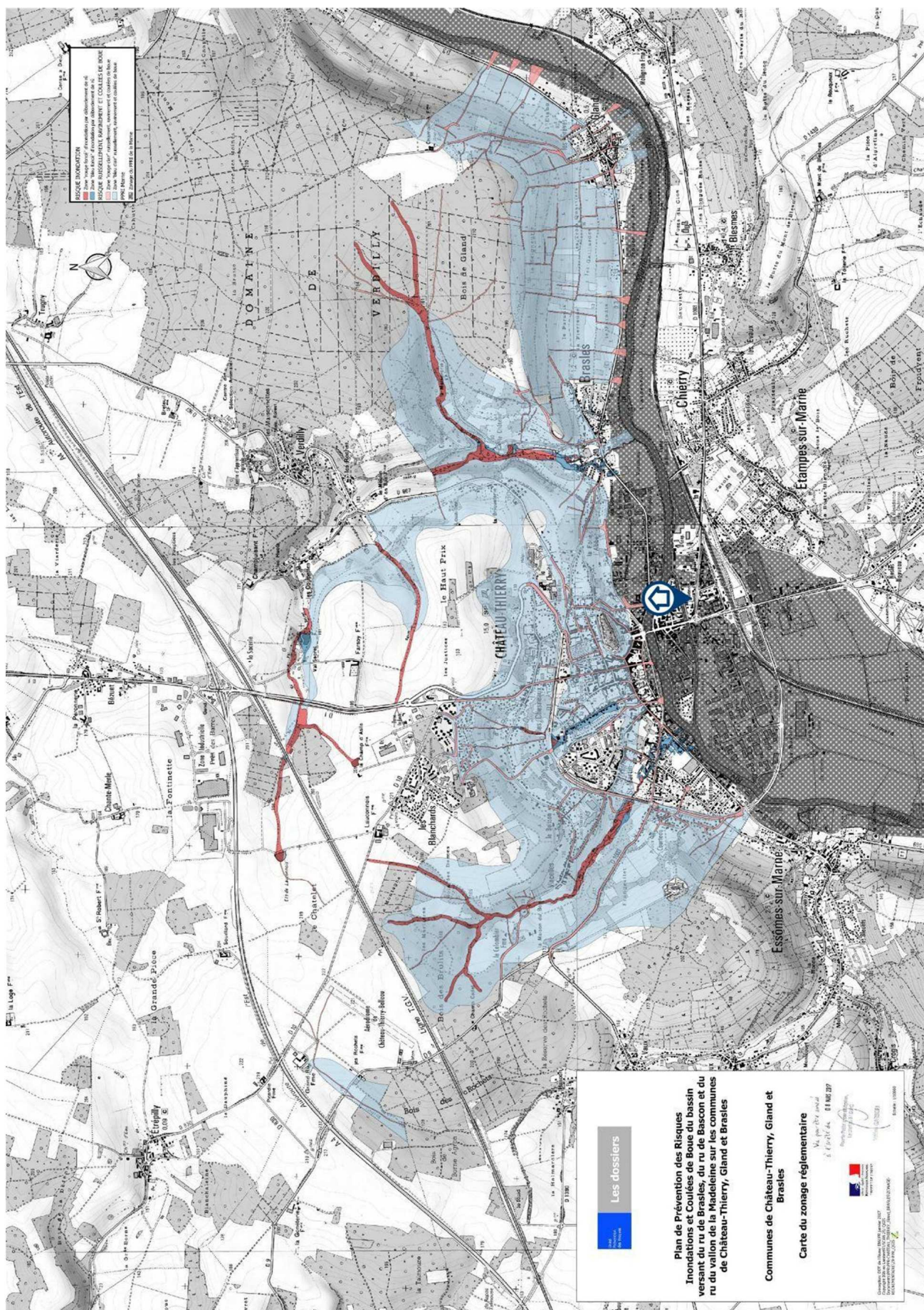
Article 2 : L'arrêté du 20 mars 2017 est abrogé.

Article 3 : Le Sous-préfet directeur de cabinet, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le maire de Château-Thierry et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LAON, le 05 septembre 2018

Pour le Préfet et par délégation, Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Signé : Daniel FERMON





Les dossiers

**Plan de Prévention des Risques
Inondations et Coulees de Boue du bassin
versant du ru de Blasles, du ru de Bascon et du
ru du vallon de la Madeleine sur les communes
de Chateau-Thierry, Gland et Blasles**

**Communes de Chateau-Thierry, Gland et
Blasles**

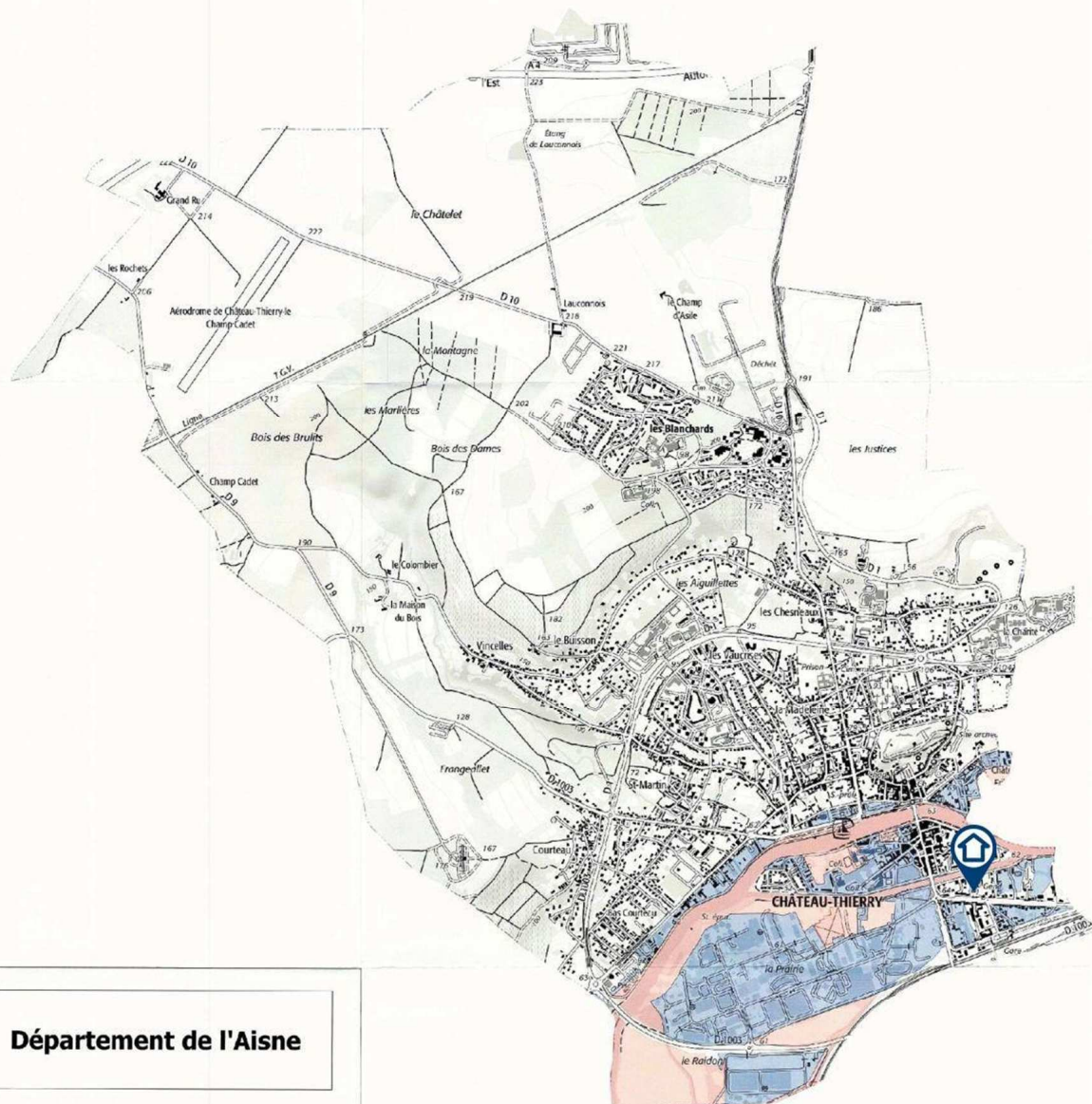
Carte du zonage réglementaire

Vu, pour être jointe,
le 14/11/2019, 01 402 237



Agence de l'Eau
Seine-Normandie

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978
relative à l'accès à l'information.



Département de l'Aisne

Modification du Plan de Prévention des
Risques Inondation de la vallée de la
Marne

Commune de Château-Thierry

Carte de zonage réglementaire modifiée

Légende

- Inconstructibilité
- Constructibilité conditionnelle

Vu pour être annexé
à l'arrêté du

Nicolas BASSELER
Nicolas BASSELER

11 JUIN 2018



DDT de l'Aisne
Service Environnement
Unité Prévention des Risques

Date de production: juin
2018
Copyright: IGN Scan 25
Echelle: 10 000e



Attestation d'assurance

Responsabilité Civile Activités de Services

Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex

ue :

MONSIEUR GERALD GRASSET
Gérald GRASSET
10 boulevard Paul Doumer
02200 SOISSONS

re d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

t a pour objet de :

sfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 sept
06, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses te
bséquents ;
ntir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du
s activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :
vertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de
queurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagno

listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, r
avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus générale
rage ou d'équipement de génie civil.

\VEC mention)

au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

de plomb avant travaux

termes avant vente, parties privatives et parties communes

itaire - Diagnostic Mûrles

stallation intérieure de gaz

de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

stallation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

isques et Pollutions (ERP)

de copropriété, tantièmes de charges

gement décent

ntionné - Normes d'habitabilité

étrage habitable - Relevé de surfaces

roquis à l'exclusion de toute activité de conception

aux locatif

cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

tion de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations

de détecteurs de fumée

des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Étude en Rénovation Énergétique

ment autonome

ment collectif

te attestation est délivrée pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 et sous réserve du paiement de la cotisation émise

RC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

nt document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application
, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de gar
es aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportion
is, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

La Défense, le 20 décembre 2018, Pour Allianz

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1 432 600 €
Immeuble Quai 34, 92076 Paris La Défense Cedex
CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex
01 43 55 55 55
01 43 55 55 55
311 248 637 R.C.S. NANTERRE - 311 248 637
Télécommunications ORIAS - 07 691 707 55